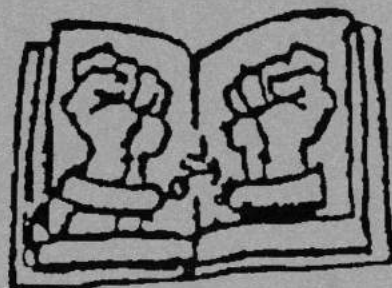


Cahiers du mouvement ouvrier



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 4 - DÉCEMBRE 1998

PRIX : 50 F

REVUE TRIMESTRIELLE

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine**

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 5
- **Vadim Rogovine** p. 9
(Jean-Jacques Marie)
- **Quatre textes de Vadim Rogovine** p. 13
 - Les trotskystes dans les camps
 - La composition sociale et le niveau de vie de la population
 - Le stalinisme et la paysannerie
 - L'inégalité sociale
- **Interview d'un survivant
de l'Opposition de gauche** p. 25
- **Une falsification stalinienne** p. 33
(Natalia Mouchitz)
- **Ne pas vivre dans le mensonge (sur Soljenitsyne)** p. 49
(Alexandre Ilitchev)
- **Documents :**
la révolte de Tambov p. 57
- **Lettres de Lominadzé à Orjonikidzé** p. 75
- **Le testament de Maria Spiridonova** p. 87
- **L'écrivain Mikhail Choukhov
et la collectivisation stalinienne** p. 93
- **Reprendre conscience
(la renaissance du mouvement ouvrier en Russie)** p. 99
(Alexandre Zolotov)
- **La déclaration du PC italien du 1^{er} août 1936
à destination des fascistes italiens** p. 105

- **Les anarchistes espagnols de la CNT-FAI
et la révolution de 1936-1937 p. 117**
(Eleas Garcia)
- **John Mac Nair : George Orwell p. 133**
- **Léon Vikenti Lipski,
fondateur du PC polonais indépendant p. 139**
- **Chronique des falsifications p. 145**
— **Une falsification stalino-monarchiste p. 147**
— **L'argent allemand
et le mouvement ouvrier (juin 1936) p. 149**
- **Pages oubliées : Fiodor Dan (menchevik)
sur les procès de Moscou p. 151**
- **Un document du CERMTRI sur la Yougoslavie p. 155**

Présentation

Ce numéro, le premier publié depuis la mort de Vadim Rogovine, cofondateur des *Cahiers du mouvement ouvrier*, comporte quatre études de lui, une sur les trotskystes dans les camps et trois sur les aspects sociaux du stalinisme. Ces études seront poursuivies dans les prochains numéros et porteront en particulier sur le Komsomol, le NKVD et l'armée. Elles seront complétées ensuite par un portrait des douze principaux personnages de l'entourage de Staline.

Dans ce numéro, ces études sont à la fois complétées et illustrées par l'interview du dernier survivant de l'Opposition de gauche, ouvrier imprimeur, effectuée par Vadim Rogovine un an avant la mort de cet ultime rescapé des combats engagés contre le stalinisme par l'Opposition en 1923.

Natalia Mouchitz, documentaliste et chercheur au musée Lénine, de Leninskie Gorki, analyse longuement une triple falsification de Staline à propos de la résolution soumise par Lénine au comité central du 10 octobre 1917, appuyée sur la découverte de documents passés sous silence, et y ajoute son analyse personnelle des positions de Lénine, Kamenev et Trotsky à propos de l'insurrection.

Alexandre Ilitchev a publié dans le journal *Mysl*, du Parti russe des communistes, une étude sur un exemple de la manière dont Alexandre Soljenitsyne arrange certains faits dans *L'Archipel du Goulag*.

Les Cahiers du mouvement ouvrier commencent ensuite la publication des lettres adressées en 1929-1930 par le jeune cadre stalinien Vissarion Lominadzé à Sergo Ordjonikidzé, proche de Staline, qui est à la fois membre du bureau politique et président de la commission centrale de contrôle. Ces lettres, qui ont été transmises par le fils de Lominadzé à Vadim Rogovine, qui nous les a immédiate-

ment fait parvenir, sont antérieures au document publié dans le n° 3 des *Cahiers* sur le groupe d'opposition à Staline Syrtsov-Lominadzé. Elles ont une double importance historique. D'abord, elles manifestent le désarroi, à cette époque, d'un partisan jusqu'alors convaincu de Staline et brusquement désarmé ; ensuite, leur importance vient de ce qu'Ordjonikidzé ne les a pas alors communiquées à Staline, et de ce que ce dernier, étant entré en leur possession (nous ne savons pas comment), les a utilisées contre Ordjonikidzé à la veille du premier plénum du comité central (en décembre 1936) destiné à orchestrer le déchaînement accéléré de la Terreur. Leur lecture est parfois malaisée, parce que Lominadzé fait référence à des événements souvent bien oubliés, mais cela n'en diminue pas la portée. Leur publication s'étalera sur quatre numéros.

De courts extraits de la lettre adressée par l'ancienne dirigeante des Socialistes-Révolutionnaires de gauche, Maria Spiridonova, au NKVD, en 1937, lors de la tentative du NKVD de monter un pseudo-complot des S-R de gauche pour tuer Staline, illustrent la résistance farouche opposée par de nombreux militants de toutes orientations politiques à la terreur stalinienne.

A l'heure où la révolte de Tambov de 1920-1921 et son écrasement par le gouvernement soviétique donnent naissance à des légendes qui font déjà office de vérité historique (Lénine faisant monter des paysans révoltés dans des camions où il les aurait fait gazer !), les *Cahiers* publient un dossier conséquent, avec des documents des deux camps opposés, sur cette page de la guerre civile finissante et sur ces derniers instants du communisme de guerre.

Un échange de lettres entre Choukhov et Staline, dont sont ici publiés de courts extraits, apporte un éclairage sur la collectivisation stalinienne.

L'article d'Alexandre Zolotov est le premier d'une série sur le mouvement ouvrier en Russie aujourd'hui. Dans la mesure où il s'agit d'un article plus analytique qu'informatif, il fournit l'occasion de rappeler que, comme pour les autres articles, l'analyse présentée est de la responsabilité de l'auteur. D'autres études rédigées par Tania Chavchoukhova apporteront dans les numéros suivants des précisions sur des organisations diverses.

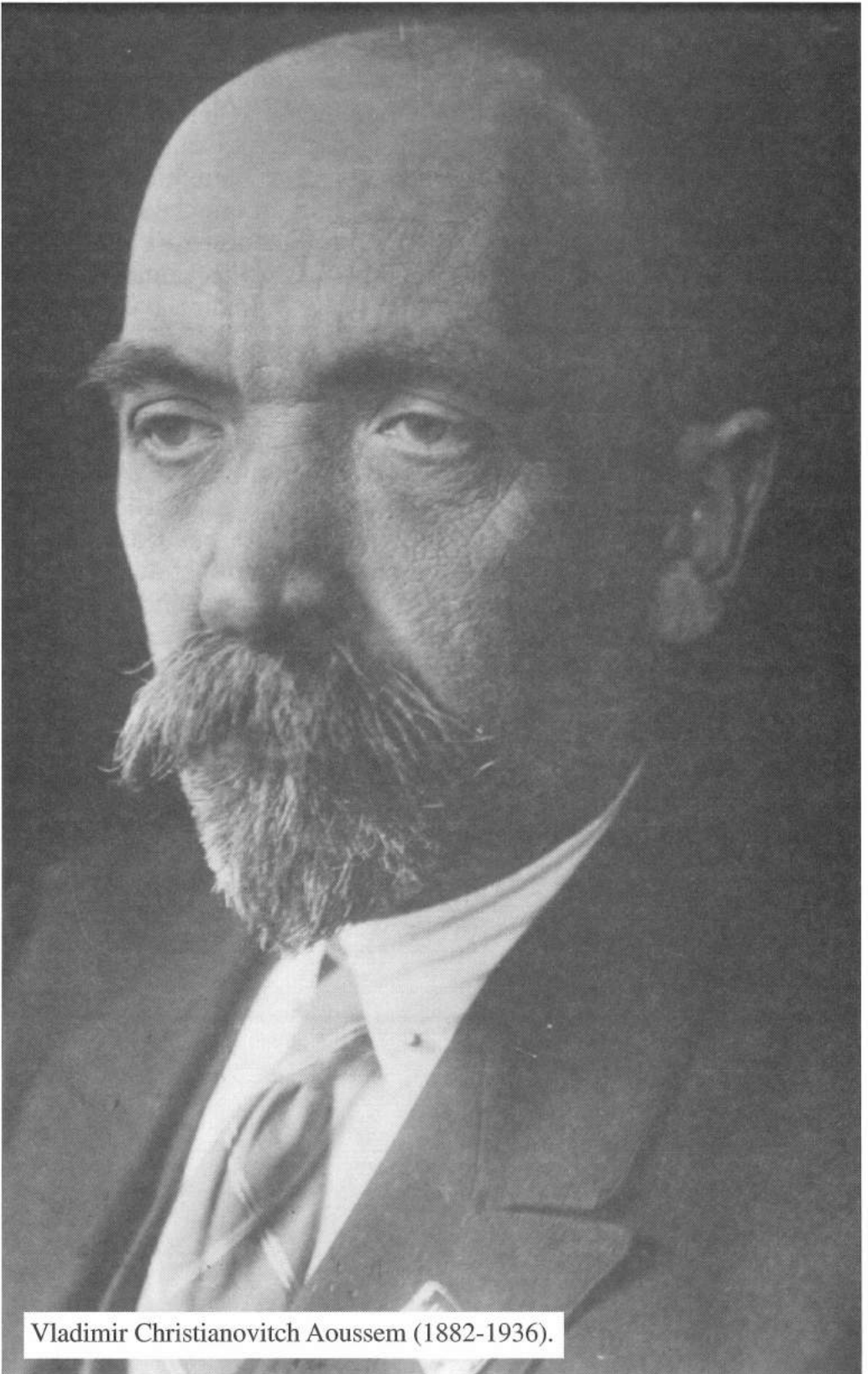
Les longs extraits (80 % du texte) de la déclaration du comité central du Parti communiste italien, datée du 1^{er} août 1936, invitant les fascistes de la vieille garde et les jeunes fascistes à faire l'unité avec le Parti communiste italien pour appliquer le programme fasciste de 1919, attirent l'attention sur un aspect systématiquement occulté de l'histoire internationale du stalinisme : ce texte, rédigé par Togliatti à Moscou — donc avec l'accord, voire sur les directives mêmes de Staline, via ses hommes de main, Dimitrov et Ma-

nouilski, à la tête du Comintern —, a été rendu public moins de deux semaines après le soulèvement fasciste en Espagne, en plein développement verbal de la lutte antifasciste dont le VII^e et dernier Congrès du Comintern donnait les fondements généraux. Il apporte un éclairage que l'on ne saurait dire nouveau, puisque ce texte est public depuis soixante-deux ans, mais qui attire l'attention sur le caractère pour le moins simpliste de la division en tranches de l'orientation du Kremlin : ultragauchisme révolutionnaire (troisième période) jusqu'en 1934, tournant vers l'union avec les démocraties et l'antifascisme de 1935 à 1938, tournant vers l'alliance avec les pays fascistes en 1939-1941...

L'article d'Eleas Garcia sur les anarchistes de la CNT-FAI et la révolution de 1936-1937 analyse, sur la base de documents d'archives, un certain nombre de réactions de militants anarchistes face à la politique de la direction de la FAI et des ministres anarchistes du gouvernement de Front populaire. Vu sa longueur, cette étude est publiée sur deux numéros des *Cahiers*. Elle est flanquée de quelques pages pittoresques du député de l'Independent Labour Party, le pacifiste John Mac Nair, sur son compagnon d'Espagne, George Orwell, l'auteur du fameux *Catalogne libre*, dont s'est inspiré l'auteur du film *Land and Freedom*.

Le numéro est complété, selon la coutume, par quelques exemples de falsifications, un rappel d'une tradition bourgeoise accusant de financement par l'étranger (l'Allemagne, le plus souvent) les militants et partis ouvriers qui ne s'alignent pas sur les exigences de l'Etat, et une présentation d'un document du CERMTRI.

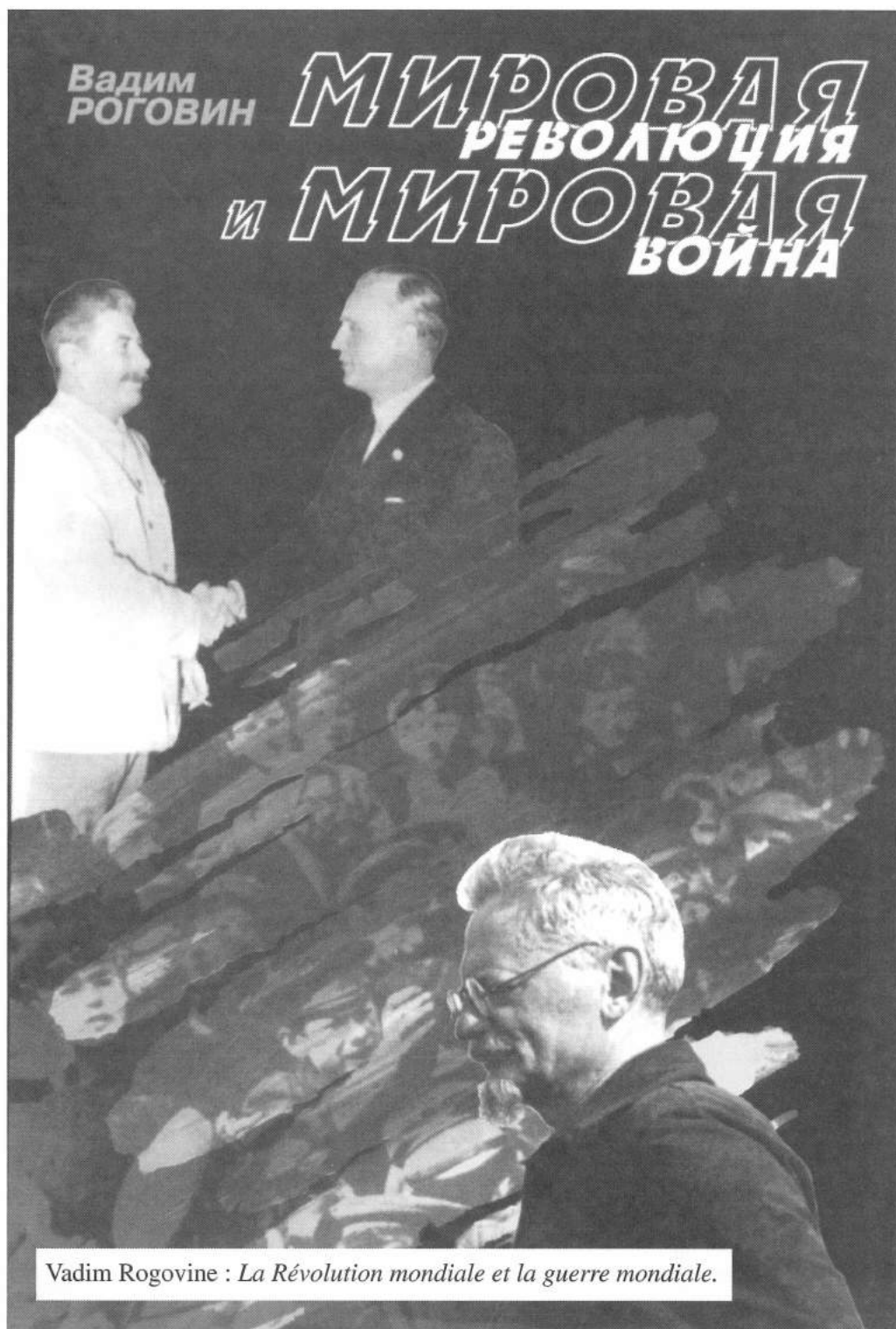
Jean-Jacques Marie



Vladimir Christianovitch Aoussem (1882-1936).

Vadim Rogovine
(1937-1998)

(Jean-Jacques Marie)



Hommage à un historien

VADIM ROGOVINE s'était, depuis 1992, lancé dans une vaste entreprise : rédiger et publier sept volumes consacrés à l'histoire du combat contre le stalinisme en URSS de 1923 à l'assassinat de Léon Trotsky. Entreprise audacieuse dans un pays où les chantres de la nomenklatura d'hier ont achevé leur course en promouvant une révision fantastique et grotesque de l'histoire : Nicolas II, qui a lancé la Russie dans une guerre sans issue contre la promesse de se voir livrer Constantinople et l'accès de sa marine aux Détroits, les généraux et amiraux blancs Koltchak, Denikine, Wrangel, financés et armés en 1918-1920 par l'Angleterre et la France, voire le général Vlassov lui-même, dont les troupes portaient l'uniforme de la Wehrmacht, deviennent les héros nationaux à la place des idoles défraîchies d'hier ou d'avant-hier. Ceux qui jugeaient hier indispensable de parsemer leurs écrits de citations rituelles de Lénine le qualifient aujourd'hui d'agent allemand et d'assassin, quand ils ne lui prêtent pas l'organisation des attentats dirigés contre lui.

Autre face de cette caricature, des folliculaires dits "patriotes" publient à la pelle des brochures antisémites aux rejets nazis, rééditent le faux grossier des *Protocoles de Sion* et le *Précis d'histoire du Parti bolchevique* de 1938, qui devait constituer le tome XIV des *Œuvres complètes* de Staline, tous ouvrages que l'on peut, ultime insulte au nom de Lénine, trouver tous les samedis matins en bas des marches de l'ancien musée Lénine, à

Moscou, à deux cent mètres de la place Rouge.

Avant sa mort, survenue dans la nuit du 17 au 18 septembre, Vadim Rogovine a réussi à publier six volumes : *Y avait-il une alternative ?*, *Le Pouvoir et l'Opposition*, *La Néo-NEP stalinienne*, 1937, *Le Parti des fusillés*, *La Révolution mondiale et la Guerre mondiale*. Il avait achevé 80 % du septième et dernier volume.

Il a utilisé pour cet énorme travail tout ce qui a été publié en Russie depuis 1989, documents d'archives, souvenirs, études, le *Bulletin de l'Opposition* publié par Trotsky de 1929 à 1940, et des documents d'archives non encore publiés que son assistant, Mark Goloviznine, dénichait pour lui. On peut affirmer sans exagération que ce travail n'a pour le moment pas d'égal en Russie, ni au dehors.

Vadim Rogovine, très heureux de voir enfin paraître les *Cahiers du mouvement ouvrier*, avait, après les trois premiers numéros, souligné : l'histoire du stalinisme et de ses conséquences, plus largement encore l'histoire de l'URSS même, n'est pas terminée ; il faudrait donc éclairer leurs prolongements actuels dans l'ex-URSS et la réalité du mouvement ouvrier dans les pays de l'ex-URSS aujourd'hui. Ce dernier se reconstruit peu à peu face à une entreprise de destruction économique et sociale orchestrée par la privatisation, et qui touche globalement tous les domaines de l'existence : les rapports de propriété, la production, les conditions de travail, la santé, la culture, l'école, le salaire, la protection sociale, les retraites...

Sous une autre forme et à un autre stade de l'histoire de la Russie et de l'Europe, ces problèmes rappellent ceux qui ont suscité la révolution en 1917, même si la destruction de l'industrie, des transports et de l'agriculture s'effectue en temps de "paix" (d'ailleurs bien relative), alors qu'en 1914-1917, elle a été provoquée par la guerre mondiale, puis civile. Mais la chute de la production industrielle de 50 % en sept ans, de 1991 à 1998, le non-paiement des salaires pendant six, douze, voire dix-huit mois, le retour de régions entières à une économie naturelle d'autosubsistance et au troc, la paralysie croissante des échanges, tous ces phénomènes — bien connus —, aggravés par la criminalisation fantastique de l'économie, ont des effets destructeurs comparables à ceux d'une guerre. Ce numéro 4 commence — modestement — à aborder ces problèmes. Les suivants continueront à publier des contributions venues de Russie.

Quelques heures avant que Vadim Rogovine ne meure, abattu par le cancer contre lequel, mu par la volonté d'achever son travail, il luttait depuis quatre ans, nous avons évoqué tous les deux, au centre anticancéreux où il était soigné et dont les médecins confrontés au tarissement des crédits gouvernementaux se demandent comment ils pourront continuer à soigner le millier de malades qu'ils accueillent, sa contribution aux quatre prochains numéros des *Cahiers*

du mouvement ouvrier (4, 5, 6 et 7).

Ses textes sont prêts. Il a eu le temps de me transmettre pour publication des documents qu'il avait recueillis : les lettres à Ordjonikidzé de Lominadzé, ancien homme de confiance de Staline, dénonçant le régime du parti et la politique du secrétaire général en 1929-1930, leur utilisation en 1936 par Staline contre son vieil ami Ordjonikidzé, qu'il poussera au suicide, un document sur le maréchal Primakov, fusillé en 1937 dans le procès Toukhatchevski, établi par le fils de Primakov lui-même, d'autres encore... Ils seront tous imprimés dans la revue.

Son 1937 sera prochainement publié en français. Mark Goloviznine, son assistant, participera à la rédaction de la partie russe et "soviétique" des *Cahiers*.

Le CERMTRI a organisé le samedi 14 novembre une présentation des travaux de Vadim Rogovine et de discussion sur ces derniers avec Mark Goloviznine.

Les *Cahiers* continueront à faire connaître systématiquement ses travaux et à poursuivre, malgré son absence, leur activité, en exhumant des documents inconnus, peu connus ou oubliés, sur des moments importants de l'histoire du mouvement ouvrier.

C'est certainement le meilleur hommage qui puisse être rendu à son activité d'historien.

Jean-Jacques Marie

Quatre textes de Vadim Rogovine

**Les trotskystes
dans les camps**

**Composition sociale
et niveau de vie
de la population en URSS**

**Le stalinisme
et les paysans**

Les inégalités sociales

Les trotskystes dans les camps

L'ÉTAT d'esprit et la conduite des opposants dans les camps devaient particulièrement inquiéter Staline. Restaient en effet détenus des milliers de trotskystes irréductibles, même si, passés de confortables conditions d'existence aux dures conditions de l'exil, la plupart des dirigeants de l'Opposition avaient capitulé.

Jusqu'en 1936, la plupart des opposants arrêtés se trouvaient en exil ou dans des "isolateurs politiques", c'est-à-dire des prisons pour détenus politiques, où les conditions étaient relativement clémentes. En 1936, a commencé leur transfert massif dans des camps de concentration. En même temps, le régime des isolateurs s'aggravait brutalement. Les opposants répondirent à ces mesures ainsi qu'aux premiers procès de Moscou en adressant des lettres indignées aux organes du parti et de la Tcheka, ce qui ne fit que renforcer la répression à leur égard. En février 1937, Iejov signa une directive enjoignant de déférer devant les tribunaux "tous les détenus dans les prisons de la Sécurité d'Etat, quelle que soit la durée de leur peine, qui m'ont envoyé des lettres insultantes concernant le nouveau règlement et les procès". De nombreux trotskistes, ainsi que le leader du groupe déciste V. M. Smirnov et l'un des "droitiers" les plus intransigeants, V. V. Kouzmine, figurent parmi les victimes de cette nouvelle vague de répression (1).

A la réunion du comité central de février-mars, Staline dévoila ses plans concernant les trotskistes et les zinoviévistes. Appréciant leur nombre à approximativement 30 000, il déclara que, sur ce nombre, 18 000 avaient déjà été arrêtés. Ainsi, "il reste peut-être une douzaine de milliers de vieux cadres (...), que nous fusillerons bientôt" (2). Ces déclarations cannibales ne figuraient pas, bien entendu, dans le texte publié de son intervention.

Pendant ce temps, dans les camps, les opposants engageaient des actions collectives de protestation. Ainsi, en août 1936, après avoir envoyé au comité central et au NKVD des déclarations exigeant qu'on leur accorde le statut de détenu politique, les trotskistes de Kolyma entamèrent une grève de la faim. Au treizième jour de la grève, l'administration eut recours à l'alimentation artificielle, ce qui aggrava sensiblement l'état de nombreux grévistes. Quelque temps après, les revendications des grévistes furent satisfaites, les trotskistes restèrent groupés, les couples (avec leurs enfants, s'ils en avaient) eurent le droit de vivre ensemble (3).

Dans un des camps, où il y avait 180 trotskistes, leur centre de communication

(1) Nekrassov. V. F., *Treize commissaires du peuple "de fer"*, pp. 194-195.

(2) *Questions d'histoire*, 1995, n° 11-12, p. 21.

(3) *Résistance au Goulag*, pp.148-149.

était la baraque des époux Serbski et Zakharian. Ces derniers avaient un enfant. Une dénonciation de leurs gardiens les accusait du "crime" suivant : *"L'enfant de 4-5 ans est tout excité quand il entend les enfants du personnel libre parler des chefs de la classe ouvrière d'URSS, mais sa mère l'empêche catégoriquement de prononcer leur nom... Il grandit coupé de la radieuse réalité soviétique, on en fait un futur trotskiste."*

Serbski et Zakharian furent parmi les premiers contre lesquels fut monté un nouveau procès, alors qu'ils étaient en camp (auparavant, ils avaient déjà été condamnés cinq fois). En 1937, ils furent condamnés à mort et exécutés un mois plus tard (4).

A peu près à la même époque, T. I. Miagkova fut de nouveau inculpée et condamnée. A la fin des années 1920, elle avait été membre du centre clandestin central de l'Opposition en Ukraine. En 1928, exilée pour trois ans à Astrakhan, elle est secrétaire de Rakovski, participe à la diffusion de tracts réclamant le retour d'exil de Trotski et la libération des autres opposants emprisonnés. Après une déclaration de rupture avec l'Opposition en 1929, elle est libérée avant terme. Ayant repris en 1932 une activité d'opposition clandestine avec d'autres membres du groupe de I. N. Smirnov, elle est à nouveau arrêtée. A partir de 1933, elle est détenue à l'isolateur de Verkhneouralsk, puis exilée au Kazakhstan.

En juin 1936, elle est arrêtée à Alma-Ata et déportée dans un camp de Kolyma pour cinq ans (5). Elle y travaille d'abord comme économiste chargée de la planification, vivant dans une baraque aménagée pour les employés libres, avec le même salaire qu'eux et un droit de correspondance non limité.

Son amie, M. Varchavskaïa, relate dans ses souvenirs qu'elle avait dit au chef du département secret du NKVD de Magadan, Mossevitch, condamné au procès des tchékistes de Leningrad en 1935 : *"Nous ne serons pas les seuls à être exterminés. Vous le serez aussi parce que vous savez que nous (les trotskistes, V. R.) n'avons pas tué Kirov"* (6).

A l'automne 1937, Miagkova fut arrêtée pour avoir engagé la conversation avec son vieux camarade Poliakov, qui passait devant sa baraque avec un convoi de trotskistes. Quand un garde lui avait ordonné de s'éloigner du convoi, elle s'était écriée : *"Fascistes, suppôts des fascistes, je sais que ce régime n'épargne ni les femmes ni les enfants. Mais votre arbitraire prendra bientôt fin"* (7).

Dans les années 1950, l'ex-opposante S. Smirnova a fait le récit suivant : pendant l'été 1937, Miagkova a été amenée à Magadan avec d'autres trotskistes venus de camps éloignés pour de nouvelles inculpations. Les détenus étaient enfermés dans une grande baraque avec deux rangs de châlits. La nuit, un groupe de gardiens venait et lisait la liste des nouveaux condamnés. Une nuit, ce fut le tour de Miagkova.

Sa dernière lettre à ses proches est datée du 18 septembre. Un mois plus tard, accusée d'avoir systématiquement entretenu des liens avec les détenus trotskistes, d'avoir fait une grève de la faim de six mois et d'avoir exprimé des idées défaitistes contre-révolutionnaires, elle était condamnée à mort.

C'est à la fin de 1937 que commença l'extermination des *"instigateurs et organisateurs de complications (c'est-à-dire de grèves, V. R.) parmi les trotskistes"*. Les parents de victimes de ces opérations d'extermination se virent refuser dans les années 1950-1960 la réhabilitation de leurs proches. Il a fallu attendre la fin des années 1980 pour que la plupart des trotskistes soient pleinement réhabilités sur le plan juridique comme vis-à-vis du parti.

La situation des trotskistes dans les camps était encore aggravée par la haine sincère que continuaient à nourrir et exprimer envers eux les plus bornés ou les

(4) *Ibidem*, pp. 150-154.

(5) Extraits de dossiers judiciaires de T. I. Miagkova. Archives personnelles de R. M. Miagkova-Poloz. Cf. dossier et photo dans le n° 1.

(6) M. I. Varchavskaïa, *Souvenirs* (manuscrit). Archives personnelles de R. M. Miagkova-Poloz.

(7) *Résistance au Goulag*, pp. 126-127.

plus terrorisés des staliniens. Dans des souvenirs publiés dans les années 1960, l'un de ces "orthodoxes" raconte ainsi sa première rencontre avec les trotskistes dans les camps. A Magadan, où, ce sont ses propres mots, "*on nous (les détenus) avait accueillis comme des travailleurs, des gens utiles pour les grands chantiers et l'extraction de l'or si nécessaire au pays*", un vieux détenu trotskiste s'était approché du convoi en disant : "*Alors, camarades staliniens, votre père éclairé vous a remerciés de votre fidélité et de votre dévouement ?*" "*Je raconte ce trait — commente l'auteur de ce récit — parce qu'on raconte aujourd'hui que 100 % des gens arrêtés à l'époque étaient innocents. C'est faux. Il y avait aussi à l'époque de véritables ennemis de la construction du socialisme. Ils poursuivaient même dans les camps leur activité contre le parti, s'efforçant de faire fléchir les léninistes convaincus*" (8).

Un épisode du roman de Simonov, *Les Vivants et les Morts*, en dit long sur les relations entre trotskistes et staliniens dans les camps. Simonov raconte, en prenant visiblement le parti de son héros, comment, en détention, le chef de brigade Serpiline, "*sans s'embarrasser d'explications, frappa jusqu'au sang un de ses camarades de la guerre civile, un trotskiste qui avait fait l'erreur de le prendre pour confident et de lui faire part de ses idées selon lesquelles le parti avait dégénéré et la révolution péri*" (9).

En soumettant, dès 1923, chaque membre du parti à toute une série de pogromes où la condition immuable pour survivre était d'exprimer une haine féroce du "trotskisme", Staline avait profondément divisé le parti, et cette division demeurait même dans les camps. Ceux qui étaient considérés "par erreur" comme trotskistes redoublaient de haine à la pensée que les responsables de leur malheur étaient les vrais trotskistes et que ces derniers représentaient effectivement une menace pour l'Etat.

Il reste encore aux historiens à déterminer qui, de ceux qui ont été condamnés pour "*activité contre-révolutionnaire trotskiste*", étaient réellement trotskistes. Ce calcul peut être facilité par le fait que

ceux des trotskistes qui n'ont jamais capitulé ont été arrêtés dès le début de la Grande Terreur et étaient généralement regroupés dans les camps. En confrontant un certain nombre de témoignages sur le nombre de vrais trotskistes, on peut conclure qu'ils étaient des milliers, sinon des dizaines de milliers, dans les seuls camps de Kolyma et Vorkouta.

L'administration des camps reçut l'ordre exprès de leurs imposer les conditions les plus dures. Et dans la mesure où les trotskistes ne dissimulaient pas leurs convictions et organisaient collectivement des manifestations de protestation, il furent sauvagement exterminés, sur ordre de Moscou.

En même temps, les innombrables amalgames staliniens engendraient un profond paradoxe. L'écrasante majorité des vrais trotskistes avaient été déportés en camp en 1936, quand les commissions spéciales n'avaient pas le droit de prononcer des peines supérieures à cinq ans. Dans les années 1937-1938, où, pour "*activité contre-révolutionnaire trotskiste*", on était condamné à des peines de dix à vingt-cinq ans, la majeure partie des nouveaux arrivants n'avaient jamais appartenu à aucune opposition. Les geôliers staliniens bornés étaient incapables de distinguer les vrais trotskistes de ceux qui étaient tombés sous le chef de cette accusation dans la fièvre de la Grande Terreur. C'est pourquoi, parmi les trotskistes, il s'est trouvé quelques dizaines, sinon quelques centaines de détenus qui n'ont pas été fusillés. Certains d'entre eux ont été remis en liberté après avoir purgé leur peine et ont participé à la Deuxième Guerre mondiale.

Au nombre des survivants, se trouve par exemple A. R. Pergament, arrêté une première fois en 1927 pour son activité d'opposant et exilé dans la région de Viatka pour deux ans. A son retour d'exil et jusqu'à janvier 1935, il a travaillé à Moscou comme adjoint du président du Gosplan. Le 26 août 1936, il a été

(8) *Réhabilités à titre posthume*, p. 322.

(9) Simonov K., *Les Vivants et les Morts*, Moscou, 1960, p. 160.

condamné par une commission spéciale à cinq ans de privation de liberté.

En camp, il a signé une déclaration collective au comité central du Parti communiste et au comité exécutif de l'Internationale communiste (Komintern) exigeant le réexamen des condamnations des trotskistes.

Le 17 juillet 1938, il a été condamné à mort, peine commuée par la Cour suprême

de la RSFSR en dix ans de privation de liberté (10).

A la fin des années 1940, tous les anciens trotskistes restés en liberté furent à nouveau arrêtés et déportés, sans même que soient formulées à leur rencontre de nouvelles accusations.

(10) *Au fond du camp d'Oukhetch*, fascicule II Oukhta, 1994, p. 20.

Composition sociale et niveau de vie de la population en URSS

PENDANT les années de plans quinquennaux qui précèdent la guerre, la composition sociale de l'URSS a radicalement changé. Cela se traduit essentiellement par l'accroissement de la classe ouvrière. Le nombre total d'ouvriers est passé de 8-9 millions, en 1928, à 23-24 millions en 1940, le nombre des ouvriers de l'industrie, pour la même période, de 4 à 10 millions (1). Les ouvriers et les employés et fonctionnaires (cette catégorie inclut les employés et fonctionnaires des *sovkhoses*) représentent à la fin des années 1930 plus de la moitié de la population active.

Dans les années 1928-1940, la population urbaine a presque doublé. Cette croissance s'explique avant tout par la construction forcée de nouvelles entreprises industrielles et par l'afflux des populations rurales dans les villes. Durant les années 1930, environ 15-20 millions de personnes quittent l'agriculture. Le taux des actifs employés dans l'agriculture passe de 80 % du total de la population active en 1928 à 54 % en 1940 (2).

L'intelligentsia connaît un accroissement très rapide, en particulier l'intelli-

gentsia technique et les ingénieurs. Le nombre des spécialistes travaillant pour l'économie nationale passe de 0,5 million en 1928 à environ 2,5 millions en 1940 (3).

Cela étant, les caractéristiques qualitatives de l'intelligentsia, en particulier de ses couches supérieures, se sont dégradées. Comme le note l'historien allemand Rauch, dans les années 1930, les intellectuels de formation généraliste, les tribuns du peuple, ont été remplacés par des organisateurs et des bureaucrates taciturnes et rigides. A la différence de l'Occident, c'est l'ingénieur (de formation) et non le juriste ou l'économiste qui devient la figure typique dans la sphère de direction.

Rauch voit dans dans la différenciation de plus en plus nette qui s'instaure au sein du groupe social des employés et fonctionnaires, et en particulier à l'intérieur du corps des officiers — consé-

(1) L. A. Gordon, E. V. Klopov, *Qu'est-ce que c'était ?*, p. 63.

(2) *Le Travail en URSS*, Moscou, 1968, p. 20.

(3) *L'Economie de l'URSS*, recueil statistique, Moscou, 1956, p. 193.

quence de l'introduction des grades, des uniformes et autres signes distinctifs —, le symptôme de l'embourgeoisement de la société soviétique. La nouvelle structure hiérarchique a engendré de nouvelles barrières sociales, particulièrement sensibles dans l'armée (4).

Au milieu des années 1930, la classe ouvrière a été dépossédée des avantages dont elle bénéficiait en matière éducative (conditions préférentielles à l'entrée des établissements d'enseignement supérieur). Cette tendance, dans le domaine de l'éducation, atteint son apogée en 1940, année où est institué le paiement de droits pour les dernières classes du secondaire. Cette mesure a ralenti la croissance du niveau d'instruction de la classe ouvrière et a initié un processus d'autoreproduction au sein de l'intelligentsia.

La plus grande partie des ouvriers et des employés et fonctionnaires vit toujours dans des conditions extrêmement pénibles. Leurs revenus réels chutent en raison des tendances à l'inflation, caractéristiques de la période d'industrialisation forcée. Dans les années 1928-1940, il s'est produit une augmentation à la fois des prix et des salaires, mais la hausse des prix a dépassé la hausse des salaires. Dans l'ensemble, les prix de vente au détail sont en 1940 six à sept fois plus élevés qu'en 1928, alors que le salaire minimum moyen des ouvriers et des employés et fonctionnaires a augmenté pour cette même période de cinq à six fois et représente, en 1940, 300, 350 roubles (5). Ainsi, le pouvoir d'achat du salarié moyen, à la fin des années 1930, est inférieur à ce qu'il était dans la deuxième moitié des années 1920.

Un autre révélateur de la baisse du niveau de vie des ouvriers et des employés et fonctionnaires est la dégradation des conditions de logement. La surface (utile) globale disponible dans les villes et les agglomérations de type urbain est passée de 180 millions de mètres carrés en 1913 à 421 millions de mètres carrés en 1940. Dans cette même période, la population des villes et des agglomérations de type urbain est passée de 28 à

63 millions d'habitants, c'est-à-dire qu'elle s'est accrue à peu près au même rythme que la surface disponible dans les villes. Au total, en 1940, chaque habitant dispose d'un peu plus de 6 m² de surface utile et d'environ 5 m² de surface habitable, c'est-à-dire environ autant qu'avant la révolution et presque 1,5 fois moins qu'au milieu des années 1920 (6).

Le niveau de vie dans les campagnes est encore plus bas, alors que ce secteur rapporte, au milieu des années 1930 comme auparavant, dans les caisses de l'Etat, plus de capitaux que l'industrie (7). Conséquence des mesures administratives sur le transfert des moyens des campagnes vers les villes, la productivité de l'agriculture augmente considérablement. La proportion des récoltes utilisées en dehors des campagnes passe de 15 % en 1928 à 40 % en 1940, c'est-à-dire qu'elle augmente de 2,7 fois, alors que la population rurale diminue dans une proportion nettement moindre (8). Ainsi, la persistance du problème productif pèse surtout sur la situation des ruraux, qui représentent à la fin des années 1930 plus de moitié de la population.

En 1940, même pour les kolkhoziens qui n'ont manqué aucune journée de travail de toute l'année, le salaire en argent atteint à peine 50 roubles par mois et, si l'on ajoute le paiement en nature, dépasse à peine cent roubles. Les revenus tirés des exploitations privées sont plus élevés que les revenus issus de la participation à la production du kolkhoze de 20 à 30 %. Au total, le revenu salarial mensuel moyen d'un kolkhozien employé à part entière dans l'économie d'Etat représente 200 roubles (9).

(4) G. Von Rauch, *Wandlungen der Sowjetischen Gesellschaftstruktur*. In *Geschichte*, t. 2, Stuttgart, 1967, pp. 641 et 643.

(5) L. A. Gordon, E. V. Klopov, *op. cit.*, pp. 98-99.

(6) *Ibidem*, p. 110.

(7) *L'Histoire de l'URSS*, 1990, n° 4, p. 24.

(8) L. A. Gordon, E. V. Klopov, *op. cit.*, p. 80.

(9) *Ibidem*, p. 100.

Le stalinisme et les paysans

EN 1934, une fois acquise, au terme d'une véritable guerre civile dans les campagnes, la "soumission" des paysans, la bureaucratie poursuit contre eux sa lutte acharnée, faisant alterner certaines concessions avec la suppression de leurs avantages. La période des "concessions" correspond aux années 1937-1938, où le comité central prend quelques résolutions concernant les "erreurs" commises à l'égard des kolkhoziens et des exploitants individuels par la direction soviétique et la direction du parti des régions de Kalinine, Leningrad, Orenbourg et quelques autres.

Ces résolutions mentionnent le nombre élevé des départs et exclusions des kolkhozes ; *"des faits d'arbitraire envers les exploitants individuels qui les ont irrités et éloignés du kolkhoze"* ; la réduction, dans de nombreux kolkhozes, des enclos individuels à une surface inférieure aux normes fixées ; l'impossibilité de fait, pour les kolkhoziens, d'acheter du bois ; l'établissement, pour les kolkhoziens, de normes d'ensemencement supérieures à la capacité de leurs terres. Tous ces phénomènes étaient dus, affirmait-on, à un sabotage conscient de la part des anciens dirigeants de parti ou dirigeants soviétiques des districts et des régions, dans le but de créer *"une situation d'abandon"* dans l'agriculture.

Pour *"liquider les conséquences de ce sabotage dans l'organisation de l'agriculture"* et pour *"apporter de l'aide aux paysans des kolkhozes"*, la résolution du comité central prévoyait un accroissement de la surface des enclos individuels et l'allègement des travaux d'ensemencement imposés aux kolkhozes de plusieurs régions.

Parallèlement, la résolution prescrivait d'autoriser les kolkhoziens et les exploitants individuels à faire paître sans obstacle leur bétail dans les forêts ; de dégager les kolkhozes de certaines ré-

gions de leurs dettes contractées en emprunts de semences ; de procéder à une amnistie de tous les arriérés des kolkhoziens sur le paiement des amendes reçues depuis 1934. Parallèlement toujours, les exploitants individuels qui entraient dans un kolkhoze bénéficiaient eux aussi de toute une série de mesures d'allègement. Tous leurs arriérés étaient annulés. La résolution prévoyait de leur attribuer des enclos individuels aux normes fixées pour les kolkhoziens (1).

En septembre 1938, les coopératives non statutaires (pour les habitants des zones spéciales, c'est-à-dire les "dékoulakisés", déportés dans les confins du pays) bénéficient du statut général des coopératives agricoles. Le 22 décembre de cette même année, une résolution du Conseil des commissaires du peuple est prise, conformément à laquelle les habitants des zones spéciales, *"sous condition d'un comportement exemplaire"*, se voient attribuer des passeports et reçoivent le droit de retourner vers leurs endroits d'origine. Vers le 1^{er} janvier 1944, il restait dans les zones spéciales 930 221 personnes, qui travaillaient dans des conditions proches des normes russes (2).

Toutes ces mesures d'indulgence envers les paysans provoquèrent un renforcement de l'intérêt des kolkhoziens pour leurs propre exploitation et la chute de leur activité au sein de la production collective du kolkhoze. C'est pourquoi la direction stalinienne décida dès 1939 de combattre ces tendances *"à la propriété individuelle"* et d'*"attacher"* plus étroitement, par des moyens administratifs, les paysans au kolkhoze. Pour ce faire, un plénum du comité central fut convo-

(1) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 3, dossier 993, feuilles 88-89 ; dossier 994, feuille 55 ; dossier 995, feuille 32 ; dossier 997, feuilles 49 à 51.

(2) "La déportation", *Communist*, 1991, n° 3, p. 101. *L'Histoire de la patrie, les gens, les idées, les décisions*, Moscou, 1991, p. 182.

qué en mai 1939, afin d'examiner la question des *"mesures de défense des terres collectives contre leur dilapidation"*. Ces mesures étaient concentrées autour de deux points : 1) la limitation de la surface des enclos destinés à l'usage privé des kolkhoziens et des exploitants individuels ; 2) l'établissement de planchers pour les journées de travail à fournir par chaque kolkhozien, établis en fonction des régions du pays.

Staline prit la parole à ce sujet durant le plénum et intervint activement au cours des déclarations des autres orateurs. Ce sont les "nouveaux", membres du comité central depuis quelques mois, qui prirent la parole au cours des débats. Tous s'efforcèrent de mettre en relief la sagesse de Staline, qui, par son discours, pour reprendre les paroles de Chtylov, *"nous a sortis, nous autres, cadres pratiques de la base, de l'impasse dans laquelle nous étions"* (3). Certains orateurs atteignirent des sommets d'obséquiosité en affirmant que les kolkhoziens accueilleraient avec enthousiasme les mesures prônées par le comité central. A cet égard, l'intervention du secrétaire du comité territorial "Ordjonikidzé", Soudlov, est particulièrement révélatrice : pour appuyer *"la totale opportunité"* des mesures proposées, il raconta qu'il avait récemment parcouru un certain nombre de kolkhozes et avait parlé avec les kolkhoziens des coupes opérées sur leurs enclos individuels. Il rapporta la discussion qu'il aurait eue avec un kolkhozien, dont l'enclos individuel avait été ramené de 1,34 à 0,35 hectares : *"Je lui ai demandé : "Alors, cela vous ennuie, sans doute, qu'on ait diminué votre enclos individuel ?" Il répond : "Comment dire, ma conscience me torturerait... Je rentrais à la maison, j'avais envie de travailler au kolkhoze, et puis ma femme râlait parce que je ne travaillais pas à mon enclos. Même chez soi, on n'était pas tranquille"* » (4).

Au début du débat, quelques participants du plénum intervinrent pour demander que soient prévus des allègements pour les personnes âgées et les mères de famille nombreuse, lors de la fixation du minimum obligatoire de journées de travail. Mais Staline montra clai-

rement, par ses répliques, le mécontentement que soulevaient en lui de telles propositions. Par exemple, Tchoubine déclara que, pour les exploitations de coton, un plancher de 100 journées de travail était trop lourd pour des femmes ayant des enfants de moins de douze ans, et proposa de réduire pour elles le plancher à 50, 60 journées de travail. A la suite de quoi, eut lieu le dialogue suivant entre Staline et Tchoubine :

• **Staline** : *La commission l'a repoussée (cette proposition). On ne peut pas amoindrir la femme.*

• **Tchoubine** : *Il s'agit de la femme-chef de famille.*

• **Staline** : *D'autant plus (5).*

Chtykov, qui prend la parole ensuite, déclare : *"Les camarades parlent de l'âge, mais je pourrais citer toute une série de kolkhozes, où des kolkhoziens octogénaires travaillent, et même dépassent la norme, puisqu'ils font jusqu'à 500 journées de travail"* (6).

Staline interrompt les intervenants pour exiger un alourdissement des mesures proposées et soutient sans relâche les orateurs qui proposent eux-mêmes un tel alourdissement. Lorsque Chtykov déclare qu'*"il faut réduire au minimum les dimensions des enclos des exploitants individuels"*, Staline réplique aussitôt : *"De toute façon, il n'y a rien à en (les exploitants individuels, V. R.) tirer. Qu'on laisse aux exploitants individuels un enclos de un huitième d'hectare"* (7).

La résolution prise par ce plénum prescrivait de mesurer toutes les terres se trouvant à la disposition individuelle des kolkhoziens et, ensuite, d'ôter des enclos individuels des kolkhoziens et d'agencer aux terres du kolkhoze *"toutes les terres dépassant les normes"* établies dans le

(3) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 646, feuilles 61-62.

(4) Ibidem, feuilles 145 à 147.

(5) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 652, feuille 36.

(6) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 646, feuille 74.

(7) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 3, dossier 654, feuille 17.

statut des coopératives agricoles ; elle prescrivait aussi de supprimer et de réunir au kolkhoze toutes les terres à la disposition individuelle des kolkhoziens se trouvant en dehors de leur propriété, de limiter par des normes la surface du terrain se trouvant à la disposition personnelle des exploitants individuels.

La résolution indiquait aussi des mesures directes de répression, par exemple contre les kolkhoziens et kolkhoziennes n'ayant pas effectué au cours d'une année le minimum de journées de travail fixé. Ils étaient exclus du kolkhoze et déchus de leur droits de kolkhoziens.

Des mesures encore plus violentes étaient prévues à l'encontre des présidents de kolkhoze qui toléreraient que des terres se trouvant dans les champs, les prés et les bois du kolkhoze soient

mises à la disposition des kolkhoziens ou de personnes ne faisant pas partie du kolkhoze pour leurs besoins personnels en fourrage. Ces cadres étaient exclus du kolkhoze et passaient en jugement.

Les tentatives pour prélever sur les terres du kolkhoze en faveur de l'exploitation individuelle des kolkhoziens ainsi que le développement des enclos individuels au-delà des normes fixées furent déclarées crime pénal. Les secrétaires des comités de district, les présidents des comités exécutifs de district et les autres cadres du parti ou de l'Etat qui laisseraient passer de telles pratiques pourraient se voir démis de leurs fonctions, exclus du parti et passés en jugement (8).

(8) *La Pravda*, 28 mai 1939.

Les inégalités sociales

BIEN entendu, la propagande officielle présente la situation du peuple soviétique sous un jour meilleur que ce qu'offre la réalité. A ce sujet, Trotski fait remarquer que la réaction sociale est toujours contrainte de masquer et de déformer le véritable état des choses. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne le stalinisme, qui est le produit de la lutte d'une nouvelle aristocratie contre les masses qui l'ont amenée au pouvoir. C'est pourquoi Staline et ses apologistes recourent constamment au mensonge et à la falsification lorsqu'ils définissent la nature sociale de leur régime et le niveau de vie de la population.

Trotski a dégagé le mécanisme de ces falsifications en analysant un paragraphe du rapport de Staline au XVIII^e Congrès, où il est question de la hausse du niveau de vie national. Dans ce paragraphe, selon Trotski, ce qui compte réellement n'est pas ce que dit Staline, mais ce qu'il ne dit pas. Cette volonté de passer cer-

taines choses sous silence est visible jusque dans la description de la structure de la société soviétique. Staline affirme que le nombre des ouvriers et des employés et fonctionnaires est passé de 22 millions en 1933 à 28 millions en 1938. Trotski fait ce commentaire :

« *La catégorie des "employés et fonctionnaires" recouvre ici non seulement les cadres des coopératives, mais aussi les membres du Conseil des commissaires du peuple. Les ouvriers et les employés et fonctionnaires sont réunis ici, comme toujours dans les statistiques soviétiques, pour ne pas révéler l'importance quantitative et la croissance rapide de la bureaucratie, mais surtout de ses revenus.* »

Staline ne dit pas un mot non plus des différences qui existent dans la population selon les niveaux de ressources. Il se contente de fournir les chiffres du salaire moyen, utilisant ainsi un procédé auquel « *ont toujours recouru les apologistes de la bourgeoisie les plus vils.*

Dans les pays avancés, cette méthode est presque tombée en désuétude, car elle ne trompe plus personne. Par contre, elle est devenue la méthode préférée dans le pays du socialisme réel, où toutes les relations sociales devraient se caractériser par la plus grande transparence. "Le socialisme, c'est une comptabilité", disait Lénine. "Le socialisme est une fumisterie", nous enseigne Staline » (1).

Cette fumisterie est particulièrement flagrante dans les réflexions de Staline au sujet de la masse salariale annuelle, qui, selon ses dires, a augmenté en cinq ans presque de trois fois, puisqu'elle est passée, entre le XVII^e et le XVIII^e Congrès, de 35 à 96 milliards de roubles. Bien entendu, Staline parle ici du salaire nominal et non du salaire réel, qui reflète la fluctuation des prix. La prise en compte de cet indicateur révélerait facilement que le niveau de vie des travailleurs durant la période invoquée par Staline a connu une hausse bien peu significative. En outre, Staline ne dit pas un seul mot de la manière dont la masse salariale annuelle se répartit entre les différentes couches d'ouvriers et d'employés et fonctionnaires. Il se contente de déclarer que "le salaire annuel moyen des ouvriers de l'industrie est passé de 1 513 roubles en 1933 à 3 477 roubles en 1938" (2).

« Ici, fait inattendu, on ne parle que des ouvriers, commente Trotski, mais il est facile de montrer que, là encore, il est question des ouvriers et des employés et fonctionnaires : il suffit de multiplier le salaire moyen annuel (3 477 roubles) par le nombre total d'ouvriers et d'employés et fonctionnaires (28 millions), et on obtient la masse annuelle globale des salaires des ouvriers et des employés et fonctionnaires indiquée par Staline, exactement 96 milliards de roubles. Pour embellir la situation des ouvriers, le "guide" se permet donc une supercherie grossière, dont aurait honte même le moins consciencieux des journalistes capitalistes. L'indication d'un salaire moyen de 3 477 roubles, si l'on ne prend pas en compte l'évolution du pouvoir d'achat, signifie donc uniquement qu'en additionnant le salaire des ouvriers non qualifiés, celui des ouvriers qualifiés, ce-

lui des stakhanovistes, celui des ingénieurs, celui des directeurs de trusts et celui des commissaires du peuple de l'industrie, on obtient en moyenne moins de 3 500 roubles par an et par tête. De combien a augmenté, en cinq ans, le salaire des ouvriers, des ingénieurs et du personnel supérieur ? Combien gagne désormais par an un ouvrier non qualifié ? Pas un mot de tout cela. »

Trotski indique que ce serait une grossière erreur de penser que le chiffre donné par Staline pour le salaire global des ouvriers et des employés et fonctionnaires prendrait en compte *tous* les revenus des hauts "fonctionnaires", donc de la caste dirigeante.

« En réalité, en plus du traitement officiel — relativement modeste —, ceux qui occupent des "postes à responsabilité" reçoivent un salaire secret perçu dans la caisse du comité central ou des comités locaux ; on met à leur disposition des voitures, de somptueux appartements, des datchas, des sanatoriums et des hôpitaux. Pour satisfaire leurs besoins ou leur vanité, on construit des "palais soviétiques" en tout genre... Tous ces revenus gigantesques (qui, pour l'Etat, représentent des dépenses), n'entrent pas, bien entendu, dans les 96 milliards dont parle Staline. Et pourtant, il n'ose pas aborder, même de loin, la question de savoir comment la masse salariale légale (96 milliards) se répartit entre les ouvriers et les employés et fonctionnaires, entre les ouvriers non qualifiés et les stakhanovistes, parmi les employés et fonctionnaires selon leur place dans la hiérarchie. A n'en pas douter, c'est le stakhanovisme, les primes des ingénieurs, etc., qui se taillent la part du lion dans la hausse de la masse salariale officielle. En maniant des moyennes, dont l'exactitude même est sujette à caution, en réunissant dans une seule catégorie les ouvriers et les employés et fonctionnaires, en dissolvant parmi les employés et fonctionnaires la

(1) Le Bulletin de l'Opposition, 1939, n° 77-78, p. 12.

(2) Le XVIII^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (bolchevique), p. 24.

haute bureaucratie, en ne disant rien des fonds secrets multimilliardaires, en "oubliant" dans sa définition du "salaire moyen" d'évoquer les employés et fonctionnaires pour ne parler que des ouvriers, Staline poursuit un but simple : tromper les ouvriers, tromper le monde entier, en dissimulant les revenus colossaux et en constante augmentation de la caste des privilégiés » (3).

Staline revient sur des questions concernant la structure sociale et le mode de vie de la société soviétique dans ses réflexions sur l'évolution des fonctions de l'Etat soviétique. Il déclare qu'« *au lieu d'une fonction de répression (des anciennes classes gouvernantes, V. R.), l'Etat a maintenant pour fonction de protéger la propriété socialiste contre les voleurs et les dilapidateurs du bien national* » (4).

"Il apparaît ainsi, commente Trotski, que l'Etat n'existe pas seulement contre les espions étrangers, mais aussi contre ses propres voleurs, et qu'en outre le rôle de ces voleurs est tel qu'il justifie l'existence d'une dictature totalitaire et repose même au fondement de la nouvelle philosophie de l'Etat. Il est tout à fait évident que si certaines personnes en veulent d'autres, c'est qu'il règne encore dans la société une misère noire et une inégalité sociale qui mènent au vol. Ici, nous touchons de près le fond des choses. L'inégalité sociale et la misère sont des facteurs historiques extrêmement sérieux, qui expliquent à eux seuls l'existence d'un Etat. L'inégalité a toujours besoin d'être défendue, les privilèges ont besoin de protection, et ceux qui leur portent atteinte doivent être châtiés : c'est bien en cela que consiste la fonction d'un Etat historique !"

"Staline est obligé de mentir au sujet de la nature sociale de son Etat, résume Trotski, pour la même raison qu'il est obligé de mentir au sujet du salaire des ouvriers ; dans un cas comme dans l'autre, il joue le rôle de président des parasites privilégiés. Dans un pays qui a connu une révolution prolétarienne, il est impossible de cultiver l'inégalité, de créer une aristocratie, d'amasser des privilèges autrement qu'en déversant sur

les masses un torrent de mensonges et des répressions de plus en plus monstrueuses" (5).

Ces conclusions de Trotski furent confirmées par tout le développement ultérieur du régime stalinien. Le poids des antagonismes sociaux qui rongeaient la société soviétique s'est révélé si grand, à la fin de la période stalinienne, qu'après la mort de Staline, ses successeurs ont été contraints de faire des concessions de taille dans le domaine de la politique sociale. Dès 1953, des programmes et réformes sociales d'une grande envergure, allant dans le sens d'une réduction des énormes fractures dans le niveau de vie des différents groupes de la société soviétique, furent menés à bien. Le résultat fut un affaiblissement des positions privilégiées de la bureaucratie et des couches sociales qui s'y rattachaient par leur situation sociale (le sommet de l'intelligentsia dans les domaines de la science, de la technique et des arts).

Dans ces conditions, la bureaucratie, soucieuse de conserver sa situation privilégiée, s'est montrée particulièrement ouverte au protectionnisme et à d'autres formes de corruption. La corruption et les malversations en masse du bien public devinrent le facteur fondamental du pourrissement du régime poststalinien. On voit se dessiner un nouvel antagonisme social entre la bureaucratie, qui a conservé entre ses mains les leviers du pouvoir et s'accroche avidement à ses privilèges officiels ou non, et les couches supérieures d'une intelligentsia qui vit douloureusement la perte de ses avantages matériels. Les revenus réels que perçoivent ces couches sociales sous forme de traitements élevés, de primes et autres subsides accordés par le régime en place connaissent une baisse relative, dans un contexte où les revenus des travailleurs dont les ressources se situent dans des catégories faibles ou moyennes augmentent, et où les tendances à l'inflation se font sentir. Une nouvelle couche

(3) *Le Bulletin de l'Opposition*, 1939, n° 77-78, p. 12-13.

(4) *Le XVIII^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (bolchevique)*, op. cit., p. 35.

d'affairistes de l'économie de l'ombre spéculent sur la chute du pouvoir d'achat du rouble et sur l'apparition de carences de plus en plus nombreuses.

La restauration du capitalisme dans les républiques, opérée sur les ruines de l'URSS, a vérifié les prévisions de Trotski, qui affirmait que "*la contradiction entre les formes de la propriété et les normes de répartition ne peut pas se développer indéfiniment. Ou bien les normes bourgeoises devront, sous une forme ou une autre, être étendues aussi aux moyens de production, ou bien, au contraire, les normes de répartition devront correspondre à la propriété socialiste*"(6). Dans la pratique, à la fin des années 1980, début des années 1990, c'est la première variante qui s'est réalisée. Les éléments corrompus et clandestins de l'"ancienne" structure socialiste devinrent le terreau de la classe de la nouvelle bourgeoisie. Les revenus de cette classe progressent à chaque nouveau coup porté aux intérêts sociaux et à la situation de vie de la masse de la population.

Voyons maintenant comment Trotski envisageait l'évolution des normes de répartition dans une société qui se dirigerait véritablement vers le socialisme. Bien entendu, son idéal n'est jamais allé dans le sens d'une "égalité de toute la population dans la pauvreté". Le cours de sa pensée était autre dans ses principes mêmes et peut se résumer dans les positions théoriques suivantes : le pouvoir socialiste doit ramener les "normes bourgeoises de répartition" dans les limites d'une rigoureuse nécessité économique, et ensuite, à mesure de la hausse de la richesse sociale, leur substituer

l'égalité socialiste, c'est-à-dire l'égalisation conséquente des différents groupes de la population dans la prospérité.

Aucun des Etats se proclamant socialiste n'a tenté de mettre cette voie en pratique. Tous ces Etats, qui se sont développés à l'image de l'URSS, ont engendré des nouveaux systèmes d'inégalités et de privilèges, et, de ce fait, la fonction essentielle de tout Etat, protéger les privilèges matériels d'une minorité contre la pression exercée par la majorité de la société, n'a pas perdu de sa vigueur, mais s'est renforcée. C'est cela qui définit la dynamique des contradictions sociales, économiques et politiques ayant conduit, au bout du compte, à la fin des régimes en place en URSS et en Europe de l'Est.

Le retour à des principes socialistes d'organisation de la société suppose une compréhension exacte du fait que, tout en reconnaissant la nécessité historique de l'inégalité dans une période de transition entre capitalisme et socialisme, la question des limites supportables de cette inégalité à chaque étape historique reste ouverte. La réponse à ces questions doit être apportée en fonction des intérêts et de la volonté des masses populaires, qui ne peuvent se faire entendre que sur un terrain où se déploie véritablement une démocratie socialiste.

(5) *Le Bulletin de l'Opposition*, 1939, n° 77-78, p. 12-13.

(6) Léon Trotsky, *La Révolution trahie*, Moscou, 1991, pp. 202-203.

**Interview
d'un survivant
de l'Opposition
de gauche**

**(réalisée par Vadim Rogovine
en avril 1994)**

L'histoire dramatique de l'Opposition de gauche en URSS est évoquée dans des souvenirs peu nombreux.

D'abord, bien entendu, dans les œuvres de Trotsky et de quelques autres dirigeants de l'Opposition.

On a peu de données sur les militants de base de l'Opposition, dont la grande majorité ont connu le chemin des prisons et des camps avant d'y être exterminés. Seuls quelques-uns ont survécu à la Terreur.

L'un d'eux est Ogan Iakovlevitch Dogard (1907-1995), ouvrier-imprimeur et opposant de gauche pendant ses années d'appartenance aux Komsomols (Jeunesses communistes), interviewé par Vadim Rogovine en avril 1994.

Ogan Iakovlevitch Dogard, opposant de gauche, raconte...

OGAN DOGARD : J'ai vu pour la première fois Trotsky, dans mon pays, dans la ville de Borissov (Biélorussie) en 1920, lors de la préparation de l'offensive contre les Polonais. Mais en réalité, notre véritable première rencontre s'était déroulée un peu plus tôt, en 1918. Lorsqu'au début de novembre 1918, les Allemands ont quitté Borissov, un escadron de la cavalerie rouge, venu de l'Est, entra dans la ville par la rue de Moscou. Le premier cavalier portait un drapeau rouge, sur les deux côtés duquel figuraient deux portraits, ceux de Lénine et de Trotsky.

En 1921, lors du X^e Congrès du Parti communiste russe, nous avons appris l'existence de discussions dans le parti. A cette époque, je vivais déjà à Moscou et, en janvier 1921, j'adhérai aux Komsomols. Notre foyer d'ouvriers-imprimeurs, qui se trouvait rue Vorovski, deviendra plus tard aussi connu sur la Loubianka que la fameuse Maison sur le Quai (1).

En 1922, la femme de Jacob Blumkine (2), Tatiana Isaakovna, était intendante de notre foyer. Après son licenciement, elle fut remplacée par une autre intendante et nous remarquâmes que, dans son bureau, se réunissaient souvent des intellectuels, dont l'aspect extérieur différait de l'aspect des ouvriers. Et un jour, nous avons appris son arrestation. Elle était membre du comité central des mencheviks et organisait dans son bureau des réunions illégales de mencheviks.

Nous avons fait connaissance de l'Opposition de gauche en 1923, lorsqu'est apparue la *Lettre des 46* (3), qui fut largement discutée dans les réunions de militants du parti et des Komsomols dans notre internat. Puis, en 1924, se déclencha la discussion à propos des *Leçons d'Octobre* et nous avons eu à ce propos une information de première main. En tant qu'ouvriers typographes, nous étions assez instruits et nos instructeurs avaient pas mal lu, surtout les komsomols de 20-22 ans, plus vieux que nous, qui avaient en règle générale participé à la guerre civile. Je me rappelle leur nom aujourd'hui encore : Voronine, Polechtchouk, Maltsev... En mai 1924, nous

(1) La Maison sur le Quai, située non loin du Kremlin, sur la Moskova, a accueilli des années durant de nombreux dignitaires du régime, dont un grand nombre furent au fil des ans arrêtés et fusillés, ou déportés. Le romancier soviétique Iouri Trifonov lui a consacré un roman très connu (*Les notes sont de la rédaction*).

(2) Jacob Blumkine (1899-1929), socialiste-révolutionnaire de gauche en 1917-1918, fut l'un des deux exécutants de l'attentat contre l'ambassadeur d'Allemagne Mirbach, en juillet 1918. Adhéra ensuite au Parti bolchevique, entra dans la Tcheka, devint sympathisant de l'Opposition de gauche, rendit visite à Trotsky en 1929 à Constantinople et fut fusillé à son retour sur ordre de Staline, après avoir été dénoncé, selon la version la plus courante, par Karl Radek.

(3) Document rédigé en octobre 1923 critiquant l'orientation et la pratique de la direction Staline-Zinoviev-Kamenev du parti dans les domaines économique, politique et social et signée par 46 vieux-bolcheviks.

avons imprimé la lettre de Lénine au congrès du parti (4).

Vadim Rogovine : Mais cette lettre a seulement été lue au XIII^e Congrès, qui s'est tenu en mai 1924 !

O. D. : Exact, et c'est juste après que nous avons imprimé le Testament, du moins la partie qui concernait Trotsky, Staline, Zinoviev et les autres, en tout six personnes.

V. R. : Mais comment l'aviez-vous obtenue ? De façon illégale ?

O. D. : Bien sûr.

V. R. : Vous vous rappelez précisément que c'était en 1924 ?

O. D. : Je l'ai imprimée moi-même, parce que je travaillais alors sur une "américaine", une petite machine, et j'en ai moi-même imprimé 2 000 exemplaires. Après, d'autres en ont imprimé.

V. R. : Et qui vous avait transmis le texte ?

O. D. : Nous avions un instructeur du parti, Melnikov. Il nous a donné des exemplaires de la lettre au congrès et nous les avons imprimés. Après, ils étaient collectés et partaient sans doute pour diffusion.

V. R. : Mais vous compreniez que c'était une commande non officielle, mais à demi légale ?

O. D. : Eh oui, et c'est pour cela que nous l'imprimions le dimanche, quand il n'y avait personne à l'atelier. Nous étions trois à faire cela, deux komsomols et un militant du parti dont je me rappelle le nom, Kourganov. Ensuite en 1925-1926, après le XIV^e Congrès, quand s'est formée la Nouvelle Opposition de Leningrad, dans notre foyer on discutait aussi activement des discours de Zinoviev.

V. R. : Les komsomols et les militants du parti ? Mais sur quelle base les komsomols participaient-ils à cette discussion ? Ils n'avaient pas le droit de voter.

O. D. : C'est exact, mais ils participaient aux réunions et prenaient la parole pour exprimer le point de vue des opposants. L'essentiel s'est passé, bien sûr, en 1927, à partir du plénum de juillet du co-

mité central, avec le discours de Trotsky et ce que l'on a appelé les "*thèses Clemenceau*" (5). Avec cela, il était clair qu'il s'agissait d'une lutte très difficile. En août 1927, à Moscou, boulevard Tchistoproudny, Trotsky a pris la parole devant un groupe d'ouvriers imprimeurs, dans lequel je me trouvais. Il répondit aux questions, expliqua comment diffuser plus largement la plate-forme de l'Opposition. Cette plate-forme a fait son apparition dans notre foyer en août 1927. Et nous avons à nouveau imprimé le Testament de Lénine, mais cette fois avec une préface de Zinoviev et Kamenev (6), qui n'existait pas dans l'édition de 1924.

Dans cette introduction de 1927, ils écrivaient : "*Nous avons commis une erreur en 1917, quand nous avons communiqué notre déclaration au journal Novaia Jizn. Mais alors, sous Lénine, le conflit a été réglé. Mais l'erreur la plus énorme que nous ayons commise, c'est d'avoir laissé Staline au poste de secrétaire général.*" Après, il y avait le texte de la lettre au congrès.

V. R. : Et en quoi consistait alors votre activité d'opposant ?

O. D. : J'allais aux réunions où prenaient la parole Trotsky, Racovski et d'autres. Puis je diffusais et j'imprimais les tracts.

(4) Lettre rédigée par Lénine en décembre 1922, avec un post-scriptum du 5 janvier 1923, et qui, après un jugement sur la politique chauvine de Staline et des remarques sur son comportement, demande au congrès de choisir un autre secrétaire général. Cette lettre est l'une des composantes d'un ensemble de lettres de Lénine traditionnellement rassemblées sous le vocable de "Testament".

(5) Déclaration faite par Trotsky en juin 1927, affirmant le droit à la critique même dans une situation difficile et établissant une comparaison avec Georges Clemenceau, qui, dans les années 1915-1916, critiqua sévèrement les hommes d'Etat français au pouvoir, coupables à ses yeux d'incurie, avant de les remplacer et d'être surnommé le "Père la Victoire".

(6) Zinoviev et Kamenev, membres du comité central en 1917, avaient le 18 octobre communiqué au journal de Gorki, *Novaia Jizn*, une déclaration critiquant la décision d'insurrection prise par le comité central le 16 octobre. Lénine fait allusion à cet épisode dans sa lettre-testament.

V. R. : Vous les diffusiez comment ?

O. D. : On les accrochait ou on les colait aux murs. Dans l'arrondissement de Krasnaia Presnia, un arrondissement à 100 % prolétarien, on les distribuait dans les usines. Je travaillais alors à l'imprimerie des *Izvestia*. On y avait notre groupe, et même, dans la rédaction, nous avions beaucoup de partisans, avec à leur tête Viatcheslav Polonski. Il avait été, surtout en 1923, un militant actif de l'Opposition de gauche. Dans l'imprimerie des *Izvestia*, nous étions en tout 12 ouvriers typographes opposants. Nous étions informés immédiatement de toutes les réunions d'opposants à Moscou, car nous avions des camarades liés directement aux dirigeants de l'Opposition. La réunion la plus agitée s'est tenue en octobre 1927, à l'Institut technique supérieur Bauman. Nous sommes arrivés en avance, car nous savions que Trotsky y prendrait la parole. Mais la salle était déjà pleine. J'avais amené des camarades d'autres imprimeries, tous des membres du parti. Vers 6 heures, arrivèrent Trotsky et Kamenev. Après une courte introduction, Kamenev passa la parole à Trotsky. Nous étions environ 2 000 là, à l'écouter, assis serrés les uns contre les autres, au coude à coude... Trotsky avait parlé un peu moins d'une heure lorsqu'un coup fut frappé à la porte. On transmit à Kamenev une note informant que Ouglanov, Iaroslavski (7) et Trifrinovitch (le secrétaire du comité d'arrondissement du parti de Bauman) étaient là et désiraient participer à la réunion.

On a soumis la question au vote, car nous savions que s'ils entraient, d'autres staliniens se précipiteraient avec eux et saboteraient la réunion. On a décidé de ne pas les laisser entrer. Un quart d'heure plus tard, l'électricité s'éteignit. Ils avaient dû couper les fils. Et alors j'ai vu mes voisins sortir des bougies. Ils avaient pensé à tout ! Beaucoup d'entre eux avaient derrière eux l'expérience du travail clandestin... Et c'est à la lumière de ces bougies que Trotsky acheva son discours. Feu et flamme ! Les murs tremblaient sous les hourrah et les applaudissements. Je l'avais déjà entendu plusieurs fois parler, et en 1923, et en 1924, et en 1927, à la maison des pionniers sur la Polianka, où il était intervenu devant les komsomols des arron-

dissements de Khamovnitsheski et de Krasnaia Presnia. Ses auditoires accueillaient toujours Trotsky avec enthousiasme. Mais ce qui s'est passé ce soir-là à l'Institut Bauman dépassait tout ce que j'avais vu auparavant.

En 1927, lorsque Ioffé s'est suicidé, dès le deuxième jour après sa mort, nous lisions déjà sa dernière déclaration. Et puis, quand on l'a enterré au cimetière de Novodievitchie, nous sommes arrivés avant Léon Davidovitch et les autres. Et nous avons vu s'avancer une colonne : Trotsky, Tchitchérine (8) et les autres. Trotsky a pris la parole en troisième, il était déjà exclu du parti. Son discours a comme toujours été remarquable, enthousiaste, je dirai d'un enthousiasme tragique...

V. R. : Et la manifestation du 7 novembre (9) ?

O. D. : J'étais ce jour-là près de l'hôtel National, en face, au coin de la rue Mokhovaia et Tverskaia. Sur le balcon se tenaient les chefs de l'Opposition : Smilga, Preobrajenski, Beloborodov. Je les connaissais tous de vue. Près d'eux se tenaient des militaires de l'Académie de l'aviation militaire. A midi, une colonne de manifestants venus de Krasnaia Presnia, avec Rioutine (10) à leur tête, est arrivée à la hauteur du National. A ce

(7) Nicolas Ouglanov (1886-1940) était alors secrétaire du comité de Moscou ; Emelian Iaroslavski (1878-1943), membre du comité central, était l'un des propagandistes les plus zélés de Staline ; Ouglanov, partisan de Boukharine, sera destitué en 1929.

(8) Gueorgui Tchitchérine (1872-1936) fut commissaire du peuple aux Affaires étrangères de 1918 à 1930.

(9) Lors de la manifestation du 7 novembre 1927 pour l'anniversaire de la révolution russe, l'Opposition forma son propre cortège et défila avec des banderoles affirmant : "A bas le nepman ! A bas le koulak ! A bas le bureaucrate !" Ce fut l'un des motifs de l'exclusion des opposants du parti.

(10) Martemian Rioutine (1890-1937), alors secrétaire du comité du parti de Krasnaia Presnia (quartier ouvrier de l'ouest de Moscou). Partisan de Boukharine, il sera limogé en 1929, puis participera en 1932 à la constitution d'un groupe d'opposants intitulé l'Union des marxistes-léninistes, dont il rédigea les deux textes fondamentaux : *Appel aux membres du PCR (b) et Staline et la crise de la dictature du prolétariat*. Fusillé en 1937.

moment-là, du balcon et du toit, les slogans de l'Opposition ont retenti par mégaphone à l'adresse des manifestants. Rioutine et ses adjoints se sont rués sur le balcon et ont traîné tous les opposants qui s'y tenaient à l'intérieur des pièces. L'un des pogromistes, un grand gars en manteau noir et en bottes, ne cessait de hurler : *"A bas les agents de l'impérialisme britannique !"*

V. R. : A votre avis, combien y avait-il à ce moment-là de partisans de l'Opposition de gauche à Moscou ?

O. D. : Staline a déclaré en juillet 1927, lors de la réunion des cadres du parti de Moscou, que 4 000 militants seulement avaient voté (dans toute l'URSS) pour l'Opposition. C'est un mensonge grossier. La seule ville de Moscou comptait plus de 12 000 opposants.

V. R. : C'est-à-dire 12 000 qui ont publiquement voté pour l'Opposition ?

O. D. : Publiquement, non, moins : environ 9 000 s'y sont résolus.

V. R. : Et d'où tirez-vous ce chiffre ?

O. D. : Nous faisons les comptes après les plénums et les réunions. Par exemple, dans la seule usine Aviapribor, où Racovski, Preobrajenski et d'autres ont pris la parole, 40 militants ont voté pour l'Opposition. C'est l'un des adjoints du directeur de l'usine, interné avec moi dans la prison de Boutyrka à la fin de 1928, qui m'a donné l'information.

V. R. : Et cela sans compter les komsomols comme vous ? Il y en avait quelques milliers ?

O. D. : Il y en avait plus que de militants du parti opposants. J'étudiais à cette époque à la faculté ouvrière de la Première Université de Moscou. Impossible de faire le compte de tous les opposants parmi les étudiants.

V. R. : Mais pourtant, les exclusions du parti et du lieu de travail pour fait d'opposition avaient commencé dès 1926.

O. D. : Eh oui, c'est précisément en septembre 1926 que j'ai été licencié pour mes interventions dans les réunions du komsomol, où j'exposai le contenu des

tracts de l'Opposition. A la vérité, ce n'est pas alors que j'ai été exclu du komsomol. On m'a exclu plus tard, lorsque, le 6 novembre 1927, lors d'une réunion consacrée à l'anniversaire de la révolution d'Octobre, j'ai pris la parole pour exposer la plate-forme de l'Opposition sur les questions de la démocratie dans le parti et dans les syndicats, sur la situation dans le Comintern et sur le chômage. Avant moi, un autre komsomol, manifestement un chômeur, avait pris la parole pour déclarer : *"Il ne reste de la révolution d'Octobre que les yeux pour pleurer."*

V. R. : Et vous êtes resté longtemps au chômage ?

O. D. : Un an et deux mois, inscrit à la Bourse du travail.

V. R. : Et vous restiez dans votre cellule des komsomols ?

O. D. : Bien sûr, dans la cellule de l'imprimerie n° 13, où je travaillais auparavant. Mais après mon intervention du 6 novembre, ils sont venus me chercher chez moi, m'ont convoqué à une réunion de la cellule et ils m'ont exclu du komsomol, mais ils m'ont réintégré en janvier 1928. Puis, ils se sont resouvenu de moi en décembre 1928 ; là, ils m'ont exclu et ils m'ont arrêté.

V. R. : Vous avez eu une activité oppositionnelle en 1928 ?

O. D. : Dans notre foyer, nous recevions pratiquement toutes les lettres que Trotsky envoyait d'Alma-Ata, nous les retapions et nous les reproduisons. Près de 90 % des ouvriers typographes, chez nous, étaient des opposants. Ils travaillaient dans les imprimeries des *Izvestia* et dans d'autres imprimeries. Ils sont presque tous morts, maintenant.

L'un de nos camarades, Lioubovitch, en juillet 1928, est allé illégalement voir Léon Davidovitch à Alma-Ata et est revenu de là-bas avec une photo de Trotsky, sa femme et son fils. A leurs pieds était allongé un berger allemand et Trotsky tenait un fusil de chasse. Nous avons reproduit cette photographie et chacun de ceux qui le pouvaient et le voulaient en achetait un exemplaire. Moi, j'en ai acheté un trois roubles. Et cette année-

là, nous avons envoyé à Léon Davidovitch nos souhaits d'anniversaire et d'anniversaire de la révolution d'Octobre en même temps (11).

Pour le onzième anniversaire de la révolution d'Octobre, un meeting solennel fut organisé au théâtre Stanislavski et Nemirovitch-Dantchenko. Kalinine (12) devait y prendre la parole. L'imprimerie des *Izvestia*, considéré comme journal du gouvernement, nous avait donné des invitations. Avant le meeting, des opposants de l'académie Timiriazev sont venus me voir et m'ont donné environ 200 tracts à jeter pendant le meeting. Nous l'avons fait. L'un d'entre nous est descendu éteindre la lumière et, au moment où elle s'est éteinte, nous avons lancé nos tracts du second balcon. J'ai alors, dans l'obscurité, entendu quelqu'un chuchoter : "*Ce sont sûrement les trotskystes... Il faut en informer qui de droit.*" Une voix lui a répliqué : "*Calme-toi, reste assis, ce ne sont pas tes affaires...*" Ils m'ont arrêté le 3 décembre 1928.

V. R. : Que vous a-t-on reproché ?

O. D. : Activité trotskyste. On m'a demandé si je savais qui collait et qui balançait les tracts. J'ai tout nié. Mais, lorsque nous nous sommes retrouvés à la Loubianka, nous avons appris la cause de notre arrestation. A ce moment-là, venait d'être prise la décision d'exiler Trotsky à l'étranger, et ils arrêtaient préventivement tous ses partisans, et moi dans le lot. Je me suis retrouvé d'abord à la Loubianka, puis à la Boutyrka, à quatre dans la cellule. Je suis resté un mois et demi dans la tour de Pougatchev, puis dans la tour policière. J'ai été enfermé au cachot pour non-respect du règlement : nous ouvrons les vasistas et nous hurlions à nos voisins pour savoir qui se trouvait dans les cellules voisines. D'après mes calculs, nous n'étions pas moins de 2 000 internés et presque tous des trotskystes. On nous a gardés trois mois, puis, en mars, on nous a libérés par groupes de cinq. Moi, je suis sorti le 3 mars avec un saponovien, un membre du groupe Centralisme démocratique (13).

V. R. : Après votre libération, vous n'avez plus participé à l'Opposition ?

O. D. : Comment j'aurais pu ne pas y participer, alors que je suis revenu à l'internat de la rue Vorovski ? En 1929, nous y avons reçu une lettre de Prinkipo. Au cours de l'été, nous est parvenue la lettre de Léon Davidovitch *Aux ouvriers russes*, de grandes feuilles claires photocopiées. A la fin de 1929, nous avons appris par une lettre qu'il y avait eu un incendie à Prinkipo. En 1929 et 1930, nous avons régulièrement reçu des lettres de là-bas.

V. R. : Etait-ce très conspiratif ou est-ce qu'un relativement large groupe de gens en avait connaissance ?

O. D. : Dans notre internat, pratiquement tout le monde en avait connaissance.

V. R. : Et à cette époque, vous imprimiez quelque chose ?

O. D. : Moi, personnellement, non. Pourtant, je travaillais dans la troisième imprimerie de Mospoligraphie. Mais un jour, on a apporté des caractères d'imprimerie au foyer. On nous apportait très souvent des tracts tout imprimés...

V. R. : Donc, les documents de l'Opposition circulaient alors de façon assez libre...

O. D. : Ils circulaient...

V. R. : Et vous n'avez pas été à nouveau exclu du Komsomol ?

O. D. : Après mon séjour à Boutyrka, je n'avais pas été réintégré et je n'avais rien demandé. Mais une fois, ils m'ont trouvé... Au cours de l'été 1929, j'ai reçu une convocation : me présenter au n° 2 de la Loubianka, pièce N. Je fus reçu par un enquêteur, assez jeune, avec de longs

(11) Trotsky est né le 25 octobre 1879 et la révolution d'Octobre a commencé le 25 octobre 1917, jour de l'ouverture du deuxième congrès des soviets.

(12) Mikhaïl Kalinine (1875-1946), membre du bureau politique, était président du comité exécutif central des soviets, c'est-à-dire théoriquement le chef de l'Etat.

(13) Le Centralisme démocratique était un groupe d'opposition constitué dès 1919, dont les deux principaux dirigeants étaient Timothée Saponov (1887-1939) (d'où le vocable de saponovien) et Vladimir Smirnov (1887-1937) (cf. le dossier sur lui dans *Les Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 2, pp. 43 à 51).

cheveux blonds. J'appris plus tard qu'il s'agissait de Gueorgui Vratchev, le frère cadet de l'opposant bien connu Ivan Vratchev. Les frères étaient à cette époque des adversaires, mais après, à ce que j'ai appris, leurs relations se sont améliorées. La conversation fut assez détendue :

“Assieds-toi. Comment ça va ?”

— *Pour le moment, je n'ai pas de travail ; pas moyen de trouver une embauche.*

— *Nous t'avons libéré, nous pouvons te faire embaucher, mais ne peux-tu pas nous aider ?*

— *Mais que puis-je savoir ? Je ne suis plus rien et je ne m'intéresse à rien, vous avez des gens bien mieux informés que moi !*

— *Bon... Réfléchis. Tiens voilà ton laissez-passer pour la sortie.”*

V. R. : C'était votre première rencontre ?

O. D. : Et la dernière. En 1931, j'ai quitté Moscou et je me suis embauché à l'usine Ouralmach. J'ai vécu d'abord à Irbit, puis à Sverdlovsk.

V. R. : Et après 1931, vous n'avez été au courant d'aucune activité oppositionnelle ?

O. D. : Je suis venu à Moscou en 1933 en congé et j'ai vécu la plupart du temps chez mon frère...

V. R. : Vous avez rencontré vos vieux camarades ?

O. D. : Oui, il y a eu des rencontres...

V. R. : Et des discussions...

O. D. : De toutes sortes, oui.

V. R. : Et quelles sensations ces conversations suscitaient-elles en vous ? Y avait-il alors une activité oppositionnelle ?

O. D. : Elle était alors très développée...

V. R. : Quelles preuves en avez-vous ?

O. D. : On nous donnait à lire des tracts sur la tenue en été 1933, en France, d'une conférence de l'Opposition internationale (14)... Je suis revenu définitivement à Moscou l'été 1935, je me suis fait embaucher à l'usine Mosjerez — au-

jourd'hui, la fonderie de Lublin —, où je travaillais comme tourneur sur des tours à plateau horizontal. J'ai travaillé dans cette spécialité jusqu'à mon départ à la retraite, en 1983.

V. R. : Comment avez-vous pu échapper aux répressions des années 1937-1938 ?

O. D. : Ils avaient dû me perdre de vue. Lorsque je suis revenu à Moscou en 1935 et que je suis allé voir le foyer de la rue Vorovski, presque tous les gars avaient été arrêtés et je n'ai plus jamais rencontré aucun d'entre eux après.

V. R. : Comment vous a-t-on retrouvé en 1949 ?

O. D. : Je travaillais alors à l'usine de construction mécanique Perovski. En juillet 1949, j'ai été convoqué à la section du personnel et on m'a demandé de remplir un questionnaire, pour la première fois depuis quinze ans. Ces questionnaires aboutissaient manifestement à la Loubianka. Puis, lors de mon interrogatoire, on m'a présenté le texte de ma conversation avec Vratchev en 1929, où était joint un questionnaire que j'avais rempli en 1926 à la 13^e imprimerie de Mospoligraphe. Sur le questionnaire, figurait l'annotation : *“Soupçonné de trotskysme.”* Sur le dossier, les initiales *“C. E.”* (*“Conserver pour l'éternité”*). Ce sont ces documents qui ont servi de base à l'accusation. Verdict : huit ans de travaux correctifs.

V. R. : Tout cela pour votre activité d'opposant dans les années 1920, et rien de plus ? Vous avez avoué avoir été un opposant.

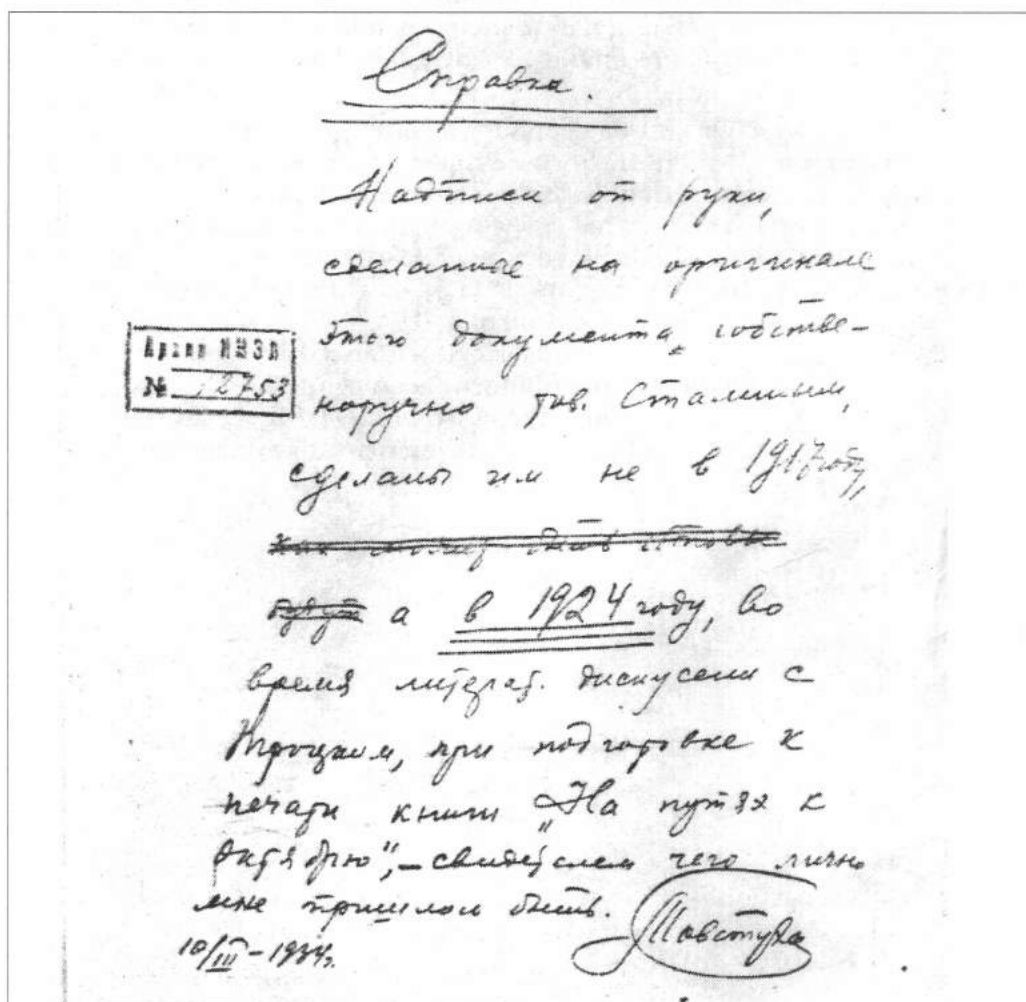
O. D. : Oui, je l'ai avoué.

(Fin de l'entretien.)

(14) Il s'agit de la conférence dite des Quatre, ou plutôt préconférence ou conférence préparatoire, qui réunit à Paris en décembre 1933 des représentants de l'Opposition de gauche internationale, de deux partis hollandais (RSP et OSP) et du SAP, parti allemand formé d'anciens membres du parti social-démocrate et du PC allemand, qui discutèrent des perspectives de la fondation d'une nouvelle Internationale et adoptèrent une déclaration commune en ce sens.

Une falsification stalinienne

(Natalia Mouchitz)



Le témoignage du secrétaire de Staline sur la falsification par ce dernier, en 1924, du procès-verbal du 10 octobre 1917 (cf. traduction, p. 37).

Pendant de longues années, les documents du parti comme les réunions des organismes dirigeants du PCUS ont échappé à la critique des sources. La réunion historique du comité central du Parti ouvrier social-démocrate russe (bolcheviks) — POSDR b — du 10 octobre 1917, qui a adopté la résolution présentée par Lénine sur l'insurrection armée, n'a pas échappé à la règle.

Les historiens se sont posé plusieurs fois la question : pourquoi, outre la résolution de Lénine sur l'insurrection armée, existe-t-il aussi une résolution avec des amendements et des ajouts apportés par Staline ? Ce dernier n'avait d'ailleurs pas porté ses adjonctions directement sur le texte manuscrit de la résolution, mais sur une copie du document tapée à la machine. La nature de ces ajouts de Staline rendait "illogique" la conduite des personnages principaux à la veille de l'insurrection.

Pourquoi et quand Staline avait-il apporté ses corrections restait une énigme.

Un document permettant de répondre à cette question a été récemment mis au jour. Il s'agit de la copie tapée à la machine de la résolution de Lénine avec la correction de Staline et le témoignage de son secrétaire personnel, Tovstoukha, sur le moment et les raisons de cet ajout.

Ce document a été découvert par un collaborateur scientifique du CRCEDHC, G. A. Toropynina, lors de la préparation d'une exposition — peu visitée — sur la Russie au tournant 1917-1924, en commun avec le musée historique d'Etat Leninskie Gorki.

La publication d'une photocopie en réduction de ce document dans *Nezavissimaia Gazeta*, du 3 février 1994, est passée pratiquement inaperçue. Revenons-y.

Une diversion politique de Staline à propos de la résolution de Lénine sur l'insurrection armée

LA réunion du comité central du POSDR(b) du 10 octobre 1917 s'est tenue dans l'appartement du menchevik Soukhanov, dont la femme, Flaxerman, était bolchevique. Soukhanov précise :

“Des mesures spéciales furent prises pour me faire coucher à l'extérieur de ma maison : ma femme se renseigna précisément sur mes intentions et me donna le conseil amical et désintéressé de ne pas me fatiguer à faire un long trajet pour revenir chez moi après ma journée de travail. En tout état de cause, la réunion au sommet était garantie contre mon invasion” (Soukhanov, *Notes sur la révolution*, Moscou, 1992, tome 3, p. 270).

Moins d'un mois s'était écoulé depuis la réunion de septembre du comité central, au cours de laquelle, en réponse aux lettres de Lénine sur la préparation immédiate de l'insurrection armée, avait été prise la décision d'en conserver un unique exemplaire et de *“prendre des mesures pour éviter que des actions ne soient engagées dans les casernes et les usines”* (CRCEDHC, fonds 17, inv. 1a, dossier 25, f. 1-2). Or, à la réunion suivante du comité central, Lénine remporte une victoire écrasante. Dix membres votent pour sa résolution, deux contre (Kamenev et Zinoviev).

Le procès-verbal établi par Ioffé, en tant que membre du secrétariat du comité central, n'a pas noté la polémique qui s'est développée autour de l'adoption de la résolution. Au lieu de la prendre en note, Ioffé a passé son temps à griffonner des dessins, soit parce qu'il était fatigué, soit parce que la discussion l'ennuyait (CRCEDHC, *id.*, dossier 33, f. 3). Mais la lettre de Zinoviev et de Kamenev *“Sur le moment présent”*, rédigée par eux à la fin même de la réunion et envoyée par eux le lendemain 11 octobre aux organisations les plus puissantes du parti (le comité de Petrograd, le comité de Moscou, le comité de province de Moscou, le comité régional de Finlande, la fraction bolchevique du comité exécutif central, le comité exécutif de Petrograd, la fraction bolchevique du congrès des soviets de la province du nord) témoigne que les débats furent longs et tempétueux.

Selon une déclaration jointe à leur lettre, elle ne constitue qu'un *“court résumé des discours prononcés par nous lors de la réunion”* (*id.*, f. 12). Or le résumé fait six pages tapées à la machine. Les auteurs de la lettre considéraient que, vu la bolchevisation rapide des soviets, en prévision des élections à l'Assemblée constituante, une insurrection armée risquait de mettre en jeu tant le destin du parti lui-même que le destin de

la révolution russe et internationale. Et, au contraire, l'orientation vers le développement pacifique de la révolution garantirait à l'Assemblée constituante "un tiers, sinon plus, de sièges". Kamenev et Zinoviev avançaient le slogan : "L'Assemblée constituante plus les soviets, voilà le type combiné d'institutions gouvernementales vers lequel nous allons. Sur la base de cette politique, notre parti a d'énormes chances de remporter effectivement la victoire" (*id.*, f. 17).

Cette lettre constituait une plate-forme oppositionnelle à la veille de l'insurrection. Elle définit clairement les motifs qui ont poussé Zinoviev et Kamenev à voter contre la résolution de Lénine. La lettre permet ainsi de rétablir un fragment de la discussion perdue par l'inattention de Ioffé.

A en juger par le procès-verbal, les points essentiels de la discussion sur la justesse de la décision d'insurrection armée furent évoqués à la fin de la discussion et, vu la division manifeste du comité central, exigèrent l'adoption d'une résolution de compromis. C'est Dzerjinski qui intervint pour proposer un compromis. Au dos de la troisième feuille de ses notes, Ioffé a griffonné :

"Le cam. Dzerjinski propose de former pour la direction politique dans les jours à venir un bureau politique constitué de membres du comité central. Après un échange de vues, la proposition est acceptée. Le bureau politique est formé de sept membres (le comité de rédaction + deux personnes + Boubnov)" (*id.*, f. 3).

Sverdlov, qui avait la responsabilité personnelle de l'établissement des comptes rendus des réunions du comité central, a barré deux fois cette note et l'a remplacée par la sienne en bas de la troisième feuille du procès-verbal :

"On pose ensuite la question de la création d'un bureau politique du CC. Il est décidé de former un bureau de sept membres : Len(ine), Zin(oviev), Kam(enev), Tr(otsky), Stal(ine), Sok(olnikov), Boubn(ov)" (*idem*).

Si l'on en juge par le procès-verbal établi par Ioffé, Kamenev et Zinoviev donnèrent leur accord avec la formulation "créer, pour assurer la direction po-

litique dans les jours à venir, un bureau politique". Ils y entrèrent en tant qu'opposants à l'insurrection, puisque le bureau politique fut formé après le vote de la résolution de Lénine. Le fait que le bureau politique ait inclus aussi bien des partisans de l'insurrection que des adversaires témoigne bien du caractère de compromis de cet organisme. Kamenev et Zinoviev comprenaient "à leur manière" les principes de la direction politique. Cela apparut clairement dès le lendemain, après l'envoi par eux de leur lettre programmatique "Sur la situation du moment". Le compromis apparut ainsi pourri. Et le bureau politique ne se réunit pas une seule fois en séance.

D'où vient alors le bureau politique de l'historiographie soviétique, fondé "pour la direction politique de l'insurrection armée", incluant les fermes opposants à Lénine qu'étaient Kamenev et Zinoviev ?

En 1924, Staline se livre à une triple falsification avec le texte de la résolution de Lénine sur l'insurrection. Premièrement, il introduit dans le texte de la résolution elle-même la décision de créer le bureau politique, en dénaturant ainsi le déroulement de la polémique de 1917. Il y eut d'abord, en effet, vote de la résolution sur l'insurrection armée, puis, sur la base des résultats du vote et après la discussion, fut adoptée une décision de compromis. Dans le texte original de la résolution écrit de la main même de Lénine, il n'y a évidemment rien sur le bureau politique. Ensuite, Staline décide personnellement de modifier les motifs de la création du bureau politique. Il remplace le membre de phrase "pour la direction politique dans les jours à venir" par le membre de phrase "former un bureau pour la direction politique de l'insurrection", déformant par là même le contenu de la polémique de 1917.

La formulation de Dzerjinski était plus large que celle de Staline, qui fait de Kamenev et de Zinoviev, opposants à l'insurrection, des dirigeants directs de cette dernière. Troisièmement, Staline a introduit dans le texte de la résolution quelques mots qui ne figurent pas dans l'original, et il a ajouté à cette "correc-

tion” un petit commentaire : “*Les mots placés entre parenthèses ont été visiblement oubliés par inadvertance.*” Ajoutons que Staline n’a pas mis entre parenthèses la phrase essentielle sur la création du bureau politique. Le sens de ces “ruses” presque naïves est évident : détourner par un petit mensonge l’attention à l’égard d’un gros mensonge. Le texte complet de la résolution de Lénine avec les ajouts de Staline (mis entre parenthèses) se présente ainsi :

Résolution (sur l’insurrection) adoptée le 10 octobre 1917

“Le comité central reconnaît que, tant la situation internationale de la révolution russe — le soulèvement dans la flotte allemande, comme signe extrême de la poussée, dans toute l’Europe, de la révolution mondiale socialiste, puis la menace de paix (séparée) des impérialistes (d’un côté) dans le but d’étouffer la révolution en Russie — que la situation militaire — la décision indubitable de la bourgeoisie russe et de Kerenski et Cie de livrer Piter (1) aux Allemands —, que le fait que le parti prolétarien ait conquis la majorité dans les soviets, tout cela en liaison avec le soulèvement paysan et avec le tournant que la confiance populaire prend en notre faveur — les élections à Moscou — et enfin la préparation évidente d’une deuxième tentative kornilovienne — retrait des troupes de Petrograd, acheminement de cosaques vers Petrograd, encerclement de Minsk par des cosaques, etc. —, tout cela place à l’ordre du jour le soulèvement armé.

Reconnaissant ainsi que le soulèvement armé est inévitable et qu’il est arrivé à un stade de pleine maturité, le comité central propose à toutes les organisations du parti de prendre cette perspective comme axe et de discuter de résoudre toutes les questions pratiques — congrès des soviets de la région du nord,

retrait des troupes de Petrograd, action des Moscovites et des habitants de Minsk, etc. — en partant de ce point de vue.

(Former pour la direction politique de l’insurrection un bureau composé de Len(ine), Zin(oviev), Kam(enev), Tr(otsky), Stal(ine), Sokol(nikov) et Boub(nov) (CRCEDHC, fonds 558, inv. 1, dos. 4 580, f. 1) ” ()*.

(*) Les mots placés entre parenthèses ont visiblement été omis dans le texte par inadvertance.

LE secrétaire personnel de Staline, Tovstoukha, a rédigé un témoignage écrit attestant du moment où Staline a rédigé son ajout à la résolution de Lénine et sur les motifs de cet ajout. Tovstoukha a rédigé sa note au dos du texte “corrigé” de la résolution : “*Les annotations manuscrites faites de la main du cam. Staline sur l’original de ce document ont été faites par lui non pas en 1917, mais en 1924, au cours de la discussion littéraire avec Trotsky, lors de la préparation à l’impression de son livre Les Chemins d’Octobre ; j’ai été personnellement témoin de cette correction*” (le 10 mars 1934, Tovstoukha) (*idem*).

La “discussion littéraire” est liée à la publication en 1924 par Trotsky de deux tomes d’écrits consacrés à l’année 1917, précédés, en tête du premier tome, par une introduction fameuse connue sous le nom de *Leçons d’Octobre*. Trotsky y rappelle au lecteur que les désaccords survenus en 1917 n’étaient pas dus au hasard. Après la révolution de Février, une déviation de droite se forma dans le parti, dirigée par Kamenev. Sur toutes les questions cruciales du développement de la révolution de février à octobre, Trotsky critique Kamenev non pas en son nom propre, mais à partir de citations de Lénine. Mais en citant les opinions de Lénine sur les problèmes de la date de l’insurrection, du lieu de l’action, sur les modalités de sa légalité,

(1) Nom donné à Petrograd par ses habitants (NDR).

Trotsky critique aussi Lénine lui-même, dans la mesure où le développement des événements ne s'est pas effectué comme Ilitch l'avait présupposé.

Les *Leçons d'Octobre* sont un chef-d'œuvre de mise en scène, construit sur le schéma de la chanson d'enfants "A et B sont en bateau", pour suggérer que "et" est lui-même plus important que A et B. Si Kamenev et Lénine se sont trompés, qui se tenait au gouvernail des événements pendant les journées d'Octobre ? Bien sûr, Trotsky.

Mais Trotsky avait-il sa propre ligne dans la question de l'insurrection dans la période précédant Octobre, du même ordre que celle que défendaient Kamenev et Lénine, par leur conviction passionnée d'avoir raison, par la vigueur de leur opposition à la position de l'adversaire, par l'esprit de conséquence avec lequel ils défendirent leur opinion et par la volonté d'aller jusqu'au bout, y compris en démissionnant du comité central ? Dans les journées qui précèdent Octobre, Lénine et Kamenev se ressemblent sur un point. En septembre, avec ses lettres insistantes au comité central sur la nécessité de préparer le plus vite possible l'insurrection armée, Lénine semblait isolé et même incompréhensible à ses collaborateurs. Il fut contraint d'annoncer sa démission du comité central et sa décision de rompre la discipline en s'adressant directement aux organisations de base du parti, en court-circuitant le comité central. Kamenev fit la même chose en Octobre. En s'opposant vigoureusement à Lénine le 16 octobre 1917, Kamenev déclara qu'il quittait le comité central et, ne se considérant plus lié par la discipline du parti, il publia ses arguments contre l'insurrection dans le journal *Novaia Jizn*.

Quelle était la position politique de Trotsky sur la question de l'insurrection armée dans les jours précédant la révolution d'Octobre ? L'attente du deuxième congrès des soviets qu'il proposait n'était pas autre chose que... l'attente du deuxième congrès ! En tout état de cause, à en juger par les documents d'archives de 1917, et en particulier par les originaux des procès-verbaux des

séances du comité central au cours desquelles Trotsky devait exprimer sa politique, il est impossible de définir sa position. Objectivement, tant le développement pacifique des événements que l'insurrection armée des bolcheviks convenaient à Trotsky. En cas de développement pacifique des événements, il recevait le pouvoir en tant que président du comité des soviets de Petrograd. Et en cas de succès du soulèvement armé, Trotsky n'était pas non plus voué à jouer les derniers rôles. C'est le comité central qui l'avait en effet proposé au poste de président du soviets de Petrograd dans sa séance du 24 septembre : "*Proposer Trotsky comme président du soviets et introduire Rykov au présidium*" (CRCEDHC, fonds 17, inventaire 1 a, dossier 28, feuille I). Le silence de Trotsky sur la question de l'insurrection armée s'explique manifestement par le fait qu'il était assis sur deux chaises en même temps.

N'ayant pas été un théoricien de l'insurrection armée, Trotsky, dans ses *Leçons d'Octobre*, intervient néanmoins à partir de positions théoriques. En prenant connaissance des *Leçons d'Octobre*, la vieille garde ne pouvait pas garder le silence. Tous ceux qui écrivaient plus ou moins bien se lancèrent dans la bataille contre Trotsky : Boukharine ("*Comment il ne faut pas écrire l'histoire d'Octobre*", la *Pravda*, 2 novembre 1924), Kamenev ("*Léninisme ou trotskysme ?*", rapport à la réunion du comité de Moscou et de ses cadres, la *Pravda*, 19 novembre 1924), Zinoviev ("*Bolchevisme ou trotskysme ? Où mène la ligne du trotskysme ?*", la *Pravda*, 30 novembre 1924), Staline ("*Trotskysme ou léninisme ?*", discours au plénum de la fraction communiste du conseil central des syndicats, du 19 novembre 1924, la *Pravda*, 20 novembre 1924 ; "*Octobre et la théorie de la révolution permanente du cam. Trotsky*", la *Pravda*, 20 décembre 1924), Sokolnikov ("*Comment aborder l'histoire d'Octobre ?*", la *Pravda*, 19 novembre 1924).

Staline écrivait plus mal que les autres, mais il trafiquait les résolutions mieux que les autres. En falsifiant en 1924 la résolution de Lénine sur l'insurrection armée, Staline faisait d'une pier-

re cinq coups : d'abord, il prenait la défense de Lénine, qui, dans l'interprétation de Trotsky, apparaissait à la fois comme ayant raison et dans une situation lamentable. Staline avait besoin de Lénine comme "chef d'Octobre" dans sa lutte contre Trotsky ; ensuite, Staline opposait la "direction collective" d'un bureau politique aux prétentions de Trotsky à une direction personnelle ; troisièmement, il réhabilitait le rôle du comité central, qui, dans les journées décisives d'Octobre, avait tout simplement cessé d'exister ; quatrièmement, Staline prenait la défense de Kamenev et de Zinoviev, qui formaient alors avec lui la troïka contre Trotsky ; il montrait enfin qu'il avait pris une part directe dans la "*direction politique de l'insurrection*".

Il faut reconnaître que la diversion politique de Staline réussit. La "présence" du bureau politique "*pour la direction politique de l'insurrection*" devint la pierre angulaire de la conception du rôle dirigeant du comité central des bolcheviks pendant la révolution d'Octobre. On n'a pas à s'apitoyer sur les innombrables historiens qui ont écrit des mémoires et des thèses sur son "rôle dirigeant". En revanche, on peut avoir pitié des élèves à qui on posait régulièrement la question perfide : "*Comment se fait-il que Kamenev et Zinoviev, opposés à l'insurrection, entrèrent dans le bureau politique ?*" Tout en maudissant la pagaille dans les rangs bolcheviks, le candidat bafouillait quelques phrases sur la discipline du parti. Cela ne collait pas très bien avec les décisions ultérieures prises par Kamenev et Zinoviev, mais à l'école, l'accent mis sur la discipline suffisait.

Et que faisaient les historiens professionnels ? Ils examinaient d'un air professionnel ces documents suivants : l'original de la résolution de Lénine sur l'insurrection, où ne figure aucune indication sur la création d'un bureau politique ; la copie exacte de ce document tapée à la machine ; le texte de la résolution tapée à la machine avec l'ajout de Staline, qui fut reproduit en d'innombrables copies seulement de recto, comme à destination spéciale des historiens. En revanche, le verso, où figure la note de Tovstoukha, ne fut jamais photogra-

phié. L'original du document (la résolution adoptée le 10 octobre, avec l'ajout de Staline et le témoignage de Tovstoukha rédigé en 1934, se trouve aujourd'hui encore dans le fonds personnel de Staline au CRCEDHC).

Les textes de la déclaration et de la lettre de Kamenev et de Zinoviev "*Sur le moment présent*" furent publiés en 1928 (Lénine, *Œuvres complètes*, deuxième édition, 1928, tome XXI, pages 494 à 498) et en 1958 (procès-verbaux du comité central du POSDR(b), août 1917-février 1918, Moscou, *Gospolitizdat*, 1958, pages 86 à 92).

Les documents ci-dessus permettent de rétablir la partie de la réunion du comité central du 10 octobre qui ne fut pas notée au procès-verbal par la négligence de Ioffé. D'après l'ordre du jour, la question de l'insurrection armée fut discutée en quatrième point de la situation présente. L'opposition de deux positions exprimées à cette réunion sous la forme de position pacifique ou démocratique et non pacifique ou dictatoriale n'apparaît convaincante qu'au premier coup d'œil. Car cette opposition laisse de côté la question : dans quelle perspective ? La voix démocratique de développement du parti dans les cadres du système des soviets, telle que la proposaient Kamenev et Zinoviev, plaçait le Parti bolchevique sur le même plan que ceux que leur accès au pouvoir avait conduits à la banqueroute. La ligne de Zinoviev et de Kamenev poussait objectivement le parti dans le "marais démocratique". Et la banqueroute du Parti bolchevique, dans la réalité, ouvrait la voie à l'instauration d'une dictature de droite.

Lors de la séance élargie du comité central du 16 octobre 1917, Lénine fit un rapport sur "*la précédente réunion du comité central*". Poursuivant sa polémique avec Kamenev et Zinoviev, il déclara en particulier : "*La situation est claire : ou la dictature de Kornilov, ou la dictature du prolétariat et des couches les plus pauvres de la paysannerie*" (Lénine, *Œuvres complètes*, tome 34, page 394). Lors de la séance du 16 octobre, Lénine prit en note les interventions. Le lendemain, il rédigea une "*Lettre aux ca-*

marades", où il exposa en détail les arguments essentiels des opposants à l'insurrection. Sa lecture montre qu'à la réunion du 16 octobre, Kamenev et Zinoviev continuèrent à développer les idées essentielles qu'ils avaient exposées dans leur lettre du 11 octobre "Sur le moment présent". Critiquant les "illusions constitutionnelles" de ses opposants, Lénine écrit de nouveau :

"Oublions tout ce que les bolcheviks ont montré et prouvé des centaines de fois, ce qu'ont prouvé six mois d'histoire de notre révolution, à savoir qu'il n'existe pas objectivement d'autre issue, qu'il ne peut pas y avoir d'autre issue que la dictature des korniloviens (2) ou la dictature du prolétariat ; oublions tout cela, laissons tout cela et attendons ! Attendons quoi ? Attendons un miracle : attendons que le courant tumultueux et catastrophique des événements (...) disparaisse (...) devant la convocation pacifique, tranquille, légale, sans heurt, de l'Assemblée constituante et l'exécution de ses décisions légales" (Lénine, *Œuvres complètes*, tome 34, p. 4 065).

Pour mieux comprendre les contre-arguments de Kamenev et de Zinoviev, il faut rappeler l'intervention de Lénine au comité central du 10 octobre, telle qu'elle est fixée par le procès-verbal :

"Le camarade Lénine constate qu'il se manifeste depuis le début de septembre une certaine indifférence à l'égard de l'insurrection. Cela est pourtant inadmissible si nous lançons sérieusement comme mot d'ordre la prise du pouvoir par les soviets. Aussi aurait-il fallu depuis longtemps envisager l'aspect technique de la question. Maintenant, il apparaît qu'on a laissé passer beaucoup de temps.

Néanmoins, la question se pose avec acuité et le moment décisif est proche.

La situation internationale est telle que nous devons prendre l'initiative.

Ce qui se trame pour le recul du front jusqu'à Narva et la reddition de Petrograd nous oblige encore davantage à des actions décisives.

La situation politique nous amène à conclure dans le même sens. Les 3-5

juillet, des actions décisives engagées par nous auraient été vouées à l'échec, car la majorité ne nous suivait pas. Depuis lors, notre ascension s'est poursuivie à pas de géant.

L'absentéisme et l'indifférence des masses peuvent s'expliquer par le fait que les masses en ont assez des paroles et des résolutions.

La majorité est aujourd'hui avec nous. La situation politique est tout à fait mûre pour la prise du pouvoir.

Le mouvement agraire va dans le même sens, car il est clair qu'il faudrait des efforts héroïques pour le réfréner. Le mot d'ordre de la remise de la terre aux paysans est devenu le mot d'ordre de tous les paysans. Les conditions politiques sont donc réalisées. Il faut examiner l'aspect technique de la question. Tout est là. Cependant, nous sommes enclins, comme les défensistes (3), à considérer la préparation méthodique de l'insurrection comme une sorte de péché politique.

Attendre jusqu'à l'Assemblée constituante, qui ne sera manifestement pas avec nous, est absurde, car cela signifie compliquer notre tâche.

Il faut profiter du comité régional et de la proposition de Minsk pour passer aux actions décisives" (Lénine, *Œuvres complètes*, tome 34, pp. 391-392).

La déclaration de Zinoviev et de Kamenev et la lettre "Sur le moment présent" sont publiées ici conformément au texte de la seconde édition des *Œuvres complètes* de Lénine, vérifié sur l'original qui se trouve aux archives. Le dossier contient plusieurs exemplaires de la déclaration et des lettres ; l'original de la déclaration, écrit de la main de Kamenev, se trouve sur la feuille 30. La lettre occupe six pages tapées à la machine. La correction orthographique de tous les exemplaires des lettres est effectuée à la main, visiblement de la main de Kamenev. Une correction importante figure dans un seul endroit, mentionné dans les remarques.

(2) Partisans du général Kornilov, qui avait tenté un coup d'Etat étouffé par la mobilisation ouvrière le 25 août 1917 (NDR).

(3) Partisans de la guerre (NDR).

Déclaration de Kamenev et de Zinoviev, du 11 octobre 1917

“Chers camarades,

Lors de la dernière réunion du comité central, nous sommes restés en minorité et nous avons voté tous les deux contre les thèses adoptées. Etant donné l'importance du problème, nous avons jugé nécessaire d'exposer séparément, dans un texte joint à la présente déclaration, un court résumé de nos interventions à cette réunion, et nous vous demandons de joindre notre déclaration aux procès-verbaux de la réunion. Nous estimons de notre devoir d'informer le com(ité) de Petr(ograd), le com(ité) de Mos(cou), le com(ité) rég(ional) de Mos(cou) et le com(ité) rég(ional) de Finl(ande) de notre déclaration. La forme choisie pour rédiger notre déclaration vous sera évidemment claire sans autre explication.”

**G. Zinoviev,
Iou. Kamenev**

Aux com(ités) de Petr(ograd), de Moscou, de la rég(ion) de Moscou, de Fin(lande) du POSDR(b), à la fraction b(olchevique) du CEC, au c(omité) exécutif de P(etrograd) des s(oviets) de d(éputés) o(uvriers) et de s(oldats), à la fr(action) b(olchevique) du congrès des soviets de la pr(ovince) du N(ord).

“Sur le moment présent”

« Dans la situation politique actuelle, avec le départ des bolcheviks du préparlement (1), notre parti doit répondre à la question suivante : et maintenant, qu'est-ce qu'on fait ?

Il se développe chez les ouvriers un courant pour lequel la seule issue, c'est

de proclamer immédiatement l'insurrection armée. S'il s'agit d'insurrection armée, alors, tout converge pour dire qu'il faudrait la fixer, et pour les prochains jours (2). Sous une forme ou sous une autre, la question est déjà en discussion dans toute la presse actuelle et dans les assemblées ouvrières, et elle est présente à l'esprit chez bien des membres du parti. Quant à nous, nous considérons que c'est un droit et un devoir de nous exprimer sur cette question avec une totale franchise.

Nous sommes profondément convaincus que de décider maintenant l'insurrection armée, cela équivaudrait à mettre en jeu non seulement le sort de notre parti, mais également celui de la révolution russe et de la révolution internationale.

Il n'y a aucun doute qu'il existe des situations historiques où la classe opprimée est forcée de reconnaître que mieux vaut aller à la défaite que de se rendre sans combat. Mais la classe ouvrière russe se trouve-t-elle dans cette situation ? Non, mille fois non !

Le développement énorme de l'influence de notre parti dans les villes, et en particulier dans l'armée, a créé une situation où la bourgeoisie aura de plus en plus de peine à briser l'Assemblée constituante. Avec l'armée, avec les ouvriers, nous tenons un revolver sur la tempe de la bourgeoisie : elle se trouve placée dans une situation où toute tentative de briser maintenant l'Assemblée constituante (3) repousserait les partis petit-bourgeois vers nous et ferait partir le coup.

Notre parti est très bien placé pour les élections à l'Assemblée constituante. Les propos sur le fait que le bolchevisme

commencerait à perdre de son influence et autres fariboles du même genre sont pour nous totalement infondés. Dans la bouche de nos adversaires politiques, ces affirmations font partie d'un jeu politique qui vise à provoquer une action des bolcheviks dans des conditions défavorables. L'influence des bolcheviks se développe. Des couches entières de la population laborieuse commencent seulement à s'en saisir. Avec une tactique juste, nous pouvons obtenir un tiers, sinon plus, de sièges à l'Assemblée constituante. La position des partis petit-bourgeois à l'Assemblée ne pourra plus être la même qu'aujourd'hui dans aucun domaine. D'abord, leur mot d'ordre — "Pour la terre et la liberté, attendez l'Assemblée constituante" — tombe à plat. L'accroissement de la misère, de la faim et du mouvement paysan fera de plus en plus pression sur eux et les forcera à rechercher l'union avec le parti du prolétariat contre les propriétaires terriens et les capitalistes, représentés par le parti des Cadets.

Naturellement, l'Assemblée constituante ne peut pas en elle-même modifier le rapport de forces réel dans la société, mais elle fera tomber les faux semblants d'aujourd'hui (4). Les soviets (*) se sont implantés dans la vie et ne pourront être détruits. Ils assurent d'ores et déjà le pouvoir réel en bien des endroits. Et c'est seulement sur les soviets que l'Assemblée constituante pourra s'appuyer dans son travail révolutionnaire. L'Assemblée constituante plus les soviets, c'est vers cette combinaison d'institutions d'Etat que nous allons. Et sur cette base politique, notre parti aura de fortes chances de l'emporter véritablement.

Nous n'avons jamais dit que la classe ouvrière russe était capable à elle seule, par ses propres forces, d'amener la révolution actuelle à la victoire finale. Nous n'avons pas oublié et nous ne devons pas oublier maintenant qu'entre la bourgeoisie et nous, il y a un énorme troisième camp, la petite-bourgeoisie.

Ce camp s'est associé à nous lors de la tentative de putsch de Kornilov (5) et nous a donné la victoire. Il s'associera encore à nous plus d'une fois. Il ne faut pas se lais-

ser obnubiler par ce qui se passe actuellement. Il est indubitable que ce camp se tient à présent beaucoup plus près de la bourgeoisie que de nous. Mais la situation actuelle n'est ni éternelle ni stable. Et au moindre faux pas, à la moindre action irréfléchie, qui ferait dépendre la révolution d'une insurrection immédiate, le parti du prolétariat pousserait la petite-bourgeoisie dans les bras de Milioukov pour longtemps (6).

On dit que nous avons déjà pour nous, primo, la majorité du peuple de Russie et, secundo, la majorité du prolétariat international. Hélas ! les deux affirmations sont fausses, et c'est là le problème.

En Russie, nous avons pour nous la majorité des ouvriers et une part importante des soldats. Mais pour le reste, c'est à voir. Nous sommes tous convaincus, par exemple, que s'il y avait maintenant des élections à l'Assemblée constituante, les paysans voteraient en majorité pour les S-R (7). Et alors, est-ce un hasard ? La masse des soldats ne nous soutient pas pour un mot d'ordre de guerre, mais pour un mot d'ordre de paix. C'est une circonstance très importante, et nous devons en tenir compte pour éviter de fonder nos prévisions sur du sable. Si nous prenons le pouvoir maintenant tout seuls et que nous soyons forcés par la situation mondiale de mener une guerre révolutionnaire, la masse des soldats refluera loin de nous. Bien sûr, la meilleure part des jeunes soldats restera avec nous, mais la masse, elle, nous abandonnera. Le caractère criminel du gouvernement impérialiste réside justement dans le fait qu'il est au service de la bourgeoisie russe et de l'Entente, qu'il a par là même sapé les bases économiques du pays, l'a désorganisé, et qu'il prive ainsi de plus en plus le prolétariat de la possibilité de se défendre contre les appétits de l'impérialisme mondial par les méthodes de la guerre révolutionnaire. Après quarante mois de guerre impérialiste dans un pays ruiné par la domination des maraudeurs, avec la désorganisation créée par le tsarisme et poursuivie par la domination de la bourgeoisie, les soldats sont de moins en

moins capables de mener une guerre révolutionnaire victorieuse contre l'ensemble du capitalisme international.

Les délégués du front qui propagent en ce moment ces idées contre la guerre demandent ouvertement à nos orateurs de ne pas parler de guerre révolutionnaire, car cela repousserait les soldats. C'est un symptôme de la plus haute importance.

Il ne fait pas de doute que le gouvernement prolétarien en viendrait rapidement à rejeter les difficultés économiques de la guerre sur la bourgeoisie, ne lui laisserait que "des miettes" et "lui retirerait ses bottes" (8). Cela permettrait de renforcer l'enthousiasme des masses. Mais cela ne donnerait aucune garantie de l'emporter sur l'impérialisme germanique dans une guerre révolutionnaire. La Russie d'aujourd'hui, qui s'est laissée épuiser, malgré la classe ouvrière, par la guerre impérialiste, reste tout de même un pays de technologie relativement arriérée, avec un système ferroviaire en ruine, sans marchandises, sans l'équipement militaire indispensable, etc. En prenant le pouvoir, le parti ouvrier porterait indubitablement un coup à Guillaume (9). Celui-ci aurait plus de mal à faire la guerre contre une Russie révolutionnaire, qui proposerait une paix démocratique immédiate. C'est vrai. Mais ce coup serait-il assez puissant, dans les circonstances actuelles, après Riga (10), etc., pour libérer la Russie de l'emprise de l'impérialisme germanique ? Si des pourparlers séparés entre l'impérialisme germanique et l'impérialisme anglais ont commencé, ce qui est fort probable, ne les entraîneront-ils pas plus loin, même après notre victoire, et Guillaume ne parviendra-t-il pas alors jusqu'à Petrograd ? Où sont-elles, ces données qui prouvent que le parti prolétarien, avec la résistance de la démocratie petite-bourgeoise, devrait à présent assumer seul, sans partage, la responsabilité d'une telle situation et de ses conséquences inévitables ?

Et là, nous en arrivons à la seconde affirmation, selon laquelle la majorité du prolétariat international serait dès maintenant en notre faveur. Ce n'est malheureusement pas encore le cas.

L'insurrection des marins allemands a une grande signification symbolique (11). En Italie, il existe des signes avant-coureurs d'un véritable mouvement (12). Mais de là à un soutien actif à une révolution prolétarienne en Russie, déclarant la guerre à l'ensemble du monde bourgeois, il y a encore bien loin. Il est extrêmement dangereux de surestimer ses forces. C'est sûr, il nous est beaucoup donné, et on nous demande beaucoup. Mais si nous subissons maintenant une défaite en jouant notre va-tout, nous porterons un coup cruel à la révolution prolétarienne internationale, qui se développe extrêmement lentement, mais qui se développe tout de même. Alors que l'essor de la révolution en Europe nous mettrait dans l'obligation de prendre le pouvoir immédiatement, sans aucune hésitation. C'est ici que réside la seule garantie d'une insurrection victorieuse du prolétariat en Russie. Cela viendra, mais ce n'est pas le cas pour l'instant.

Quelles sont les perspectives qui s'offrent à nous dans un avenir proche ? Voici comment nous répondrons à cette question.

Bien entendu, la voie que nous prendrons ne dépend pas seulement de nous. L'adversaire peut nous obliger à livrer un combat décisif avant les élections à l'Assemblée constituante. Une nouvelle tentative comme celle de Kornilov, bien sûr, ne nous laisserait pas le choix. Nous serions alors bien évidemment unanimes dans la seule solution possible. Et il ne fait pas de doute non plus qu'une part significative du camp petit-bourgeois nous soutiendrait à nouveau. La fuite du gouvernement à Moscou pousserait la masse petite-bourgeoise vers nous (13). Et c'est alors que seraient créées les conditions de notre victoire, que nous ne serions pas écrasés : ce sont nos adversaires qui le seraient.

Mais comme le choix dépend de nous, nous pouvons et nous devons aujourd'hui nous limiter à une position défensive (14). Le gouvernement provisoire est souvent (***) impuissant à appliquer ses intentions contre-révolutionnaires. Il est ébranlé. Les soldats et les ouvriers ont encore assez de force pour ne pas

laisser Kerenski et compagnie faire de telles tentatives. Les paysans commencent seulement leur mouvement, que les cadets ne réussiraient pas à réprimer en masse, vu l'état d'esprit actuel de l'armée. Le gouvernement provisoire n'a pas la capacité de truquer les élections à l'Assemblée constituante. La sympathie pour notre parti va augmenter. Le bloc des cadets avec les mencheviks et les S-R va se disloquer. A l'Assemblée constituante, nous serons un parti d'opposition si fort que, dans un pays de suffrage universel, nos adversaires seront obligés de nous céder la place à chaque instant, ou alors nous constituerons avec les S-R de gauche (15), les paysans sans parti et autres un bloc dirigeant qui, pour l'essentiel, devra appliquer notre programme. Telle est notre opinion.

Devant l'histoire, devant le prolétariat international, devant la révolution russe et la classe ouvrière russe, nous n'avons pas le droit de mettre en jeu maintenant tout l'avenir sur une insurrection armée. Ce serait une erreur de penser qu'une telle initiative aujourd'hui, si elle échouait, aurait les mêmes conséquences que les journées du 3 au 5 juillet (16). Aujourd'hui, il s'agit de plus. Il s'agit d'un combat décisif, et la défaite dans ce combat serait la défaite de la révolution.

Telle est la situation générale. Mais quiconque ne cherche pas seulement à discourir sur l'insurrection doit en évaluer les chances calmement. Ici, nous croyons de notre devoir de dire que, dans le moment actuel, le pire serait de sous-évaluer les forces de l'adversaire et de surévaluer les nôtres. Les forces de l'adversaire sont plus grandes qu'elles ne paraissent. C'est Petrograd qui décide, et les ennemis du parti du prolétariat y ont accumulé des forces réelles : 5 000 élèves officiers, très bien armés et organisés, qui veulent se battre (du fait de leur situation de classe) et qui savent le faire, et ensuite un état-major, des troupes de choc, des cosaques, une partie importante de la garnison, une artillerie très importante, disposée en éventail autour de la ville. Ensuite, les adversaires, avec l'aide du comité exé-

cutif central, tenteront très certainement de rappeler des troupes du front. Le parti du prolétariat serait alors obligé de se battre avec un tout autre rapport de forces que lors du putsch de Kornilov. A ce moment-là, nous nous sommes battus aux côtés des S-R, des mencheviks et même avec des partisans de Kerenski. Aujourd'hui, le parti du prolétariat devrait se battre contre les Cent-Noirs, plus les cadets, plus Kerenski et le gouvernement provisoire, plus le comité exécutif central (S-R et mencheviks).

Naturellement, les forces du parti du prolétariat sont très réduites. Mais la question décisive est de savoir si les ouvriers et les soldats de la capitale en sont réellement à penser qu'il n'y a plus de salut que dans le combat et veulent descendre dans la rue. Non ! Ils ne sont pas prêts à cela. Les partisans de l'action déclarent eux-mêmes que l'état d'esprit des travailleurs et des soldats n'a rien à voir même avec celui qu'ils avaient avant le 3 juillet. Si les masses profondes des pauvres de la capitale avaient un état d'esprit combatif, si elles étaient prêtes à descendre dans la rue, cela pourrait être une garantie que leur initiative entraîne même les grandes organisations où l'influence de notre parti est faible (comme les syndicats des chemins de fer, des postes, etc.). Mais comme cet état d'esprit n'existe même pas dans les usines et les casernes, ce serait se leurrer que de miser dessus.

On nous dira : mais les employés des chemins de fer et des postes crèvent de faim, ils sont écrasés par la misère et en veulent au gouvernement provisoire. C'est vrai, bien sûr. Mais ce n'est pas encore une garantie qu'ils soutiendraient à l'encontre des S-R et des mencheviks une insurrection contre le gouvernement. Les employés et les ouvriers des chemins de fer étaient déjà écrasés par la misère en 1906, ils le sont aussi en Allemagne et en France. Et pourtant, cela ne garantit pas le soutien à une insurrection. Si tous les gens écrasés par la misère étaient toujours prêts à soutenir une insurrection armée des socialistes, nous aurions déjà conquis le socialisme depuis longtemps.

Cela souligne l'importance de nos tâches actuelles. Le congrès des soviets est fixé au 20 octobre (17). Il doit renforcer l'influence croissante du parti du prolétariat par des mesures d'organisation. Il doit devenir un centre de cohésion, autour des soviets, de toutes les organisations prolétariennes ou semi-prolétariennes, comme ces unions de chemins, de postiers, d'employés de banque, etc. Il n'y a pas encore de lien organisationnel solide entre ces organismes et les soviets. On ne peut apprécier cela que comme un symptôme de faiblesse organisationnelle du parti du prolétariat. Mais ce lien est en tout cas une condition préalable pour faire réellement passer dans la vie le mot d'ordre "Tout le pouvoir aux soviets". A chaque moment particulier, ce mot d'ordre signifie bien sûr l'opposition la plus résolue du pouvoir à la moindre atteinte aux droits des soviets et des organismes créés par eux.

Dans ces conditions, ce serait une profonde erreur historique que de poser la question du passage du pouvoir aux mains du parti du prolétariat sous cette forme : maintenant ou jamais !

Non ! Le parti du prolétariat va s'accroître, son programme va être de mieux en mieux compris par les masses. Il va être encore mieux placé pour démasquer impitoyablement la politique des mencheviks et des S-R, qui sont devenus un obstacle au passage effectif du pouvoir entre les mains de la majorité du peuple. Et il n'y a qu'une seule façon pour le parti de stopper ses propres succès, c'est de prendre dans les circonstances actuelles l'initiative de l'offensive et de placer ainsi le prolétariat sous les coups de toute la contre-révolution qui resserrera ses rangs et recevra le soutien de la démocratie petite-bourgeoise.

Contre cette politique destructrice, nous voulions exprimer une mise en garde. »

Le 11 octobre 1917,
Zinoviev,
Kamenev (18)

Commentaires de Natalia Mouchitz

(1) Le préparlement (le conseil démocratique panrusse) était issu de la conférence démocratique. La conférence démocratique panrusse avait été convoquée par le comité exécutif central des soviets (mencheviks et S-R) pour résoudre la question du pouvoir. Elle eut lieu à Petrograd, du 14 au 22 septembre 1917 (du 27 septembre au 15 octobre, selon l'ancien calendrier), avec la participation de plus de 1 500 personnes.

Lors de la première session du préparlement, le 23 septembre, les S-R et les mencheviks passèrent un accord avec les Cadets pour constituer une nouvelle coalition gouvernementale. Le comité central du POSDR(b) du 21 septembre (4 octobre) prit la décision de rappeler les bolcheviks du présidium de la conférence, mais de ne pas la quitter. Par 9 voix contre 8, il fut décidé de ne pas participer au préparlement. Cependant, la conférence du parti décida d'y participer par 77 voix contre 50, et cette décision fut approuvée par le comité central.

Lénine, dans les articles "Les héros de la fraude et les erreurs des bolcheviks", "Carnets du publiciste. Les erreurs de notre parti" et "La crise est mûre", exigeait catégoriquement le retrait des bolcheviks du préparlement et soulignait la nécessité de concentrer toutes les forces sur la préparation de l'insurrection. Le 7 (20) octobre, le jour d'ouverture du préparlement, les bolcheviks firent une déclaration et sortirent.

Le 5 octobre, Kamenev envoyait la déclaration suivante au comité central du POSDR(b) :

« Chers camarades, je crois que votre décision de sortir de la première session du "Conseil de la République russe" oblige le parti à adopter à très court terme une tactique qui va dans une direction que je considère personnellement comme très dangereuse pour celui-ci. Me soumettant à la décision du parti, je demande toutefois à mes camarades de me libérer de mes obligations dans les organes représentatifs (comité exécutif central, etc.) et de me confier un autre travail. »

(2) Trotski affirme que la date de l'insurrection fut fixée oralement au 15 octobre lors de la session du comité central du POSDR(b) du 10 octobre 1917.

Du coup, on comprend mieux certains passages des interventions à la session du 16 octobre, qui concernent la résolution sur l'in-

surrection armée. Par exemple, dans l'intervention de Volodarski :

"Si la résolution est un ordre, alors il n'a déjà pas été exécuté."

Ou dans celle de Lénine :

"Si toutes les résolutions échouaient de cette manière, on ne pourrait rien espérer de mieux."

Il est clair que c'est bien de cette date du 15 octobre que parlent Kamenev et Zinoviev. Les accusations de vouloir "fixer" l'insurrection étaient réciproques. Lénine critiquait également la position de ceux qui attendaient le II^e Congrès des soviets :

« "Convoquer" le congrès des soviets pour le 20 octobre pour décider de "prendre le pouvoir", en quoi cela est-il différent de "fixer" l'insurrection de façon stupide ? »

(3) La déclaration du gouvernement provisoire du 8 (22) juillet 1917, publiée par de second cabinet de coalition, fixait au 17 (30) septembre la date de la convocation de l'Assemblée constituante. Puis la date fut repoussée. Les élections furent fixées au 28 novembre (11 décembre) 1917.

(4) Les mots *"modifier le rapport de forces réel dans la société, mais elle"* manquent dans la seconde édition des *Œuvres complètes* de Lénine.

Ainsi, la phrase acquiert une signification tout à fait opposée :

"Naturellement, l'Assemblée constituante ne peut pas en elle-même supprimer les apparences trompeuses que revêt ce rapport de forces aujourd'hui."

(5) L'intervention du général Kornilov avait été fomentée par les hauts dirigeants de l'armée et les politiciens cadets. Le 26 août (8 septembre), à la suite d'un accord secret avec le gouvernement provisoire, qui avait besoin de troupes sûres à Petrograd, Kornilov, prétextant qu'il fallait s'attendre à une intervention des bolcheviks, déplaça du front vers la capitale un corps d'armée, des unités de cosaques et la Division sauvage. Cependant, l'accord entre Kornilov et le gouvernement provisoire échoua et Kerenski accusa Kornilov de félonie.

Les organisations bolcheviques des deux capitales jouèrent un rôle décisif lors du putsch de Kornilov, en organisant les masses et en tenant des milliers de meetings dans les régiments et les usines. Les troupes de Kornilov se débandèrent avant d'arriver à Petrograd sous l'influence de l'agitation révolutionnaire.

(6) P. N. Milioukov était le leader du parti Cadet (*c'est-à-dire constitutionnel-démocratique, NDT*) et le chef du libéralisme russe. Lors de la révolution de Février, il avait défendu la monarchie des Romanov dirigée par Michel (*le grand-duc Michel, frère du tsar Nicolas II, NDT*). Dans le premier gouvernement provisoire, il occupa le poste de ministre des Affaires étrangères. Sa note du 18 avril 1917 sur le respect dû par le gouvernement provisoire aux traités de Nicolas II avec les alliés provoqua la crise d'avril, et il fut obligé de démissionner. Il sera l'idéologue du mouvement de Kornilov en août 1917.

(7) Les S-R (socialistes-révolutionnaires) étaient un parti petit-bourgeois formé entre la fin de 1901 et le début de 1902 à la suite de la fusion de différents groupes populistes. Après la révolution de Février, les leaders du parti, Avksentiev, Kerenski et Tchernov, entrèrent dans le gouvernement provisoire.

(8) Les auteurs de la lettre citent apparemment des fragments des interventions de Trotski dans de nombreux meetings et réunions en septembre-octobre 1917. Par exemple, Soukhanov décrit ainsi une intervention de Trotski à la Maison du peuple, le 22 octobre :

"Le pouvoir des soviets donnera tout ce qu'il y a dans le pays aux pauvres et aux soldats des tranchées. Toi, le bourgeois, tu as deux manteaux de fourrure, donnes-en un au soldat qui a froid dans les tranchées. Tu as des bottes chaudes ? Reste chez toi. L'ouvrier a besoin de tes bottes..."

(9) Guillaume II, roi de Prusse et empereur d'Allemagne, abdiqua le 9 novembre 1918.

(10) Le 21 août (3 septembre) 1917, l'armée allemande avait fait une percée et occupé Riga.

(11) Au début du mois d'août 1917, une révolte eut lieu dans la flotte allemande. Les actions étaient dirigées par une organisation révolutionnaire de marins, qui comptait environ 4 000 membres.

A la tête de l'organisation, il y avait les marins Max Reichpitsch et Albin Kebis, du navire *Frédéric-le-Grand*. Se sont également révoltés les équipages du *Prince-Régent Léopold*, du *Westphalie* et du croiseur *Nuremberg*. Le mouvement des marins gagna les navires de plusieurs escadres à Wilhelmshaven. Les actes révolutionnaires seront cruellement réprimés.

(12) En août 1917, à Turin, eut lieu une grande manifestation contre la guerre. Le 23, les environs de Turin étaient aux mains des révoltés. Pour écraser le mouvement, le gouvernement lança des détachements militaires et déclara l'état de siège sur la ville. Le 27, la grève générale de Turin était stoppée.

(13) Sous prétexte que Petrograd était trop proche du front, le gouvernement de Kerenski se préparait à transférer la capitale à Moscou, où il espérait être moins exposé à la pression des masses révolutionnaires.

(14) En 1917, Kamenev et Zinoviev n'étaient pas seuls à militer pour une tactique défensive, Trotski aussi. Il est vrai qu'il déclara plus tard, en prenant ses distances avec Kamenev, que sa formulation n'était défensive qu'en apparence et couvrait en fait une politique offensive, alors que celle de Kamenev ne sous-entendait pas une politique offensive.

En 1924, au cours de la discussion littéraire, Staline théoriserait la spécificité de la tactique révolutionnaire au cours de "la période d'organisation de la prise d'assaut" :

"Elle consiste, cette spécificité, en ce que la révolution cherche à faire passer chaque pas, ou presque, de son offensive pour de la défensive... La révolution semblait masquer ses actions offensives sous couvert de défense pour attirer d'autant plus facilement dans son orbite les éléments irrésolus, hésitants. C'est ainsi, sans doute, que s'explique le caractère apparemment défensif des discours, des articles et des mots d'ordre de cette période, qui avaient cependant un caractère profondément offensif par leur contenu interne."

Effectivement, dans le cadre de cette conception défensive, Kamenev et Zinoviev deviendront par enchantement des "dirigeants de l'insurrection".

Au début des années 1930, dans son *Histoire de la révolution russe*, publiée à Berlin, Trotski le reconnaissait ouvertement :

"L'étape finale où les insurgés rejetèrent définitivement le caractère conventionnel du double pouvoir, avec son légalisme douteux

et sa phraséologie défensive, a pris exactement 24 heures : entre le 25 à 2 heures du matin et le 26 à 2 heures du matin."

Mais cette étape est en rapport avec l'arrivée de Lénine à Smolny et avec les opérations offensives.

(15) Le parti des Socialistes-Révolutionnaires de gauche (internationalistes) s'est constitué comme organisation lors de son 1^{er} Congrès panrusse, qui s'est tenu du 19 au 28 novembre (du 2 au 11 décembre) 1917. Auparavant, les S-R de gauche existaient en tant qu'aile gauche du parti des S-R, formé durant la Première Guerre mondiale.

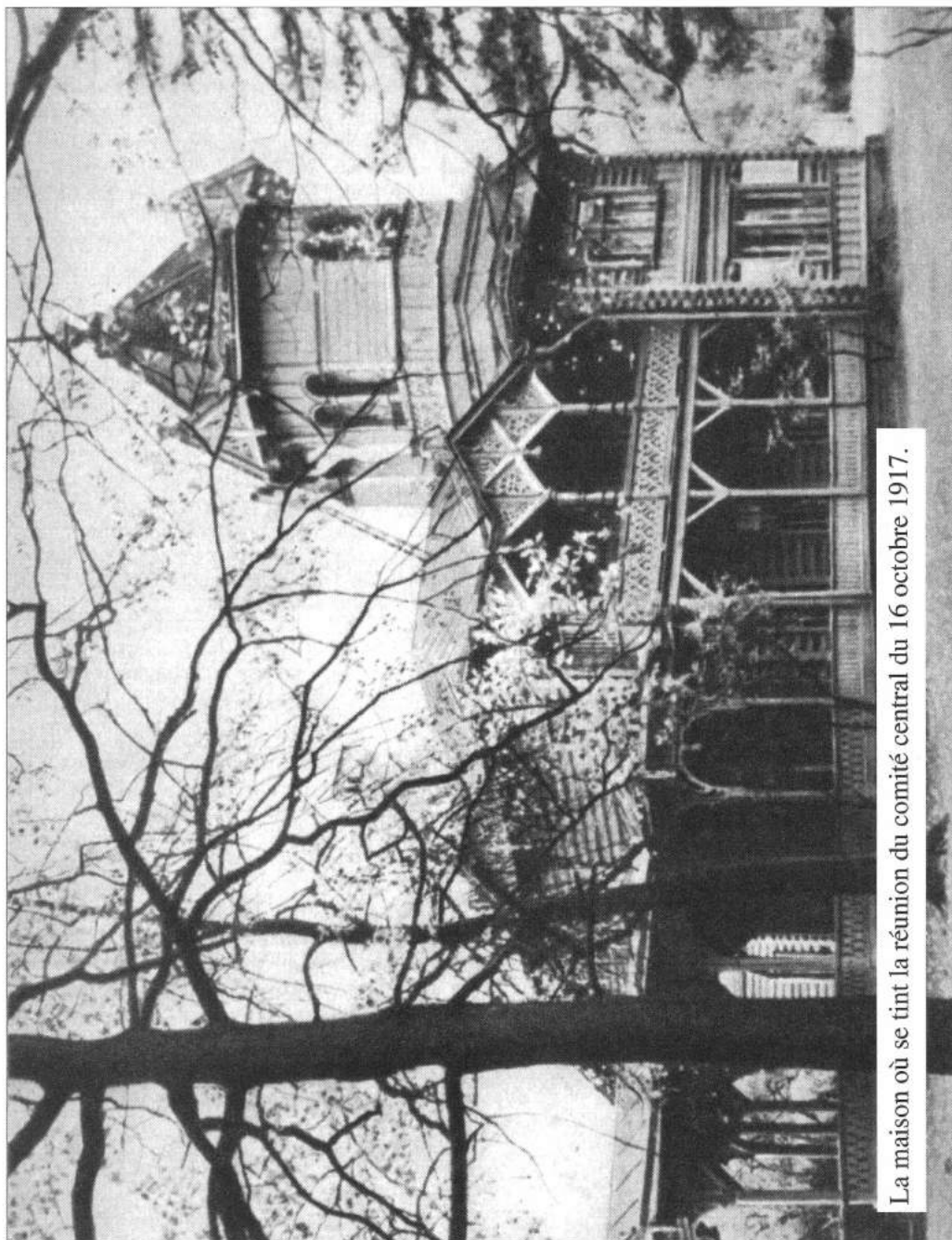
(16) L'effondrement de l'offensive des troupes russes lancée par Kerenski sur le front le 13 juin (1^{er} juillet), ajoutée à la montée du coût de la vie, au manque d'approvisionnement et à l'accroissement du chômage, provoqua une vague de mécontentement dans les masses des ouvriers et des soldats. Plus de cinq cent mille personnes participèrent à la manifestation du 4 juillet, sous le mot d'ordre "Tout le pouvoir aux soviets !" Le gouvernement provisoire réprima la manifestation par la force armée, avec l'accord des mencheviks et des S-R.

(17) Le 17 octobre 1917, le comité exécutif central reporta la date du congrès des soviets au 25 octobre.

(18) Signatures de L. B. Kamenev et G. I. Zinoviev à l'encre noire (CRCEDHC, f. 17, op. 1-a, d. 33, l. 16-22).

(*) Rappelons que terme de *soviet*, qui a été consacré par l'histoire, signifie exactement "conseil", aussi bien dans le sens de "conseil que l'on donne" que dans celui d'"assemblée de conseillers" (NDT).

(**) Il s'agit probablement d'une erreur de copiste : il faut certainement lire "actuellement" (*seïtchas*) au lieu de "souvent" (*tchas-to*) (NDT).



La maison où se tint la réunion du comité central du 16 octobre 1917.

**Ne pas vivre
dans le mensonge
(sur Soljenitsyne)**

(Alexandre Ilitchev)

« Qui se souvient encore qu'avant même la première publication, à l'étranger, de l'Archipel "Goulag", Soljenitsyne avait écrit, sous le titre "Vivre sans mensonge", un article où il appelait ses contemporains à "refuser de soutenir le mensonge, à y prendre part" ?

L'article que nous proposons à nos lecteurs a été écrit en 1989 et envoyé, sous forme de lettre ouverte, à toute une série de journaux, notamment historiques, en même temps que les conclusions du département d'histoire de l'Académie des sciences et de l'Institut de l'Etat et du droit, qui confirmaient, pour l'essentiel, la validité de ses thèses.

Nous le proposons aujourd'hui à nos lecteurs sous une forme légèrement abrégée. »

(Note de la rédaction du journal *Mysl*, 1996, n° 18.)

“Les héros non littéraires de Soljenitsyne témoignent”

L'HISTORIEN, célèbre en son temps, Sergueï Petrovitch Melgounov (1), a écrit que, dans un ouvrage historique (et c'est bien ainsi que son auteur considère l'Archipel du “Goulag”), il faut surtout soumettre à la critique non tant les constructions théoriques de l'historien, qui découlent de la vision du monde propre à l'auteur, que le **canevas des faits** (les passages soulignés le sont par moi, A. I.), sur lequel repose un motif historique donné. **Ce n'est qu'à ce niveau que de la confrontation des idées peut naître la vérité.**”

S. P. Melgounov a écrit ces lignes à Paris dans les années 1930. Il serait intéressant de savoir si les “sommités”, d'hier ou d'aujourd'hui, de notre science historique partagent ces convictions.

Notre avis est que la **conscience** historique doit être, au plein sens du terme, **historique**.

C'est-à-dire qu'elle doit inclure la connaissance des causes et des conditions dans lesquelles tel ou tel phénomène historique est apparu et s'est développé. Elle doit s'efforcer d'expliquer, de comprendre (“*Tout comprendre ne signifie pas tout pardonner*”, disent les Français) les circonstances réelles qui ont conditionné son apparition.

Dans le cas contraire, la conscience historique devient inévitablement dogmatique (c'est ce qui se passe aujourd'hui dans l'enseignement de l'histoire à l'école — que mes collègues de l'Educa-

tion nationale me pardonnent ce “cri du cœur”), fondée sur la perception non critique par le lecteur de formules et de schémas, parfois fort éloignés de la réalité.

Le lecteur de l'Archipel “Goulag” a sans doute remarqué que, dans le récit de Soljenitsyne, un seul acteur est présenté comme une force agissante et sa seule volonté — mauvaise — aurait déterminé le cours, le contenu et l'orientation des événements historiques. Ce qui fait aussitôt surgir la funeste figure, que nous connaissons trop, du mensonge par omission. En constatant ce fait, j'adresse mes reproches non tant à Soljenitsyne, car c'est le droit de l'auteur d'écrire les choses comme il les voit (sans oublier tout de même, bien sûr, qu'il a appelé à “vivre sans mensonge”), qu'à ses adeptes, ses apologistes et tout les soi-disant “représentants de la science de l'histoire”. Vous saviez cela, messieurs ? Vous vous êtes tus ? Donc, mes respectables confrères, vous avez consciemment “menti par omission” ? Bravo !

Pourtant, qui pourrait croire sérieusement qu'un seul sujet social (le Parti bolchevique) aurait pu déterminer seul le développement des événements, alors que le pays tout entier était secoué, déchiré de contradictions sociales. Que

(1) S. P. Melgounov (1880-1956) : historien russe, émigré après la fin de la guerre civile, rédacteur de la revue *La Voix du passé*, spécialiste de l'histoire de l'Eglise, de la société russe et du mouvement révolutionnaire, auteur, entre autres, de *La Terre rouge* (NDR).

sont donc devenus, chez Soljenitsyne, tous les Kornilov, Alekseïev, Krasnov, Kaledine, Ioudenitch, Doutov, Miller, Koltchak, Wrangel, Semenov, Ounguern, Skoropadski, Petlioura et tant d'autres, sans compter les Tchèques et les Slovaques, les Américains, les Anglais, les Français et les Japonais ? Où bien n'ont-ils jamais existé sur la terre russe ? Soit dit en passant, un grand nombre des sources **auxquelles se réfère** Soljenitsyne, et en particulier les mémoires des participants directs des événements, tracent un tableau bien différent de celui que l'écrivain **présente** à ses lecteurs. L'auteur lui-même souligne modestement à ce propos : "(...) La tâche de l'artiste est de créer son tableau, de **subjugu**er (c'est moi qui souligne, A. I.) le lecteur."

Prenons, à titre d'exemple, un passage lié à des épisodes mal connus de l'époque de la guerre civile.

Soljenitsyne "dévoile" les mystères d'une organisation entrée dans l'histoire sous le nom de "Centre tactique".

D'après Soljenitsyne, ce "Centre tactique" n'aurait pas été une organisation... Qu'y a-t-il eu, en réalité ? Notre auteur nous rassure : " *On peut établir la vérité grâce à la revue de l'émigration Sur l'autre bord ("Na tchoujoï storone")*. "

Que le lecteur me pardonne une longue citation de Soljenitsyne, elle est indispensable pour que le lecteur puisse par lui-même juger de la **méthode créatrice** de l'écrivain et de son objectivité dans l'exposition **des faits**. Bien entendu, nous nous appuyerons avant tout sur la revue que cite Soljenitsyne lui-même. Ainsi donc :

« Pendant l'été (1918), un "Centre national" se détacha de l'Union des forces vives (Soiouz Obchestvennykh Deiatelei) — en fait, il s'agissait d'un simple cercle, d'orientation pro-Entente marquée, composé de cadets... Ce centre n'a rien fait, sinon de tenir des réunions clandestines... Parfois, il envoyait certains de ses membres au Kouban, recueillir des informations. Mais, surtout, le "Centre national" s'employait à **l'élaboration pacifique** (souligné par moi, A. I.) d'une législation pour la future Russie.

En même temps que le "Centre national" et sur sa gauche, se constitua l'"Union de la renaissance" pour lutter contre les Allemands et les bolcheviks. Cette lutte leur paraissant impossible en territoire bolchevique, elle se limita à envoyer des gens dans le Sud. Mais le caractère réactionnaire de l'armée des Volontaires leur répugnait.

Au printemps 1919, ces trois organisations — "Union des forces vives", "Centre national" et "Union de la renaissance" — décidèrent d'entretenir entre eux une coordination permanente et délèguèrent deux membres à cet effet. Ce groupe de six tint quelques réunions en 1919, puis cessa toute activité. Ils ne furent arrêtés qu'en 1920. Et c'est pendant l'instruction que ce groupe de six hommes fut pompeusement baptisé "Centre tactique". »

Référons-nous d'abord aux souvenirs des participants directs de ces événements, sur lesquels Soljenitsyne a **fondé** sa **version**. Version que certains présentent comme une "vérité historique définitive".

Dans un article écrit "à chaud" dans l'émigration, sous le titre "L'histoire juge l'intelligentsia", S. P. Melgounov souligne, non sans fondements : « *L'affaire du "Centre tactique" représente en quelque sorte le couronnement de l'étape de lutte active* (c'est moi qui souligne, A. I.) *contre les bolcheviks menée à Moscou dans la période 1918-1919.* »

Dans ses dépositions faites à l'instruction (on peut en prendre connaissance dans le deuxième tome du *Livre rouge de la Tchéka*), Melgounov a reconnu que les tâches de l'Union de la renaissance de la Russie était d'unir "tous ceux qui n'acceptaient pas la paix de Brest-Litovsk, tous ceux qui défendaient l'unité de la Russie (c'est-à-dire qui combattaient l'indépendance de la Pologne, de la Finlande, de la Biélorussie, de l'Ukraine, A. I.) sur la base d'une plateforme démocratique ; de tenter de constituer, avec la collaboration des alliés, un nouveau front contre l'Allemagne ; de constituer un large mouvement national. La question d'un nouveau pouvoir d'Etat a été discutée, l'Union a

élaboré les formes d'un directoire (c'est-à-dire d'une dictature militaire, A. I.) et ses délégués ont été dépêchés en Sibérie."

Il est vrai qu'à ce moment-là, Melgounov a passé sous silence l'existence d'une branche **militaire** de l'Union, dirigée par le général V. G. Boldyrev, fait confirmé tant par les dépositions de V. I. Ignatev que par les Mémoires de V. A. Miakotine et de Boldyrev lui-même : « *Nous avons appris par Chtchepkine (N. N.) qu'il existait une branche militaire du "Centre national". Nous avons demandé des informations sur sa nature.* »

Peut-être qu'après la découverte par la Tchéka des sections de Moscou et Petrograd du "Centre national", l'Union de la renaissance aurait-elle cessé son activité antibolchevique ? Non, Melgounov témoigne : « *Nous avons poursuivi notre activité.* »

Et voici un extrait des Mémoires de V. A. Miakotine, membre du comité central du parti des Socialistes populaires (en russe, NS), qui participait à l'Union de la renaissance, paru dans la revue *Sur l'autre bord* :

*"La commission militaire de l'Union de la renaissance avait noué des liens permanents avec certaines organisations antibolcheviques existantes. Notre plan était de concentrer à un moment donné toute les forces de ces organisations dans une région donnée et de susciter alors dans cette région une **insurrection**, de proclamer un nouveau pouvoir et de commencer à enrôler une armée qui aurait agi de concert avec les alliés, c'est-à-dire l'Entente"* (voilà donc ou "prend ses racines" la campagne de quatorze puissances contre la Russie soviétique).

Et Melgounov, dans des Mémoires écrits en la lointaine année 1923 et publiés à Paris seulement après la mort de tous les participants aux événements décrits, reconnaît ouvertement que, pendant l'été 1918, un plan d'action concertée avait été élaboré entre l'Entente, l'Union de la renaissance de la Russie et le "Centre national" :

*"Deux tâches étaient à l'ordre du jour — il fallait s'entendre avec les alliés pour que l'intervention **ne prenne pas le caractère d'une occupation** (c'est*

moi qui souligne, A. I.) et convaincre tous ceux qui poussaient des négociations avec les bolcheviks de l'inanité de celles-ci... Nous étions convaincus qu'il s'ensuivrait une intervention plus ou moins puissante autour de laquelle les forces russes pourraient se regrouper. Nous étions persuadés que l'intervention de la légion tchèque (en mai 1918, A. I.) était en quelque sorte la mise en œuvre du plan que nous avons élaboré."

En 1927, Melgounov relate un autre fait éloquent :

*"Le coup d'Etat antisoviétique d'Arkhangelsk (2) en août 1918 fut réalisé... par des officiers qui avaient fait une percée depuis Petrograd avec la **collaboration du contre-espionnage anglais** (c'est moi qui souligne, A. I.) ainsi que du groupe de Volgograd de l'Union de la renaissance russe."*

Telle était l'activité "pacifique", selon Soljenitsyne, de ces "démocratiques" comploteurs !

On peut légitimement se demander pourquoi les anciens dirigeants de la guerre civile en Russie sont-ils si francs dans leurs Mémoires ? (A ce qu'il me semble, la réponse à cette question explique également la raison pour laquelle, de longues années encore, elles **ne seront pas** publiées en Russie.)

Je pense que la réponse est qu'ils écrivaient **pour l'histoire**, espérant que **le jugement de la postérité** remettrait tout en place. Les lecteurs des *Archives de la révolution russe* et des rééditions des volumes de Mémoires *Temps passés* ("Minouchee") et *Autrefois* ("Byloe") feront de nombreuses trouvailles et découvertes intéressantes... qu'ignoreraient prétendument nos historiens "les plus éminents", y compris l'"académicien" A. N. Iakovlev et l'"historien" nouvellement promu D. A. Volkogonov.

Nous avons montré et montrerons encore en quoi consiste la "méthode" de

(2) Coup d'Etat qui aboutit à la constitution d'un gouvernement de la Russie du Nord, présidé par le socialiste-révolutionnaire Tchaïkovski et appuyé sur des troupes anglaises débarquées à cette fin (NDR).

recherche de Soljenitsyne qu'un de ses fervents adeptes appelle "l'honnêteté historique soljenitsynienne".

Mais j'ai une question sérieuse à poser à la "confrérie scientifique", qui, en cautionnant le "mensonge par omission" de Soljenitsyne, devient complice de la constitution d'une nouvelle mythologie historique. L'omission n'est pas toujours un mensonge. Mais c'est toujours un aspect et un moyen de la manipulation de l'opinion publique. Omission dans quel but ? C'est déjà une autre question.

Alors, ayez au moins le courage de reconnaître honnêtement, comme Melgounov : « *Nous sommes coupables. Coupables d'avoir dissimulé la vérité. Coupables de nous être tus et de nous taire devant le mensonge. D'avoir refusé de vivre "sans mensonge" ! Coupables !* »

Dans la préface aux souvenirs de Melgounov, écrits, c'est leur titre même, "dans la prison intérieure de la Tchéka en septembre 1918" (!), il y a encore un témoignage intéressant : « *L'honnêteté m'oblige à dire que les bolcheviks m'ont souvent emprisonné pour "contre-révolution", mais ils m'ont toujours laissé la possibilité de travailler, me permettant de recevoir largement livres et documents personnels.* »

Et puisqu'on ne peut soupçonner l'auteur de l'Archipel du "Goulag" d'ignorer ou de ne pas avoir utilisé de nombreux faits et sources, on pourrait tout de même s'attendre à ce qu'il ne se livre pas à une telle opération de désinformation, c'est un euphémisme, envers ses lecteurs dans l'exposé ou la citation des documents qu'il utilise.

Voici comment, par exemple, il décrit le procès dans l'affaire du "Centre tactique" : « *Pour 28 accusés, 2 (deux) présomptions. Ce sont deux lettres non disponibles (elles sont à l'étranger !) de membres de l'organisation... Et quelle conclusion en tire-t-on ? Une conclusion très simple : ces lettres démontrent que les accusés étaient en relation épistolaire et en communion d'idées avec Dénikine (il est vrai que, pour le malheur de Soljenitsyne, c'est ce que confirme dans ses Mémoires Denikine lui-même !). Pour tous, le même châtiment : fusillés.*

Ce n'est pas l'exigence du procureur, c'est la sentence... (elle est ensuite adoucie : le camp de détention jusqu'à la fin de la guerre civile). »

Pourtant, considérons d'abord le discours du procureur dont parle Soljenitsyne : « *En ce qui concerne cinq des accusés, je considère possible de déclarer tranquillement que je n'exige pas de condamnation...* » Il demande au tribunal de les isoler "jusqu'à ce que le front de Wrangel soit définitivement mis en déroute", de condamner deux des accusés à deux ans de détention, quatre à cinq ans, et il ne réclame la peine de mort que pour quatre des accusés. Venons-en au verdict : un des accusés est reconnu innocent, cinq sont reconnus coupables mais amnistiés, dix condamnés avec sursis à des peines de trois à cinq ans de prison, treize sont condamnés à diverses peines de prison. Tous ces faits figurent également dans l'ouvrage cité par Soljenitsyne, *En cinq ans*.

Encore un exemple. Soljenitsyne écrit : « *La définition de la spéculation (la précision typographique est de Soljenitsyne) avait un caractère absolument politique. C'est ce que montre le décret du Sovnarkom... du 22 juillet 1918 : "Les coupables d'avoir vendu, acheté ou conservé pour les vendre, en en faisant leur métier, des produits alimentaires monopolisés par la République (le paysan rentre son blé pour le vendre, "en en faisant son métier", quel autre métier peut-il avoir ? — A. Soljenitsyne) sont passibles d'une peine de privation de liberté d'au moins (souligné par Soljenitsyne) dix ans conjuguée à des travaux lourds et à la confiscation de leurs biens".* »

Stop ! pensons-nous, et nous nous reportons au texte du décret cité par l'auteur. Et nous lisons : « *les coupables d'avoir acheté, vendu ou gardé pour les vendre, en en faisant leur métier...* » Vous saisissez la différence ? Le décret précise la nature du chef d'accusation de spéculation : l'achat et la revente lucrative, il ne s'agit pas du tout du producteur. Si bien que la profonde remarque de Soljenitsyne sur le "métier de paysan" — son métier serait donc de la spéculation !? —

tombe à plat, elle n'a, comme on dit, ni rime ni raison.

Il est possible néanmoins que certains aient des doutes sur la moralité de la lutte contre la spéculation. Alors, nous lui proposons une expérience toute simple : qu'il sorte dans la rue et pose une même question aux passants : "A votre avis, est-ce un délit d'acheter des biens de première nécessité à bas prix pour les revendre trois fois plus cher ?" Vous connaissez d'avance le résultat.

Ainsi il apparaît que les "lamentations d'Alexandre Issaevitch sur le sort du paysan" ne sont, après vérification, qu'une manipulation grossière des faits.

Nous n'avons analysé que quelques fragments, quelques pages de cette œuvre. Mais tout le reste mérite une analyse tout aussi minutieuse. Non, l'Archipel "Goulag" n'est pas "une œuvre essentiellement littéraire". Souvenons-nous des paroles de Soljenitsyne : "La tâche essentielle de l'artiste est de subjuguier le lecteur."

Alors que les faits sont pour l'historien, pour celui qui réfléchit, le fondement, les "briques" à partir desquelles il édifie sa construction conceptuelle, Soljenitsyne remplace ces faits par les blocs massifs de ses appréciations personnelles, parfois bien éloignées de tout fondement historique.

En ce qui concerne la guerre civile en Russie, je voudrais rappeler une vérité évidente sur la vérité objective et subjective, que Boris Savinkov lui-même comprenait en 1923 : « Subjectivement, bien sûr, tout le monde a raison. Les "rouges" ont raison, les "blancs" ont raison, les "verts" ont raison... Mais objectivement, soit les uns, soit les autres ont raison, ou les rouges, ou leurs adversaires. Ma nouvelle ne donne pas de réponse directe à cette question. Mais cette réponse est claire. »

Aujourd'hui, ceux qui couvrent de calomnies et de crachats le tragique et héroïque destin de leur patrie n'ont pas l'honnêteté et le courage de le reconnaître ouvertement : puisque, de leur point de vue, la lutte armée, la participation aux armées et détachements de "volontaires", aux complots et aux insurrec-

tions contre le pouvoir des soviets était légitime, alors il était également légitime que le pouvoir soviétique lutte contre les campagnes militaires engagées par les "hourra-patriotes" avec le soutien des "varègues" étrangers.

Dans les travaux déjà cités, S. N. Melgounov écrit à propos de l'aspiration supposée de l'historien à l'objectivité : "L'histoire oblige à considérer l'ensemble des matériaux à la disposition du chercheur (et ces matériaux, Soljenitsyne, il le dit lui-même, les avait en mains ou pouvait se les procurer). L'historien est tendancieux quand il rejette consciemment des matériaux qui ne rentrent pas dans les schémas établis d'avance par lui, et donc artificiels ; il est inconsciemment tendancieux, bien sûr, également, quand il ne tient pas compte d'éléments qu'il ignore."

Donc, les critères d'appréciation ont été établis, bien avant nous, et de surcroît par un célèbre historien libéral russe, qui, comme on le sait, était fort éloigné des positions marxistes. On peut de plein droit appliquer ce critère à la "tentative de recherche artistique" de Soljenitsyne.

De ce point de vue, la présentation aux lecteurs de l'Archipel "Goulag", version du passé historique propre à l'auteur, aurait dû être accompagnée de commentaires historiques scientifiques appropriés. Ce qui n'a malheureusement pas été fait par les éditeurs de cette œuvre en Union soviétique.

Aujourd'hui, alors que notre société est confrontée à la tâche gigantesque de débarrasser l'idéal socialiste de tous les éléments profondément étrangers qui l'ont recouvert, nous avons besoin de connaître exactement l'histoire, de comprendre les circonstances et les raisons de la désinformation à laquelle nous avons été soumis dans le passé, et qui a causé d'innombrables souffrances à des générations de Soviétiques. Car, comme le disait le célèbre historien de notre pays Nicolas Mikhaïlovitch Karamzine : "L'histoire est la seule science qui fait de l'homme un citoyen."



Le 4 juillet 1917, les manifestants, dans les rues de Petrograd, exigent la démission des ministres capitalistes.

**Documents
sur la révolte
de Tambov
(l'“antonovchtchina”)**

La guerre civile et la famine qui menace les villes débouche dès le printemps 1918 sur une politique de réquisition systématique des surplus agricoles de plus en plus maigres, destinée à nourrir la ville et une Armée rouge dont les effectifs croissent jusqu'à frôler les 5 millions d'hommes.

Toute l'industrie étant subordonnée à la guerre (fabrication d'armes, de munitions, d'uniformes, de capotes, etc.), la ville n'a de toute façon rien à vendre au paysan, qui dispose de surplus commercialisables, même très réduits.

La politique de réquisition provoque donc des résistances plus ou moins importantes, et qui vont s'aggravant au fil des mois parmi de larges couches de la paysannerie, s'exprimant dans la formation de petites troupes d'insurgés locales ou régionales, dites "vertes".

Elle provoque une insurrection dans la province de Tambov, qui commence au printemps de 1920, dirigée par un militant socialiste-révolutionnaire, Antonov, qui constitue au bout de quelques mois une véritable armée, qui ne compte à un moment pas loin de 50 000 hommes, avec état-major, services de renseignements, unités mobiles, pièces d'artillerie, etc.

L'insurrection est d'abord plus ou moins négligée par la direction du Parti bolchevique, préoccupée au cours de l'année 1920 par la contre-offensive (puis par la défaite) de l'Armée rouge en Pologne, puis par la guerre contre les troupes du général Wrangel en Crimée (septembre-octobre 1920), contre les détachements de l'armée paysanne de Makhno en Ukraine, puis par la révolte de Cronstadt (mars 1921), suscitée par les mêmes problèmes que l'insurrection de Tambov.

Cette dernière ne sera définitivement écrasée qu'en juin 1921 par l'Armée rouge dirigée par le général Toukhatchevski.

Pour avoir une idée de la violence des combats, il faut se rappeler que, lorsque les insurgés des "armées vertes" s'emparaient de communistes et de membres de détachements de réquisition, le plus souvent, ils leur crevaient et arrachaient les yeux, les éventraient et leur extirpaient les intestins.

Il est certain que le remplacement des réquisitions par un impôt en nature prélevé sur la production paysanne facilitera largement la décision proprement militaire.

Les documents publiés ci-dessous comportent une analyse générale d'un responsable local du Parti bolchevique, suivie de documents des insurgés et de documents du Parti bolchevique.

Ils ont été traduits par Jean-Louis Van Rejemorter, qui nous a aimablement autorisés à utiliser son travail. Qu'il en soit vivement remercié.

L'analyse d'un responsable local du Parti bolchevique

*Rapport secret de la commission de l'état-major
des troupes du service intérieur sur les causes qui expliquent
que le mouvement insurrectionnel traîne en longueur
dans la province de Tambov (au plus tôt le 29 décembre 1920)
(L'insurrection paysanne dans la province de Tambov
en 1919-1921, pp. 82 à 85)*

Le début de l'antonovchtchina et ses causes

LE début du mouvement d'Antonov, "des bandits", comme on l'appelaient auparavant, remonte déjà à l'an dernier. Dans la première moitié de l'année 1920, il ne revêtait pas un caractère massif, mais c'était spécifiquement un mouvement de bandits et, par la suite, il fut utilisé par les S-R de droite et de gauche. Sous-estimé en son temps par les organes locaux de Tambov, du parti et des soviets et par le commandement, il a grandi à l'heure actuelle en allumant un grandiose incendie, qui embrasse d'un bout à l'autre les districts de Tambov, de Kirsanov et de Borissoglebsk.

Au début d'août de l'année en cours, la bande d'Antonov apparut pour la première fois dans le bourg d'Afanassievka et elle comptait à peine 60 hommes. Les

méthodes maladroites, cruelles de la Tchéka provinciale lors de la répression (rapport de l'ex-président de la Tchéka provinciale, le camarade Traskovitch, à la réunion du 28 décembre de cette année), les mesures dépourvues de tact à l'égard de la paysannerie hésitante émurent la masse et donnèrent des résultats négatifs contraires à leur but : la bande ne fut pas définitivement liquidée, elle se dispersa et ensuite elle grandit progressivement, elle atteignit des dimensions très importantes en se répandant de jour en jour dans la province.

Formée de koulaks, la composition de classe de la population des districts méridionaux, tout à fait mécontents du pouvoir soviétique, les conditions défavorables de la réduction des ensemencements, de l'insuffisance de la récolte et de la sécheresse ont créé un terrain très favorable pour le développement du mouvement. La campagne du ravitaillement qui s'est déroulée tant en 1919 que dans la présente année 1920 dans la province de Tambov n'a pas revêtu un caractère normal. Il est naturel que la situation alimentaire difficile de la Répu-

blique ait poussé les agents des organes du ravitaillement à ne pas faire de cérémonies avec la rationalité des méthodes pour soutirer les céréales. S'en tenant à leur point de vue étroit du ravitaillement, ils n'ont appliqué tous leurs efforts qu'à exécuter intégralement la réquisition coûte que coûte, souvent sans faire la distinction nécessaire entre le koulak et le paysan pauvre, et en abusant des larges pouvoirs qui leur étaient conférés et des mesures extraordinaires. Cela a contribué également, dans une certaine mesure, à diffuser un large mécontentement, créant un terrain favorable au banditisme et à l'insurrection.

Les groupes militants des S-R de droite et de gauche ont largement utilisé leur résidence traditionnelle, la province de Tambov, le banditisme qui enflait et le mécontentement caché de la population, et grâce à un travail clandestin organisé, ils soumièrent ce mécontentement à leur influence délétère. Le chef de l'insurrection, Antonov, un personnage exceptionnel avec un grand talent d'organisateur, est un promoteur brillant des idées socialistes-révolutionnaires et des mots d'ordre de démocratie intégrale et d'Assemblée constituante. Comme le disait l'ex-président de la Tchéka provinciale, le camarade Traskovitch, dans le courant d'une année et demie, il a implanté des cellules et de futurs points d'appui pour les opérations.

Malheureusement, jusqu'à ces tout derniers temps, les organes locaux n'ont pas évalué correctement le caractère du mouvement, on le traitait comme "un banditisme", et même un organe aussi compétent que la Tchéka provinciale s'en tenait jusqu'en août-septembre de cette année précisément à cette évaluation (rapport du président de la Tchéka provinciale, le camarade Gromov), et par conséquent il n'était pas suffisamment actif et prévoyant.

A l'heure actuelle, le mouvement prend la forme d'une lutte programmée et organisée contre les organes du pouvoir soviétique : on détruit systématiquement et obstinément les sovkhoses, les kolkhoses, les communes, etc. Sur le territoire des districts de Tambov et de Kir-

sanov, tous les organes du pouvoir soviétique ont été entièrement détruits et les tentatives pour les rétablir sont vaines, puisque tous les communistes et les représentants des soviets sont infailliblement exterminés par les insurgés.

La lutte active contre l'insurrection a souffert tout le temps d'une certaine insuffisance de forces réelles, de plus, le commandement local, n'étant pas informé en temps utile par les organes locaux compétents des racines profondes de l'antonovchtchina, le traitait comme "*du banditisme*" pur et simple, que l'on pouvait liquider en anéantissant les principaux groupes centraux de l'adversaire. Parfois, quand les succès étaient plus réels et que les bandes d'Antonov se dispersaient sous les coups de nos unités, le commandement envoyait au centre des télégrammes sur l'inéluctable liquidation prochaine. Mais les bandes se concentraient de nouveau et de nouveau, en augmentant de jour en jour quantitativement et qualitativement.

Le commandement central, représenté par l'état-major des troupes du service intérieur de la République, ne recevant pas d'évaluation correcte et approfondie du soulèvement et se fondant sur les réflexions superficielles du commandement local, était à son tour enclin à supposer qu'on pouvait facilement liquider le mouvement en se contentant des forces qui existaient sur place, sans les effectifs de renfort qu'exigeait la situation effective des choses.

La situation objective de la République, la Pologne, Wrangel, le soulèvement en Ukraine et dans une série d'autres provinces dictaient impérativement la nécessité d'une extrême économie des forces armées. Des exigences déterminées et catégoriques, indiquant que la province brûlait et qu'un retard ultérieur dans l'aide réelle était synonyme de ruine, ne parvenaient pas de Tambov. Il y eut, il est vrai, des demandes pour l'envoi d'un régiment de cavalerie, d'un bataillon et d'un détachement de communistes expérimentés, mais parallèlement on informait le centre que le mouvement était à la veille de la liquidation, que le pouvoir soviétique était rétabli, qu'il ne restait qu'à achever l'adversaire, etc.

Il est naturel que le commandement central, tenant compte du fait que 11 000 baïonnettes et 600 sabres étaient à la disposition du commandant des troupes de la province de Tambov et sachant pertinemment que les forces vives de la province et toutes ses ressources matérielles n'étaient pas suffisamment utilisées (on répartissait sans méthode les forces du parti et des soviets, on ne faisait pas participer les larges masses ouvrières à la lutte active et à la défense des grands centres, on utilisait très faiblement les chevaux disponibles de la province, on accordait l'attention principale à des tâches secondaires ; par exemple, il y avait plus de 5 000 baïonnettes pour le travail du ravitaillement, mais environ 3 200 pour les opérations actives) ait recommandé d'utiliser avant tout ces forces locales.

Cela continua jusqu'à ces tout derniers temps, jusqu'à ce que la situation devint catastrophique et obligeât les organes locaux et le commandement à sonner le tocsin d'alarme en exigeant une aide réelle contre l'incendie qui s'étendait dangereusement.

Formée pour évaluer la situation dans la province de Tambov, la commission, qui a commencé ses travaux le 25 de ce mois de décembre et les a achevés le 29, est arrivée aux conclusions suivantes sur la base des matériaux de l'état-major des troupes du service intérieur, de l'état-major du commandant des troupes de la province de Tambov, du conseil militaire, de l'interrogatoire personnel des dirigeants de la lutte contre l'insurrection et de la caractéristique de la situation faite dans les réunions du conseil militaire du comité exécutif de la province, du comité provincial du parti et des responsables communistes les 26, 27, 28 et 29 de ce mois de décembre, ainsi que sur la base d'autres matériaux.

Le fait que le mouvement insurrectionnel traîne en longueur et qu'il n'a pas été liquidé en temps utile résulte de ce qui suit.

A. Les conditions objectives générales

1. La situation sur le front extérieur, la guerre contre la Pologne, Wrangel, Petlioura ont empêché le centre de pouvoir donner au commandement de Tambov une aide substantielle en expédiant en temps utile des effectifs suffisants de forces réelles pour écraser dans l'œuf l'antonovchtchina et garantir une pacification totale de la province.

2. La situation alimentaire de la province a été d'une part fortement compromise par la sécheresse, la réduction des ensemencements et l'insuffisance de la récolte, et elle a contribué à la naissance d'un mécontentement massif de la population contre la politique du pouvoir soviétique en matière de ravitaillement.

D'un autre côté, la sévère nécessité d'approvisionner l'armée et le centre en blé n'a pas permis d'atténuer la campagne du ravitaillement, il a fallu renforcer dans l'ambiance d'un mécontentement général et d'une révolte le travail des organes du ravitaillement, par suite des directives catégoriques du centre, en affaiblissant les forces qui opéraient contre les insurgés et en contribuant à un net élargissement et approfondissement du mouvement insurrectionnel.

3. Nettement formée de koulaks, la composition de la population des districts gagnés par le feu de l'insurrection n'a pas permis au pouvoir soviétique d'enfoncer des racines profondes, et ce dernier n'avait qu'une existence nominale, sans s'appuyer sur la sympathie de la majorité de la paysannerie.

4. La faiblesse de la province en forces communistes et le fait que le centre en soustrait une partie par des mobilisations répétées, en sous-estimant à l'époque la susdite pauvreté et la nécessité de laisser ces forces dans les limites de la province pour renforcer le pouvoir soviétique.

B. Les négligences du commandement central

1. Tout en tenant compte de la situation extérieure de la République, il faut cependant faire remarquer que le commandement central représenté par l'état-major des troupes du service intérieur n'a pas toujours prêté l'oreille aux revendications du commandement local et qu'il a tardé à envoyer une aide réelle.

2. Lorsqu'on a nommé les commandants chargés de liquider l'insurrection, on a pesé insuffisamment leur aptitude personnelle et il en est résulté une relève fréquente, nuisible au fond pour le succès des opérations.

3. La faible liaison dans la première période de l'opération, quand l'ambiance exigeait une évaluation immédiate de la situation qui s'était créée au moyen d'une liaison constante avec l'état-major local, ainsi qu'avec les organisations provinciales du parti et des soviets.

4. La confiance inconsidérée en l'information du commandement local à propos des suppositions trop optimistes sur la liquidation prochaine de l'antonovchtchina et à propos des succès obtenus et, à la suite de cela, la sous-estimation naturelle de la situation réelle et des forces nécessaires pour la liquidation de l'insurrection.

C. Le commandement local

1. Avant le 1^{er} décembre, ni le commandement de Tambov ni le conseil militaire n'ont présenté au commandant des troupes du service intérieur de la République un rapport détaillé sur la situation militaire et le caractère du mouvement. Tous les comptes rendus reçus revêtaient un caractère très imprécis et, pour mieux dire, rassurant. Des communiqués, qui arrivaient sans grande régularité, on ne pouvait pas tirer la conclusion que le mouvement prenait la forme d'une insurrection et, au contraire, on mentionnait

parfois le manque de sympathie de la population à l'égard d'Antonov, dont les bandes se renforçaient par des mobilisations forcées.

En communiquant à maintes reprises des supputations sur la liquidation rapide de l'insurrection, le commandement local était incontestablement convaincu lui-même que celle-ci était à la veille de la liquidation, en offrant parfois de la terminer dans un délai de sept à dix jours.

On mentionnait que le territoire de la région dans le triangle Kirsanov-Tambov-Balachov était définitivement nettoyé des bandits et on communiquait qu'on y commençait à rétablir le pouvoir soviétique (cf. communication du 30 octobre, n° 162, du 9 novembre, n° 392, du 20 novembre, n° 675, etc.).

Avant le 1^{er} décembre, il n'y eut pas de demandes nettes pour l'envoi de grosses unités militaires nouvelles, bien qu'on doive mentionner qu'il y eut des revendications pour l'envoi de petites unités de cavalerie, mais elles ne revêtaient pas de caractère catégorique. Dans cette période, on envoya deux escadrons et un détachement blindé. La première revendication pour l'envoi d'unités militaires plus importantes, se montant à deux régiments d'infanterie et à deux escadrons de cavalerie, fut faite par la commission de l'état-major des troupes du service intérieur envoyée à Tambov dans les premiers jours de décembre : cette revendication fut satisfaite par l'envoi de trois régiments d'infanterie, d'un régiment de cavalerie, d'un escadron et d'un peloton d'artillerie.

2. La sous-estimation systématique des conditions objectives, des racines et du caractère du soulèvement. L'interprétation superficielle des succès temporaires : en portant des coups isolés, on n'anéantissait pas le noyau même du mouvement, on ne tenait pas compte du fait qu'en se dispersant, les bandes rendaient le mouvement plus dangereux en s'étendant en profondeur et en largeur.

En conséquence, on donnait au centre une information imprécise et on le berçait d'espoirs optimistes sur la liquidation rapide du mouvement.

3. L'absence de plan et de méthodes réfléchies de combat.

4. On faisait peu attention au travail politique. Les unités combattantes n'étaient pas inspectées, elles n'étaient pas soumises constamment et systématiquement à un traitement et à une influence, ce qui, joint à l'épuisement par les opérations continuelles, les insuccès et, en règle générale, l'utilisation irrationnelle, créait les conditions propices à la faible combativité, à la démoralisation et à la maraude.

5. L'éparpillement des unités et l'absence d'initiative dans les opérations. La cavalerie lancée sans objectif dans une chasse à l'ennemi qui éreintait et affaiblissait les unités. Le morcellement en petites unités, ce qui permettait aux insurgés de s'en emparer et de les désarmer systématiquement.

6. Le manque d'esprit de suite dans les méthodes de combat, l'abus des répressions. L'incendie des villages, devenu un système sous le dernier commandement, était peu susceptible de donner des résultats positifs et ne faisait qu'aigrir la population en obligeant les sans-abri à devenir franchement des bandits actifs. L'abus du "coq rouge", en outre, coïncide précisément avec la période de l'accalmie relative des opérations (première moitié de novembre).

D. Le conseil militaire

1. Le conseil militaire n'a pas suffisamment utilisé les prérogatives qui lui étaient conférées par le règlement du comité exécutif central en date du 30 octobre 1920 sur les régions déclarées sous le régime de la loi martiale.

2. Dans l'activité du conseil militaire, on ne sentait pas battre le pouls d'un travail vivant. Réuni tous les jours, il bornait son travail à un sec examen des affaires courantes à mesure qu'elles s'accumulaient, sans aucun plan ni système. Le lien très faible et purement formel avec les organisations provinciales du parti, des soviets et de l'économie, l'absence totale de lien avec les larges

masses ouvrières et de tentatives pour les entraîner dans un travail créateur direct pour lutter contre l'insurrection.

Une influence très faible sur les districts dans le domaine indiqué, une absence de direction dans le travail des conseils militaires de district et une incapacité à établir des relations réciproques entre ces derniers et le commandement, d'une part, l'appareil du parti et des soviets, d'autre part.

3. La cuisson chronique dans son propre jus et l'absence d'initiative pour prendre telles ou telles mesures visant à utiliser largement les ressources et les moyens locaux afin d'écraser le mouvement insurrectionnel.

L'absence, dans les procès-verbaux du conseil militaire, d'indications mentionnant qu'on ait fait des rapports de principe quelconques en liaison avec la situation critique de la province et, en revanche, une abondance de "brouillies" qu'on aurait pu résoudre en majeure partie sans passer par le conseil militaire.

Le fait que l'on prenait acte systématiquement et éloquemment des rapports concernant la situation sur le front insurrectionnel caractérise l'attitude formelle du conseil militaire à l'égard des sérieux devoirs étatiques qui lui incombaient.

4. Après avoir décidé la création d'une section politique près le commandant en chef, le conseil militaire ne s'intéresse absolument pas au travail de cette section. Les rapports sur le travail politique dans les unités combattantes manquent complètement, tant ceux des sections politiques que ceux de la section provinciale. Prenant telle ou telle résolution, le conseil militaire ne s'intéresse pas à la question de savoir si elle a été appliquée ou si elle est restée sans application, puisque les renseignements sur les rapports correspondants manquent également dans les procès-verbaux du conseil militaire.

5. Caractéristiques sont les résolutions sur les choses qui détournent le commandant en chef de ses tâches directes : la restauration des sovkhozes, la restitution du bétail chassé par les bandits, etc.

6. L'absence de coordination entre le conseil militaire et le commandement, à savoir : à la fin d'octobre et au début de novembre, on a procédé à une libération massive des insurgés. Parallèlement, commencent en novembre les répressions contre ce qu'on appelle "*les villages de bandits*", y compris l'incendie complet de ces villages.

La conclusion de la commission

La commission constate que les dimensions du mouvement insurrectionnel dans la province de Tambov prennent un caractère catastrophique et qu'il faut prendre pour le liquider les mesures suivantes :

1. Occuper le territoire des districts de Tambov, de Kirsanov et de Borisso-gebl en les inondant de forces armées réparties selon un plan, en prescrivant aux organes locaux, à mesure que l'occupation s'étendra, de décupler leurs efforts pour restaurer le pouvoir soviétique sur place et les sovkhozes détruits par les bandits.

2. Offrir au commandement les cadres nécessaires en commandants et lui donner des unités fraîches sur le front insurrectionnel, et remplacer également les unités épuisées inaptées au combat par des unités fraîches.

3. Entreprendre un large travail politique selon un plan élaboré tant dans les unités combattantes que parmi la population. Du fait de la pénurie de communistes (environ 800 personnes ont été tuées par les bandits), demander au comité central du parti d'envoyer en mission la quantité de militants nécessaire à cette fin.

4. Renforcer l'appareil de la Tchéka provinciale (ses pertes ont été d'environ 40 tués) en y mutant du personnel envoyé par le centre.

5. Renouveler la composition du conseil militaire et du commandement.

6. Charger le conseil militaire d'élaborer un plan détaillé pour l'activité du conseil militaire, et aussi pour l'utilisation de la force vive, des moyens et des ressources de la province, afin d'aider le front, et l'utilisation, la restauration de l'économie détruite.

7. Le commandement doit élaborer un plan opérationnel pour la liquidation du mouvement insurrectionnel en se conformant au paragraphe 1 de la présente conclusion.

8. Prenant en considération les conditions objectives difficiles de la République, qui ont empêché de liquider en temps utile l'insurrection dans la province de Tambov, il faut se borner à appliquer sans tarder les mesures pratiques relatives à sa liquidation, en livrant à l'oubli les fautes des gens coupables d'avoir laissé traîner en longueur la liquidation de l'insurrection.

9. Commencer une instruction judiciaire visant à faire passer en jugement devant le Tribunal militaire révolutionnaire les personnes coupables : 1. d'avoir insuffisamment approvisionné en cartouches les unités combattantes ; 2. d'avoir rendu à l'ennemi des unités entières, parfois sans coup de feu ; et 3. de l'état chaotique de l'approvisionnement des unités combattantes en uniforme.

**Le président de la commission,
membre du tribunal militaire
révolutionnaire de la République,
P. Cameron**

**Les quatre membres
de la commission : signatures illisibles**

Documents des insurgés

Extraits du recueil L'Insurrection paysanne de 1919-1921 dans la province de Tambov. L'“antonovchtchina”.

Tambov, Centre académique interdisciplinaire des sciences sociales, 1994

Le programme de l'Union de la paysannerie laborieuse (seconde moitié de décembre 1920), pp. 79-80

L'UNION de la paysannerie laborieuse se propose comme première tâche de renverser le pouvoir des communistes-bolcheviks, qui ont conduit le pays à la misère, à la ruine et à la honte, pour anéantir ce pouvoir haïssable et son ordre. En organisant des détachements volontaires de partisans, l'Union mène une lutte armée en poursuivant les objectifs suivants :

1. L'égalité de tous les citoyens, sans les diviser en classes (1).
2. La cessation de la guerre civile et l'instauration d'une vie pacifique.
3. Tout le concours possible à l'instauration d'une paix durable avec toutes les puissances étrangères.
4. La convocation d'une Assemblée constituante selon le principe du suffrage universel égal, direct et secret, sans préjuger sa volonté dans le choix du régime politique, en conservant aux électeurs le droit de révoquer leurs représentants qui ne remplissent pas la volonté du peuple.
5. Jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante, l'établissement d'un pouvoir provisoire localement et au centre sur le principe de l'élection par les unions et les partis qui ont participé à la lutte contre les communistes.

6. La liberté de la parole, de la presse, de la conscience, des associations et des réunions.

7. L'application dans toute son étendue de la loi sur la socialisation de la terre adoptée par l'ex-Assemblée constituante.

8. L'approvisionnement de la population urbaine et rurale en articles de première nécessité, prioritairement en denrées alimentaires, par l'entremise des coopératives.

9. La régulation des prix pour le salaire et les produits des fabriques et des usines qui se trouvent dans le ressort de l'Etat.

10. La dénationalisation partielle des fabriques et des usines ; la grande industrie, industrie houillère et métallurgique, doit se trouver entre les mains de l'Etat.

11. Le contrôle ouvrier et l'inspection étatique sur la production.

12. L'admission du capital russe et étranger pour le rétablissement de la vie productive et économique du pays.

13. Le rétablissement immédiat des relations politiques, commerciales et économiques avec les puissances étrangères.

14. La libre autodétermination des nationalités qui habitent l'ex-Empire de Russie.

15. L'ouverture par l'Etat d'un large crédit pour la restauration des petites exploitations rurales.

16. La libre production de l'industrie artisanale.

(1) “En excluant la maison des Romanov”, ajoute une variante publiée p. 293.

17. L'enseignement libre à l'école et l'instruction générale obligatoire.

18. Les détachements volontaires de partisans organisés et actuellement en activité ne doivent pas être dissous avant la convocation de l'Assemblée constituante et avant qu'elle n'ait résolu le problème de l'armée permanente.

Le comité provincial de Tambov de l'Union de la paysannerie laborieuse

Le projet de programme de l'Union de la paysannerie laborieuse, proposé par les S. R. de gauche

(même date), p. 80

1. L'insurrection armée générale pour le renversement des oppresseurs-communistes.

2. La réalisation de la loi sur la socialisation de la terre.

3. La direction provisoire de l'Etat doit passer au comité révolutionnaire de l'Union de la paysannerie laborieuse.

4. Le pouvoir permanent doit se fonder sur le principe du suffrage direct et égal des voix de la masse laborieuse.

5. La liberté de la presse, de la parole, la liberté de l'individu et confessions religieuses.

6. Un large crédit ouvert par l'Etat pour l'amélioration de la production agricole.

7. Un large crédit pour la restauration des écoles tant rurales qu'urbaines, de même les cours et les universités.

8. Un enseignement ouvert dans tous les établissements d'enseignement, et il faut donner une large initiative à l'activité commerciale et à la production agricole.

Le comité provincial des socialistes-révolutionnaires de gauche

Tract adressé aux paysans et aux ouvriers (janvier-février 1921), p. 99

“C'est dans la lutte que tu trouveras ton droit !”

PAYSAN et ouvrier, crois en la victoire rapide et finale sur ton ennemi juré, l'opresseur-communiste, qui asservit et foule aux pieds tes droits sacrés et imprescriptibles : droit à la terre, droit à son propre travail, droit d'en disposer librement conformément à ses besoins et à ses nécessités. Les rangs des combattants pour la réalisation de tes vœux sacrés, comme l'Union libre de la paysannerie et des ouvriers, grandissent et augmentent de jour en jour et le temps est proche, l'heure où, d'un bout à l'autre de toute la Russie asservie, s'envolera l'appel puissant sorti de plusieurs millions de poitrines paysannes et ouvrières : *“Vive la nouvelle vie libre avec un pouvoir qui exprime authentiquement la volonté des travailleurs !”* Alors viendra le véritable royaume du travail, où le travail sera au-dessus de tous les autres côtés de la vie et où le paysan et l'ouvrier seront ses maîtres directs.

Paysan et ouvrier, tu as levé l'étendard de l'insurrection avec le mot d'ordre : *“Union de la paysannerie et des ouvriers”*, va donc hardiment et tout droit sur la route ainsi indiquée vers la réalisation de tes pensées les plus chères, dont l'indicateur est chez toi ton drapeau rouge. Tiens-le fermement pour qu'aucune main malhonnête ne puisse l'arracher de tes mains calleuses. Nous répétons encore une fois que ton symbole de foi doit être : *“La foi en ses propres forces et en la victoire, le pouvoir uniquement aux travailleurs.”*

Le comité provincial de Tambov de l'Union de la paysannerie laborieuse

Tract adressé aux ouvriers (même date), pp. 99-100

“C’est dans la lutte que tu trouveras ton droit !”

OUVRIERS, est-ce que va se prolonger longtemps votre esclavage patient, votre existence privée de liberté, où vous êtes tombés grâce à la tromperie, à la ruse des pseudo-socialistes, les bolcheviks-communistes ?

Nous ne mentionnerons pas ici toutes les abominations et les bassesses avec lesquelles ils vous ont mis face à face, après vous avoir obligé par la baïonnette à regarder sans peur même votre propre vie.

Mentionnons le mal le plus criant, le pire, la contradiction criante par rapport au slogan avec lequel ils sont entrés au début dans la voie de la lutte révolutionnaire, après avoir écrit sur leur drapeau les mots d’ordre sublimes du prolétariat non seulement russe, mais mondial : “*Dictature du prolétariat, dictature des travailleurs*”, et mentionnons l’issue lamentable de la lutte qu’ils ont entamée contre le capital au nom de la libération des ouvriers de leurs chaînes mortes.

A leur appel : “*En lutte pour un meilleur lot des ouvriers et des paysans*”, vous êtes sortis tous comme un seul homme, en vous adonnant avec honneur à la lutte sur le front contre votre ennemi juré, les capitalistes, à un travail inlassable dans les fabriques et les usines avec 100 grammes de pain en tout et pour tout, vous ne pouviez pas être au courant de la diplomatie secrète menée par Lénine et Trotski avec les capitalistes étrangers, auxquels, en fin de compte, ils vous ont vendus avec vos fabriques, vos usines et vos chemins de fer, en satisfaisant aux clauses de la paix qu’ils ont conclue avec la Pologne, c’est-à-dire avec le capital allié. Après avoir étouffé leur propre bourgeoisie, ils en in-

vitent d’autres à régner en maîtres avec un plus grand appétit encore.

Il est peu probable que les étrangers acceptent d’avoir à leur disposition des ouvriers socialistes, des ouvriers-révolutionnaires, ils ont besoin d’esclaves, seulement d’esclaves, et voilà que vous, qui êtes sans défense, ils vous ont livrés comme une marchandise dont ils n’ont pas besoin, en vous asservissant par là même pour de longues années d’esclavage, de travail forcé, d’humiliation totale devant les seigneurs étrangers.

Le paysan a entrepris une protestation contre les nouveaux seigneurs-oppressés en la personne des commissaires, une lutte révolutionnaire à laquelle il vous appelle aussi, comme étant sa propre chair, son propre sang et ses propres os, en espérant que sa protestation sera commune avec les ouvriers, et que ses acquisitions : “*Libre union de la paysannerie laborieuse et des ouvriers, terre et liberté, Assemblée nationale constituante*”, recouvrent également les intérêts des paysans et des ouvriers.

Par notre masse amie, étroitement unie, nous saurons étouffer les parasites qui se sont installés sur nous. Dans la lutte, nous reconquerrons nos droits au travail et nous ne nous rendrons pas à l’exploitation du capital international.

Ouvrier, n’oublie pas ton ami, le laboureur paysan, qui n’en peut plus au cinquième mois de la lutte qu’il a ouverte contre les bolcheviks. Entre au plus vite dans ses rangs et la victoire est assurée.

**Le comité provincial de Tambov
de l’Union de la paysannerie laborieuse**

Tract adressé aux soldats rouges mobilisés (même date), pp. 100-101

**“C’est dans la lutte que
tu trouveras ton droit !”**

AMIS mobilisés ! Dans votre immense majorité, vous êtes dans les rangs de l’Armée rouge les fils de la paysannerie laborieuse russe. Les bolcheviks-communistes vous ont obligés de force à abandonner le travail pacifique, à prendre les armes, à servir sous les drapeaux du communisme, soi-disant pour défendre le travail libre, la terre et la liberté. Depuis trois ans, sous leur commandement, vous faites sonner les armes, souvent affamés, mal vêtus et mal chaussés, épuisés par les maladies et toutes les infortunes de la vie. Mais cela n’a apporté utilité et bonheur ni à vous-mêmes, ni à nous, vos pères et mères. Votre voie et notre voie se sont entrelacées, se sont fondues en une seule route commune d’avaries et de souffrances, sur laquelle on nous chasse, vous et nous, vers la risée, la torture et la mort.

Camarades mobilisés ! Détournez-vous une minute du cauchemar et de l’horreur du festin sanglant, regardez la grande vérité dans les yeux et réfléchissez ne serait-ce qu’un peu à ce que vous avez vécu pendant ces trois années de carnage fratricide. Ne vous êtes-vous pas morfondus dans des casernes glacées, ne vous êtes-vous pas écroulés en tas sur des planchers sales, des châlits pourris non lavés sans changer de linge, dans les haillons puants du manteau, en attendant impatiemment un déjeuner fait de lentilles sales sans sel et de viande de cheval à l’état de demi-charogne ? Par milliers et dizaines de milliers, soit mutilés sur le front, soit malades du typhus et du choléra à cause de la faim, soit avec les mains et les pieds gelés, ne vous êtes-vous pas éparpillés dans les hôpitaux, où, sans médicaments ni soins, sans

nourriture suffisante ni chaleur, vous mouriez sans qu’on puisse en faire le compte ?

Oui, c’est vous, amis mobilisés, qui avez vécu ces épreuves, et tout cela à l’époque où le pouvoir pillait votre bien et votre patrimoine domestique. Pourquoi donc tout cela ? Est-il possible que ce soit pour faire durer encore pendant des décennies entières la bagarre civile ? Est-il possible que ce soit pour assurer le bonheur d’une poignée de communistes, qui se sont mués en nouvelle classe dirigeante sur votre sang, sur vos cadavres, pour leur propre prospérité ?

Reprenez vos esprits, amis mobilisés ! Les communistes nous ont tous jetés dans un abîme de misère et d’arbitraire sauvage. Le peuple tout entier s’est transformé en gueux, mais les communistes ne le voient pas, car leurs yeux sont devenus troubles à cause du sang des victimes innocentes qu’ils ont fustillées. Le peuple, comme un esclave docile, a imploré la pitié et l’indulgence, mais ils n’écourent pas, car leurs oreilles sont devenues sourdes à cause du gémissement et du hurlement des offensés. Le peuple a appelé à la raison, mais ils n’ont pas de raison ou ils n’en avaient pas, ou bien elle aussi s’est obscurcie devant l’horreur de la réalité.

En fendant les têtes comme des pots, en brisant les os, les communistes promettent depuis trois années entières de construire un nouveau monde, mais maintenant nous avons déjà compris ce que sera ce nouveau monde, il sera désert et ténébreux, ce ne seront pas des gens libres et heureux qui l’habiteront, mais des esclaves affamés, nus et sans voix. Nous ne voulons plus que les communistes nous pillent et se moquent de nous.

Camarades mobilisés ! Que votre voix d’indignation et la nôtre se fondent en un seul appel commun : *“Mort aux communistes, vive l’insurrection armée générale de la paysannerie et de tous les opprimés contre les communistes-oppresseurs !”*

Nous, paysans, nous l’avons fait et nous avons pris les armes. Les hypocrites-communistes nous ont appelés

bandits, espérant ainsi nous déshonorer aux yeux de nos frères et soulever le peuple lui aussi travailleur dans la lutte contre nous.

Ne les croyez pas, ces coquins, car ils mentent impudemment et sans conscience, comme un youpin pour un kopeck de bénéfice. Nous ne sommes pas des bandits, mais le peuple armé qui s'est insurgé, l'armée populaire. Voilà pourquoi nous nous adressons à vous, amis mobilisés. Inclinez vos baïonnettes devant la face de la terre-mère et, sans attendre

une minute, rejoignez-nous, comme l'ont déjà fait beaucoup d'entre vous. Nous vous accueillerons comme nos frères, à votre gré vous pourrez ou bien rester dans nos rangs, ou rentrer dans vos foyers, où vos pères et mères exténués vous attendent tristement. Rentrez dans vos maisons familiales, tant que les communistes ne les ont pas encore entièrement détruites comme des nids d'oiseau.

L'armée populaire

Documents des bolcheviks

Appel de la section politique des troupes de la province de Tambov aux insurgés du rang (au plus tard le 3 février 1921), pp. 110-111

ARRÊTE-TOI, lis et réfléchis ! A tous les bandits du rang, à l'exclusion des chefs des bandits, des "organiseurs", des "comitards" et autres "dirigeants" des bandits. A tous les bandits, à l'exclusion des ex-propriétaires, des ex-policiers, des ex-membres des centurions noirs-pogromistes.

Sais-tu pour quoi tu combats, pour quoi tu verses le sang de tes frères, tu pilles et tu détruis la propriété du peuple ?

Est-ce que tu ne comprends pas que tes chefs, quand ils te disent qu'ils ont fomenté la guerre pour les intérêts de la "paysannerie laborieuse", mentent impudemment et bassement ?

Est-ce que tu es aveugle et ne vois que, pendant la demi-année de guerre cruelle et fratricide fomentée par Antonov, la paysannerie n'a obtenu que la ruine ?

Est-il possible que tu ne comprennes pas que si cette guerre dure encore deux-trois mois, de grands malheurs, la famine et l'épidémie, menacent toute la population laborieuse des districts où se déroule la guerre civile ?

Est-ce que tu ne piges pas que l'Assemblée constituante, pour laquelle tes "dirigeants" t'appellent à te battre, ne t'est pas nécessaire le moins du monde, puisque, dans les "constit", ce sont les ennemis jurés des travailleurs, propriétaires, cadets et leurs fidèles laquais, les S.-R., qui jouent toujours et partout le premier rôle ?

Est-il possible que tu ne comprennes pas que la "constit" n'est nécessaire qu'aux cadets et aux S.-R. pour protéger les droits des propriétaires et des bourgeois et te mener en bateau ?

Est-ce que tu as oublié comment les S.-R. l'ont fait pendant les huit mois où ils ont participé au gouvernement provisoire de Kerenski ?

Est-ce que tu ne comprends pas qu'ils le font maintenant, après t'avoir entraîné dans un nouveau massacre sanglant ?

Pourquoi diable dois-tu verser ton sang et risquer ta tête pour les avantages des propriétaires ?

Quelle utilité et quelle aide le parti des S.-R. t'a-t-il apportées ?

Est-ce que tu as oublié comment, pendant huit mois, étant à la tête du gouvernement provisoire, ils ont soutenu les propriétaires et ils ne t'ont nourri que de promesses sur "la terre et la liberté" ? En réalité, ils s'efforçaient par tous les moyens de garder la terre aux mains des propriétaires et ils publiaient des ordres : jeter en prison les paysans qui enlevaient les terres aux parasites-propriétaires.

Est-ce que tu as oublié le bavard, le trompeur et le traître Kerenski, qui t'appelait à combattre "jusqu'à la fin victorieuse" contre les Allemands pour les intérêts des bourgeois russes, anglais et français ?

Est-ce que tu ne sais pas que tout ce que te disent les chefs et les "dirigeants" (par exemple dans le canton de Treskino, du district de Kirsanov, quand ils prétendent que de semblables insurrections imbéciles ont lieu dans dix-sept provinces, qu'à Moscou il n'y a plus de pouvoir soviétique), eh bien ! c'est un mensonge intégral, impudent, vil !

Est-ce que tu ne sais pas qu'Antonov n'a pas de grandes forces (car, dans le cas contraire, il n'aurait pas piétiné pendant cinq mois, mais il aurait pris depuis longtemps Tambov, Kirsanov et d'autres villes) ?

Est-il possible que tu n'aies pas encore compris que même Antonov en personne et tous les chefs des bandits ont définitivement perdu le fil et qu'ils ne savent pas eux-mêmes quoi faire par la suite, où aller plus loin, et qu'ils cherchent à se rassurer en bâfrant et en se soûlant ?

Est-ce que tu n'es pas informé que le pouvoir soviétique a décidé enfin d'en finir avec le massacre sanglant fomenté par Antonov et d'éliminer rapidement le banditisme ?

Est-ce que tu ne sais pas qu'à cette fin se rassemblent en direction de la province de Tambov des forces considérables, qui ont reçu l'ordre de déraciner le banditisme sans pitié ?

Est-ce que tu ne devines pas que, quand arrivera l'heure décisive de l'empoignade finale, Antonov, Kourbov, Denisov, Mironov, Moiseenko, Karas et les autres chefs et "dirigeants" des bandits

réussiront à s'éclipser, à décamper, comme ont décampé de leur armée battue Denikine, Koltchak, Ioudenitch, Wrangel et autres généraux tsaristes battus par l'Armée rouge ? Et toi, bandit du rang, toi, imbécile ignare, tu tomberas dans le panneau et tu paieras pour les crimes de tes "dirigeants" !

Est-il possible qu'Antonov t'aie caché toutes les propositions de paix que lui a faites l'ancien commandant des troupes rouges, le camarade Redzko ? Au nom du pouvoir soviétique, Redzko promettait l'amnistie à tous les bandits, des chefs aux hommes du rang, si Antonov cessait le brigandage avant le 5 décembre.

Est-il possible que les chefs t'aient caché que tous les bandits isolés et vos unités de bandits qui se rendraient aux rouges avant le 5 décembre obtiendraient le pardon complet, conformément à l'ordre miséricordieux du commandant en chef ?

Après la fin de la guerre fratricide, ils pourront de nouveau retourner au travail pacifique et à leurs familles !

Est-ce que tu ne sais pas que dans les villes, seuls sympathisent avec votre rébellion les grands bourgeois, les gros riches et les propriétaires fonciers, que tous les travailleurs honnêtes vous haïssent et vous maudissent, parce que vous apportez la faim, le froid et l'épidémie, et que vous détruisez les transports, les hôpitaux, les pompes, etc. ?

Est-ce que tu ne comprends pas que même les bourgeois qui sympathisent avec vous n'iront pas vous aider, car les bourgeois ont l'habitude d'exploiter sur le dos des travailleurs et ils espèrent seulement qu'au prix de votre sang et de votre vie, vous reconquerrez pour eux leurs droits antérieurs et leurs richesses ?

Est-il possible que tu ne voies pas que les chefs t'ont entraîné dans un abîme et qu'il n'y a pas d'issue pour en sortir ?

Est-ce que tu ne comprends pas qu'il n'y a ni mesure ni nombre pour tes crimes devant le peuple tout entier, devant toute la paysannerie laborieuse, devant les sans-parti et les membres du parti, devant les hommes et devant Dieu (si tu crois encore en lui) ?

Est-ce que tu ne comprends pas qu'il n'y a pour toi qu'une seule issue : déposer les armes et se rendre à la merci des rouges, arrêter et livrer à la disposition du pouvoir soviétique tous les chefs, toutes ces canailles et ces baratineurs qui ont fomenté un massacre fratricide et qui t'y ont entraîné ?

Est-ce que tu ne vois pas que chaque heure de retard et que chaque nouveau méfait contre le peuple travailleur que tu commettras sur ordre de tes canailles de chefs entraînera ta perte inévitable ?

Réfléchis bien à ces questions, discute avec tes amis et agis en connaissance de cause. Mais sache qu'une résistance ultérieure, de nouveaux méfaits, pillages et brigandages entraîneront ta perte.

Si tu veux répondre à ces questions, écris à l'adresse : Tambov, Palais des Ouvriers, direction provinciale de l'enseignement. Mais mieux vaut ne pas perdre de temps à cela, et dépêche-toi d'assurer ton salut. Rassemble autour de toi des gens décidés et hardis, arrête tes chefs et livre-les avec leurs armes à la disposition des troupes rouges. Tu n'as pas d'autre issue pour ton salut !

**Ordre du jour
du commandant en chef
des troupes
de la province de Tambov,
M. N. Toukhatchevski,
sur les mesures
pour lutter
contre les insurgés,
n° 130, Tambov,
le 12 mai 1921, p. 162**

LES victoires de l'Armée rouge ouvrière et paysanne sur les capitalistes et les propriétaires fonciers après une guerre sanglante de trois ans ont enfin permis à la République soviétique de passer sur la

voie de la construction économique pacifique.

Le premier souci du gouvernement ouvrier et paysan a été d'améliorer et d'élever à la hauteur nécessaire l'économie paysanne ruinée. On a organisé la livraison de semences aux paysans et finalement on a remplacé la réquisition des produits alimentaires par l'impôt en nature et on a offert aux paysans le droit de disposer librement de leurs excédents (vendre, échanger, etc.). L'impôt en nature a été fixé au taux le plus bas.

Tous les paysans de la Russie soviétique se sont mis avec une force redoublée aux travaux des champs, à l'amélioration de l'agriculture.

Dans la seule province de Tambov, où avait fait son nid le parti des S.-R., parti de traîtres à la classe ouvrière et à la paysannerie, s'est développé le banditisme, qui menace de détruire définitivement l'agriculture de la province de Tambov qui était ruinée même sans cela. Les propriétaires russes qui ont fui à l'étranger se réjouissent maintenant dans leurs journaux, espérant en l'anarchie dans l'Etat ouvrier et paysan et en la restitution de leurs domaines perdus.

Le gouvernement ouvrier et paysan a décidé de déraciner dans le plus bref délai le banditisme dans la province de Tambov en appliquant les mesures les plus résolues.

En application de cette décision et conformément à la résolution de la commission plénipotentiaire du comité exécutif central, j'ordonne :

1. Aux troupes de la province de Tambov, avec les renforts qu'elles ont reçus, de détruire les bandes de bandits par des opérations résolues et rapides.

2. A tous les paysans qui sont entrés dans les bandes de se présenter sans tarder à la disposition du pouvoir soviétique, de rendre leurs armes et de livrer leurs meneurs pour les soumettre au jugement du tribunal militaire révolutionnaire. La peine de mort ne menace pas les bandits qui se rendront volontairement.

3. Il faut impérativement arrêter les familles des bandits qui ne se seront pas

présentés, confisquer leurs biens et les répartir entre les paysans fidèles au pouvoir soviétique, conformément aux instructions spéciales de la commission plénipotentiaire du comité exécutif central, envoyées en complément.

4. Les familles arrêtées, si le bandit ne se présente pas et ne se rend pas, seront déportées dans les régions éloignées de la R.S.F.S.R.

5. Il faut considérer comme hors-la-loi les bandits qui ne se seront pas présentés pour se rendre.

6. Les paysans honnêtes ne doivent pas permettre la mobilisation et la formation de bandes dans leurs villages et ils doivent dénoncer toutes les bandes aux troupes de l'Armée rouge.

7. Toutes les unités sans exception des troupes de l'Armée rouge doivent apporter un soutien de toute sorte aux paysans et elles doivent impérativement les défendre contre les attaques des bandits.

8. Le présent ordre du jour est le dernier avertissement avant les opérations résolues et rigoureuses, et il sera appliqué sévèrement et sans défaillance.

**Le commandant en chef
des troupes, Toukhatchevski**

**Le chef d'état-major
de l'état-major général, Kakarine**

Lire l'ordre du jour dans toutes les réunions et assemblées de village.

**Ordre du jour
de la commission
plénipotentiaire
du comité exécutif central
sur le début de
l'application de mesures
répressives contre
certains bandits et les
familles qui les cachent,
n° 171, Tambov, 11 juin 1921,
pp. 178-179 (imprimé
à 30 000 exemplaires)**

AUX commissions politiques de district des secteurs 1, 2, 3, 4, 5. Depuis le 1^{er} juin, la lutte résolue contre le banditisme donne une pacification rapide de la région.

Le pouvoir soviétique est progressivement restauré et la paysannerie laborieuse passe au travail pacifique et tranquille.

La bande d'Antonov est battue par les opérations résolues de nos troupes, elle est dispersée et on les attrape un par un.

Pour déraciner définitivement les racines des S.-R.-bandits et en complément des dispositions adoptées précédemment, la commission plénipotentiaire du comité exécutif central ordonne :

1. De fusiller sur place sans jugement les citoyens qui refusent de donner leurs noms.

2. Les commissions politiques de district ou les commissions politiques d'arrondissement ont le pouvoir de prononcer contre les villages où sont cachées des armes un verdict sur l'arrestation d'otages et de les fusiller dans le cas où on ne rendrait pas les armes.

3. Dans le cas où l'on trouverait des armes cachées, de fusiller sur place sans jugement l'aîné de la famille.

4. La famille qui aura caché un bandit dans sa maison est passible d'arrestation et de déportation hors de la province, ses biens sont confisqués, l'aîné de cette famille est fusillé sans jugement.

5. De considérer comme des bandits les familles qui cachent des membres de la famille ou des biens des bandits et de fusiller sur place sans jugement l'aîné de cette famille.

6. Dans le cas de fuite d'une famille de bandit, de répartir ses biens entre les paysans fidèles au pouvoir soviétique et de brûler ou de démolir les maisons abandonnées.

7. D'appliquer le présent ordre du jour rigoureusement et sans pitié.

**Le président
de la commission plénipotentiaire
du comité exécutif central,
Antonov-Ovseenko**

**Le commandant en chef
des troupes, Toukhatchevski**

**Le président
du comité exécutif provincial,
Lavrov**

Le secrétaire, Vassiliev

A lire dans les réunions de village.

Ordre du jour n° 234 de la commission plénipotentiaire (20 juillet 1921), p. 227-228

AUX présidents des commissions politiques de district des secteurs 1,2,3,4,5,6. Les bandes d'Antonov sont défaites. Les bandes de Bogouslavski sont anéanties. La bande de Karas a été liquidée en même temps que son ataman. Les bandits se rendent en masse, en livrant les meneurs. Même parmi les meneurs des bandits, c'est la débandade et, déjà,

beaucoup d'entre eux, définitivement détrompés sur la fausseté du programme S.-R., sont passés du côté du pouvoir soviétique.

La paysannerie elle-même s'est définitivement détournée de la trahison des S.-R.-bandits : elle entre elle-même dans une lutte résolue contre les bandes de brigands, on organise de détachements pour aider l'Armée rouge, on crée la défense des agglomérations, on procède à l'arrestation des bandits et des traîtres S.-R.

La commission plénipotentiaire est convaincue qu'avec le soutien amical de la paysannerie elle-même, l'Armée rouge en finira dans le plus bref délai avec tous les restes du banditisme dans la région de Tambov.

La débâcle définitive du banditisme S.-R. et la collaboration totale de la part des paysans dans la lutte contre lui permettent à la commission plénipotentiaire de suspendre l'application des mesures exceptionnelles de l'ordre du jour n° 171 dirigées contre les bandits obstinés.

La commission plénipotentiaire confirme une fois de plus que tous ceux qui se rendront volontairement conserveront leur vie et que les punitions infligées par le tribunal seront pour eux atténuées par tous les moyens.

**La commission plénipotentiaire
du comité exécutif central**

Président : Antonov-Ovseenko

**Membres : commandant en chef
des troupes, M. Toukhatchevski,
président du comité exécutif
provincial, Lavrov,
secrétaire du comité provincial
du parti, Vassiliev**

Note secrète de la commission plénipotentiaire aux commissions politiques de district (20 juillet 1921), pp. 228-229

EN complément de l'ordre du jour n° 234, la commission plénipotentiaire du comité exécutif central précise que la procédure pour cesser d'appliquer les mesures exceptionnelles de l'ordre du jour n° 171, de même que les formes de cette cessation, sont laissées à la discrétion des commissions politiques de district.

Ce faisant, la commission plénipotentiaire souligne spécialement que *de telles atténuations ne peuvent se faire qu'en fonction de chaque cas particulier et après avoir pesé avec le plus grand soin chaque mesure particulière.*

La discussion doit toujours se faire à la séance de la commission politique de district, en y invitant dans la mesure du possible les responsables de l'arrondissement où on se propose de suspendre l'ordre du jour n° 171.

La directive générale, l'ordre du jour n° 234, ne peut être appliquée que là où *un tournant s'est manifesté tout à fait distinctement* dans l'état d'esprit de la paysannerie, là où son application renforcera *la reddition volontaire des bandits avec leurs armes, la remise des armes, la livraison des meneurs des bandits, etc.* Au contraire, là où il n'y a pas de tournant, là où, *selon toutes les données à la disposition de la commission politique de district, l'arrêt dans l'application de l'ordre du jour n° 171 sera interprété par les éléments bandits comme un indice de faiblesse ou de mollesse du pouvoir soviétique, l'ordre du jour n° 171 doit être appliqué au rythme antérieur, dans toute sa rigueur.*

D'un autre côté, dans tous les cas où l'arrêt en vertu de l'ordre du jour n° 234 dans l'application des mesures exceptionnelles de l'ordre du jour n° 171 entraînera un renforcement des tendances favorables aux bandits parmi la population, la commission politique de district *a le devoir de renforcer sans tarder la pression de la terreur. L'ordre du jour n° 234 n'abroge pas l'ordre du jour n° 171*, mais il tient compte de l'expérience des secteurs où on a constaté ces derniers temps que les cas tolérés d'arrêt dans l'application des répressions au titre de l'ordre du jour n° 171 contribuaient à approfondir le tournant dans la population paysanne et accentuaient la décomposition à l'intérieur même des bandes de bandits.

La commission plénipotentiaire exige en règle générale une attention exceptionnelle dans la lutte à venir, il faut peser avec le plus grand soin chaque pas, chaque mesure, *ne pas céder à une impression extérieure, n'affaiblir en aucun cas la fermeté de la pression* ni donner un seul instant prétexte à penser que le pouvoir soviétique peut renoncer aux répressions une fois adoptées en ce qui concerne les bandits si, du côté de ces derniers, on ne donne pas des preuves manifestes et claires que l'on se repent et que l'on souhaite aider le pouvoir soviétique à en finir avec les derniers restes des bandes de bandits et des meneurs S.-R. qui se cachent.

Il faut suspendre la confiscation des biens des bandits, il faut se borner à les mettre sous séquestre et à distribuer le bétail en utilisation temporaire. Il faut cesser de distribuer ce qui a été confisqué et satisfaire sur ces biens ceux qui ont subi à tort la confiscation.

Il faut informer sans tarder par télégraphe la commission plénipotentiaire de toutes les mesures prises en vertu de l'ordre du jour n° 171.

**La commission plénipotentiaire
du comité exécutif central, Vassiliev**

**Lettres
de Lominadzé
à Ordjonikidzé**

Les documents publiés ci-après ont joué un rôle important dans la tentative effectuée par Staline, en 1936, de liquider son vieil ami politique, Sergo Ordjonikidzé, qui renâclait contre sa politique terroriste. Il s'agit d'une série de lettres envoyées à ce dernier en 1929-1930 par Vissarion Lominadzé (1897-1935), dirigeant des Jeunesses communistes avec son ami Lazare Chatzkine (1902-1938), longtemps premier secrétaire des Komsomols et qui fut le premier secrétaire de l'Internationale communiste de la jeunesse (KIM), à dater de sa fondation en 1920, et à ce titre membre du comité exécutif de l'Internationale communiste (Comintern).

Staline avait envoyé Lominadzé avec le communiste allemand Heinz Neumann à Canton, en août 1927, épurer la direction du PC chinois afin d'en éliminer le secrétaire général, Tchen Diou Siou, qui rejoint l'Opposition de gauche, puis organiser une insurrection suicide en décembre 1927, alors que le mouvement ouvrier chinois est en plein recul après l'écrasement de la grève générale de Shanghai et le massacre des communistes par Tchang Kai-tchek, en avril 1927.

“L’autocritique nous est nécessaire comme l’air, comme l’eau” (Staline)

LE n° 3 des *Cahiers* a publié un document sur la constitution en 1930, par Lominadzé, d’un côté, par Syrtsov, président du Conseil des commissaires du peuple de la République de Russie et membre suppléant du bureau politique, de l’autre, d’un groupe d’opposition. Lazare Chatzkiine était entré en opposition à Staline en 1929, en liaison avec un philosophe partisan de Boukharine, Sten.

Les lettres dont la publication commence ci-dessous ont été transmises par le fils de Vissarion Lominadzé, Sergo, à Vadim Rogovine, qui nous les a communiquées quelques heures avant de mourir, le 17 septembre 1998. C’est la raison pour laquelle elles sont publiées après le document sur le “groupe Lominadzé-Syrtsov”, alors qu’elles sont antérieures.

La lecture de ces documents n’est pas toujours aisée, car ils font allusion à des événements et parfois à des incidents souvent d’apparence mineure au sein de l’appareil dirigeant du Parti communiste russe, exposés de plus dans une langue de bois difficilement saisissable aujourd’hui, qui leur donne un aspect souvent ésotérique, obscur.

Cette langue de bois a, par ailleurs, un fondement politique : depuis la défaite — puis l’éclatement — de l’Opposition unifiée de Trotsky-Zinoviev-Kamenev en octobre-décembre 1927, les oppositions diverses dans le Parti communiste russe n’ont plus d’expression pu-

blique et tendent à se cristalliser de plus en plus au sein même de l’appareil en groupes plus ou moins informels ou clandestins. Extérieurement, sauf cas rarissimes, tout le monde est d’accord sur “la ligne générale” “avec le comité central”, “avec la ligne du comité central”, bref avec Staline. Les désaccords éventuels s’expriment sur la mise en œuvre de ladite “ligne générale” par des nuances aujourd’hui imperceptibles et n’apparaissent au grand jour que lorsque Staline et son groupe, pour leurs fins propres, ont décidé de les dénoncer publiquement.

Rappelons quelques points pour que les documents ci-dessous soient compréhensibles : la *Komsomolskaia Pravda* est l’organe du comité central des Jeunes communistes (Komsomols). Son rédacteur en chef, depuis 1924, est Tarass Kostrov.

Le 13 avril 1928, devant les cadres du parti de Moscou, Staline lance une grande campagne pour le développement de l’autocritique en déclarant : “L’autocritique nous est nécessaire comme l’air, comme l’eau...” Pourquoi à ce moment-là ? Parce que, dit-il, après la victoire (“facile”) sur l’opposition (de gauche), le parti risque de s’endormir sur ses lauriers et cela peut freiner son mouvement en avant. Son discours est publié le 18 avril 1928 dans divers journaux.

Il semble que Lominadzé et Chatzkiine, considérés comme des “staliniens de

gauche”, c’est-à-dire jugeant la majorité du bureau politique et Staline trop conciliants avec la droite boukharinienne, veuillent se saisir de ce slogan pour aiguillonner la direction. D’où un débat feutré et plutôt ésotérique autour de l’“autocritique” et de la manière de la mettre en œuvre.

Au même moment, la *Komsomolskaia Pravda* mène campagne contre la direction centrale des syndicats et son journal *Troud*, qui s’affirment opposés à ce que les jeunes apprentis reçoivent une formation générale en plus d’une formation professionnelle. Le 22 avril 1928, le journal publie un article humoristique, dont le héros est un jeune apprenti serrurier qui s’intéresse non pas à la lime, mais au pinceau. Il veut devenir peintre et désire donc s’inscrire à la faculté ouvrière des arts. Le secrétaire de la cellule décide que sa place est... à l’armée. Un de ses copains proteste : *“Il faut utiliser les gars en fonction de leurs capacités !”* Réponse : *“Quoi ? Tu critiques la politique des organismes dirigeants !”* Et le jeune apprenti part au pas cadencé. Ce petit récit innocent n’attirerait sans doute pas l’attention de grand monde si le jeune serrurier ne portait pas le prénom de “Iossif”, comme Staline, et si l’article n’avait pas été intitulé *“La parabole des pauvres Iossif”*. De plus, le secrétaire autoritaire de la cellule représente la direction, puisqu’il a *“des moustaches à la Boukharine, des cheveux à la Marx, la main tendue comme Kalinine, la voix de Boudionny”*. L’article ne suscite pas de réaction immédiate.

Le 16 mai, devant le VIII^e Congrès des Komsomols, Staline prononce un discours qui donne à l’exercice de l’autocritique un accent très antibureaucratique :

“Le problème, camarades, est dans les nouveaux bureaucrates, le problème est dans les bureaucrates qui sympathisent avec l’Union soviétique, le problème est dans les bureaucrates qui sortent des rangs communistes. Le communiste-bureaucrate est le plus dangereux des bureaucrates. Pourquoi ? Parce qu’il dissimule son bureaucratisme sous le titre de membre du parti. Et nous en

avons, malheureusement, pas mal chez nous, de ces bureaucrates communistes.” Et il lance un appel à *“l’organisation du contrôle d’en bas, à l’organisation de la critique des millions d’hommes qui constituent la masse de la classe ouvrière contre le bureaucratisme de nos institutions, contre leurs insuffisances, contre leurs fautes”*.

Sans doute Lominadzé et Chatzkyne voient-ils dans ces phrases un encouragement à pousser plus loin la bataille pour faire pression sur un appareil qui leur paraît trop droitier et conservateur. Le 26 juin la *Pravda* publie un article de Staline : *“Contre la banalisation du slogan de l’autocritique”*. Il y distingue deux formes d’autocritique, la constructive et la destructive, *“celle à laquelle nous appelait hier l’opposition trotskyste”*, évidemment hautement condamnable. Et il attaque plusieurs journaux coupables d’excès dans l’autocritique, quelques journaux provinciaux et, surtout, la *Komsomolskaia Pravda*, pour sa critique des dirigeants du Conseil central des syndicats, qu’il qualifie de *“sensationnel à bon marché, visant à faire rire le petit-bourgeois”*. Et il conclut : *“Critiquez les insuffisances de notre construction socialiste, mais ne discréditez pas le slogan de l’autocritique en une sorte de cuisine pour préparer du sensationnel à bon marché. Critiquez les insuffisances de notre construction socialiste, mais ne déformez pas le slogan de l’autocritique et ne le transformez pas en outil de persécution de nos cadres économiques et autres.”*

Le *“sensationnel à bon marché”* irrite la rédaction de la *Komsomolskaia Pravda*. Trois jours plus tard, le 29 juin, elle publie un éditorial exposant le contenu de l’article de Staline et ajoutant *in fine* une mise au point :

« Il n’est pas difficile de démasquer les ennemis déclarés de l’autocritique. Il est plus difficile de lutter contre ceux qui, tout en intervenant publiquement sous le masque de partisans de l’autocritique, s’efforcent dans les faits de réduire l’autocritique à rien par toute une série de réserves, de remarques, de citations arrachées de leur contexte.

Ces partisans de l'autocritique démontreront que l'autocritique est en général une bonne chose, mais qu'on l'exagère. Ils démontreront que, dans leur féodalité, tout va bien et que seuls les journaux sèment la panique, écrivent beaucoup de mensonges.

En s'efforçant de discréditer l'idée d'autocritique, ces "partisans" combattront son développement en assurant que, sous l'apparence de l'autocritique, se règlent des comptes personnels, que l'autocritique n'est nécessaire à la presse que pour faire du sensationnel, etc. »

C'est une réponse à peine déguisée au passage consacré par Staline à la recherche du "sensationnel à bon marché" par le journal. Le sens est assez clair : il est des partisans affirmés de l'autocritique qui veulent étouffer la critique.

Le 17 juillet, le rédacteur en chef de la *Komsomolskaia Pravda*, Kostrov, et le secrétaire général du comité central des Komsomols, Miltchakov, s'adressent à Staline pour expliciter leur conception de l'autocritique et de la façon dont la *Komsomolskaia Pravda* la met en œuvre, en répondant une nouvelle fois à sa mise en cause : *"Le caractère sensationnel de la Komsomolskaia n'a rien à voir avec le fait de céder aux goûts petits-bourgeois, mais découle d'une volonté de poser certaines questions avec force et acuité."*

Bref, Staline n'a pas compris ; en tout cas, sa critique est infondée... Staline ne répondit apparemment pas à cette interpellation. On peut supposer qu'il décida de laisser ces jeunes gens s'enfermer dans leur volonté d'appliquer la ligne générale à leur manière, en forçant l'allure ou les rythmes, et d'attendre le moment de leur régler leur compte.

Il n'y a apparemment pas de divergence de fond entre Staline et ce groupe des Komsomols auquel appartiennent Lazare Chatzkyne et Vissarion Lominadzé. Mais, pour Staline, leur volonté d'affirmer, dans le cadre de la "ligne générale", une position si peu que ce soit indépendante ou autonome, est inacceptable. Elle ne peut qu'affaiblir l'appareil qu'il doit à la fois secouer et ressouder pour de nouveaux objectifs.

Le 17 novembre, Lazare Chatzkyne publie dans la *Komsomolskaia Pravda* un article intitulé "L'autocritique et la déviation de droite", qui répond une nouvelle fois à l'article de Staline du 26 juin en faisant directement allusion à son titre :

"Les fautes découvertes dans le développement même de l'autocritique qui ont été qualifiées de banalisation de l'autocritique ne représentent-elles pas le principal danger dans le domaine de l'autocritique ? Qu'il existe de telles fautes, personne ne le niera. Qu'il faille lutter contre elles, qu'il faille les corriger, c'est indiscutable."

Puis il dénonce les bureaucrates qui considèrent l'autocritique comme "une manœuvre diplomatique" et l'esprit petit-bourgeois contre lequel une lutte impitoyable s'impose.

Le 24 novembre, le journal publie un puzzle : les lecteurs doivent trouver une phrase. La solution est révélée le 28 novembre. En recollant les morceaux, on trouve la phrase de Staline... qui a donc été, dans la réalité, réduite en petits morceaux : *"L'autocritique nous est nécessaire comme l'air, comme l'eau. Staline."*

L'allusion politique est transparente, sinon pour la masse des lecteurs, du moins pour l'univers de l'appareil : la *Komsomolskaia Pravda* doit recoller les débris de la sentence de Staline. Les jeunes gauchistes ont franchi le Rubicon. Mais ils n'iront pas loin et le retraverseront vite en sens inverse. Le lendemain, le rédacteur en chef, Kostrov, est limogé. Le 1^{er} décembre, le comité central des Komsomols vote une résolution en trois points, dont le deuxième donne lieu à un débat acharné et à un vote qui manifeste la résistance que rencontre Staline au sommet de cet organisme :

« Rejeter la proposition suivante : le bureau du comité central (des Komsomols) ne partage pas le jugement prononcé dans la résolution du comité central du PCR (b) sur la Komsomolskaia Pravda, en particulier l'accusation portée contre elle de tendances conciliatrices vis-à-vis de la déviation de "gauche" (6 voix pour, 6 voix contre). »

Par déviation de gauche, il faut entendre bien entendu le "trotskysme". La rédaction est entièrement remaniée.

A la XVI^e Conférence du parti (23-29 avril 1929), Chatzkine et Lominadzé font néanmoins un pas de plus dans l'affirmation d'une position politique personnelle. Ils proposent, pour appuyer la collectivisation, de constituer une large organisation de la paysannerie pauvre.

Le rédacteur en chef de la *Komsomolskaia Pravda*, Kostrov, reprend cette idée dans les colonnes de *Molodaia Gvardia*, dont il est devenu rédacteur en chef (les interventions de Staline à cette conférence comme au plénum du comité central par lequel elle se termine ne seront pas publiées et il n'en figure pas une ligne dans le tome XII de ses *Euvres complètes*).

Staline décide de frapper. Il fait publier dans la *Komsomolskaia Pravda*, du 8 août 1929, un article dénonçant Chatzkine, écrit par un certain Olkhovoï (auquel Lominadzé fait longuement allusion), puis il fait condamner les deux hommes par une résolution du bureau politique. Enfin, Staline exige de chacun des intéressés qu'il fasse son... autocritique. Ils s'alignent.

Le 12 novembre 1929, la *Komsomolskaia Pravda* publie une lettre de Chatzkine au comité central reconnaissant ses graves erreurs, puis, le 19 novembre, une de Lominadzé, le 26 novembre une de Kostrov, le 10 décembre une de son ami Bobrychev. Ils sont tous ensuite démis de leurs fonctions.

C'est après avoir ainsi courbé la tête, avec le sentiment d'une injustice subie, que Lominadzé écrit plusieurs lettres à Sergo Ordjonikidzé. La première est très longue : nous en publions la première moitié dans ce numéro ; la seconde moitié, qui porte sur Kostrov et Sten, sera publiée dans le n° 5.

Cette lettre est, dans ses répétitions, ses longueurs, son ton, très caractéristique de l'état d'esprit d'un jeune cadre partisan de Staline, qui, après avoir appliqué des années durant les consignes du secrétaire général, sent tout à coup le sol se dérober sous ses pieds sans vraiment comprendre pourquoi. Il fait longuement référence, au début de sa lettre, à un incident apparemment mineur à l'Institut des professeurs rouges, où, suite à une intervention de Chatzkine et de Lominadzé, ces derniers avaient été sévèrement rappelés à l'ordre, blâmés par le bureau du parti de l'Institut. Les deux hommes y avaient vu d'abord une brimade d'origine purement locale, puis ils comprirent que le rappel à l'ordre venait d'en haut, de Staline lui-même... et qu'il s'agissait du début d'une opération de plus grande envergure contre eux-mêmes.

Lominadzé défend son ami Chatzkine en essayant de démontrer que les reproches qui lui sont présentés sont infondés, et en particulier que l'accusation de glisser vers le "trotskysme" est infondée. Comme beaucoup, il n'a pas saisi que Staline se moque parfaitement de ce qu'a dit réellement X, Y ou Z, qu'il a décidé de liquider, et que la validité des arguments ne lui importe en aucun cas. Staline ne mène pas une discussion politique, fût-elle plus ou moins biaisée : il orchestre une purge liquidatrice, qui n'en est d'ailleurs qu'à ses tout débuts. La position de la victime désignée peut-être aux antipodes du "trotskysme", il sera néanmoins catalogué, puis liquidé comme tel, parce que Staline mène une campagne terroriste. Lominadzé finira par se suicider en janvier 1935, lorsqu'il apprendra que Staline veut l'embrigader dans la liste déjà longue — mais destinée à s'allonger indéfiniment — des complices prétendus de l'assassinat de Kirov.

Jean-Jacques Marie

Le 4 décembre 1936

AUX camarades Molotov, Vorochilov, Kaganovitch, Ordjonikidzé, Jdanov, Tchoubar, Iejov, Mikoïan, Andreïev, Kossior, Beria.

Vous sont communiquées à titre d'information les lettres adressées par Lominadzé au camarade Ordjonikidzé et remises au comité central par le camarade Ordjonikidzé en décembre 1936. Ces lettres montrent que Lominadzé, dès 1929, menait un combat contre le comité central et ses décisions, et de plus comptait sur le fait qu'Ordjonikidzé n'informerait pas le comité central du parti sur l'état d'esprit antiparti et sur les positions de Lominadzé. Il est tout à fait clair que si le CC avait eu en main à cette époque ces lettres de Lominadzé, il n'aurait en aucun cas été d'accord pour affecter Lominadzé au poste de premier secrétaire du comité de Transcaucasie.

I. Staline

“De quoi s'agit-il ?”

Biisk, 14 août

Cher Sergo,

Je t'écris à toi non pas en tant que président de la commission centrale de contrôle, mais en tant qu'homme que j'ai toujours eu le droit de considérer comme mon camarade et mon ami très proche (droit qu'ont eu et qu'ont d'ailleurs bien des gens qui te connaissent). Je ne sais pas (vu les temps où nous vivons) si je n'ai pas perdu ce droit à **tes** yeux. Tu restes en tout cas pour moi celui que tu fus auparavant, c'est-à-dire un camarade, avec lequel on peut parler en toute franchise, sans **rien** cacher, te faisant partager tous ses doutes et ses pensées secrètes sans crainte de se voir pour cela saisi au collet ou à la gorge si on n'est pas d'accord avec toi.

Je n'écris cette lettre que pour toi et je te demande de la considérer comme un document strictement **personnel**. J'y

écris ce que je t'aurais dit dans une conversation orale, face à face, mais ce que je t'aurais dit à **toi**, mais pas à d'autres. Bien sûr, tu as le droit formel de donner à cette lettre le caractère d'un document soumis à un jugement officiel. Je te demande de ne pas le faire, mais, bien entendu, je ne puis l'exiger de toi.

De tous les camarades dirigeants, tu es pour moi, en ce moment, le seul homme vers lequel je puisse me tourner sous une forme non officielle. Peut-être me trompé-je sous ce rapport et à ton propos. Qu'il en soit ainsi. Je ne peux pas ne pas t'exprimer ce qui s'est accumulé en moi ces derniers temps, ce qui m'écrase, et qui a besoin de sortir ! Et j'espère que cette démarche ne va pas me faire subir une nouvelle fois un traitement de “redressement”. Et même s'il en était ainsi, que faire ? Le besoin d'exprimer tout, sans rien cacher, au moins devant un homme devant lequel j'ai toujours pu le faire auparavant, est en ce moment en moi plus fort que tout. Tu sais évidemment de quoi il va être question. Tu connais mieux que moi les dernières résolutions du CC. Et tu dois être au courant de ma correspondance avec l'Institut des professeurs rouges et avec la réponse de St(*aline*) et Mol(*otov*) à ma lettre. Aussi puis-je passer directement à l'affaire elle-même sans autres préambules.

Lénine a écrit une fois qu'un homme politique devait examiner chaque fait non d'un point de vue personnel, mais du point de vue des masses. Si brutalement que les derniers événements nous touchent **personnellement**, Chatzkine (qui est mon très proche ami) et moi, je m'efforce de conserver le maximum d'objectivité possible dans ces conditions et de juger les choses d'un point de vue politique et non personnel. Il m'est difficile de juger moi-même à quel point j'y parviens, mais je m'efforce de ne pas céder à un point de vue personnel.

Lorsqu'a commencé l'histoire de l'Institut (1) (décision de condamner le cam. Reznik pour avoir donné son ac-

(1) L'Institut des professeurs rouges était chargé de la formation des intellectuels communistes. Il était dirigé par des partisans de Boukharine et c'était une pépinière de cadres “droitiers”, NDR.

cord à nos amendements lors de la conférence et de présenter Lazare et moi comme des représentants d'une nouvelle "déviation" de gauche, tantôt naissante, tantôt déjà formée, tantôt trotskyste, tantôt de quelque chose de nouveau), j'ai été indigné et méchamment furieux, mais je n'ai pas un seul instant donné à cette histoire une quelconque sérieuse signification politique. J'ai considéré que nous avions affaire là à un incident mineur, absolument non significatif du point de vue de la politique, un incident me concernant moi personnellement ainsi que Lazare et un groupe de professeurs rouges, anciens partisans de Slepkov (2) devenus des petits bourgeois du parti.

J'ai jugé possible de parler de la signification politique de l'histoire de l'Institut seulement dans le sens le plus limité. Je l'ai considéré comme un de ces phénomènes qui ne présentent pas beaucoup d'intérêt social, une de ces déformations qui se font jour dans toute une série d'organisations, de déformations du régime intérieur du parti. Mais ces déformations, bien qu'elles se soient produites dans un milieu aussi qualifié que l'Institut des professeurs rouges, je les considère néanmoins comme une manifestation dont l'envergure ne dépasse pas le niveau d'une cellule, et qui sont sans commune mesure avec l'affaire d'Astrakhan, sans parler de celle de Bakou.

C'est ce qui me semblait et c'est pourquoi, d'un cœur tout à fait léger, j'ai bâclé une lettre au bureau de la cellule de l'Institut, où je repoussai avec vivacité l'attaque dirigée contre moi et contre Lazare et passai moi-même à l'offensive.

A la fin de mai, je me suis trouvé à Moscou. La discussion que j'ai eue avec St(aline) et Mol(otov) m'a encore plus fortement convaincu qu'il ne fallait pas donner à l'incident de l'Institut un sens sérieux. St(aline) m'a assuré que ni lui ni Mol(otov) n'avaient rien à voir avec cette affaire, qu'ils n'avaient donné aucune indication pour qu'on nous travaille à fond. Il me dit qu'il considérait comme fautive l'accusation de déviation gauchiste portée contre Lazare et moi :

"Dans la question chinoise, là oui, ajouta-t-il, tu as commis une erreur gau-

chiste, et ça, bien entendu, ça n'est pas tombé du ciel. Mais en ce qui concerne la question de l'organisation de la paysannerie pauvre, je considère (je reproduis presque mot à mot ce qu'il m'a dit) que c'est une question purement pratique. Nous-mêmes, a-t-il dit, nous avons pensé à un moment à créer quelque chose dans le sens d'une union de la paysannerie pauvre (je garantis le sens de ce que je reproduis), mais nous avons décidé que ce n'était pas le moment."

(Qu'il en est bien ainsi, je peux le prouver en renvoyant à une autre conversation avec lui pendant la conférence. Sten, Chatzkine, Streltsov et moi, nos discussions ensemble. Il nous a dit qu'il était favorable à la création d'une vaste organisation de la paysannerie pauvre avec des centres dans le territoire, le district et la province. Il considérait alors qu'une union de la paysannerie pauvre à l'échelle de toute l'union n'était pas une organisation adéquate, mais, dans sa conversation avec nous, jugea parfaitement correcte l'idée de constituer une organisation de la paysannerie pauvre à l'échelle de la province.)

Je partis alors de Moscou le cœur léger. Je savais que les gens de l'Institut allaient me travailler au corps et me couvrir de boue pour ma lettre virulente, mais cela ne m'inquiétait guère... Je suis assez bolchevik pour ne pas accorder une grande importance aux désagréments personnels, dont j'ai eu plus que ma part au cours des dix-huit derniers mois, mais qui ne m'ont jamais abattu.

J'ai commencé à ressentir une certaine inquiétude quand j'ai reçu une lettre de St(aline) et Mol(otov) en quatre points. Et les quatre points me rentrent brutalement dans le lard (l'un d'entre eux est **manifestement injuste** : on m'attribue une allusion cachée dans ma lettre, où je prétendrais que le parti se serait rallié à **ma** position. Je ne me suis jamais hissé et ne me hisserai jamais jusqu'à ces colonnes d'Hercule de la mégalomanie, mais j'aborderai ce point plus tard).

(2) Slepkov : "professeur rouge", partisan de Boukharine, NDR.

Même si ces quatre points en eux-mêmes ne m'apportaient pas beaucoup de satisfaction, je ne me serais pas inquiété particulièrement si le quatrième paragraphe ne comportait entre parenthèses une remarque sur le fait que l'exigence avancée par moi à la seizième conférence du parti (je n'ai jamais avancé une telle exigence !) ne pouvait manquer d'aider à populariser l'idée d'une union paysanne. Ce n'est déjà plus une question particulière, mais une question **politique**. Elle laissait présager un rejet officiel. La proposition de transformer une organisation de la paysannerie pauvre sur une base plus de masse, cela ne pouvait pas ne pas susciter de l'inquiétude en moi (car je considère cette question comme extrêmement importante).

La résolution du bureau politique sur l'affaire de Lazare, qui considère son article comme la manifestation d'un "manque de retenue" et contenant, de plus, de brutales mesures d'organisation et une directive sur le travail de rectification auquel Lazare doit être soumis ont fortement ébranlé ma première vision du caractère et des forces motrices de l'histoire de l'institut. J'ai compris qu'il ne s'agissait pas d'un incident et qu'il ne s'était pas produit de façon spontanée, mais que cette histoire avait été préparée d'en haut (seulement, les exécutants se sont révélés pas très intelligents) et avait une portée dans le domaine de la grande politique. La suite des événements a une signification absolument **non personnelle**, mais une portée politique générale et, de plus, une portée exceptionnellement grande.

Ainsi, l'histoire de l'institut a été un début, le premier maillon insignifiant, et toute la suite est une chaîne d'une grande importance politique. Je ne me serais pas adressé à toi seulement pour des questions personnelles. Je sais que Lazare et moi, nous portons notre part de responsabilité pour chaque pas que nous effectuons et il serait drôle que l'un de nous veuille échapper à la responsabilité de ses actes. Mais les derniers événements vont loin, bien loin au-delà de nos questions personnelles. C'est précisément parce que nous avons affaire à de très importants événements **politiques**

que je m'adresse à toi (ces événements sont personnellement liés à nous, et c'est pourquoi je ne réussis pas à éluder complètement les questions personnelles).

Je passe maintenant directement à la résolution publiée dans la *Pravda*, du 9 août. Ce n'est pas une résolution des Komsomols, mais un document du parti confirmé par le bureau politique. Et je le considère comme une résolution du bureau politique. Je dois dire, depuis le début, que les accusations portées dans cette résolution contre Chatzkine ne sont absolument pas fondées et ne peuvent nullement être fondées. La résolution ne contient d'ailleurs pas la moindre citation de l'article de Lazare, tout simplement à mon sens parce qu'il est impossible de tirer de cet article rien qui puisse confirmer les accusations sérieuses portées contre Lazare.

Il est faux de dire que "*Chatzkine remplace le slogan de la lutte contre la déviation de droite par le slogan de la lutte contre l'esprit petit-bourgeois dans le parti, répétant ainsi pour l'essentiel les attaques trotskystes contre le parti, qui mènerait la lutte contre la déviation de droite en union avec le marais politique*".

Ici, chaque mot est une contre-vérité. Chatzkine ne **remplace** pas le slogan de la lutte contre la déviation de droite par le slogan de la lutte contre l'esprit petit-bourgeois dans le parti, il dit clairement dans son article que la lutte contre l'esprit petit-bourgeois dans le parti est partie constituante de la lutte contre la déviation de droite, une des formes de cette lutte, l'un des compartiments du front de la lutte contre la déviation de droite. Et c'est absolument correct. La déviation de droite ne se manifeste pas seulement dans une théorie opportuniste, dans la ligne politique et dans les questions tactiques, mais aussi en même temps que tout cela dans un esprit petit-bourgeois sans principe. La lutte contre ce dernier entre obligatoirement dans la lutte contre la déviation de droite et lui est subordonnée.

Mais, par Dieu, dis moi donc ce qu'il a là d'incorrect et où est là le remplacement d'un slogan général par un slogan

particulier. Chez Chatzkine, tout cela est dit si nettement, si clairement, qu'il est impossible de prouver l'accusation qui lui est présentée par un seul mot de son article !

L'accusation portée contre Chatzkine de répéter "pour l'essentiel les attaques trotskystes contre le parti, qui mènerait la lutte contre la déviation de droite en faisant bloc avec le marais politique", est tout à fait dénuée de fondement et fautive. Et cette accusation ne peut être prouvée absolument par rien. Quels que soient les efforts déployés par Olkhover, qui a publié l'article contre Chatzkine et Sten dans la *Komsomolskaia Pravda*, du 8 août, il ne peut pas faire une seule citation, extraire un seul petit mot de l'article de Chatzkine qui puissent conforter son accusation.

Dans son article (pour autant qu'il m'en souviennne, mais je l'ai lu très attentivement trois fois), Chatzkine dit qu'il est impossible de mener la lutte contre la déviation de droite sans se différencier du marais petit-bourgeois, parce que ce marais de droite est la couche nourricière de la déviation de droite et son allié. Est-ce faux ? Qu'est-ce qu'il y a de trotskyste là-dedans ?

Je connais parfaitement Chatzkine et je sais qu'il a toujours occupé une position hostile sans concession à l'idéologie trotskyste et au trotskysme sous toutes ses formes. Ce qui différencie Olkhover de Chatzkine sous ce rapport, c'est seulement que Chatzkine comprend mieux que lui ce qu'est le trotskysme.

(Lominadzé fait ici une longue citation de l'article d'Olkhover accusant Chatzkine d'affirmer que "deux lignes par rapport à l'esprit petit-bourgeois sont possibles".)

Supposons que je dise (ou que tu dises) que deux lignes sont possibles par rapport au trotskysme (soit une lutte impitoyable contre lui, soit un bloc avec lui — et, fondamentalement, il en est bien ainsi, seules ces deux lignes peuvent exister dans cette question). En réponse à cela, Olkhover écrit :

"Quel sens a cette affirmation ? Seulement que, dans le parti, deux lignes s'affrontent, qu'elles se combattent, qu'il y a dans le parti danger de voir triompher une ligne qui s'efforce de vivre en paix avec le trotskysme et de conclure avec lui un certain bloc ?"

C'est une calomnie contre le parti, un ragot contre lui. On peut appliquer le même raisonnement à n'importe quelle façon de poser la question de deux lignes qui s'affrontent. A quoi est-ce que cela ressemble ?

La résolution du bureau politique porte contre Chatzkine une autre accusation :

"Au lieu de mener une lutte contre l'esprit petit-bourgeois réel dans le milieu du parti, lutte que le parti mène avec succès en développant hardiment l'autocritique et la démocratie interne du parti, en élevant l'activité des larges masses du parti et des komsomols, le cam. Chatzkine, sous l'apparence d'une lutte contre l'esprit petit-bourgeois, lance en réalité des attaques inacceptables contre des révolutionnaires dévoués, des membres du parti disciplinés, sur un ton d'intellectuel-nobliau, en dédaignant la discipline bolchevik de fer."

Là encore, pas un mot de son article, pas une seule citation ! Là encore, l'accusation ne peut être confirmée absolument par rien. J'affirme que Chatzkine, dans son article, n'a pas donné le moindre prétexte, n'a pas formulé la moindre allusion qui puisse justifier l'accusation de dédaigner la discipline du parti. Et vu sa position dans le parti, il en serait absolument incapable. Chatzkine a seulement dit que voter contre la déviation de droite ne signifiait pas encore la surmonter, que ce n'était que la moitié de l'affaire, que les petits-bourgeois du parti cherchent à se dissimuler, à se cacher derrière ce vote et que c'est là qu'il faut les démasquer. Est-ce faux ? Est-ce que cela n'est pas une simple confirmation du point de la résolution du plénum commun du CC et la CCC (3) d'avril, dans lequel il est dit que la forme cachée

(3) CCC : commission centrale de contrôle du comité central, NDR.

de la déviation de droite dans laquelle les éléments opportunistes, utilisant des décisions prises à l'unanimité, appliquent dans les faits la ligne des droitiers est particulièrement dangereuse pour le parti (je cite de mémoire, mais je cite de façon correcte, car ce point a été rédigé de la main de Chatzkine et de la mienne). Tout l'article de Chatzkine représente un développement de ce point, il le fonde et l'expose sous une forme populaire, etc., et il n'y a absolument rien dans cet article qui aille au-delà des limites de ce point.

Je me tourne à nouveau vers l'article d'Olkhovoï. Il devrait obligatoirement comporter une citation de l'article de Chatzkine susceptible de conforter cette accusation. Mais Olkhovoï ne reproduit en tout et pour tout que deux citations : 1) *"Il serait naïf de croire, écrit Chatzkine, que voter contre les droitiers signifie en finir avec le danger droitier. Ce n'est que la moitié de l'affaire et sans doute pas la plus difficile. Il faut encore surmonter l'état d'esprit droitier et la pratique droitière."* Et c'est cette affirmation absolument juste (répétition quasiment textuelle de la résolution du plénum du CC d'avril) que l'on **reproche** à Chatzkine. Jusqu'où peut-on encore aller ? 2) *"Se désolidariser du marais du parti, ouvrir un nouveau front de lutte, un front de lutte contre l'esprit petit-bourgeois."*

Comme je n'ai pas l'article de Chatzkine sous la main, je ne sais pas dans quel contexte se situe cette phrase, mais je me rappelle parfaitement qu'en évoquant ce nouveau front, Chatzkine ne l'opposait pas au front de la lutte contre la déviation de droite, mais en mettant l'accent sur ce point il voulait seulement souligner la nécessité de renforcer la lutte contre la déviation de droite dans la pratique (c'est-à-dire tout à fait dans l'esprit de la décision du plénum d'avril du CC et de la CCC). Même si, dans cette citation, figurent des expressions pas très heureuses, leur sens, leur sens réel est absolument juste et ne peut absolument pas être interprété comme l'inter-

prète Olkhovoï. Mais c'est le seul passage et le plus "odieux" de tout l'article de Chatzkine auquel ait pu renvoyer Olkhovoï. A part ça, pas un autre mot, pas un autre extrait.

C'est ainsi que se présentent, selon moi, les accusations portées contre l'article de Chatzkine. Mais admettons même que son article contienne certaines expressions peu heureuses (je ne les connais pas), même certaines fautes (je suis profondément convaincu qu'il n'y en a **pas**), faut-il, peut-on à partir de là :

1) Prendre contre Chatzkine des "mesures organisationnelles" ?

2) Le soumettre à un savon dans tout le parti ?

3) Porter contre lui des accusations très sérieuses (partiellement signalées par moi ci-dessus, à quoi il faut ajouter la dernière accusation : *"Tolérance (!) libérale à l'égard des déviations de la ligne léniniste et négation (!!!) de la nécessité incontestable d'une discipline de fer dans les rangs des bolcheviks, ce qui constitue l'une des manifestations de l'instabilité politique et du laisser-aller petit-bourgeois, recouvert du drapeau à demi oppositionnel du pseudo-révolutionnarisme et du gauchisme dans l'esprit du radicalisme petit-bourgeois" ?*) Jusqu'à ce jour, on portait ce type d'accusation seulement contre ceux qui étaient passés sur des positions incompatibles avec la ligne du parti sur des **questions de principe fondamentales**.

4) **L'accusation de glisser dans la déviation de gauche**, c'est-à-dire dans le **trotskysme** (pour le moment, il n'existe pas d'autres déviations de gauche dans la nature de notre parti, bien que la conférence du parti d'Ivanovo-Voznessensk s'efforce d'en inventer une dans une résolution votée à la suite d'un rapport de Molotov). L'accusation de déviation de gauche est lancée à l'adresse de Chatzkine dans l'éditorial de la *Pravda*, du 9 août. De quoi s'agit-il ? Qu'est-il arrivé ? Que s'est-il passé ?



Sergo Ordjonikidzé (1886-1937) aux côtés de Staline.

Le testament de Maria Spiridonova

Le n° 3 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié une courte étude consacrée aux erreurs, contre-vérités et marques d'ignorance fâcheuses accumulées par un professeur de l'Institut d'études politiques de Paris, Dominique Colas, dans un article — pourtant très bref ! — sur Maria Spiridonova, la dirigeante du parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, dans l'*Histoire* (juillet-août 1998). Nous publions ci-après de courts extraits de la déclaration qu'elle rédigea le 13 novembre 1937 à l'intention de la section secrète du NKVD.

Exilée à Oufa, en Bachkirie, depuis 1930, Spiridonova avait été arrêtée le 8 février 1937 et accusée d'avoir constitué un "Centre contre-révolutionnaire panrusse" avec Maiorov, S-R de gauche, son mari, Kachovskaia (1), S-R de gauche, Izmailovitch, S-R de gauche, Gotz, S-R de droite, et d'autres, et d'avoir constitué un bloc avec "les organisations clandestines mencheviques, trotskystes, droitières et anarchistes". Ce centre, selon les enquêteurs, préparait des actes de sabotage et des attentats contre les dirigeants soviétiques, en particulier contre Staline (actes de sabotage et attentats dont aucun n'avait évidemment eu lieu). Ils avaient eu l'intention d'abattre Staline et ses camarades lors de leur présence sur le mausolée de Lénine, pendant les manifestations du 1^{er} mai ou du 7 novembre. Maria Spiridonova refusant de reconnaître quoi que ce soit, elle fut condamnée à vingt-cinq ans de réclusion sans droit de faire appel (elle avait alors 52 ans) et sera fusillée le 11 octobre 1941, à Orel (cf. *Cahiers*, n° 3). Ses camarades Izmailovitch, Kachovskaia et Maiorov furent condamnés à dix ans. Seule Kachovskaia survivra jusqu'en 1960.

Avant les extraits de sa déclaration manifestant son refus de capituler devant le NKVD, rappelons que le parti des Socialistes-Révolutionnaires de gauche, hostile à la poursuite de la guerre impérialiste et favorable à la distribution immédiate de la terre aux paysans, se forma par scission avec les Socialistes-Révolutionnaires de droite, partisans, eux, de la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire, en septembre 1917. Il entra dans le gouvernement soviétique en décembre 1917, en sortit le 15 mars 1918 par refus d'accepter la paix de Brest-Litovsk ; il se déclara ensuite hostile à la constitution de comités de paysans pauvres et organisa l'assassinat de l'ambassadeur allemand Mirbach, le 6 juillet 1918, pour relancer la guerre avec l'Allemagne, organisa une demi-insurrection, vite écrasée, à Moscou, les 7 et 8 juillet, fut dissous le lendemain. Pour le reste, nous renvoyons le lecteur au n° 3 des *Cahiers*, pp. 141 à 143.

De longs passages de la déclaration de Spiridonova, texte d'une centaine de pages, qui se trouve dans les archives du KGB, ont été reproduits dans l'ouvrage de V. L. Lavrov, *Maria Spiridonova, terroriste et victime de la Terreur*, Moscou, 1996.

(1) Cf. dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 1, pp. 101 à 108, les extraits des souvenirs de Kachovskaia.

Lettre au NKVD

LORS de ma première rencontre avec lui, mon enquêteur, Mikhailov, m'a de façon très directe proposé de choisir, pour mes conditions d'internement pendant l'instruction, "la carotte ou le bâton", en fonction de mon comportement pendant l'interrogatoire. Blessée jusqu'au fond de l'âme, j'ai répondu "le bâton".

Les six mois de l'interrogatoire dans la prison d'Oufa peuvent être caractérisés comme un jeu pitoyable sur le thème de *La Mégère apprivoisée*. Lorsque l'enquêteur pouvait percevoir chez moi un endroit psychologique particulièrement sensible ou douloureux, il appuyait dessus trois ou quatre fois plus fort. Ainsi, à la suite d'événements pénibles pour moi dans les geôles tsaristes au début de 1906, j'ai gardé une marotte : une incapacité absolue de supporter une fouille personnelle. Il faut rendre justice au régime pénitentiaire tsariste et à la prison soviétique : jusqu'à cette dernière arrestation après les événements de 1906, pendant toutes mes années d'emprisonnement, ma dignité personnelle sur ces points sensibles n'a jamais été bafouée. A l'époque du tsar, je sentais au-dessus de moi la protection du peuple, invisible, mais très perceptible. A l'époque soviétique, les sommets du pouvoir, les vieux bolcheviks, Lénine y compris, m'ont ménagée et, en m'isolant dans le déroulement de la lutte, toujours de façon très vigoureuse, ont en même temps pris des mesures pour qu'on ne m'humilie jamais.

L'année 1937 a apporté sous ce rapport un changement complet : il y eut des jours où on m'a effectué dix fouilles personnelles par jour. On me fouillait quand j'allais aux toilettes et quand j'en revenais, quand j'allais en promenade et quand j'en revenais, quand j'allais à l'interrogatoire et quand j'en revenais. On n'a jamais rien trouvé sur moi et ce n'est pas pour trouver quelque chose que l'on me fouillait. Pour me débarrasser du tripotage auquel me soumettait une surveillante et qui me mettait en rage, j'ai crié de toutes mes forces, tenté d'échapper à l'étreinte et de m'y opposer ; un surveillant m'a fermé la bouche de sa main moite et, de l'autre main, empoignait la surveillante, qui me tripotait et tripotait ma culotte ; pour me débarrasser de ces abominations et de toute une série d'autres, j'ai décidé de faire la grève de la faim, car je n'arrivais tout simplement pas à m'imaginer la possibilité même de la plus pitoyable existence.

(Spiridonova signale ensuite qu'à la suite de ses épreuves et de la grève de la faim, elle a été ravagée par le scorbut et par une sciatique tenace due à sa réclusion dans une cellule humide et froide au sol de ciment. A ses protestations, l'enquêteur répond : "Faites des aveux et je vous enverrai dix spécialistes." Elle refuse. Ses jambes gonflent, elle ne peut plus se chausser. Elle traite son enquêteur de "fasciste, garde blanc, espion" et lui jette son presse-papier à la figure. L'enquêteur la menace de la faire fusiller ; ces menaces, dit-elle, ne font que "ressusciter

ter avec force ma vieille psychologie, comme si trente et un ans ne m'avaient pas séparée de cette époque" où elle avait été condamnée à mort pour un attentat contre un haut dignitaire tsariste. Un communiste emprisonné dans la prison d'Oufa comme elle, Asnabaiev, raconte : « D'après les bruits qui courraient dans la prison à la vitesse de l'éclair (...), ils se comportaient de façon cruelle et cynique avec Spiridonova. Mais elle se comportait avec une grande fermeté et il paraît qu'elle répondit à un des enquêteurs : "Blanc-bec ! J'étais déjà dans la révolution alors que tu venais à peine de naître." »)

Le jour qui suivit mon arrestation, l'ancien procureur adjoint de Bachkirie, Loupekine, me déclara : "Il nous faut écraser moralement Spiridonova, la mettre à genoux, la forcer à nous supplier, à nous demander pardon, à ramper, oui à ramper à nos pieds, à en finir avec elle à tous jamais." Je répondis : "Vous pouvez me tuer, vous en avez tous les moyens et tous les droits, mais je mourrai debout." Le vice-commissaire du peuple de Bachkirie, Karpovitch, m'a dit cela encore plus précisément, et Mikhaïlov (l'enquêteur) n'a cessé de me le répéter : "Il faut vous enlever votre pantalon et vous fouetter, et dans les encyclopédies, les aide-mémoire, les livres d'histoire, nous effacerons votre nom, ou nous ajouterons : fusillée pour contre-révolution. Le pouvoir soviétique vous extraira vos aveux, vous les fera dégorger, vous les fera cracher." Qu'il est douloureux d'entendre de pareilles déclarations au nom du pouvoir soviétique.

En prenant la plume maintenant, je ne voudrais pas que l'on voie dans ce que j'écris le désir de me protéger et d'éviter la hache. Je perçois trop bien toute la force de cette hache et sa destination pour tenter de m'en protéger. Le romantisme indestructible de mon attitude vis-à-vis du pouvoir soviétique, de son idée, de ce qu'il doit être, la confiance à l'égard des vieux cadres du bolchevisme, qui connaissent la même chose que moi et que ne connaissent plus ou pas encore les nouveaux cadres, tout cela me pousse à faire une nouvelle tentative.

(Elle explique longuement l'existence des Socialistes-Révolutionnaires de gauche à partir de leur envoi en exil et souligne que la correspondance qu'ils maintenaient entre eux à son initiative à elle, et qui lui est aujourd'hui reprochée comme le signe d'un complot organisé, avait surtout comme but de se soutenir et de s'entraider moralement et matériellement.)

Il est impossible, dit-elle, de qualifier cela de liens organisationnels et de définir le soutien personnel comme un soutien organisationnel : nous le maintenions comme dans les débris d'une secte ou chez les Juifs de la zone de résidence (1), dans l'ancien temps, où l'assistance mutuelle est une tradition immuable dans toutes les circonstances.

Nous avons ensemble passé par beaucoup d'épreuves, nous avons subi beaucoup de privations, beaucoup souffert, et nous nous trouvions tous dans la situation de bannis dans notre propre pays, rejetés à l'écart du régime commun et de la vie commune. C'était cela qui nous liait et nous créait des obligations mutuelles, pas un programme et une tactique communs, car il aurait fallu les réélaborer à nouveau et les reformuler, mais un passé commun, une lutte et une existence passée communes, des relations, une fraternité passées. Pour moi, le mot camarade est le plus sacré des mots.

(Elle indique ensuite que cette correspondance, qui s'est surtout développée quand elle a été soignée en sanatorium en Crimée, en 1930, pour sa tuberculose, s'est ensuite réduite d'année en année.)

Les débris, conformément à l'impitoyable loi du temps, se dispersaient en poussière (...). Il faut avouer que, factuellement, la correspondance entre membres de notre parti a pris fin en 1936, elle s'est autoliquidée de façon naturelle.

(Elle aborde ensuite l'une des accusations principales portées contre elle et

(1) Sous le tsarisme, les Juifs n'avaient le droit de vivre que dans les territoires de l'Ukraine, de la Biélorussie, de la Pologne russe et de la Lituanie, dits zones de résidence (NDR).

ses trois camarades de prison à Oufa [Kachovskaia, Izmailovitch et Maiorov, son mari], à savoir que "ce quatuor formait un point de rassemblement pour les débris du parti des S-R de gauche, qui se coagulaient autour de nous à Oufa". Bref, elle devait avouer qu'elle voulait constituer un complot de S-R de gauche. Mais, souligne-t-elle, pourquoi envoyait-on systématiquement les S-R de gauche exilés à Oufa ? Elle s'est rendue, dit-elle, au siège du Guépéou à Oufa et a demandé une explication de cet étrange concentration. "Le Guépéou m'a répondu : ce n'est pas nous qui en sommes responsables, c'est Moscou."

Mikhailov me criait dessus en cognant sur le mur et sur la table : "Ce n'est pas possible, vous ne voulez pas comprendre, vous, une femme intelligente, ce qu'il faut que vous fassiez, vous êtes stupide comme un arbre, vous ne comprenez pas, est-ce que vous ne comprenez pas ? — Non, je ne comprends pas et je ne veux pas comprendre. — Alors, je vous fiche sur le dos sabotage dans la banque et espionnage pour le compte des Allemands. Choisissez. Ou vous avouez que vous avez organisé des attentats au plan national et local, etc., etc., ou bien j'ajoute à cette accusation sabotage dans la banque et espionnage au profit de la Gestapo avec l'aide de l'Allemand Todtengloupt." J'ai refusé de choisir.

(Elle raconte ensuite la manière dont l'enquêteur Karpovitch s'est vanté d'avoir fait craquer son mari Maiorov : il l'a menacé, s'il n'avouait pas, d'envoyer en camp de concentration pour cinq ans son père, âgé de 80 ans et cul-de-jatte, et son fils Leva, âgé de 18 ans. Il la menace elle aussi d'arrêter ce dernier, malgré les aveux de Maiorov, si elle n'avoue pas en plus. Maiorov a donc avoué que les S-R de gauche avaient formé en 1929 un "Centre pansoviétique", avec comme objectif d'abattre Staline et quelques autres. Maria Spiridonova revient ensuite brièvement sur l'histoire récente des S-R de gauche.)

(En exil), nous étions complètement coupés de la vie, collés que nous étions comme des limaçons à une seule ville et

soumis au régime de la surveillance constante. Nous ne connaissions pas du tout la campagne. Or notre appui était dans les campagnes, toute notre lutte contre les communistes découlait de la campagne et reflétait les erreurs et les échecs des humeurs de la campagne.

Lorsque le parti a été écrasé et mis complètement hors jeu (nous étions tous en prison) et que nous avons cessé d'être les condensateurs des humeurs de la campagne, notre fonction dirigeante et notre activité ont cessé.

Notre existence nous apparaissait impensable en dehors du travail avec les masses et pour elles, en dehors du lien avec les masses, et nous nous sommes liquéfiés. Lors du congrès de notre parti, en avril 1918, nous avons enregistré, après un calcul superficiel, 73 000 membres, mais en réalité nous étions plus, et maintenant nous sommes peut-être cinquante individus.

Une partie énorme du parti (les paysans, les ouvriers, les soldats) sont passés aux bolcheviks juste après notre rupture avec ces derniers, une petite partie s'est séparée de nous et s'est liquéfiée sans aller nulle part (voilà pourquoi je ne veux pas que vous publiiez mon nom comme celui d'une terroriste d'envergure nationale !) et quelques petits débris quittant les prisons et leurs lieux d'exil se sont résorbés dans la citoyenneté soviétique, en subsistant à quelques dizaines d'individus jusqu'en 1932 comme des raretés de musée, parmi lesquels quelques représentants du milieu étudiant à dater de 1924.

Mais il n'y a eu entre nous aucune concertation sur les questions de programme et de tactique. Or, pendant ce temps, les conditions historiques ont tellement changé qu'une réévaluation des valeurs était impérativement nécessaire. Rien de tout cela ne s'est fait, et sans cela il n'était pas et il n'est pas question d'une quelconque reconstitution du parti et d'un quelconque travail d'organisation (...). La condition fondamentale de l'existence d'un quelconque parti ou groupe et de son travail, c'est le lien avec les masses. Ce lien n'existe plus chez les débris du parti des Socialistes-Révolutionnaires de

gauche depuis 1922. Je considère le parti Socialiste-Révolutionnaire de gauche comme moribond depuis 1922. En 1923-1924, il a agonisé (...).

Dans le moment historique actuel, en cas d'attaque des impérialistes fascistes

contre l'Union soviétique, les Socialistes-Révolutionnaires de gauche ont une position : stricte défense de l'Union soviétique. Vu cette position, aucune lutte contre l'Union soviétique ne doit être organisée et aucune n'a été organisée.



Maria Spiridonova, debout derrière trois autres socialistes-révolutionnaires de gauche (Maïorov, Izmailovitch, Kachovskaïa).

**L'écrivain
Mikhaïl Choukhov
et la collectivisation
stalinienne**

Au cours de l'année 1933, Mikhaïl Choukhov, auteur de *Don paisible*, a alerté plusieurs fois Staline sur la manière barbare dont l'appareil du parti du district de Vechensk, où il vivait, organisait la collecte du blé auprès des kolkhoziens et sur les conséquences dramatiques de ces mesures. La véritable guerre engagée contre les paysans-kolkhoziens est liée à deux aspects : le comité central — c'est-à-dire Staline — fixe des quotas de livraisons obligatoires de blé, qui ne laissent pratiquement rien aux paysans pour se nourrir l'hiver et pour préparer les semences de printemps. Staline justifie l'ampleur du prélèvement effectué par la nécessité de nourrir les ouvriers des villes et les soldats de l'Armée rouge.

Il omet un aspect essentiel : le blé rassemblé est, entre autres, destiné à l'exportation, afin d'acquiescer les devises nécessaires pour acheter à l'étranger un coûteux matériel industriel, par ailleurs souvent très mal utilisé ensuite. Staline reprend ici sans le citer l'adage du ministre des Finances du tsar Alexandre III, Ivan Vichnegradski, qui, en pleine famine de 1891, déclarait : *"Nous mourrons de faim, mais nous exporterons."*

Pour survivre et garder des semences, les kolkhoziens volaient des épis de blé pendant la moisson et les cachaient dans des fosses. Le 7 août 1932, Staline avait promulgué une loi dite par les paysans *"loi des cinq épis"*, qui permettait de condamner à mort — ou, en cas de circonstances atténuantes, à un minimum de dix ans de prison ou de camp — tout individu convaincu de vol de la propriété coopérative ou kolkhozienne, assimilée par cette loi à la propriété d'Etat. L'appareil du parti lançait des commandos dits d'agitation, qui tentaient par tous les moyens de localiser ces fosses.

Le 4 avril 1933, Choukhov adresse à Staline une lettre extrêmement longue, suivie d'une seconde le 16 avril, puis d'une réponse de Staline le 6 mai 1933. Ces lettres ont été publiées deux fois en Russie : une première fois dans la revue *Voprossy Istorii*, n° 3, pp. 3 à 25, 1994, et la seconde fois dans un petit volume intitulé *L'Ecrivain et le Guide*, publié en 1996 par les éditions Raritet, de Moscou.

La lettre de Cholokhov du 4 avril 1933

CAM. Staline, le district de Vechensk, tout comme de nombreux autres districts du territoire du Caucase du Nord, n'a pas rempli le plan de collecte de blé et n'a pas stocké de semences. Dans ce district comme dans les autres, aujourd'hui, les kolkhoziens et les propriétaires individuels meurent de faim ; les adultes et les enfants gonflent et se nourrissent d'aliments indignes d'un être humain, de charogne, d'écorce de chêne et d'herbes des marais. En un mot, le district ne se distingue en rien des autres districts de notre pays. Mais les raisons pour lesquelles 99 % de la population travailleuse subissent une telle calamité sont un peu différentes, par exemple, de celles du Kouban.

(Cholokhov rappelle ensuite qu'en 1931, les kolkhozes du district de Vechensk avaient réalisé complètement le plan de collecte de blé de 21 000 tonnes, ainsi que le plan d'ensemencement, et livré aux kolkhoziens un peu plus de 7 000 tonnes de blé. Mais en 1932, la commission a fixé un plan de récolte de 53 000 tonnes absolument irréalisable. Le secrétaire du comité de territoire, Cheboldaev, a qualifié les chiffres inférieurs avancés par les responsables locaux de "koulaks". Finalement, la récolte fut de 31 000 tonnes. Le comité territorial envoya trois représentants, dont le chef, Ovtchinnikov, déclara en caressant la crosse de son revolver : "Il faut prendre le blé à n'importe quel prix. Nous allons tellement pressurer que le sang giclera ! Casser du bois, mais récupérer le blé."

Cet Ovtchinnikov, souligne Cholokhov, savait fort bien que le blé gardé par les kolkhoziens comme celui qu'ils avaient volé dans les champs ne représentait pas la différence entre le blé collecté et le plan. Cholokhov décrit alors les procédés auxquels les représentants du comité territorial du parti ont eu recours : prendre des paysans, leur glisser des crayons entre les doigts et leur briser les articulations, leur passer la corde au cou et aller les plonger de force dans l'eau du Don. Il énumère ensuite seize moyens utilisés pour récupérer 593 tonnes de blé.)

1) Passages à tabac massifs de kolkhoziens et de propriétaires individuels.

2) La mise "en chambre froide" (...). On déshabille le kolkhozien, on le laisse en caleçon et on l'enferme nu-pieds dans un entrepôt ou un hangar. Temps de l'action : janvier-février. Souvent, dans les entrepôts, on enfermait ainsi des brigades entières.

3) Dans le kolkhoze de Vachtchaevsk, on a arrosé les jambes et le bas de la robe des kolkhoziennes, on y a mis le feu, puis on a étouffé les flammes en criant : "Dis-moi où est la fosse (où est caché le blé, NDR) ? Sinon, j'allume à nouveau." Dans ce kolkhoze, on a jeté une femme interrogée dans une fosse, on l'a enterrée à moitié, puis on a continué l'interrogatoire.

4) Au kolkhoze de Napolovsk, le plénipotentiaire du comité de district (...), lors des interrogatoires, contraignait le patient à s'asseoir sur un coin de poêle

chauffé au rouge. La victime criait : "Je ne peux pas m'asseoir, c'est brûlant !" Alors, on versait en dessous de lui de l'eau d'un bol, puis on l'emmenait se "rafraîchir" dans le froid glacial et on l'enfermait dans un entrepôt. Puis on le ramenait de l'entrepôt sur le fourneau pour nouvel interrogatoire (...).

5) (*Cholokhov signale deux modes d'interrogatoire : enfermer hommes et femmes dans une pièce, où on force tout le monde à fumer de la makhorka, gros tabac malodorant ; "forcer les kolkhoziens à boire une énorme quantité d'eau mélangée avec du lard, du blé et de l'essence".*)

6) Au kolkhoze de Lebiajensk, on a collé un paysan interrogé au mur et on lui a tiré près de la tête une décharge de fusil à plombs.

7) Au même endroit : enrouler des kolkhoziens dans une toile d'étau et les piétiner.

8) Dans le kolkhoze d'Arkipov, après un interrogatoire nocturne, on a emmené deux kolkhoziennes (...) à trois kilomètres dans la steppe, on les a complètement déshabillées dans la neige et on leur a donné l'ordre de regagner le village au pas de course.

9) Au kolkhoze de Tchouarine, le secrétaire de la cellule, accompagné de huit soldats démobilisés (...), après un court interrogatoire nocturne, emmenait dans la grange ou sur l'aire un paysan, disposait sa brigade et commandait : "Feu !"

Si le paysan, quoiqu'effrayé par cette mise en scène, n'avouait pas, alors on le passait à tabac, on l'installait sur un traîneau, on l'emmenait dans la steppe en le frappant à coups de crosse pendant le transport et, une fois dans la steppe, on recommençait la mise en scène d'une exécution.

9) (*Cholokhov a encore numéroté par erreur ce point 9) (Un envoyé du comité régional, après avoir demandé aux paysans : "Où as-tu caché le blé ?", obligeait ces derniers à rester la langue pendue pendant un long discours ; un autre les faisait de plus mettre à genoux pendant cette cérémonie.)*

10) Au kolkhoze de Zatonk, un membre de la colonne d'agitation battait les paysans interrogés à coups de plat de sabre. Dans le même kolkhoze, on a maltraité des familles de soldats de l'Armée rouge en défonçant le toit de leur maison, en saccageant les poêles, en obligeant les femmes à coucher avec eux.

11) Au kolkhoze de Solontsev, on a installé le cadavre d'un homme sur la table du local du parti, puis on a interrogé les paysans devant lui en les menaçant de les fusiller.

12) Dans le kolkhoze de Verkhne-Tchirsk, les komsodtchiki (1) ont installé les paysans interrogés pieds nus sur un fourneau brûlant, les ont battus, puis les ont emmenés pieds nus dans le froid glacial.

13) Dans le kolkhoze de Koloudaievsk, on a forcé les kolkhoziens, une fois dévêtus, à courir trois heures durant dans la neige, avant d'emmener ceux qui avaient les pieds gelés à l'hôpital de Baskovsk.

(*Cholokhov cite encore trois cas de mauvais traitements similaires et ajoute : "On pourrait multiplier à l'infini ces exemples. Il ne s'agit pas d'excès isolés, mais de la méthode légitimée à l'échelle de tout le district, d'organisation de la collecte de blé." Il conclut : "Il est impossible de passer sous silence ce qui s'est passé pendant trois mois à Vechensk et à Verkhne-Donskoi. Il n'y a d'espoir qu'en vous."*)

L E 16 avril, Staline accuse réception de la lettre de Cholokhov par un bref télégramme : "J'ai reçu votre lettre le 15. Merci pour vos informations. Nous ferons tout ce qui est nécessaire. Faites connaître l'ampleur de l'aide indispensable. Indiquez un chiffre." Cholokhov répond le jour même par une très longue lettre, suivie de la décision de Staline

(1) Détachements spéciaux de militants du Parti communiste chargés de découvrir les grains dissimulés (NDR).

d'envoyer aux paysans de la région 40 000 pouds (un poud = 16 kilos) de seigle, plus un nouvel envoi de 80 000 pouds, soit au total 120 000 pouds, puis le 6 mai il lui envoie une lettre assez longue, dans laquelle il lui annonce l'envoi de Chkiriatov, membre de la commission centrale de contrôle, qui fera un rapport. Ce rapport confirmera les dires de Cholokhov, après quoi ce dernier sera convoqué avec les responsables du comité régional du parti chez Staline, les 2 et 4 juillet 1933. Puis le bureau politique prendra une résolution (dite du co-

mité central) sur le comité territorial du parti de Vechensk, dénonçant les "excès" dont se sont rendus coupables ces responsables régionaux — légèrement sanctionnés et déplacés —, qui ont ainsi défiguré la juste ligne du comité central.

Ainsi, le chef apparaît comme le recours suprême face aux débordements des cadres du parti. C'est la reprise d'une tradition tsariste : les paysans voyaient dans le tsar (hélas trop loin ! tout comme Dieu était trop haut) le seul recours contre l'arbitraire et les violences des "fonctionnaires".

La lettre de Staline

A PRÈS quoi, le 6 mai, Staline écrit à Cholokhov une lettre politique, qui remet les pendules à l'heure :

“Vos lettres produisent une impression quelque peu unilatérale. Je voudrais vous dire à ce propos quelques mots. Je vous ai remercié pour vos lettres, car elles révèlent la plaie de notre travail du parti et des soviets, elles révèlent que parfois nos militants, en désirant museler l'ennemi, cognent désespérément sur les amis et tombent dans le sadisme. Mais cela ne signifie pas que je suis en tout d'accord avec vous. Vous voyez un seul côté, et vous ne le voyez pas mal. Mais c'est seulement un côté de l'affaire. Pour ne pas se tromper en politique (et vos lettres ne sont pas de la littérature, elles sont de la pure politique), il faut avoir une vue globale ; il faut savoir voir aussi l'autre côté. Et l'autre côté consiste en ce

que les respectés cultivateurs de votre district (et pas seulement de votre district) ont fait une grève à l'italienne (du sabotage !) et n'étaient pas loin de laisser les ouvriers, l'Armée rouge, sans pain. Le fait que le sabotage était tranquille et extérieurement inoffensif (sans effusion de sang) ne change pas le fait que les respectés laboureurs, fondamentalement, menaient une guerre “tranquille” contre le pouvoir soviétique. Une guerre à l'usure, camarade Cholokhov.

Bien entendu, cette circonstance ne peut en rien justifier les abominations qui ont été commises, comme vous l'assurez, par nos militants. Et les responsables de ces horreurs doivent en subir le juste châtement. Mais il est aussi clair comme le jour que les respectables laboureurs ne sont pas des gens aussi inoffensifs qu'il pourrait le sembler de loin” (*Voprossy Istorii*, pp. 7, 15, 16 et 22).



**“Reprendre
conscience”
(la renaissance
du mouvement ouvrier
en Russie)**

(Alexandre Zolotov)



Moscou après les combats d'Octobre 1917.

“Quand ces militants formeront le parti...”

LA Russie vit des jours difficiles. La production sociale s’effondre, l’éducation nationale, la santé, la science et la culture sont en train d’être démantelées. Les ouvriers et les paysans, le sel de la terre russe, sont dans la misère et la grande masse des intellectuels partage leur sort. A côté de cette détresse populaire, la réussite de ceux qui se sont enrichis sur le pillage du pays fait figure de barbarie. Pourtant, dans ces jours sombres, transparaît un rayon de lumière prometteur : le nouvel essor du mouvement ouvrier russe a commencé.

Une première vague d’initiatives ouvrières sur le plan politique et social, ce qui autorise à parler aujourd’hui d’un mouvement ouvrier en Russie, est survenue à la fin des années 1980. A cette époque-là, en été 1989, des dizaines de milliers de mineurs se sont mis en grève, indignés de gagner par leur travail pénible et dangereux beaucoup moins que les nouveaux capitalistes déguisés en “coopérateurs”. Il s’agissait alors d’un mouvement de protestation des ouvriers contre l’instauration du capitalisme dans le pays, mise en œuvre par le PCUS sous l’égide Gorbatchev.

Les mineurs ont alors créé, de leur propre initiative, un système de comités ouvriers. Les délégués des comités ouvriers étaient élus directement dans les collectifs de travail. Renaissait ainsi le principe de formation des organes du pouvoir, qui avaient servi à la classe ouvrière pour créer les conseils en 1905 et 1917. A la fin des années 1930, c’est le rejet du principe des élections des délégués par branche au profit d’élections

par région qui avait permis la dégénérescence du pouvoir ouvrier en pouvoir anti-ouvrier.

Malheureusement, le PCUS, démoralisé par l’anticommunisme de son secrétaire général, ne sut pas soutenir l’initiative des mineurs, qui cherchaient à rénover le système du pouvoir d’Etat sur la base des collectifs de travail. Il laissa passer sa chance de redevenir le parti de la classe ouvrière. Et les organisations politiques comme le Front uni des travailleurs et le Mouvement d’initiative communiste, qui se prononçaient pour la renaissance du Pouvoir soviétique (1) par les collectifs de travail, n’avaient pas de liens solides avec les ouvriers.

Les mineurs se sont retrouvés devant un choix difficile : ou bien soutenir le PCUS, qui n’avait pas su se désolidariser de la politique antidémocratique de Gorbatchev et qui en fait s’en était fait l’intermédiaire, ou bien s’associer aux opposants internes du parti communiste, qui promettaient un paradis capitaliste dont les Soviétiques ne savaient rien. Le choix s’est fait à l’avantage des seconds. Qu’après août 1991, ce choix se soit soldé par une attaque encore plus massive contre les intérêts des travailleurs, ce n’était pas la faute des mineurs, mais ce fut leur malheur. Et les désillusions ont fait retomber leur combativité, mais ils ont conservé aussi bien leurs organisations syndicales puissantes que leurs comités ouvriers.

(1) L’expression russe signifie aussi “le pouvoir des conseils (soviets)”. Cependant, l’auteur met une majuscule, ce qui identifie le pouvoir des conseils au “Pouvoir soviétique” et lui redonne sa signification d’origine (Note du traducteur).

Inspirés par l'exemple des mineurs, des ouvriers de Russie ont repris l'initiative et le combat pour un pouvoir fondé sur les collectifs de travail. Ils étaient encore très peu nombreux en 1991-1993. Ils se regroupaient dans les conseils ouvriers de ville et discutaient dans leurs entreprises. Et il y aura plusieurs événements marquants dans le mouvement ouvrier de cette période, comme lorsque le conseil des ouvriers de Moscou ferma pour une journée le fonds Gorbatchev, lorsque le conseil des ouvriers de Leningrad refusa l'accès à Smolny de l'administration de Sobtchak pour protester contre la tentative d'en chasser la rédaction du journal d'opposition *Narodnaïa Pravda*, ou lorsque les membres du conseil de Nijni-Novgorod organisèrent des réunions dans les ateliers de l'usine Krasnoïé Sormovo et qu'ils votèrent contre la privatisation. Les congrès des conseils ouvriers de Russie, qui ont eu lieu à Nijni-Novgorod, ont également eu des répercussions importantes sur le plan social et ont inquiété les autorités. Cette étape de la lutte aboutira en septembre-octobre 1993 à la participation de centaines d'ouvriers de tous les coins de Russie à la défense du Soviet suprême.

La défaite subie alors a montré aux ouvriers politisés qu'ils devaient recentrer leur combat sur les collectifs ouvriers, sur la défense des intérêts des travailleurs, et que c'est seulement par cette voie qu'on pourra rétablir le Pouvoir soviétique. Les ouvriers communistes ont commencé à acquérir une expérience de l'organisation des grèves. Et un an plus tard, un grand nombre d'usines du pays, et en particulier les usines mécaniques de Nijni-Novgorod et Elektromach, étaient en grève pour le paiement des arriérés de salaires. Des milliers d'ouvriers ont cessé d'attendre que tout leur tombe du ciel et se sont engagés sur la voie de la lutte pour leurs droits et leurs intérêts.

En même temps qu'ils sont devenus plus combatifs, ils sont devenus plus organisés. Les syndicats se sont ranimés après une période de désarroi, de nouveaux se sont créés, comme Zachtchita (Défense). Dans certaines entreprises, les comités de grève se sont transformés en comités ouvriers permanents, prêts à de-

venir des organes d'autogestion et ultérieurement des cellules du Pouvoir soviétique. Les représentants des organisations ouvrières en lutte se sont unis en 1994 dans le Comité russe des ouvriers, avec un local central à Nijni-Novgorod.

Le développement des grèves a été entravé par un préjugé très répandu : *"Pourquoi faire grève alors que déjà les ouvriers n'ont rien à faire ?"* Il faudra l'expérience amère de la mort douce de dizaines et de centaines d'usines pour venir à bout de cet argument et montrer clairement la différence entre la présence sur le lieu de travail sans travail, qui démoralise les travailleurs et permet à l'administration de dilapider les moyens de production en vendant les équipements, et la cessation du travail à l'initiative des ouvriers eux-mêmes, qui défendent leur dignité humaine, obligent la direction à rendre compte de ses activités financières, incitent la direction à se remuer pour trouver des commandes et sauvent ainsi leur entreprise de la faillite.

A partir de 1997, c'est la Fédération des syndicats indépendants de Russie qui s'est chargée de l'organisation des grèves à l'échelle de tout le pays. Des millions de personnes ont participé aux actions revendicatives. Mais ces actions de masse n'ont pas relégué au second plan les grèves des mineurs, de longue durée, sans compromis, orientées sur la résolution des problèmes politiques. Tout cela autorise à parler de la montée d'une seconde vague du mouvement ouvrier en Russie.

Qu'est-ce qui la caractérise ? D'abord, le mouvement de grève actuel est beaucoup plus étendu qu'à la fin des années 1980. Il va au-delà des régions minières et s'étend pratiquement à toutes les régions du pays et à toutes les branches de l'économie. Ensuite, l'état d'esprit politique des grévistes est dépourvu de l'anticommunisme engendré chez beaucoup d'ouvriers par le déclin de la perestroïka de Gorbatchev. Cela crée les conditions d'une prise de conscience par la classe ouvrière de ses intérêts fondamentaux, qui sont liés à la formation d'un pouvoir d'Etat par les collectifs de travail eux-mêmes.

C'est vrai, il y a encore beaucoup à faire pour assurer le succès. Dans les revendications politiques des grévistes, l'expression "A bas... !" l'emporte nettement sur "On exige... !" De plus, les protestations s'adressent à des personnalités isolées, alors que leur remplacement dans le système existant ne changerait rien à une politique économique et sociale destructrice.

Pour surmonter ces faiblesses, la classe ouvrière a un besoin vital d'avoir son propre parti, avec des membres qui ne se contentent pas d'écrire des résolutions et de participer aux réunions du parti, mais se concentrent sur le travail

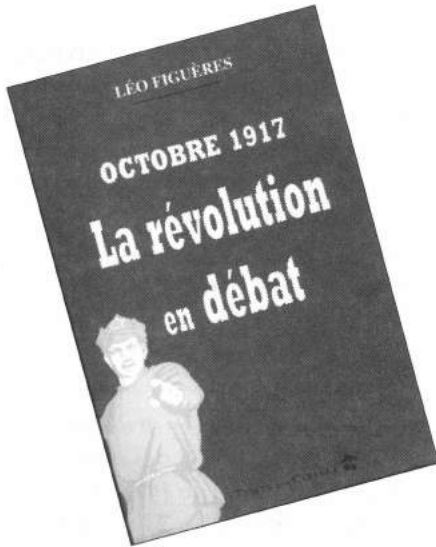
dans les collectifs. Les militants ouvriers qui élaborent et signent des conventions collectives, qui organisent des grèves et créent des organes d'autogestion ouvrière jouissent d'une autorité croissante parmi les travailleurs.

Quand ces militants formeront le parti, quand ils constitueront avec leurs camarades l'ossature des bureaux syndicaux et des comités, alors le mouvement ouvrier deviendra invincible.

Alexandre Zolotov,
Comité russe des ouvriers,
Nijegorodskaja Pravda ("La Pravda de Nijni-Novgorod"), 27 août 1998



Mineurs en grève bloquant le Transsibérien pendant l'été 1998, pour exiger le paiement de leurs salaires impayés depuis de longs mois.



Nous publions ci-dessous un extrait du livre de Léo Figuères, *La Révolution en débat*, publié au Temps des Cerises en 1998, revenant sur les enjeux de la discussion de 1923 dans le Parti bolchevique et sur l'analyse qu'il en donnait, en 1969, dans son ouvrage *Le Trotskisme, cet antiléninisme*.

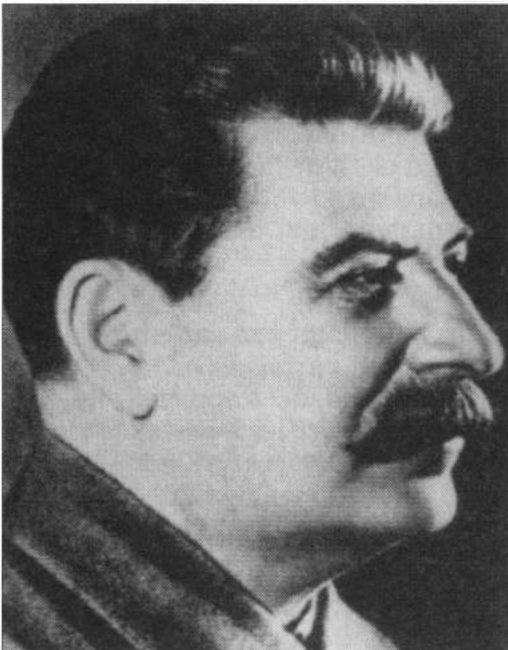
AU sujet de Trotski et du trotskisme, il a été demandé à l'auteur s'il avait changé d'opinion par rapport à son ouvrage *Le Trotskisme, cet antiléninisme* (Editions sociales, Paris, 1969). Bien sûr que oui. Ce travail fut écrit dans les mois qui suivirent mai 1968 et en pleine polémique entre le PCF et ce qu'on appelait alors le "gauchisme", dont sa variété trotskiste. C'était, notons-le, le premier ouvrage dans lequel un communiste français faisait une analyse politique du trotskisme vu comme un courant du mouvement populaire et non plus comme une "agence de l'impérialisme", comme on l'avait fait de façon caricaturale dans la période antérieure. Le rappel historique des divergences entre Lénine et Trotski, de 1903 à 1917, était fondé, de même que l'analyse des différends entre les deux dirigeants au sein du PCR après la révolution.

L'analyse péchait, en ce qui concerne les positions de Trotski entre 1923 et 1929, parce qu'elle n'évaluait pas ce qu'il y avait de fondé dans sa critique à l'égard de la bureaucratie dans le parti et l'Etat, le danger que présentait l'interdiction de toute tendance critique au sein du parti conduisant à ce que les pouvoirs se concentrent dans les mains de quelques hommes, détenteurs de la vérité, pour aboutir à la domination d'un seul, le péril de l'abandon de la perspective internationale au profit du repli sur la seule expérience soviétique.

Trotski, à la place de Staline, aurait-il évité les maux dont la racine profonde se trouvait dans une certaine conception de l'Etat et du parti qu'il a longtemps partagée ? Nul ne peut l'affirmer. On sait seulement que, malgré une culture étendue et une intelligence politique vive, Trotski eut des difficultés à travailler collectivement avec d'autres. Au surplus, ses prises de position politiques furent souvent empreintes de dogmatisme, il avait tendance à ramener toutes les situations à l'expérience de 1917, et souvent pleines de contradictions. C'est ainsi qu'il fut violemment hostile à la tactique des larges fronts antifascistes lancée par le Komintern, en 1934-1935, et, en particulier, au Front populaire français, alors même que, quelque temps auparavant, il avait condamné le sectarisme des PC envers la social-démocratie.

Il n'en reste pas moins que nombre d'analyses de Trotski sur la situation soviétique étaient fondées, comme le développement de la situation de l'URSS et son implosion finale l'ont vérifié. Quelles que soient les réserves qu'on puisse continuer de faire sur sa personnalité et, à plus forte raison, sur les positions de ses épigones, on ne saurait l'ignorer » (page 106).

**L'appel
du comité central
du Parti communiste
italien
aux fascistes
(1^{er} août 1936)**



Le 4 mars 1933, cinq semaines après l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir, les *Izvestia* publient un article affirmant que l'URSS est le seul pays au monde à ne pas éprouver d'hostilité à l'égard de l'Allemagne, "*et cela indépendamment de la forme et de la composition du gouvernement du Reich*". L'ouverture en direction de Hitler était nette. Au même moment, Staline confie à Radek le soin de maintenir des contacts étroits avec le conseiller de l'ambassade allemande, Hilger, et avec l'ambassadeur allemand lui-même, Broskdorf-Rantsau. Tout au long des années 1935-1936, le conseil de l'ambassade soviétique à Berlin, Bessonov, relayé à partir de 1937 par l'attaché commercial David Kandelaki, mène des tractations discrètes avec les autorités nazies.

Ces négociations en coulisse laissent des traces publiques. En 1935, sort à Moscou et à Paris une biographie officielle de Staline, sous-titrée "*Un monde nouveau vu à travers un homme*". L'auteur officiel en est Henri Barbusse, membre du Parti communiste français, qui a travaillé sous le contrôle étroit d'un agent du NKVD, Alfred Kurella, chargé de vérifier la conformité absolue de l'ouvrage avec les exigences du Kremlin. Rien n'y est donc laissé au hasard. Cette hagiographie contient un signal politique très net, qui a été ignoré au moins par les amis de l'URSS en tout genre : une formulation antisémite jointe à un jugement positif sur le programme nazi :

"Hitler, écrit Barbusse, n'est lui aussi que le haut-parleur et l'agent du capitalisme, tout détrousseur de juifs qu'il soit. Maintenant qu'il s'est fait sacrer super-empereur, sa politique consiste à renier le programme national-socialiste qui l'a haussé au trône. Pour ne pas déplaire à la puissante Reichswehr, il élimine de ce programme tout ce qui, par la suite d'un calembour (le mot socialiste), y avait pu donner le change et apparaître comme démocratique à une Allemagne retombée en enfance" (p. 296).

Le programme national-socialiste était donc un bon programme, au moins dans les mots... Il ne s'agit pas là d'une maladresse de plume de l'auteur du *Feu* ou de son conseiller politique. Un an plus tard, par Togliatti interposé, Staline reprend ce fil de façon beaucoup plus développée avec Mussolini, en insistant sur la valeur du programme fasciste de 1919, en proposant de former un Front populaire pour l'appliquer et en dénonçant la division entre fascistes et antifascistes en Espagne et en Italie.

Le contenu de l'appel souligne qu'il ne s'agit pas seulement d'une manœuvre diplomatique : même s'ils se trouvent parfois des deux côtés de la barricade sur le plan militaire, comme en Espagne, l'appareil stalinien est prêt à faire alliance avec l'appareil fasciste contre les masses ouvrières. L'alliance répétée avec les nazis contre la social-démocratie allemande à la fin des années 1920 et au début des années 1930, qui a engendré la division systématique de la classe ouvrière, est ici poussée à son terme.

Front populaire pour réaliser le programme fasciste de 1919

Ce texte — dont le titre ci-dessus, qui en reflète exactement le contenu, est donné par les Cahiers du mouvement ouvrier — a été rédigé par Togliatti, et publié dans le n° 8 de Stato Operaio, en août 1936

ATOUT le peuple italien ! Aux ouvriers et aux paysans ! Aux soldats, aux marins, aux aviateurs, aux miliciens ! Aux anciens combattants et aux volontaires de la guerre d'Abyssinie ! Aux artisans, aux petits industriels, aux petits commerçants ! Aux employés et aux techniciens ! Aux intellectuels ! Aux jeunes ! Aux femmes !

Italiens !

Vous avez salué avec joie l'annonce de la fin de la guerre d'Afrique, car, dans vos cœurs, il y a l'espoir de voir enfin s'améliorer vos pénibles conditions d'existence.

On nous a répété que les sacrifices de la guerre étaient nécessaires pour assurer le bien-être du peuple italien, pour garantir le pain et le travail à tous nos ouvriers, pour réaliser — comme l'a dit Mussolini — *“cette haute justice sociale, qui, depuis toujours, est l'aspiration des multitudes en lutte âpre et quotidienne pour leurs plus élémentaires conditions d'existence”*, pour donner la terre à nos paysans, pour créer les conditions de la paix.

De nombreux mois se sont écoulés depuis la fin de la guerre d'Afrique, et aucune des promesses qui nous furent faites n'a été tenue. Au contraire, les conditions de vie des masses ont empiré avec la fin de la guerre d'Afrique, alors

que s'accroît de jour en jour la menace d'une guerre plus grande, d'une guerre mondiale.

Pourquoi les promesses faites au peuple n'ont-elles pas été tenues ? Pourquoi notre peuple ne parvient-il pas à se reprendre et se trouve jeté dans des guerres à répétition, qui devraient le sortir de la misère, et aggravent toujours plus, au contraire, sa misère ?

Italiens !

La cause de nos maux et de nos misères réside dans le fait que l'Italie est dominée par une poignée de grands capitalistes, qui parasitent le travail de la nation, qui n'hésitent pas à affamer le peuple dans le seul but de s'assurer des bénéfices toujours plus élevés et qui poussent le pays vers la guerre pour étendre le champ de leurs spéculations et augmenter leurs profits.

Cette poignée de grands capitalistes parasites ont fait des affaires d'or avec la guerre d'Abyssinie, et ce sont eux qui, aujourd'hui, chassent les ouvriers des usines, qui veulent faire payer au peuple italien les dépenses de la guerre et de la colonisation, et menacent de nous entraîner dans une guerre plus grande encore.

Seule l'union fraternelle du peuple italien, réalisée par la réconciliation entre fascistes et non-fascistes, pourra abattre la puissance des requins dans

notre pays et arracher les promesses faites depuis des années aux masses populaires et jamais tenues.

L'Italie peut donner du pain à tous ses enfants !

Italiens !

(...) La richesse (*de l'Italie*) n'est pas la propriété de ceux qui l'ont créée.

Elle est aux mains de quelques centaines de familles, gros financiers, capitalistes et grands propriétaires fonciers, qui sont les maîtres effectifs de toute la richesse du pays et qui en dominent l'économie.

Cette poignée de possédants sont les responsables de la misère du peuple, de la crise et du chômage. Ils ne se soucient nullement des besoins du peuple, mais seulement de leurs propres profits.

Peu importe à ces gens-là que des millions d'ouvriers de l'industrie et de la terre soient privés de travail, que des milliers et des milliers de jeunes soient réduits à une oisiveté forcée, que la jeunesse sortie des écoles ne trouve pas d'emploi, alors que, si l'on utilisait cette grande force aujourd'hui désœuvrée, on pourrait multiplier les richesses du pays.

Les requins capitalistes affament le peuple, jettent les ouvriers sur le pavé, aggravent l'exploitation de ceux qui travaillent et abaissent les salaires, poussent à la ruine les paysans, les petits industriels, les petits commerçants et les artisans.

Au peuple, qui s'enfoncé dans la misère, on dit qu'il faut faire la guerre et qu'il faut aller se faire tuer pour remplir les coffres-forts.

Les requins ne veulent pas payer les conséquences de la crise qu'ils ont eux-mêmes provoquée : bien au contraire, ils extorquent à toute la nation les milliards qu'il leur faut pour combler le déficit de leurs entreprises !

Les requins imposent au pays une dépense annuelle de six milliards de livres pour la préparation de la guerre.

Et, pour tenir sous le joug le peuple affamé, pour lui imposer les plus durs sacrifices, les requins ont besoin d'un

puissant appareil policier, qui coûte au pays plus d'un milliard par an.

Quarante-trois millions d'Italiens travaillent et peinent pour enrichir une poignée de parasites.

Qui sont les ennemis du peuple ?

Italiens !

Les ennemis de notre peuple, les ennemis de tous les travailleurs manuels et intellectuels, qu'ils soient fascistes ou non fascistes, sont ces brigands qui s'approprient le fruit de notre travail, qui se moquent bien du sort des masses populaires et ne songent qu'à augmenter leurs profits et leurs rentes.

Ennemi du peuple est le comte Volpi, qui a des intérêts dans treize sociétés, avec un capital de 2 milliards de livres (...).

(Suit une longue liste nominale des "ennemis du peuple", avec le nombre de leurs milliards, que nous épargnerons au lecteur, NDT.)

Voilà les grands magnats du capital, qui empêchent l'union de notre peuple, en dressant fascistes et antifascistes les contre les autres, pour nous exploiter tous, en toute liberté.

Ce sont eux, les parasites du travail national et du génie italien, qui ont confisqué la liberté du peuple, qui ont bâillonné les travailleurs, les techniciens, les intellectuels, fascistes et non fascistes, pour mieux les exploiter et les asservir.

Ce sont eux, les grands accapareurs de la richesse du pays, qui ont corrompu notre vie publique et enrichi certains hauts fonctionnaires et hiérarques de l'Etat et du Parti fasciste — hier pauvres, alors qu'ils possèdent aujourd'hui des villas, des automobiles et des capitaux bien placés — pour en faire des serviteurs complaisants.

Ce sont eux, ces brigands qui nous ont conduits à la guerre, parce que la guerre augmente énormément leurs profits et leur offre l'opportunité de nouvelles rapines, de nouvelles et plus grandes accumulations de richesses.

Peuple italien !

Unis-toi pour libérer l'Italie de ces canailles, qui disposent de la vie de quarante-trois millions d'Italiens, qui affament notre pays et le mènent à la ruine, à la guerre permanente ; unis-toi pour faire payer aux requins les dépenses de la guerre et de la colonisation !

Les requins doivent payer !

Le peuple italien a déjà fait trop de sacrifices.

L'argent pour payer les dépenses de la guerre, l'argent pour donner du travail à nos ouvriers et pour améliorer les conditions d'existence du peuple italien, pour poursuivre les grands travaux d'assainissement interrompus, pour cultiver rationnellement les millions d'hectares à l'abandon du fait de l'incurie des latifondiaires — notamment dans le Sud et les îles —, pour construire des égouts, des routes, des hôpitaux, des écoles dans le Sud, des terrains de sport pour notre jeunesse, pour alléger le fardeau des impôts sur les masses populaires, cet argent, ce sont les Volpi, les Donegani, les Pirelli, les Morpurgo, les Ruffo, les Tournon, les Pavoncelli et Compagnie qui doivent le donner.

Peuple italien ! Combattants d'Afrique !

Tandis que nous supportons les nouveaux sacrifices imposés par la guerre, tandis que nos soldats versaient leur sang sur la terre d'Abyssinie, tandis qu'on arrachait à nos femmes leur bague de mariage pour financer la guerre, les capitalistes et les requins faisaient de belles affaires (...).

Les sacrifices pour la guerre, on les a demandés aux ouvriers, aux travailleurs, aux pauvres gens, aux familles des combattants, aux soldats et aux chemises noires : maintenant, c'est au tour des requins de payer !

Mussolini a dit, en 1919, lorsqu'il s'agissait de payer les dépenses de la Grande Guerre :

“Les caisses sont vides. Qui doit donc les remplir ? Certainement pas nous, qui ne possédons ni maisons ni voitures, ni banques ni mines, ni terres ni usines, ni billets de banque. Ceux qui doivent payer sont ceux qui le peuvent. A

l'étape actuelle, ce que nous proposons, c'est l'expropriation fiscale. Ou bien les heureux possédants seront expropriés, ou bien nous dresserons la masse des anciens combattants contre ces obstacles et nous les renverserons. Que ceux qui n'ont pas donné leur sang donnent maintenant leur argent” (Mussolini, *Il Popolo d'Italia*, 10 juin 1919).

Nous étions d'accord avec ces paroles en 1919. Nous le sommes toujours aujourd'hui. Les riches, les capitalistes, les heureux possédants doivent payer.

Que l'on réalise un prélèvement proportionnel et progressif sur tous les patrimoines supérieurs à un million ! (...)

Que l'on confisque tous les bénéfices des sociétés supérieurs à 6 % !

Tous les requins, les Volpi, les Donegani, les Morpurgo, les Pirelli, les Conti et Compagnie, tous ceux qui ont tiré leurs avantages et leurs superbénéfices des sacrifices du peuple et de nos soldats, que tous ceux-là soient contraints de restituer l'argent volé et soient traînés devant les tribunaux, comme ennemis de la nation !

Les promesses doivent être tenues !

On nous a promis le pain : nous voulons que le pain soit garanti à tous !

Peuple italien !

Soldats, chemises noires, anciens combattants et volontaires d'Afrique !

Le comité central du Parti communiste d'Italie, dans l'appel qu'il vous a adressé au mois d'avril dernier, à la veille de la guerre d'Afrique (*“Sauvons notre pays de la catastrophe”*), vous a dit :

“Il n'est pas vrai que la conquête éventuelle de l'Abyssinie puisse résoudre le problème du chômage et améliorer les conditions de vie des travailleurs italiens (...). Même si l'Abyssinie devenait colonie italienne, cela n'apporterait aucun progrès aux travailleurs. Les profits coloniaux iraient aux banques, aux spéculateurs et aux sociétés concessionnaires, tandis que les dépenses de la colonisation entraîneraient des impôts plus élevés pour le peuple travailleur.”

Camarades, frères, amis, les communistes ont eu raison !

Le chômage augmente et de nombreuses usines travaillent à effectifs et à horaires réduits. Et le chômage augmentera encore dans les prochains mois, bien que les sanctions aient été levées, car toutes les ressources du pays sont employées à la préparation d'une nouvelle guerre.

La misère des masses s'aggravera parce que la poignée de parasites qui suce le sang de la nation veut faire payer les dépenses de la guerre et de la colonisation aux pauvres, aux travailleurs, aux paysans, aux petits commerçants, aux employés.

A ce jour, la guerre d'Afrique a coûté presque 20 milliards de livres. L'occupation de l'Abyssinie et la colonisation coûteront encore de nombreux milliards. Le gouvernement augmentera les impôts directs et indirects, recourra à de nouveaux emprunts obligatoires, ratissera tout ce qu'il pourra de l'épargne interne, fera appel au capital étranger, auquel il faudra payer des intérêts élevés.

Le pain et le travail que nous voulons, nous ne l'obtiendrons que si nous nous unissons tous contre les gros capitalistes, qui ont gagné énormément dans cette guerre et qui se préparent à tirer profit de la conquête en en faisant supporter les dépenses aux masses.

On nous a promis la terre : nous voulons notre terre !

Paysans !

La terre que vous voulez, c'est la terre italienne. La moitié de cette terre est entre les mains d'un propriétaire sur cent, tandis que quatre millions d'ouvriers agricoles n'ont pas de terre.

La terre italienne que vous travaillez est aux mains des princes Spada, Doria, Borghese (*etc.*, suivent douze autres noms, NDT) et de toute cette vieille noblesse décrépée qui s'accroche comme une gangrène sur le corps de notre Italie.

Cette terre, la terre de votre pays, la terre que vous cultivez depuis des siècles, cette terre n'est pas à vous.

Pas plus que n'est à vous la terre prise aux Abyssins. De cette terre, se sont appropriés les riches, les capitalistes, les millionnaires.

Si demain, poussés par le désespoir, vous êtes contraints (si on vous y autorise) à émigrer en Abyssinie, vous y serez exploités par les mêmes patrons italiens qui vous exploitent ici, vous y serez traités comme de pauvres nègres, vous donnerez à nouveau votre sang pour enrichir les patrons italiens, vous devrez vous plier à la discipline militaire, à des milliers de kilomètres de votre village, sous un climat qui détruira votre vie.

La terre qu'il vous faut, paysans d'Italie, nos frères d'Italie méridionale et des îles, c'est la terre qui appartient à ces nobles et à ces grands agrariens, lesquels, bien souvent, ne savent même pas où elle se trouve.

Cette terre, vous ne l'obtiendrez que si vous vous unissez et si vous luttez unis avec les ouvriers contre le petit groupe qui domine la nation.

Il n'est pas possible d'attendre plus longtemps !

Chômeurs ! Exigez du travail, ou exigez au moins un subside pendant toute la durée de votre période de chômage, un subside qui vous permette de vivre, avec vos familles, comme des êtres humains.

Ouvriers ! Exigez que l'augmentation de salaires que l'on vous promet soit telle qu'elle vous permette de vivre dignement ; exigez le respect absolu des contrats de travail, la semaine de 40 heures payées 48 heures, laquelle, tout en améliorant vos conditions de vie, relancera le marché intérieur et permettra de remettre au travail une partie des chômeurs.

Paysans ! Exigez une répartition des produits plus favorable au métayer ; faites échec à l'augmentation des fermages et exigez leur diminution ; demandez la liberté de cultiver ce que vous décidez sur la terre que vous travaillez, la liberté de mettre en vente vous-mêmes les produits de votre travail ; demandez

la restauration des petits crédits à taux favorables pour les paysans, exigez la suspension des mises sous séquestre.

Employés ! Exigez l'augmentation de vos salaires, avec priorité pour les salaires les plus bas, qui ne permettent pas de vivre.

Travailleurs, vous tous à qui l'on a promis des logements décents, faites échec tout de suite aux expulsions pour ces retards de loyers qui dérivent des conditions économiques précaires, dont souffrent les travailleurs.

Il faut réaliser rapidement un plan de développement de l'habitat populaire urbain et rural, bénéficiant de l'hygiène et des facilités que permet le progrès de la civilisation.

Ouvriers ! Paysans ! Employés ! Petits industriels, petits commerçants, artisans ! Exigez la réduction des impôts qui vous accablent. Demandez un moratoire pour toutes vos dettes envers le fisc ou envers des créanciers privés.

Demandez un allègement fiscal spécial pour les populations du Sud et des îles, les plus touchées par la crise.

Travailleurs, demandez le droit de contrôler vous-mêmes les prix de gros des denrées alimentaires pour lutter contre la vie chère et rogner les griffes des gros commerçants et des spéculateurs qui affament le peuple (...).

Anciens combattants d'Afrique, exigez le doublement des indemnités de démobilisation et un emploi garanti.

Mutilés, blessés, invalides de la guerre d'Afrique, unissez-vous aux mutilés et invalides de la Grande Guerre pour exiger une pension qui vous permette de vivre dignement. Le peuple tout entier soutiendra votre lutte (...).

Peuple italien ! La guerre a pris fin en Afrique depuis des mois. Mais la démobilisation n'est toujours pas décrétée. Nos soldats et les chemises noires, soumis à de dures épreuves et proie de toutes les maladies, n'ont pas regagné leurs foyers.

Seuls sont rentrés chez eux les "fils à papa" et les grands hiérarques : ceux qui ont fait la guerre avec des discours, les héros à bon marché de l'aviation lancée

contre un adversaire qui en était totalement dépourvu.

Les "fils à papa" et les grands hiérarques reçoivent des médailles et rentrent chez eux : mais personne ne s'inquiète du sort des soldats et des chemises noires.

Exigeons la démobilisation et le retour au pays des soldats et des chemises noires d'Afrique orientale.

Les souffrances en Afrique ne sont pas terminées ; et, en Europe comme dans le reste du monde, s'accumulent les nuages annonciateurs d'une épouvantable tempête.

Les communistes vous ont dit, dans le Manifeste d'avril 1935, que la guerre italo-abyssinienne aurait excité les Etats les plus agressifs, qui veulent résoudre par les armes les graves problèmes de l'heure.

C'est ce qui se passe sous nos yeux.

Hitler et le Japon, qui menacent la paix du monde, se voient encouragés dans leurs intentions criminelles par les succès des forces armées italiennes en Afrique.

Sur le Rhin, comme en Europe centrale et orientale, dans les Balkans et en Asie, les foyers de guerre ont pris feu.

Demain, peut-être à l'improviste, les armes de mort surgiront dans le ciel de nos villes et notre peuple sera décimé : nos femmes et nos enfants trouveront la mort dans des souffrances atroces et des mutilations épouvantables — comme sont morts les femmes et les enfants d'Abyssinie —, et notre Italie deviendra un vaste cimetière

Ce massacre n'est pas inévitable.

Nous pouvons l'éviter à la condition de nous unir pour imposer l'abandon de la politique étrangère actuelle de l'Italie, en faveur d'une politique de paix internationale.

Hitler déclare ouvertement qu'il veut la guerre. Il déchire brutalement les traités et menace de mettre le feu à l'Europe et au monde. Le peuple italien ne veut pas capituler face à la menace hitlérienne. Le peuple italien veut la paix (...).

La politique étrangère actuelle de l'Italie a sacrifié l'indépendance de

l'Autriche aux projets annexionnistes de l'Allemagne, incarnés dans l'accord austro-allemand, et à ouvert à l'hitlérisme la route du Brenner et de Trieste. Cette politique est contraire aux intérêts de notre pays. Ce n'est pas pour ouvrir la voie de l'Adriatique à l'impérialisme allemand que six cent mille soldats italiens sont morts dans la dernière guerre !

Nous voulons que l'Italie exerce toute son influence pour favoriser la réalisation d'un système de pactes d'assistance mutuelle à l'est de l'Europe, et pour y attirer l'Allemagne ; nous voulons que l'Italie stipule un pacte analogue avec l'Union soviétique, le défenseur le plus ardent et obstiné de la paix dans le monde. Nous ne voulons pas nous prêter au jeu de l'impérialisme anglais, représenté par le Parti conservateur de Grande-Bretagne, qui cherche à détourner vers l'est de l'Europe la tempête qui s'annonce. La paix est indivisible, et si elle se brise où que ce soit en Europe, tous les peuples seront précipités dans la guerre (...).

(...) Les communistes font leur le programme fasciste de 1919, qui est un programme de liberté ! (...)

Peuple italien !

Nous, communistes italiens, combattons pour renverser la domination des capitalistes sur notre pays, pour arracher les richesses de notre pays aux capitalistes qui en ont le monopole et pour les restituer au peuple, qui les a produites ; nous combattons pour fonder en Italie un Etat dans lequel tout citoyen aura le droit au travail et pourra recevoir une rémunération selon la quantité et la qualité du travail fourni ; un Etat dans lequel chaque citoyen aura droit aux congés payés, à toutes les assurances sociales, à la retraite, aux frais de l'Etat ; un Etat dans lequel tout citoyen aura droit à l'instruction gratuite, de l'école élémentaire à l'université ; un Etat de travailleurs libres, dans lequel tous les citoyens jouiront de la plus complète liberté politique, liberté de pensée, d'organisation et de presse ; un Etat qui sera aux mains des travailleurs et gouverné par les travailleurs (...).

Nous voulons fonder une Italie forte, libre et heureuse, comme est forte libre et heureuse l'Union soviétique, où, en ce moment même, 170 millions de travailleurs discutent de la nouvelle Constitution, la Charte de la liberté, le statut d'une société de travailleurs libres (...).

Des hommes comme Antonio Gramsci, Umberto Terracini, Mauro Scoccimarro, Girolamo Li Causi, Giovanni Parodi, Battista Santhià, Adele Bei, et des centaines et centaines d'autres, fine fleur de la classe ouvrière et du peuple italien, défenseurs héroïques de la culture italienne et des intérêts de notre pays, qu'ils aiment d'un amour sans égal et auquel ils ont consacré leur vie, n'ont reculé devant aucun danger pour proclamer la nécessité de la réconciliation du peuple italien, pour faire une Italie forte, libre et heureuse.

Mais ce programme ne pourra être réalisé que par la volonté du peuple. Actuellement, le peuple ne voit pas encore la possibilité de lutter pour un tel programme.

Actuellement, le peuple veut résoudre les problèmes les plus urgents, les plus immédiats et les plus angoissants : le pain, le travail, la paix et la liberté pour tous ; et nous sommes, nous, avec le peuple, et nous faisons appel à son union et à sa réconciliation pour la conquête de ces revendications qu'on ne peut renvoyer plus tard.

Le programme fasciste de 1919 n'a pas été réalisé.

Peuple italien !

Fascistes de la vieille garde !

Jeunes fascistes !

Nous, les communistes, nous faisons nôtre le programme fasciste de 1919, qui est un programme de paix, de liberté, de défense des intérêts des travailleurs, et nous vous disons : luttons tous unis pour la réalisation de ce programme.

Le programme fasciste de 1919 disait : salaire minimum garanti aux ouvriers !

Pourquoi le salaire minimum n'est-il pas garanti ? Pourquoi le salaire reste-t-il

soumis à l'arbitraire patronal ? Pourquoi les contrats de travail ne sont-ils pas respectés ? Pourquoi sont-ce les patrons qui commandent en Italie et n'en font qu'à leur tête ? Et quand vous, les fascistes, réclamez le respect des contrats, vous vous trouvez face à un mur, le mur de la puissance des patrons, qui vont même jusqu'à vous menacer.

Lors des deux dernières séances du conseil national de la confédération des syndicats de l'industrie, la majorité des dirigeants syndicaux de province, sous votre pression, s'est prononcée en faveur de l'augmentation des salaires, pour la semaine de 40 heures payées 48. Mais, par les manœuvres, les suspensions et les renvois, les patrons ont pu empêcher qu'il vous soit donné satisfaction.

Dès novembre 1934, le Comité corporatif central votait une motion stipulant que le tarif de tout travail aux pièces devait être négocié entre patrons et ouvriers.

Cette motion n'a jamais été appliquée, et les tarifs du travail aux pièces restent soumis au seul arbitraire des patrons, lesquels réduisent ainsi les salaires, annulant ainsi de fait toute possibilité de faire respecter les contrats qu'ils ont eux-mêmes signés.

Le programme fasciste de 1919 disait : le paysan veut la terre !

Les paysans n'ont pas eu la terre. Et, lorsqu'ils la possèdent, les grands propriétaires et le fisc la leur reprennent par le jeu de contrats léonins ou d'impôts confiscatoires, ou encore par toutes sortes de prélèvements obligatoires, de contrôles ou de cultures forcées.

Le programme fasciste de 1919 disait : nationalisation de toutes les usines d'armement et de munitions !

Mais les grands industriels ont fait approuver un programme d'industrie de guerre qui leur assure des profits juteux, tandis que tous les risques sont supportés par l'Etat (et donc par la nation).

Le programme fasciste de 1919 disait : impôt extraordinaire sur le capi-

tal, à taux progressif, pour parvenir à une expropriation partielle de la richesse.

Mais les grands capitalistes ont défendu bec et ongles leurs coffres-forts, tandis que les petits industriels, les commerçants, les artisans et les paysans sont en train de se ruiner.

Le programme fasciste de 1919 disait : révision de tous les contrats de fourniture d'armements, et confiscation, à hauteur de 85 %, des surprofits de guerre.

Mais, en 1922, les requins firent dissoudre la commission parlementaire d'enquête, tandis que de nouveaux surprofits se sont accumulés entre leur mains pendant la guerre d'Abyssinie.

Le programme fasciste de 1919 disait : suffrage universel au scrutin régional, qui assure la représentation proportionnelle des électeurs et la participation des femmes à la vie politique, comme électrices et comme éligibles.

Bien au contraire, toute liberté politique a été supprimée, la liberté de presse et d'association a été supprimée, tandis que l'Etat corporatiste a garanti à une poignée de parasites le contrôle de toute l'économie du pays.

Toutes les représentations de l'Etat et des communes sont désignées d'en haut. L'infériorité de la femme a été inscrite dans les principes mêmes de l'Etat corporatiste (...).

Fascistes de la vieille garde !

Jeunes fascistes !

Aucune des promesses de 1919 n'a été tenue.

Les syndicats, soustraits à la libre direction des ouvriers, n'ont désormais d'autre fonction que d'interdire aux ouvriers de faire pression sur les patrons pour défendre les droits des travailleurs.

L'Assemblée parlementaire est sous le contrôle des requins et de leurs employés, et aucune voix indépendante ne s'y élève jamais pour la défense des intérêts sacrés du peuple.

Vous rendez hommage à la mémoire de Filippo Corridoni (1). Mais l'idéal pour lequel Corridoni a combattu toute sa vie était la volonté de conquérir pour la classe ouvrière le droit d'être maîtresse de son propre destin. Le syndicalisme de Corridoni était l'expression de la lutte des exploités contre les exploités. Corridoni rêvait de la victoire des exploités, leur affranchissement de l'oppression capitaliste.

Fascistes de la vieille garde !

Jeunes fascistes !

Nous proclamons que nous sommes disposés à combattre à vos côtés, avec tout le peuple italien, pour la réalisation du programme fasciste de 1919, et pour toute revendication qui exprime un intérêt immédiat, particulier ou général, des travailleurs et du peuple italien.

Nous sommes disposés à lutter avec quiconque veut vraiment se battre contre la poignée de parasites qui saignent et oppriment la nation, et contre les hiérarques à leur service.

Pour que notre lutte soit couronnée de succès, nous devons vouloir la **réconciliation du peuple italien**, pour rétablir l'unité de la nation, pour le salut de la nation, pour dépasser la division criminelle créée dans notre peuple par ceux qui avaient intérêt à en briser la fraternité (...).

Donnons-nous la main, fils de la nation italienne ! Donnons-nous la main, fascistes et communistes, catholiques et socialistes, hommes de toutes opinions ! Donnons-nous la main et marchons côte à côte pour arracher le droit d'être les citoyens d'un pays civilisé comme le nôtre.

Nous souffrons des mêmes maux. Nous avons la même ambition : celle de faire une Italie forte, libre et heureuse. Que chaque syndicat, que chaque club sportif d'entreprise (2) devienne le centre de notre unité retrouvée et active, de notre volonté de briser le petit groupe de parasites capitalistes qui nous affament et nous oppriment (...).

Peuple italien !

La lutte à laquelle t'appelle le Parti communiste d'Italie est une lutte possible dans la situation actuelle de notre pays.

Bien souvent, ouvriers et travailleurs se sont retrouvés unis, dans les usines, dans les assemblées syndicales, dans les clubs sportifs d'entreprise, dans les mutuelles, dans les coopératives et dans d'autres associations, pour s'opposer aux attaques patronales contre les salaires, à l'aggravation des conditions de travail, pour défendre les droits de leurs membres, pour révéler les tricheries de certains hiérarques indignes et en demander le remplacement par des gens honnêtes et capables de défendre les intérêts du peuple.

Là où furent convoquées des assemblées ouvrières, il a souvent été possible d'élire aux fonctions de mandataires syndicaux et de responsables locaux des travailleurs conscients des intérêts de leurs camarades et décidés à ne pas se laisser intimider par les menaces des patrons et des hiérarques au service des patrons. Bien souvent, ouvriers et travailleurs unis ont désigné et désignent des commissions composées de camarades, qui vont négocier avec succès avec les syndicats, avec les patrons, avec les autorités, sur toutes les questions qui concernent les différentes catégories de travailleurs. Dans de nombreux cas, et encore récemment, les ouvriers ont suspendu le travail pour protester contre le comportement des patrons, qui ne respectent pas les contrats de travail et qui se rendent coupables de nombre de larcins aux dépens des travailleurs. Dans bien des cas, ils ont obtenu satisfaction (...).

(1) Filippo Corridoni (1887-1915) : syndicaliste-révolutionnaire, dirigeant de la CGIL et interventionniste, il fut tué en 1915 sur le front autrichien. Mussolini en fit un héros, incarnation "prolétarienne" du patriotisme italien (NDR).

(2) Clubs sportifs d'entreprises : traduction imparfaite du "Doplavoro", institution corporatiste mise en place par le fascisme dans les entreprises pour développer la santé physique des travailleurs par le sport. Le "Doplavoro" était regroupé dans l'"Opera Nazionale Doplavoro", organisation corporatiste à l'échelon national (NDR).

Place aux jeunes !

Jeunesse italienne !

L'hymne fasciste dit que "*la jeunesse est le printemps de la beauté*". Mais tu sais qu'il n'y a pas de beauté sans travail, sans une perspective d'avenir, sans loisirs, sans possibilité de développer sa personnalité, sans amour et sans joie. La beauté se trouve dans une vie active et heureuse. Le véritable héroïsme, on le trouve dans la grande émulation pour accroître le bonheur et la culture des peuples.

Tu as droit à la vie, jeunesse d'Italie !

Unis-toi aux adultes, et lutte pour ton droit à la vie, contre ceux qui te privent de travail, qui te contraignent à l'oisiveté forcée et qui veulent t'envoyer au massacre pour s'enrichir sur ta peau.

Place aux jeunes ! Dans les usines, les bureaux, les écoles, partout, place aux jeunes ! Du travail pour tous les jeunes ! A travail égal, salaire égal !

Place aux jeunes ingénieurs et techniciens ! Place aux jeunes médecins ! Place aux jeunes écrivains et artistes !

A bas les cliques qui ferment les portes à la jeunesse !

A toi, travailleur fasciste !

Travailleur fasciste, nous te tendons la main parce que nous voulons construire avec toi l'Italie du travail et de la paix.

Nous te tendons la main parce que nous sommes, comme toi, fils du peuple, parce que nous sommes tes frères, parce que nous avons les mêmes intérêts et les même ennemis.

Nous te tendons la main parce que l'heure que nous vivons est grave, parce que, si nous ne réalisons pas tout de suite l'unité, nous serons tous entraînés dans la ruine, dans la misère la plus noire et dans une guerre terrible.

Nous te tendons la main parce que nous voulons en finir avec la faim et avec l'oppression. L'heure est venue de prendre la matraque contre les capitalistes qui nous ont divisés, pour qu'ils nous restituent ce qu'ils nous ont pris !

Nous te tendons la main parce que nous voulons, comme toi et avec toi,

rendre notre belle Italie forte, libre et heureuse.

A toi, travailleur catholique !

Nous te tendons la main, travailleur catholique, parce que nous voulons, comme toi et avec toi, lutter pour la justice, pour la paix entre les hommes, pour la liberté.

Dans son encyclique *Quadragesimo Anno*, le pape Pie XI s'attaquait vigoureusement à la puissance économique concentrée aux mains d'un petit nombre d'hommes, qui contrôlent le crédit et en usent selon leur bon plaisir, et qui disposent ainsi de la vie des peuples.

Contre cette puissance, et pour l'abattre, nous voulons nous unir à toi.

Les communistes sont tes frères. Ils combattent courageusement contre les responsables de la misère du peuple et contre le fléau de la guerre. Comme les premiers apôtres du christianisme, ils abandonnent tout, et jusqu'à leur propre famille, pour la cause du peuple.

Les communistes respectent et défendent tes opinions religieuses. Ils les défendent contre ce sacrilège quotidien qu'est l'exploitation des patrons, ces patrons qui se disent chrétiens. Ils les défendent contre ceux qui souillent la bannière du Christ dans l'agitation guerrière. Ils les défendent en combattant contre la cause première de la corruption des mœurs, qui est la misère, fille de l'exploitation que subissent les travailleurs de la part des riches et des requins.

Nous te tendons la main, travailleur catholique, parce que nous voulons que tu soies à nos côtés dans la sainte et bonne bataille pour le pain quotidien, pour la paix entre les hommes de bonne volonté, pour la liberté de ceux qui souffrent et qui n'ont d'autre richesse que leurs bras et le noble sentiment de la fraternité.

Les forces de la liberté et de la paix s'organisent dans le monde entier !

Italiens !

Les peuples s'organisent dans le monde pour sauver la paix et passent à

l'attaque contre la puissance de la poignée de parasites qui, dans chaque pays, sont la seule cause de la misère des masses populaires et de la guerre.

Les victoires du Front populaire en Espagne et en France, les victoires que les masses populaires sont en train de remporter dans d'autres pays démontrent que les peuples réagissent contre leurs exploiters, au nom du droit à la vie, au nom de la liberté et de la paix.

En Espagne, la lutte pour la défense de la liberté et la conquête du pain et de la terre a fait couler le sang généreux de milliers de combattants héroïques pour la cause du peuple. Le peuple espagnol n'a pas reculé devant les plus grands sacrifices pour défendre la liberté contre ceux qui voulaient la lui arracher et qui tentaient de le diviser en fascistes et antifascistes pour mieux l'opprimer. Tout le peuple d'Espagne a pris les armes, vieux, jeunes, femmes et enfants, contre les forces iniques de l'oppression politique et de la guerre, pour la liberté.

En France, la victoire du Front populaire a fait reculer les ennemis de la liberté et de la paix, ceux-là mêmes qui exploitent les travailleurs et les réduisent à la misère. Le peuple français uni a défendu la liberté et a arraché d'importantes conquêtes économiques aux grands capitalistes : augmentation des salaires, semaine de 40 heures payées 48, conventions collectives négociées par des syndicats libres, comités d'entreprise élus par tous les travailleurs au suffrage universel et secret. Il va maintenant faire le nécessaire pour améliorer les conditions de vie des paysans, des artisans, des petits commerçants et des petits industriels.

Tout cela a été possible parce que la classe ouvrière d'Espagne et de France s'est unie et parce qu'autour de la classe ouvrière se sont unies toutes les couches de la population laborieuse et les meilleurs éléments des intellectuels, au-delà des différences d'opinions politiques ou religieuses.

Suivons l'exemple de ces peuples frères et, avec eux, nous sauverons l'Italie et de monde de la misère et de la guerre.

Unité !

Travailleurs et intellectuels socialistes, démocrates, libéraux catholiques !

Mettez toutes vos forces dans l'œuvre de réconciliation et d'union du peuple italien, pour la constitution du Front populaire en Italie. Ceux qui dominent actuellement dans notre pays veulent maintenir le peuple italien dans la division entre fascistes et non-fascistes. Levons haut la bannière de l'unité du peuple, pour le pain, le travail, la liberté et la paix.

Peuple italien !

Fais que tous tes enfants se tendent la main, se reconnaissent comme frères et luttent ensemble pour exiger que soient tenues les promesses faites au peuple, pour que les riches et les requins paient les dépenses de la guerre et de la colonisation, pour que soient garantis à tous les ouvriers le pain et le travail, pour que les paysans soient sauvés de la misère, pour l'amélioration immédiate des conditions de vie des ouvriers et des employés, pour un logement digne pour tous les travailleurs, pour la défense et l'avenir de notre jeunesse, pour la paix, pour la liberté.

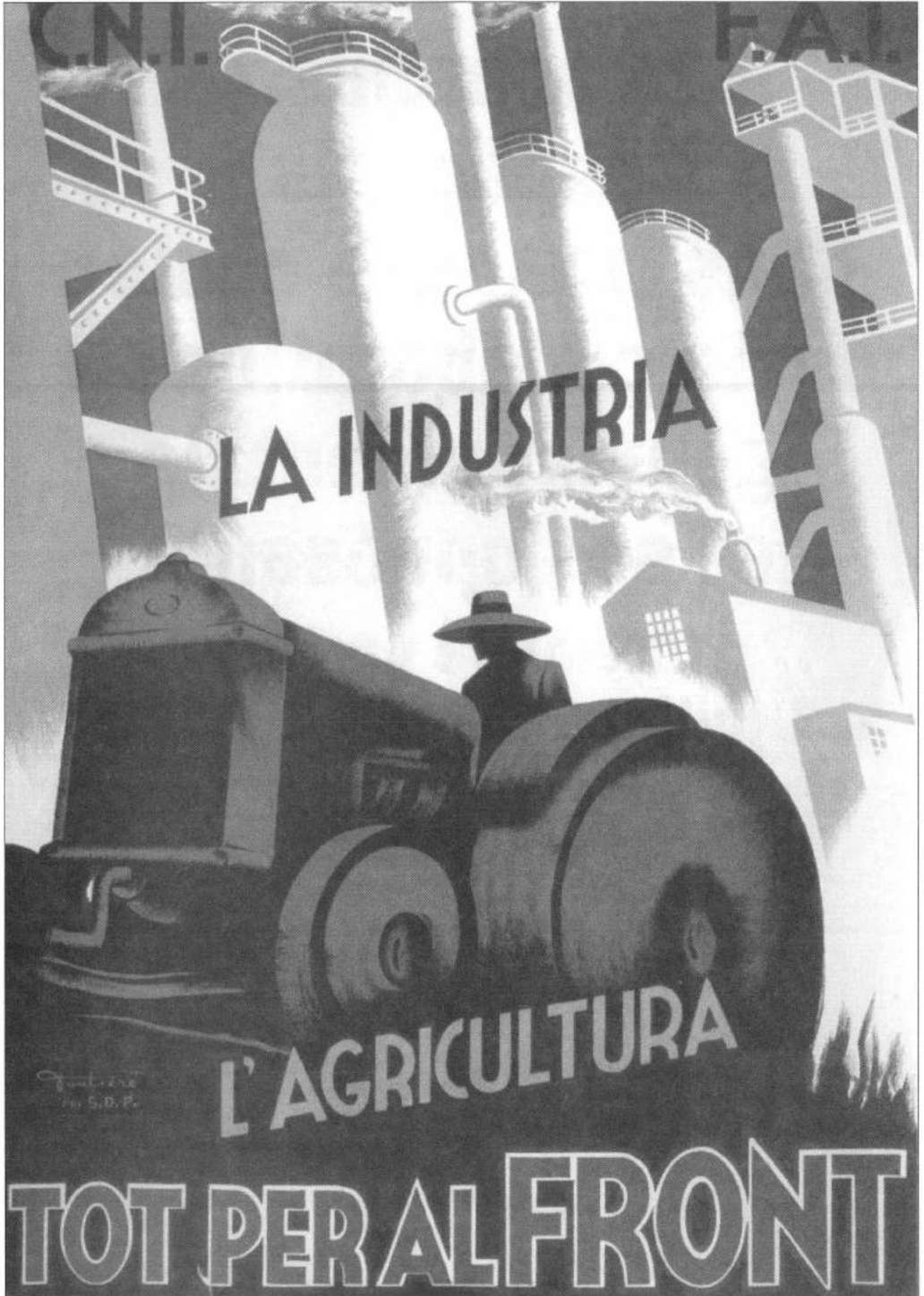
Tel est l'appel que t'adresse le Parti communiste d'Italie, le parti qui lutte pour construire une Italie forte, libre et heureuse.

Août 1936

L'appel est suivi d'une liste de signatures de membres du PC d'Italie résidant à l'étranger (Paris et Moscou). La première signature est celle de Palmiro Togliatti (Ercoli), membre du secrétariat de l'Internationale communiste.

**Les anarchistes
espagnols
dans la guerre civile :
la collaboration
gouvernementale
et ses opposants
(première partie :
juillet 1936-mai 1937)**

(Eleas Garcia)



Affiche de la CNT : *“L’industrie, l’agriculture, tout pour le front.”*

1) La situation du mouvement anarchiste dans la guerre civile : le problème de la participation au pouvoir (1931-1936)

Les anarchistes dans le mouvement ouvrier espagnol

La Confederación Nacional del Trabajo (CNT) était l'organisation syndicale la plus puissante du mouvement ouvrier espagnol, devant sa rivale, l'Unión General de Trabajadores (UGT), contrôlée par le Parti socialiste. En Catalogne, elle était même hégémonique, et la montée des luttes depuis la proclamation de la IIe République en 1931 lui avait plus profité qu'à l'UGT, lui permettant de la supplanter parmi les paysans sans terre et même de faire jeu égal avec elle à Madrid, bastion socialiste.

A l'intérieur de la CNT, on trouvait une autre organisation, la Fédération anarchiste ibérique (FAI), regroupement de plusieurs centaines de groupes anarchistes qui influençaient fortement l'orientation de la centrale syndicale, où l'anarcho-syndicalisme dominait. Mais là où, à la CNT, les adhérents se comptaient en centaines de milliers, pour atteindre un million à la fin de l'hiver 1935-1936, les effectifs de la FAI se comptaient en milliers, et depuis sa fondation en 1927, elle avait regroupé en février 1936 tout juste 5 000 militants dans 496 "groupes d'affinités" (1). La majorité des groupes anarchistes ne faisaient pas partie de cette fédération, même s'ils

côtoyaient des groupes de la FAI dans leurs fédérations locales. Mais sa réputation de radicalisme révolutionnaire était telle, en particulier parmi la bourgeoisie, qui la voyait partout, que des leaders aussi prestigieux que Buenaventura Durruti ou les frères Ascaso, qui n'en faisaient pas partie, se réclamaient de la FAI. La CNT et la FAI restaient deux organisations distinctes, et même si, au cours de la guerre civile, les deux sigles étaient souvent accolés, ce serait une erreur de s'y laisser prendre.

Les anarchistes et la république de 1931 à 1936

La république, proclamée en 1931, à la suite de la chute du dictateur Primo de Rivera, ne parvenait pas à satisfaire les moindres revendications des ouvriers et des paysans sans terre. Sa proclamation avait donné lieu au départ à une vague d'espoir et d'enthousiasme. La déception fut rapide. Elle réprimait aussi violemment les luttes populaires que le régime précédent. Mais elle effrayait aussi les classes dirigeantes, car elle ne constituait pas un rempart assez solide à leur goût

(1) Gomez Casas (J.), *Historia de la FAI*, Madrid/Bilbao, Promoción del pueblo, 1977.

contre la montée révolutionnaire. Alors, devant la menace d'un coup de force monarchiste ou autoritaire, les ouvriers dressaient le pouvoir sans cesse plus grand de leurs organisations, dont le discours politique se radicalisait.

Le soulèvement de l'Alliance ouvrière (2) en 1934 dans les Asturies, à Madrid et à Barcelone, féroce réprimé, sonna comme un avertissement. La FAI, de son côté, préparait l'insurrection révolutionnaire, et sa politique d'agitation sur ce thème avait déjà provoqué plusieurs soulèvements plus ou moins spontanés où, pendant quelques jours, des "communes libres" tentaient de s'organiser.

Une guerre civile en forme de révolution

Aussi, quand, le 18 juillet 1936, eut lieu le soulèvement réactionnaire des militaires, traditionnalistes et monarchistes, contre le gouvernement de Front populaire (3), la réponse des ouvriers et des paysans pauvres prit la forme de la révolution : une fois les casernes prises, ils commencèrent les armes à la main à s'appropriier les moyens de production, et le pays se couvrit de comités municipaux et comités d'usines, qui tentèrent d'organiser la riposte à l'insurrection en même temps qu'ils faisaient voler en éclats la République. Pourtant, celle-ci ne disparut pas : la CNT, seule organisation ouvrière à même de prendre le pouvoir, du moins en Catalogne, ne le prit pas, et laissa s'installer une situation de double pouvoir.

Les principes et la pratique : la déchirante participation au pouvoir

• **Le comité central des milices** : Le pouvoir ouvrier s'incarnait en Catalogne dans le comité central des milices antifascistes, qui envoya des colonnes armées délivrer la région voisine d'Aragon (4), et

constitua un début de centralisation des multiples comités. La CNT y dominait de tout son poids. Elle y côtoyait principalement le Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC), coalition récente menée par le PC et adhérente au Comintern, le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), parti communiste d'opposition dirigé par Andrés Nin et Joaquín Maurín, et l'Esquerra Republicana de Catalunya (ERC, Gauche catalane), parti nationaliste petit-bourgeois. Mais la persistance de l'Etat républicain et de la Généralité de Catalogne (5), et la propagande du PC, du PSUC et des républicains sur la nécessité de ne pas effrayer la France et l'Angleterre avec la révolution tendaient à faire disparaître les institutions du pouvoir ouvrier en les intégrant au pouvoir d'Etat. L'un des deux pouvoirs devait céder : si c'était le comité central des milices, cela impliquait la participation au pouvoir républicain de l'organisation majoritaire, la CNT. Or celle-ci avait déjà, dans les premiers jours, refusé de prendre le pouvoir au nom de ses conceptions anti-étatiques.

Pour les anarchistes, l'Etat, fût-il bourgeois ou prolétarien, était toujours l'Etat, "*suprême expression de l'autorité de l'homme sur l'homme, instrument le plus puissant de l'asservissement des peuples*" (6).

Leur refus de prendre le pouvoir et de faire disparaître la république en la rem-

(2) L'Alliance ouvrière était la réalisation du front unique entre toutes les organisations du mouvement ouvrier, pour faire barrage à une restauration.

(3) Alliance électorale entre les partis du mouvement ouvrier et les partis républicains de gauche, sur le programme de ces derniers, et dont le succès aux élections le 16 février 1936 venait pour une grande part de la promesse d'amnistie pour les 30 000 ouvriers emprisonnés à la suite de la répression de 1934.

(4) Les colonnes Durruti, Ascaso et Sanz pour la CNT-FAI, Lénine pour le POUM, Comorera pour le PSUC et Macià-Companys pour l'ERC.

(5) Etat dans l'Etat, la Catalogne s'était proclamée indépendante au lendemain de la victoire du Front populaire. La Généralité était le nom de l'entité régionale catalane.

(6) Abad de Santillan (D), *La bancarrota del sistema económico y político del capitalismo*, Buenos Aires, Nervio, 1932.

plaçant par un Etat ouvrier s'appuyait aussi sur leur interprétation de l'évolution historique en Russie :

“Toute la dialectique des fonctionnaires du gouvernement russe ne peut effacer un fait concret et évident dans l'expérience russe, c'est que le chemin de l'Etat est le chemin de la contre-révolution. (...) Et l'étude des dix-neuf dernières années en Russie a fourni une démonstration des plus éloquents de la véracité de nos interprétations. A mesure que s'est fortifié l'Etat soviétique, la révolution est morte sous les coups des décrets, des bureaucrates, des appareils répressifs et des mesures fiscales. La révolution est l'affaire du peuple, création du peuple ; l'antirévolution est l'affaire de l'Etat. Cela a toujours été et cela sera toujours. En Russie comme en Espagne ou en Chine” (7).

Cependant, si en 1930, Abad de Santillán, dirigeant anarchiste, pouvait proclamer que *“le passage de l'étatisme à l'anarchie exige un homme neuf, un individu rénové, moralement accompli”* (8), la situation de l'été 1936 ne permettait plus pareil romantisme. La centrale était en fait un géant aux pieds d'argile, du fait de l'impréparation théorique du mouvement anarcho-syndicaliste et de l'élimination en son sein depuis plusieurs années des courants qui cherchaient à aborder la question du pouvoir.

Ce n'était pas la collaboration avec les partis de Front populaire et ses conséquences politiques concrètes qui posaient le plus de problème dans la discussion sur la participation au pouvoir, mais l'abandon des principes anarchistes sur l'Etat.

• **La participation au gouvernement catalan de la Généralité** : La crispation sur l'identité anarchiste et la “pureté” de la doctrine, principal obstacle à la collaboration, occulta la discussion sur le changement de perspective politique, et même de programme, que constituait l'entrée dans un gouvernement avec des républicains. Le fait de collaborer avec les autres composantes ne semblait pas poser de problème, la CNT comptant sur sa seule présence et

sur sa force pour imposer une direction révolutionnaire à la guerre.

Le 26 septembre 1936, le président de la Généralité, le républicain catalaniste Lluís Companys, forma un gouvernement régional présidé par Josep Tarradellas, dirigeant de d'ERC. Il comportait la participation de trois “conseillers” anarchistes. Le fait qu'il s'agisse d'une institution régionale (la Généralité de Catalogne) et l'appellation de “conseillers” remplaçant celle de ministres facilitèrent l'entrée de la CNT dans ce gouvernement autonome. La conscience de sa force hégémonique lui donnait l'illusion qu'elle était toujours libre de déterminer sa politique et que ce geste n'était qu'une concession sans conséquence aux autres partis, guère plus “compromettante” que la participation aux nouveaux organes de pouvoir municipaux. Pourtant, la première conséquence fut que, le 1er octobre, le comité central des milices antifascistes se dissolvait de lui-même, certaines de ses sections s'intégrant aux ministères correspondants. Le 9 octobre, un décret dissolvait tous *“les comités locaux, quel qu'en soit le nom ou le titre, et tous les organismes qui ont pu être constitués pour abattre le mouvement subversif”*. Dans la bouche des dirigeants de la CNT, leur participation au gouvernement régional devenait une “garantie” du caractère désormais inoffensif de celui-ci. L'Etat avait cessé d'être *“un moyen d'oppression d'une classe sur une autre”*.

• **L'entrée dans le gouvernement central de Largo Caballero** : Au niveau national, la décision de former un gouvernement d'unité entre les partis du Front populaire et les forces syndicales, un gouvernement qui puisse susciter l'enthousiasme des ouvriers et des paysans, impliquait aussi la participation de la CNT. Le dirigeant de l'aile gauche du Parti socialiste, Largo Caballero, figure

(7) *Tierra y Libertad*, journal de la FAI, 3 juillet 1936.

(8) *Mañana*, mai 1930.

charismatique du mouvement ouvrier, en serait le chef. Mais la coalition gouvernementale, si elle prétendait présenter des garanties aux ouvriers pour la préservation des conquêtes de juillet, reposait en fait sur un programme de guerre, qui excluait la révolution. Elle se voulait surtout une garantie, pour les "démocraties" (France et Angleterre), de stabilité et de continuité républicaines.

Dans cette situation, la discussion faisait rage au sein de la CNT. Le 3 septembre, un plénum de délégués régionaux aborda la question de la participation au pouvoir et rejeta la proposition de Largo Caballero, qui n'offrait qu'un seul ministère à la CNT. Le plénum aboutit à la proposition suivante : que, dans chaque ministère, se créent des "commissions auxiliaires" intégrées par deux représentants pour la CNT, deux pour l'UGT, deux pour les partis de Front populaire, et un représentant du gouvernement. C'était une manière de participer au pouvoir sans le dire, ce qui ménageait les consciences libertaires, mais ne disait rien de la politique à appliquer. Largo Caballero resta ferme dans sa résolution de ne pas modifier les institutions et refusa cette solution.

Lors d'une nouvelle réunion le 15 septembre, les délégués décidèrent que le gouvernement devait être remplacé par un "Conseil national de défense", composé suivant les mêmes principes : cinq représentants pour la CNT, cinq représentants pour l'UGT, quatre pour les partis. Cet organisme aurait été un véritable gouvernement, sans en porter le nom. Le principe de la participation au pouvoir était déjà inscrit dans ces résolutions. La fermeté de Largo Caballero et le refus de rompre avec la légalité firent le reste : Horacio Prieto, secrétaire national de la CNT, finit par convaincre ses camarades qu'il fallait entrer au gouvernement à la fin du mois d'octobre. Conséquence : le 3 novembre, le gouvernement Largo Caballero se constitua, avec quatre ministres CNT, deux pour "l'aile droite", Juan López et Juan Peiro, et deux pour "l'aile gauche", Juan García Oliver et Federica Montseny (membres du comité péninsulaire de la FAI). Les contorsions des dirigeants anarchistes les avaient

amenés à une situation de reniement complet de leurs principes, où, faute de vouloir édifier un pouvoir révolutionnaire, ils contribuaient à renforcer un Etat "bourgeois", permettant à tous les tenants d'une politique républicaine de revenir sur la scène politique et de reprendre l'initiative.

• **La "nouvelle politique" et ses justifications postérieures** : En effet, les deux gouvernements, celui de Catalogne et celui, central, de Largo Caballero, menèrent une politique qui, sous couvert de légaliser les avancées révolutionnaires de juillet-août 1936, les remettait en question. Toute la politique du gouvernement était subordonnée à l'impératif de ne pas effrayer les "démocraties". Sur le terrain municipal ou sur celui de l'ordre public, la "légalisation" imposait que disparaissent les uns après les autres les éléments de double pouvoir, par "intégration" progressive à l'intérieur des institutions républicaines : les comités municipaux, les tribunaux révolutionnaires, les patrouilles de contrôle de l'arrière, les colonnes de miliciens, tout devait laisser la place.

La CNT, pendant tout l'hiver 1936-1937 et le début du printemps, participait en tant que force gouvernementale à l'application de cette politique, du moins là où la direction avait les moyens de se faire entendre. Les dirigeants anarchistes avaient beau tenter de se justifier par l'impératif d'unité et d'efficacité dans la conduite de la guerre, les déclarations du PC et des partis républicains sur le caractère de la guerre (guerre d'indépendance pour une république démocratique et non guerre révolutionnaire) (9) ou le nécessaire respect de la propriété privée illustraient clairement pour les militants anarchistes le sens de cette politique.

(9) Le problème était que, pour la majorité des ouvriers et des paysans, la république était celle de la répression de 1934, de la répression des soulèvements libertaires. De même, la "République démocratique de Front populaire" était celle qui réprimait les grèves du printemps 1936 et qui avait laissé se produire l'insurrection en refusant les armes aux ouvriers.

La tension commença à monter dès janvier 1937 et des accrochages de plus en plus nombreux se produisirent entre les révolutionnaires (militants anarchistes et du POUM) et les tenants de la légalité républicaine, avec leurs nouvelles "forces de l'ordre", les gardes d'assaut. Le 4 mars, refusant d'appliquer le décret de dissolution des patrouilles de contrôle, la CNT quittait le gouvernement catalan, ouvrant une violente crise politique, qui ne devait trouver sa véritable "solution" que deux mois plus tard, dans l'affrontement qui ensenglanta Barcelone au début du mois de mai.

Devant une telle remise en question des conquêtes de juillet 1936, la participation au pouvoir et la collaboration à cette politique était de plus en plus difficile à justifier de la part des dirigeants anarchistes. Un dirigeant d'un journal de la CNT expliquait en juin 1938 :

"La CNT a été poussée à participer au pouvoir précisément... pour éviter l'agression contre les conquêtes des ou-

vriers et des paysans ; ... pour éviter que la guerre fût conduite avec un esprit de chapelle et que l'armée ne se transforme en l'instrument d'un seul secteur politique (10), pour éliminer le danger d'une dictature et empêcher des totalitarismes de certaines tendances dans toutes les manifestations de la vie économique et sociale" (11). C'est le type d'argument qui eut cours jusqu'à la fin de la guerre pour justifier la collaboration, le "circonstancialisme" : ne pas laisser les communistes tout seuls, être présents au gouvernement pour surveiller et faire entendre la voix de l'organisation.

(10) C'était le PC qui était visé ici, lui qui monnayait chèrement l'aide soviétique et faisait un énorme travail de prosélytisme dans la nouvelle armée républicaine, en particulier auprès des anciens officiers et sous-officiers de l'armée régulière.

(11) *Internacional*, juin 1938.

2) Le développement des critiques à la ligne de la direction et la naissance d'une opposition (automne 1936-printemps 1937)

Difficile d'en finir avec les comités locaux

Dans le domaine civil, les nouvelles institutions républicaines municipales, qui se voulaient la "légalisation" des comités révolutionnaires de juillet-août 1936, tardaient à se mettre en place. Les comités initiaux résistaient et il fallut bien souvent un chantage financier pour

les faire céder. En effet, ces comités versaient une solde aux miliciens qui étaient sur le front : chaque village payait ses hommes. Mais les fonds propres vinrent assez vite à manquer, une fois épuisé l'argent tiré des livrets d'épargne et des bijoux confisqués aux "bourgeois" locaux. Il n'y avait plus qu'une solution : se tourner, la rage au cœur, vers la Généralité et appliquer les formes "légales" de gouvernement municipal. Tous les

anarchistes savaient bien que cela signifiait partager le pouvoir avec les républicains de gauche. Pourtant, les comités ont résisté pendant très longtemps, jusqu'au printemps de 1937, selon ce que laissent entendre des recherches en cours en Espagne actuellement. Résister à la municipalisation, c'était refuser de s'adapter aux "circonstances", au nouveau cours politique, cela signifiait heurter de front l'attitude collaborationniste de la direction de la CNT.

Cette attitude fut particulièrement spectaculaire dans le cas de la ville de Puigcerdà, capitale de la région frontalière de Cerdagne, dominée par un comité à majorité anarchiste, dont le secrétaire était Antonio Martín, surnommé El Cojo de Málaga (le boiteux de Malaga). Là, on pratiquait un terrorisme révolutionnaire sans compromis, la chasse aux "factieux" et aux "embusqués" ne faiblissait pas, les réquisitions allaient bon train. Il ne reconnaissait ni la Généralité ni la République, et quant aux "réformistes" des comités dirigeants de la CNT, ils n'y avaient aucune autorité. El Cojo de Málaga gardait une partie de la frontière avec la France : les miliciens traquaient les déserteurs, les "fascistes" qui cherchaient à rejoindre Franco en passant par la France. C'était par Puigcerdà que passaient les volontaires, en particulier les anarchistes français, émerveillés de voir ce canton où la révolution avait tout collectivisé et où la guerre continuait d'être révolutionnaire. Puigcerdà était un point stratégique pour la contrebande d'armes, seul moyen d'équiper les miliciens anarchistes, les "oubliés" de la "générosité soviétique".

Pour s'imposer dans ce canton, la Généralité, le PSUC et l'ERC tentèrent alors de s'appuyer sur une ville concurrente, Bellver. On fit d'une querelle de clochers un affrontement armé, pour pouvoir faire intervenir les forces de l'ordre. Pour imposer le mot d'ordre de désarmement à Puigcerdà, on chercha le désarmement des deux villes, l'Etat restant le seul à posséder une force armée. Le 27 avril 1937, lors d'un affrontement de centaines d'hommes, anarchistes de Puigcerdà contre forces de sécurité de la République aidés par la milice de Bell-

ver, périt Antonio Martín, El Cojo de Málaga, terreur du bourgeois (12).

Ce genre de résistance est déjà en soi une manifestation d'opposition à la direction anarchiste, qui poussait à la légalisation. Mais la pression sur Antonio Martín de la part de la direction n'était pas aussi forte qu'on pourrait le croire. Il était en effet soutenu par de nombreux autres comités locaux anarchistes, qui n'étaient pas prêts à céder la place et rechignaient à appliquer la "nouvelle ligne" du mouvement, dont des délégués vinrent lui rendre visite peu avant l'affrontement. Des centaines d'hommes étaient prêts à marcher sur Puigcerdà pour défendre son comité et sa domination sur la région, ce qui est un indice de la forte volonté de résistance de la base anarchiste.

L'opposition à la politique de collaboration ne prenait pas la forme d'une dénonciation claire de la direction. Elle est pourtant lisible dans des propositions d'épurations telles que celle-ci, publiée en février 1937 par Antonio Martín :

"Tous connaissent parfaitement le soulèvement militaire de juillet contre le peuple travailleur et esclave du système oppresseur et caduc du capitalisme, que l'ignorance nous imposait.

Face à ce soulèvement, le peuple vigoureux, dans un élan inspiré d'effort moral et matériel, s'est engagé à combattre l'ennemi par tous les moyens jusqu'à son extermination, en employant la méthode de la révolution sociale.

(12) Le seul livre qui a été consacré à cet épisode mérite une mention : il ne se base que sur le témoignage en justice du maire de la ville concurrente en question, Bellver. Ce livre tombe dans le piège de la source unique et nous présente donc tout depuis ce point de vue, opposant les bons anarchistes de Bellver qui sont raisonnables aux mauvais de Puigcerdà, terroristes, contrebandiers, assassins. Dans le récit des événements du 27 avril, on assiste à un assaut du Cojo de Málaga contre une population de Bellver unie et héroïque, rejointe par les éléments "raisonnables" de Puigcerdà. La mort d'Antonio Martín apparaît comme une morale à cette histoire, publiée dans la très sérieuse collection de l'Abbaye de Montserrat (Pous I Porta Joan, Sole I Sabate (Josep Maria), *Anarquía y república a la Cerdanya (1936-1939). El "Cojo de Málaga" i els fets de Bellver*, Barcelona, Publicacions de l'Abadia de Montserrat, 1988, 198 pages).

Alors qu'au fil des mois, l'esprit qui a animé dans les premiers temps la réponse au fascisme semble se dissiper et disparaître presque entièrement, nous en voyons les causes dans l'indifférence et le mépris affichés envers le but qu'actuellement tout être conscient défend, et nous sommes prêts, nous, syndicat de Puigcerdà, à en finir avec les provocations montées par des individus qui s'appellent eux-mêmes antifascistes, mais qui accomplissent consciemment et inconsciemment un travail parfaitement fasciste et antirévolutionnaire.

L'intransigeance de notre syndicat a déjà été amplement démontrée, tout autant que les désirs d'union avec les véritables travailleurs ; mais il n'est pas possible de consentir, alors que les uns s'efforcent de maintenir cette unité, que d'autres, en toute conscience, cherchent à étouffer et à faire taire avec leurs provocations (dont on a déjà vu certaines manifestations) la voix du peuple justicier, d'un peuple métamorphosé par le cri de justice qu'il a un jour lancé.

C'est pourquoi nous soumettons à l'approbation du conseil administratif (13) les points suivants :

1) Démission définitive et obligatoire, imposée par les organisations auxquelles ils appartiennent, de tous les individus occupant des charges de représentation et qui, avant le 19 juillet, n'appartenaient à aucune organisation ouvrière ni à l'ERC, et qui donc ne méritent pas la confiance nécessaire.

2) Nous exigeons des organisations représentées dans ce conseil l'expulsion de la région des individus qui, par la confusion qu'ils sèment et leurs agissements néfastes, sont en train de créer de sérieux conflits dans cette localité, et dont nous pouvons publier les noms.

3) Nous exigeons que l'on ne puisse posséder qu'une seule carte. Qui possèdera deux cartes devra se décider pour l'une ou l'autre (14).

4) Aucun individu possédant un commerce ou exploitant ne serait-ce qu'un seul ouvrier ne pourra occuper une quelconque charge ni délégation.

5) Abolition de tous les syndicats de

rabassaires (15) de toute la région et de la localité, car il est entendu qu'ils n'ont pas de raison d'exister dans ce pays, où il existe des syndicats de paysans. La constitution de nouveaux syndicats sera interdite.

Nota : Nous accordons un délai de vingt-quatre heures aux organisations concernées pour répondre une fois pour toutes, et nous précisons que nous faisons cet avertissement pour que chaque parti ou organisation se charge lui-même de trouver les embusqués. Passé ce délai, ce sera la CNT qui prendra en charge ce travail, avec toutes les conséquences qui pourront en découler" (16).

Difficile de faire accepter la militarisation aux miliciens confédéraux

Dans le domaine militaire, on assistait à des résistances du même ordre. Les discussions étaient vives de la part des militants face à l'obligation d'appliquer les décrets de militarisation des milices. Le sentiment antimilitariste traditionnel des anarchistes les poussait à refuser la réintroduction des grades, du salut, de l'uniforme. Pourtant, s'ils voulaient des armes, s'ils voulaient continuer à se battre, les miliciens devaient accepter de faire partie de la nouvelle "armée populaire" de la république. Mais s'ils étaient d'accord avec la nécessité de discipline et d'unité de commandement, ils te-

(13) Nom que se donnait le comité qui dirigeait la ville.

(14) Mesure dirigée contre les militants de l'UGT qui ont aussi leur carte au PSUC. L'influence du PSUC passait par l'UGT, dont la compétition avec la CNT était exacerbée. De leur côté, la plupart des militants de la CNT n'avaient qu'une carte.

(15) L'Union des rabassaires, organisant des fermiers et des petits propriétaires, était globalement opposée à la collectivisation des terres et nombre de ses membres étaient à l'origine de la constitution dans tel ou tel village d'une section de l'ERC ou du PSUC.

(16) Arch. Josep Tarradellas, monasterio de Poblet, carp. Orden público.

naient à rester les maîtres de leurs unités et à ne pas se soumettre aux "politiciens". La pression des dirigeants de la CNT aida à la militarisation, avec l'argument que leur présence au gouvernement et dans les instances directives de la guerre constituait une garantie pour que "l'armée de la révolution" reste elle-même.

La colonne la plus rétive à la militarisation était la Colonne de fer, qui combattait sur le front de Teruel. En octobre 1936, elle était descendue du front à Valence pour une vaste opération d'épuration. En novembre, elle critiqua sévèrement les ministres anarchistes dans son journal *Linea de Fuego*, mais fut malgré tout contrainte à la militarisation. Le 31 décembre, il fut décidé que ceux qui refuseraient la militarisation ne recevraient plus de solde.

Le 16 février, le journal anarchiste critique *Nosotros* publia une déclaration de la Colonne de fer :

"(Au départ), l'Etat était un fantôme dont personne ne faisait cas. Les organisations ouvrières UGT et CNT représentaient l'unique garantie pour le prolétariat espagnol. La politique est entrée dans le jeu... et presque sans qu'on s'en rende compte, c'est notre chère Confédération nationale du travail qui est devenue un fantôme sans vie et sans force ; sa force et son autorité sont allées renforcer l'Etat, et elle s'est convertie en appendice de celui-ci, en un pompier de plus pour éteindre la révolution que les masses laborieuses des syndicats CNT et UGT avaient si bien commencée.

Une fois fort, le gouvernement a commencé un travail d'organisation purement gouvernemental. Et voilà qu'ils ont maintenant une armée, une de ces armées au service des Etats, avec des forces de coercition selon l'usage. Comme avant, la police fonctionne contre les travailleurs qui cherchent à réaliser quelque chose d'utile sur le terrain social. Les milices du peuple ont disparu. En un mot, on a étranglé la révolution sociale.

Si nous avons pu compter sur l'appui du gouvernement et même de notre organisation — nous parlons des comi-

tés responsables —, nous aurions pu avoir beaucoup de matériel et plus d'hommes pour mettre en place des relèvees et des permissions, mais comme les choses ne se passent pas ainsi et que les camarades pourrissent des mois et des mois derrière les parapets, après ça, un tel esprit de sacrifice ne peut être exigé ni n'existe, et tous les jours se présentent de terribles problèmes... Nous reconnaissons que le problème interne de la colonne est difficile à résoudre. Et avant qu'il n'arrive quelque chose de grave, avant que la démoralisation et la fatigue ne se fassent sentir et n'entraînent un terrible coup contre ce qui a déjà été conquis et défendu à force de sacrifices sans égal, avant tout, nous le répétons, il faut chercher une formule qui laisse une solution à chacun...

S'il ne reste que nous à militariser, en opposition aux accords de la CNT et de la FAI, nous finirons écartés non seulement de l'aide du gouvernement, mais aussi de l'organisation. Notre colonne, avec l'aide requise, pouvait maintenir intacts les principes révolutionnaires qui forgent notre caractère, mais à cause de la carence, de l'absence de cette aide, nous devons reconnaître que notre système militaire a échoué.

Nous n'ignorons pas que l'immense majorité des camarades s'indigneront contre les coupables de ce fait, mais nous voulons rappeler à ces camarades que leur protestation serait étouffée violemment par les organismes d'Etat ; ce n'est plus possible d'organiser quoi que ce soit contre lui, contre sa partialité. Il est suffisamment fort pour écraser tout ce qui surgirait sur son chemin. Alors ces moments si graves nous mènent à nous taire et à faire silence sur notre indignation. Une fois de plus, nous devons nous ériger en Christs.

Nous connaissons les inconvénients de la militarisation. Ce système ne correspond pas à notre tempérament, à nous tous qui avons toujours eu une haute idée de la liberté. Mais nous savons aussi les inconvénients qu'il y a à continuer hors de l'orbite du ministère de la Guerre. Il est triste de le reconnaître, mais il ne reste que deux chemins : disso-

lution de la colonne ou militarisation. Tout le reste serait inutile."

Cette colonne n'est pas la seule à regimber. Après une réunion plénière des délégués des colonnes confédérales à Valence, qui se tint du 5 au 8 février, où la discussion fut particulièrement violente (17), une partie des miliciens de la colonne Durruti refusa la militarisation. Comme des affrontements avaient lieu entre ceux qui l'acceptaient et la refusaient, le comité régional catalan finit par laisser quinze jours aux miliciens pour choisir entre la militarisation et le retour à l'arrière. Ce sont alors plus de mille miliciens du secteur de Gelsa qui reviennent derrière leur délégué, Pablo Ruiz, emportant leurs armes, sans compter les retours individuels difficiles à comptabiliser.

L'expression des critiques et la réaffirmation des principes anarchistes

• **Toutes les proclamations révolutionnaires sont-elles des critiques ?** Ces multiples résistances à la politique gouvernementale, alors que des ministres de la CNT participaient à son élaboration et à sa mise en place, dessinent une sorte de courant de refus assez large, mais qui s'exprime rarement de façon nette contre la politique collaborationniste. Le manifeste du syndicat de Puigcerdà n'est pas dirigé expressément contre les comités directeurs de la CNT et de la FAI, mais il heurte de front leur politique. Souvent, le désaccord d'une partie de la base confédérale (sans doute une majorité) au nouveau cours des choses ne trouvait à s'exprimer que dans la résistance passive à la mise en place des nouvelles institutions. Elle trouvait aussi un débouché dans l'affirmation tonitruante des principes révolutionnaires, l'affirmation de la spécificité anarchiste et la glorification des réalisations collectivistes dans des tracts ou des articles de

journaux multiples, qui, s'ils n'exprimaient pas une critique ouverte, détonaient par rapport au ton adopté par la direction de la CNT.

Pourtant, celle-ci savait "gauchir" son discours quand il le fallait, et il est bien difficile d'effectuer une mesure des désaccords à la base à travers les publications. Il y eut malgré tout un changement de ton de la confédération, qui entraîna des conséquences directes pour son organe de presse principal *Solidaridad Obrera*. Au début du mois de novembre 1936, son directeur, Liberto Callejas, est renvoyé et remplacé par Jacinto Toryho, beaucoup plus proche de la direction. C'est le moment de l'entrée des ministres confédéraux au gouvernement. A la fin du mois de décembre, Toryho avait réussi à se défaire des rédacteurs qui avaient donné le ton dans le journal depuis juillet 1936 : Jaime Balius, Mingo, Gilabert, Pintado, Galipienzo, etc., et ouvrait toutes grandes ses colonnes aux "camarades ministres". Un des derniers articles publiés par Balius dans ce journal permet de comprendre les raisons de ce renvoi :

"Durruti a affirmé sans hésitation que nous autres, anarchistes, exigeons que la révolution ait un caractère totalitaire. Et que les camarades qui, avec tant de ténacité, s'affrontent au fascisme sur les champs de bataille, ne sont pas disposés à ce que quiconque escamote le contenu révolutionnaire et émancipateur du moment présent.

(...) Le testament de Durruti n'a pas disparu. Il persiste avec plus de force que la nuit même de sa harangue. Nous saurons appliquer sa dernière volonté" (18).

• **Les journaux critiques et le début d'un regroupement.** Ces voix discordantes ne se sont pourtant pas tues une fois chassées de *Solidaridad Obrera*. La CNT et la FAI étant des organisations fé-

(17) Mintz (F.), *La autogestión en la España revolucionaria*, La Piqueta, Madrid, 1977.

(18) *Solidaridad Obrera*, 6 décembre 1936. L'allusion est au discours prononcé par Durruti à Radio Madrid, le 5 novembre, quelques jours avant sa mort.

dérales, attachées aux prérogatives d'autonomie des fédérations, des syndicats et des groupes locaux, de nombreux journaux existaient, sur lesquels les comités nationaux et régionaux n'avaient pas toute l'autorité pour faire taire les dissidences. Ainsi, Jaime Balius, renvoyé de *Solidaridad Obrera*, fonde dans la ville de Hospitalet, près de Barcelone, la revue *Ideas*, en décembre 1936, puis *La Noche*, en mars 1937. Il est rejoint par une partie de l'ancienne équipe de la "Soli" (19). D'autres journaux sont critiques envers la politique de la direction : le plus radical est *Acracia*, journal de Lérida, dirigé par José Peirats, qui est aussi un des rédacteurs de *Ideas*. On peut citer aussi *Ciudad y Campo*, à Tortosa, et *Nosotros*, à Valence. Mais c'est dans les deux premiers qu'une réflexion politique conséquente trouve un début de développement.

Balius écrit dans *La Noche*, du 5 avril 1937, un article intitulé "Un moment historique", où il analyse la crise politique en cours dans le gouvernement de la Généralité :

"Le gouvernement de la Généralité est une formule qui correspond au passé, à un système petit-bourgeois, qui comporte toutes sortes d'incongruités, d'hésitations et de tartuferies (...). Nous ne sommes pas pessimistes, mais nous croyons honnêtement que nous ne sommes pas à la hauteur des circonstances. Le dilemme est terrible. L'avenir du prolétariat exige des décisions héroïques. Si certaines organisations veulent juguler la révolution, il faut se disposer à assumer la responsabilité du moment historique, dont l'importance réclame un ensemble de mesures et de décisions qui s'ajustent à la gravité de l'heure. Avec la révolution ou sur le trottoir d'en face. Les solutions de moyen terme n'ont pas leur place."

Il s'agit d'une invitation claire à la direction de la CNT-FAI à balayer la Généralité et à assumer le pouvoir à sa place. Le 8 avril, il continue dans un article intitulé "Faisons la révolution" : "Les coupables du fait que la révolution n'a pas balayé tous les ennemis de la classe travailleuse, il faut les chercher dans les

rangs ouvriers, ceux qui, par manque d'esprit de décision dans les premiers moments, ont permis que les forces contre-révolutionnaires aient atteint une taille si importante qu'il sera difficile de les réduire."

• **Les discussions de la Fédération locale des groupes anarchiste de Barcelone.** La découverte de procès-verbaux de réunions, dans lesquels s'exprime la base anarchiste de Barcelone, permet de faire le lien entre la critique des journaux comme *Ideas* ou *La Noche* et la résistance sourde que l'on sent partout. La rareté des traces écrites sur les commentaires que faisaient les militants à propos de la politique de leur direction ne doit pas en effet créer l'illusion d'une base militante muette et plus ou moins consentante. Il semble au contraire que la critique des journaux repose sur une véritable opinion anarchiste critique, et non pas seulement sur un vague malaise face aux reculs de la révolution.

Dans le procès-verbal de la réunion plénière de la Fédération des groupes anarchistes de Barcelone du 12 avril 1937, la discussion était d'autant plus violente que la crise politique était aiguë en Catalogne. La normalisation de l'ordre public réclamait alors le désarmement de l'arrière. Les révolutionnaires catalans refusaient de rendre les armes qu'ils avaient conquises le 19 juillet 1936 et le ton montait dans les journaux, dans la rue, dans l'organisation.

La réunion discutait une motion soumise au vote du plénum par une sorte de commission de conciliation. Parmi les membres de cette commission, on retrouve Pablo Ruiz, le délégué des militants de Gelsa.

Le texte cherchait à concilier la poussée de la base avec les instances du mouvement :

"Que soit nommée une commission composée des comités responsables et des militants de la CNT-FAI, qui étudie

(19) C'est ainsi que les militants appelaient *Solidaridad Obrera*.

toutes les conditions politiques, militaires, économiques, etc., pour élaborer un programme d'action révolutionnaire correspondant aux moments politiques actuels.

Dans le cas où une solution de la crise ne serait pas possible de cette façon, si cette situation nuit à l'économie et à la guerre, que l'organisation assume la direction des événements avec toutes les conséquences."

Mais cette position ne reflétait que très partiellement les désaccords de la majorité des groupes anarchistes avec la politique menée par leur direction. C'est pourquoi, dans la discussion, les groupes liés à celle-ci choisirent d'appuyer cette motion, car ils se rendaient compte que la base ne saurait accepter un discours moins radical, bien au contraire :

« Santana Calero, du groupe Devenir, (...) dit qu'il y a une erreur crasse. On abandonne le principe basique des organisations de la mouvance libertaire, et cela peut avoir de graves conséquences. La contre-révolution a gagné des positions importantes, malgré la collaboration gouvernementale de notre part, et pour ces raisons il dit que la collaboration est contre-productive et inefficace. Il demande que la commission lui explique ce qu'elle entend par collaboration et par principes anarchistes (...). Il présente le dilemme qui existe : où on brûle toute la littérature anarchiste qui a guidé jusqu'ici notre action et notre conduite ou nous allons tous nous faire "pistonner" dans les gouvernements. (...) Fini la collaboration ministérielle et les conseillers : acceptation de la collaboration seulement en ce qui concerne le contrôle militaire de la lutte antifasciste que nous menons et sur la question de l'ordre public, mais d'une façon générale sans prendre des positions ridicules et bourgeoises. (...) Il déclare faillie la collaboration ministérielle... »

Peu après, le délégué du Grupo 12 prit la parole :

"Il dit que la majorité des délégués se sont prononcés contre la politique et pour la révolution (...). Il trouve que la solution proposée par la commission de rédaction laisse les choses comme elles

sont. Il parle de ce qui s'est passé à Cultera : plus d'un millier de gardes d'assaut, magnifiquement équipés avec toutes sortes d'armes, se sont rassemblés et ont pris d'assaut l'union locale de cette ville. Ils ont saccagé, passé à tabac et ont fait ce qu'ils ont voulu avec nos camarades. C'est du fascisme ; et c'est à ça que consentent nos camarades conseillers et ministres à Valence."

Après que plusieurs délégués eurent approuvé ces paroles, et malgré quelques interventions contradictoires mais prudentes de certains dirigeants, Ordaz, du groupe Los Indomables (20), coupa court aux tergiversations : *"La peur s'est introduite dans la CNT-FAI."*

Il parle d'un ultimatum de 48 heures précédemment lancé par l'organisation, et qui n'a pas été suivi d'effets après expiration du délai :

"Nous devrions nous opposer à tout avec les armes, mais il y a la trouille. (...) Pas de collaboration. Pour la révolution, il faut prendre les armes. Si nous discutons ici tant et tant, c'est que nous n'avons pas l'estomac et le courage de descendre dans la rue."

Le président de séance intervint alors en demandant un vote :

"Si on approuve la motion de la commission, on admettra la collaboration. Sinon, nos représentants au gouvernement devront se retirer."

Mais pour ne pas se laisser enfermer dans le cadre de cette motion, Ordaz revint à la charge :

"Face aux agressions, que nos représentants laissent faire, face à l'incapacité de tous les politiques qui protègent le capitalisme national et étranger, nous devons prendre une résolution ferme et concrète."

Le délégué du Grupo 12 reprit alors la parole pour proposer une autre motion :

"Le plénum, après examen et une large discussion sur les résultats de neuf mois de politique ministérielle, constatant l'impossibilité de gagner la lutte ar-

(20) Littéralement : les indomptables.

mée sur les fronts contre le fascisme sans subordonner tous les intérêts particuliers, économiques, politiques et sociaux au suprême objectif de la guerre, considérant que seule la socialisation totale de l'industrie, du commerce et de l'agriculture rendra possible l'écrasement du fascisme, considérant que toute forme de gouvernement est par essence réactionnaire et par conséquent contraire à toute révolution sociale; s'accorde pour : 1) Retirer tous les hommes qui actuellement occupent une place dans les institutions officielles de gouvernement. 2) Aller vers la constitution d'un comité révolutionnaire antifasciste pour la coordination de la lutte armée contre le fascisme. 3) Socialiser immédiatement l'industrie, le commerce et l'agriculture. 4) Aller vers l'implantation de la carte de producteur. Mettre en pratique la mobilisation générale de tous les hommes en état de manier les armes et les outils de travail pour le front et l'arrière. 5) Et pour finir, faire sentir à tous et à chacun le poids inflexible de la discipline révolutionnaire comme garantie qu'on ne peut tromper impunément les intérêts de la révolution sociale."

La proposition fut immédiatement approuvée. Pourtant, dans la suite de la réunion, nombreuses furent les manœuvres pour revenir sur cet accord ou le laisser dans un tiroir. Par deux fois, des incidents violents interrompirent la séance. La direction de la fédération locale attaqua l'accord en soulignant en particulier son caractère isolé par rapport aux engagements généraux du mouvement libertaire, son opposition aux accords de la CNT notamment, et tenta d'utiliser cet argument pour l'invalidier et le réviser. Mai malgré l'avertissement que les comités supérieurs invalideraient l'accord, les groupes se séparèrent en décidant de le transmettre pour qu'il soit appliqué partout.

Si l'argument de la fédération locale relevait de la manœuvre, il signalait malgré tout un problème de fonctionnement réel du mouvement : la capacité de la part de la direction à opposer ses "décisions responsables" son "pragmatisme indispensable", bref, sa "hauteur de vue", qui lui vient de sa position et de

son information privilégiées, là où se décide la politique. La collaboration entraînait en effet un renforcement des courants et des attitudes "réalistes", tendance qui ne fit que se renforcer au fur et à mesure du déroulement de la guerre.

En effet, malgré une opposition véhémente, l'amertume et la colère des militants avaient du mal à déboucher sur un changement de politique, les anarchistes de Barcelone en étaient conscients. Un délégué exprima son manque de confiance : « Grey, du groupe Galeotes, trouve que malgré la motion (qu'ils s'apprêtaient à voter, contre la collaboration), la bureaucratie des syndicats convoquera un plénum de délégués locaux et des régions qui révoquera toutes les motions que nous pourrions prendre ici. Il dit que la voix qui a crié à La Monumenta (21) : "Dehors la politique ! Dehors le gouvernement !", c'était la voix du peuple qui réagissait devant tous les changements arrivés dans nos organisations. »

• **Naissance du regroupement les "Amis de Durruti"**. De ce milieu contestataire naquit pourtant bientôt un regroupement politique, connu sous le nom des "Amis de Durruti". Ce regroupement, qui se présentait comme un "groupe d'affinités", instance politique de base du mouvement anarchiste (de la FAI), fut fondé à partir du journal *La Noche*, par Jaime Balius, Pablo Ruiz, le chef de file des miliciens de la colonne Durruti réfractaires à la militarisation, Francisco Carreño, membre du comité de guerre de la colonne Durruti, et Francisco Pellicer, délégué de la Colonne de fer. Une note parue le 2 mars dans *La Noche* rendait compte de la constitution du groupe, dont le nom venait de la volonté affichée de rester fidèles "aux dernières paroles prononcées par notre camarade au cœur de Barcelone et dénonçant les agissements contre-révolutionnaires" (cf. supra).

(21) Salle de Barcelone où avait eu lieu un grand meeting quelques jours avant, où les dirigeants du mouvement anarchiste, et en particulier les ministres, s'étaient fait copieusement huer et siffler par les militants.

De nombreux miliciens parmi les camarades de combat de Pablo Ruiz se regroupèrent autour de ce noyau. Le nouveau groupe influença aussi fortement une partie des Jeunesses libertaires de Barcelone, qui avaient signé un pacte d'union avec les Jeunesses du POUM. D'après Jaime Balius lui-même, la croissance du groupe fut très rapide : quatre à cinq mille cartes furent remplies en moins de deux mois.

Une des conditions pour adhérer était de faire partie de la CNT. Le groupe se proposait donc d'influer l'intérieur des rangs confédéraux, pour redresser le cours politique pris depuis l'automne 1936. La majorité des militants étaient, semble-t-il, adhérents à la FAI ou aux groupes anarchistes non fédérés. Le groupe était aussi influent en dehors de Barcelone, dans le syndicat de l'alimentation ou dans quelques localités minières (22).

Il déploya une activité intense dès sa constitution pour entraîner la masse des militants. Deux meetings nous sont connus, qui rassemblèrent des milliers de travailleurs : celui du théâtre Poliorama, le 19 avril, et celui du théâtre Goya, le 2 mai. La convergence était importante avec d'autres regroupements moins fameux, mais aussi très critiques, comme par exemple "Ceux d'hier et ceux d'aujourd'hui".

Cependant, l'analyse de la situation ne débouchait pas à ce stade sur un programme plus concret que la motion précédemment citée du plénum des groupes anarchistes ; dans le *Manifeste des Amis de Durruti*, le problème de la prise du pouvoir n'était pas complètement tranché, et il voisine toujours avec l'affirmation des principes antiétatiques tels qu'ils avaient eu cours dans le mouvement anarchiste avant la guerre :

"La crise de la Généralité est une démonstration catégorique qu'il faut que se structure un monde nouveau, qui se passe entièrement des formes étatiques. (...) La CNT et la FAI, puisqu'elles sont les organisations qui recueillent le sentiment populaire, doivent offrir une issue révolutionnaire dans ce cul-de-sac (...). Nous possédons les organes qui doivent

remplacer l'Etat en ruine. Les syndicats et les municipalités doivent prendre en charge la vie économique et sociale : la solution est claire et évidente : syndicat et commune libre" (23).

Les événements de début mai allaient, en bouleversant la situation, faire évoluer la pensée de Jaime Balius et ses camarades.

• **La voix des camarades étrangers.**

Pour terminer de présenter les secteurs qui critiquaient ouvertement la direction de la CNT et de la FAI, il faut citer les anarchistes étrangers qui étaient accourus en Espagne pour venir en aide à la révolution espagnole. Allemands, Italiens et Français étaient les trois groupes les plus importants, ils formaient l'essentiel des compagnies internationales des colonnes anarchistes (à l'intérieur des colonnes Durruti et Ascaso). Ils avaient assisté, consternés, à la remise en cause par les comités directeurs des postulats antiétatiques de l'anarchisme et à la politique de collaboration menée depuis lors.

Les Français, sur le front, avaient été nombreux à refuser la militarisation et certains étaient repartis chez eux. D'autres avaient adhéré aux Amis de Durruti, d'autres gravitaient autour de Puigcerdà, porte d'entrée en Catalogne pour les anarchistes d'outre-Pyrénées. Plus critiques et plus nombreux étaient les Allemands, membres de l'organisation anarcho-syndicaliste FAUD, et en particulier Helmut Rüdiger, qui ne ménageait pas la direction espagnole. On trouvait aussi un groupe bulgare, lui aussi proche des contestataires lors du plé-

(22) Guillaumon (Agustín), *Los Amigos de Durruti (1937-1939)*, *Balance*, n° 3, déc. 1994, Anexo, *Corresp. Bolloren-Balius (1946-1949)*, Barcelona, Ed. del Autor, 1994, p. 29. Il va de soi que les chiffres donnés par Balius sont à prendre avec prudence. Cependant, ils ne semblent pas invraisemblables vu le sentiment général des militants de Barcelone et l'affluence aux meetings des Amis de Durruti.

(23) Manifeste distribué par les Amis de Durruti le 14 avril 1937, date anniversaire de la République, pour contrecarrer "la petite bourgeoisie, (qui) tente de célébrer le 14 avril en grande pompe" (*ibid.*).

num des groupes du 12 avril. Mais la voix qui distillait la critique la plus ferme et intransigeante était celle de l'anarchiste italien Camilo Berneri, et de son journal *Guerra di Classe*.

Peu de temps avant qu'il ne tombe assassiné par la police politique du PSUC lors des affrontements de début mai, il écrivait une longue lettre à Federica Montseny, une des "camarades ministres, où il analysait froidement tous les reculs de la révolution et proposait des mots ordres et des issues. Il concluait en avertissant les dirigeants de la CNT :

« *L'heure est venue de décider si les anarchistes sont au gouvernement pour être les vestales d'un feu qui menace de s'éteindre, ou bien s'ils y sont désormais seulement pour servir de bonnet phrygien à des politiciens flirtant avec l'en-*

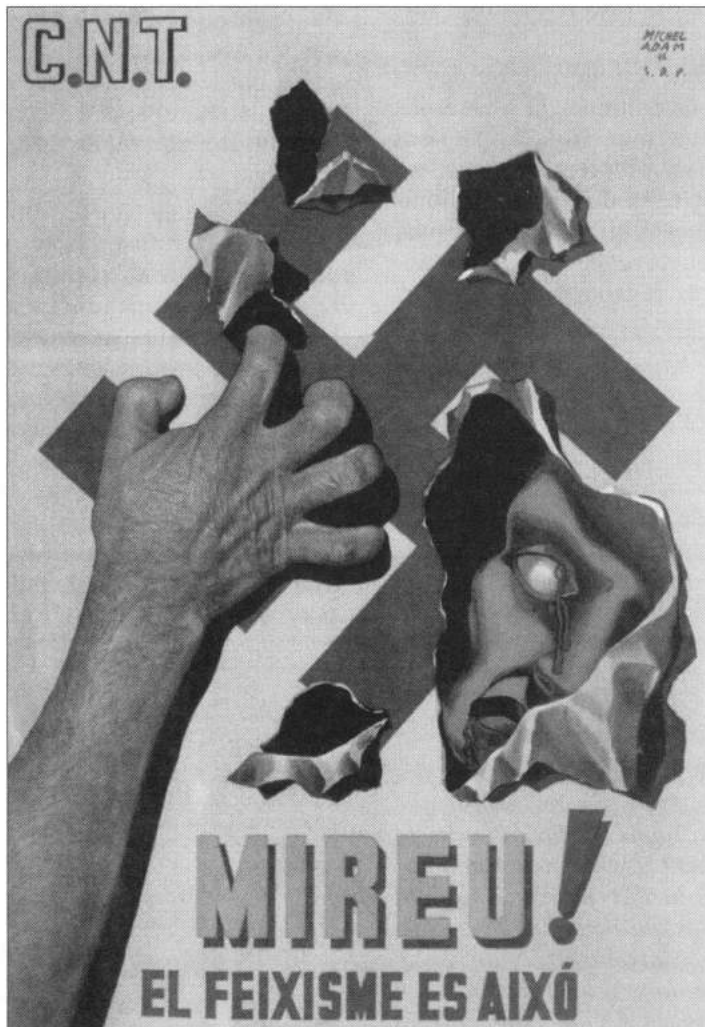
nemi ou avec les forces de restauration de la "république de toutes les classes".

Le dilemme "guerre ou révolution" n'a plus de sens. Le seul dilemme est celui-ci : ou la victoire sur Franco grâce à la guerre révolutionnaire, ou la défaite.

Le problème pour toi et les autres camarades est de choisir entre le Versailles de Thiers et le Paris de la Commune, avant que Thiers et Bismarck ne fassent l'union sacrée. A toi de répondre, car tu es "la lumière sous le boisseau". »

Cette lettre ouverte fut publiée le 14 avril, deux semaines avant que ne se produisent les tragiques "événements de mai", qui bouleversèrent la situation politique et furent un traumatisme pour le mouvement libertaire.

Elías García



**John Mac Nair :
George Orwell
en Espagne**

George Orwell (1903-1950)

Cet écrivain britannique n'a jamais appartenu à aucun groupe politique, mais on peut définir sa tendance politique comme "libertaire". Il a tiré de sa participation à la révolution espagnole et à la guerre civile dans les milices du POUM un ouvrage publié à Londres sous le titre *Homage to Catalonia* (1938), et publié en français en 1955 sous le titre *Catalogne libre*. Il a ensuite publié deux ouvrages, qui, sous la forme d'une parabole, dénoncent le stalinisme : *La Ferme des animaux* (1945) et *1984* (1949).

La notice Orwell du Larousse en deux volumes réussit, par un remarquable tour de passe-passe, à taire tout cela.

Voici ce qu'on lit dans l'édition de 1991 :

« Il a tenté de faire prendre conscience à ses contemporains de l'inhumanité grandissante du monde moderne par une allégorie à la manière de Swift (La Ferme des animaux, 1945) et par un récit d'anticipation, 1984 (1949) : contre les contrôles totalitaires de la vie quotidienne, une double lutte pour la liberté individuelle et contre les "langues de bois". »

C'est tout. Pas un mot sur sa dénonciation acharnée du stalinisme.

Il est difficile de faire mieux dans le mensonge par omission...

Il est vrai que, dans ce même Larousse en deux volumes, la notice "Trotsky" se conclut par un énorme mensonge, qui, lui, n'est pas dû à l'omission : *"Il est assassiné par son secrétaire, vraisemblablement agent de Staline."*

Comme chacun sait, l'assassin de Trotsky, Mercader-Mornard-Jackson, qui a vu Trotsky cinq fois en tout et pour tout, n'a jamais été une seule seconde son secrétaire, mais était vraiment un agent de Staline.

Très scientifique, le Larousse...

“Il voulait d’abord combattre le fascisme”

LE 15 novembre, je travaillais dans mon bureau à Barcelone, pendant la révolte fasciste espagnole. J’y avais été envoyé pour représenter un parti politique et pour être un “agent de liaison” entre mes camarades, qui venaient en Espagne pour aider les forces ouvrières, et le gouvernement républicain en Catalogne. J’avais aussi à m’occuper de travail d’assistance financière et médicale.

Un camarade catalan entra dans mon bureau et m’informa qu’un Anglais très grand désirait me voir. Je le fis entrer aussitôt. Il s’agissait de George Orwell, dont le vrai nom est Eric Blair. Il me montra ses lettres de créance. Il avait été recommandé par des gens aussi connus que H. N. Brailsford, James Maxton et Fenner Brockway (...) (1).

Il était impossible de classer George Orwell. Il n’appartenait à aucun parti, groupe ou cercle politique (...). Il me dit qu’il était venu pour deux raisons : la première était qu’il voulait se battre contre les fascistes, et la seconde qu’il voulait écrire un livre sur l’Espagne afin de remuer l’opinion démocratique en Angleterre et ailleurs, et mobiliser l’opinion publique en faveur des ouvriers espagnols. Je lui dis qu’il serait difficile de rejoindre les forces républicaines espagnoles et en même temps d’écrire un livre. Il pouvait rester à Barcelone, aller à Madrid, avoir l’usage de mon bureau

et faire tout ce qu’il voulait. Il pouvait percevoir l’atmosphère et s’atteler à son livre sans tarder.

De sa voix tranquille, il me répondit que je ne l’avais apparemment pas compris. Il voulait d’abord combattre les fascistes. Le livre venait après. Pouvais-je le faire entrer dans les forces combattantes ? Je lui expliquai la situation. A ce moment-là, les sections les plus importantes des forces républicaines se trouvaient sous le contrôle des anarchistes de la CNT, le grand syndicat anarcho-syndicaliste. L’autre syndicat, l’UGT socialiste, travaillait en union étroite avec la CNT.

J’étais moi-même lié à une organisation beaucoup plus petite, le POUM, dont la puissance militaire était négligeable comparée à celle des deux autres organisations. Je lui dis que je pouvais le faire admettre dans l’une des unités les plus importantes. Il me répondit qu’il voulait être avec la plus petite. En un mot, avec nous.

Je l’emmenai à la caserne cette après-midi même. George parlait bien le castillan (...). Au bout d’une semaine, c’était le gars le plus populaire de la caserne. Ils aimaient son caractère paisible. Quand ils virent la façon dont il menait les

(1) Responsables de l’Independent Labour Party britannique (NDR).

hommes, ils le nommèrent aussitôt sergent. Les Espagnols, comme tous les latins, sont très bavards et exubérants. Pour eux, George était un phénomène étrange. Il n'élevait jamais la voix. Il n'acceptait jamais le renvoi à "demain", qui est la réponse que l'on obtient généralement pour une chose qui doit être faite sans délai. Il disait simplement d'une voix tranquille que quelque chose devait être fait maintenant. Et ça l'était.

Dès le deuxième jour de son arrivée à la caserne, je reçus un appel au téléphone de mon ami là-bas : *"Venez tout de suite, nous ne comprenons pas très bien le grand Anglais ni ses manières."* Je m'y précipitai et je trouvai George entouré par une vingtaine de jeunes Catalans dans la chambrée surchauffée. Il me dit sans élever la voix : *"Ces gars ne semblent pas comprendre mon espagnol. Pouvez-vous leur faire comprendre qu'ils ne sont pas ici pour une partie de plaisir ? Je suis là pour les aider à apprendre les éléments de base de l'entraînement et de la discipline. S'ils ne veulent pas de moi, je m'en vais ailleurs."*

Je transmis le message à deux ou trois d'entre eux, qui comprenaient le français. Ils me répondirent qu'ils feraient tout ce que le grand Anglais leur demanderait. Il les fit courir une dizaine de fois autour du terrain en les suivant, puis il les emmena prendre une douche. Puis pendant trois ou quatre heures, il les entraîna impitoyablement. Ils avaient un fusil pour quatre ou cinq hommes. Il le fit circuler. Il leur apprit à former des groupes de trois. Il leur expliqua tout ce qu'il fallait savoir sur la façon de se protéger et sur la nécessité de ne pas être trop impétueux, sauf en cas de besoin.

Lorsque la nouvelle se répandit qu'il y avait là un gars chargé de l'entraînement et qui connaissait son affaire, dès le lendemain, la vingtaine de gars devinrent cinquante ou soixante. Il resta une dizaine de jours à la caserne, eut le chic de réunir les garçons les plus intelligents à entraîner et en forma une petite section. C'était un étrange spectacle que de voir cette grande figure dominant une foule d'Espagnols gesticulant et de voir

comment ils suivaient son plus léger sourire, son moindre mot, son moindre mouvement. Ils le dédommageaient en le régaland de vin rouge, mais il pouvait boire comme un trou jusqu'à ce que tous les autres soient allongés sous la table, et cela ne faisait qu'accroître leur admiration pour lui.

A la fin de cette période, il me déclara : *"Dites à ces zèbres que je veux aller me battre maintenant. Eux, ils peuvent continuer ici, désormais."* Son offre de service comme volontaire fut acceptée et il fut envoyé sur le front d'Aragon, qui s'étendait de Huesca à Saragosse. Ces deux places fortes étaient tenues par des troupes fascistes, et les ouvriers qui les assiégeaient n'avaient pas l'armement adéquat.

Nous nous perdîmes de vue pendant deux mois, mais en janvier, il eut trois jours de permission et vint à Barcelone. J'avais entendu parler de lui par les autorités. C'était un combattant et un homme incomparables.

Les conditions étaient très mauvaises sur le front. La nourriture était infecte. Pendant des jours et des jours, les hommes n'eurent à manger que des têtes et des queues de poisson, et du riz aux asticots. Ce sont les oranges, le café et le vin rouge qui les ont sauvés (...).

Je n'oublierai jamais la nuit autour du 15 janvier 1937, après que George eut pris un bon bain et que nous nous assîmes à table pour un vrai repas. Il devint presque bavard. Il me dit qu'il avait avancé dans son livre et me montra toute une série de pages manuscrites écrites sur toutes sortes de papiers et presque illisibles (...). Après le dîner, il me dit : *"Ecoutez, Mac Nair (il ne m'a jamais appelé John), vous avez été vraiment chouette avec moi. Pouvez-vous me faire une autre faveur ?"* Je répondis que oui. Il me dit : *"Ma femme, Eileen, se fait du souci pour moi à Londres. Elle veut venir à Barcelone. Pouvez-vous la prendre dans votre bureau comme secrétaire bénévole ?"* Je répondis que j'en serais très heureux et j'allai chercher Eileen à la frontière une semaine plus tard.

La plus tragique de nos expériences communes se déroula pendant la semai-

ne du 3 ou 9 mai 1937, lorsque se produisit une division fatale dans les forces républicaines, qui engendra un combat de rues à Barcelone.

George et moi nous étions du côté des perdants et il me demanda de veiller sur l'exemplaire tapé à la machine d'*Hommage à la Catalogne*, qu'il avait peur de voir réquisitionner.

J'eus cet exemplaire en ma possession pendant plusieurs semaines. Une fois, je fus avisé que mon bureau allait être perquisitionné dans les deux minutes suivantes. J'eus juste le temps de dissimuler le texte sur le rebord extérieur de la fenêtre et de fermer cette dernière. Le texte ne fut pas découvert.

Le courant était désormais favorable aux fascistes, qui recevaient en masse des fournitures d'avions et de munitions de la part de Benito et d'Adolphe. Guernica était une répétition, qui annonçait Coventry et Londres.

George repartit au front et fut blessé. Sa blessure aurait pu être fatale. Il déambulait dans une de ces tranchées qui sont creusées pour des hommes qui mesurent 5 pieds 9 pouces (1 m 70) et pas pour des hommes qui mesurent 6 pieds 3 pouces (1 m 90). Il reçut une balle dans la gorge et s'effondra. Il me raconta plus tard qu'il avait vu auparavant des bêtes sauvages abattues d'une balle dans la gorge, et quand il sortit du coma, il crut qu'il était mort. La balle avait manqué la trachée artère d'un cheveu. George n'avait jamais parlé bien fort, mais désormais il ne parlait plus que dans un souffle.

Il resta sur le front jusqu'au moment où la section fut dissoute en juin, et comme notre position était intenable, on nous ordonna de rentrer chez nous. Notre position était intenable non pas à cause de l'avance des fascistes, mais à cause des féroces haines internes.

Nous restions à quatre : George, Eileen, notre ami Staff Cottmann, futur pilote de la RAF, futur héros de la bataille d'Angleterre, et moi. Nous avons obtenu par des amis un lit pour Eileen dans un hôpital, et George, Staff et moi nous avons pris la fuite pendant trois jours. Nous avons dormi à la belle étoile. La

première nuit, nous nous sommes installés sur les pentes de Tibidabo (la montagne qui est derrière Barcelone). Nous avons sommeillé dans le maquis jusque vers minuit. Puis, de minuit à 3 heures du matin, nous avons été rendus presque fous par d'énormes et gras moustiques. Puis, après 3 heures, nous avons été quasiment mangés vivants par des fourmis rouges. Au petit jour, vers 5 heures du matin, George me demanda de sa façon tranquille : *"C'est tout ce que vous avez trouvé comme chambre d'hôtel ?"*

Nous nous séparâmes pendant la journée. Mes deux compagnons étaient habillés en miliciens. Mais moi, j'avais un costume gris léger. Eux pouvaient se mélanger aux ouvriers sans se faire repérer. Je passai la journée à lire dans un paisible jardin public.

Je dois expliquer que nous devions être en fuite parce que nous avions été accusés d'être "trotskystes". C'était bien entendu absurde, mais beaucoup de nos amis avaient déjà payé pour cela. Andres Nin avait été assassiné non loin de Madrid, Bob Smilie était mort de "l'appendicite" dans une prison de Valence, et beaucoup d'autres avaient disparu. Nous avions un mandat d'arrêt à nos trousses et nous devions bouger sans cesse. Le pire, c'était les nuits. Nous devions bien dormir quelque part et nous n'osions pas demander refuge à des amis de peur qu'ils ne soient accusés de complicité.

La seconde nuit, nous nous sommes retrouvés comme prévu, et Orwell eut une brillante idée. Il me demanda : *"Connaissez-vous le propriétaire d'un bain public ?"* Je répondis que oui. *"Allez-y et passons-y la nuit."* Nous y sommes allés, et après le bain, dont nous avions diablement besoin, nous avons sommeillé.

Vers sept heures du matin, le propriétaire s'est rué dans la salle pour nous informer qu'une patrouille de police descendait la rue. Nous avons juste eu le temps de sauter chacun dans une baignoire.

Lorsque la police est entrée et a jeté un coup d'œil, le propriétaire lui a déclaré : *"Il y a juste trois ou quatre clients tôt levés, qui prennent un bain matinal."*

La plus grande difficulté, c'était de quitter l'Espagne. Nous avons décidé de partir le troisième jour à 7 heures du soir. Eileen Blair nous attendait à la gare. Lorsque nous y sommes arrivés, nous avons appris que le train avait été annulé et que le prochain départ était pour le lendemain 7 heures du matin. Nous avons passé la soirée dans un cinéma tranquille. Eileen est retournée à son hôpital et nous avons dû trouver un endroit pour dormir.

Près de la gare, il y avait un petit hôtel. Nous y sommes allés et avons eu une petite conversation avec le patron. "*Oh oui, j'ai trois lits ; je vais juste appeler la police pour l'informer que nous avons des clients.*" C'était impossible. George déclara au patron : "*Ce n'est pas nécessaire. Téléphonnez seulement demain matin. Allez, buvons un coup !*" Le patron avait déjà bu un bon coup avant, et nous avions une bouteille de pernod. Nous nous sommes attablés et nous l'avons éclusée jusque bien après minuit. Vers une heure du matin, le patron, épuisé, bâillait à tout va et est allé se coucher

après nous avoir indiqué une grande chambre.

Vers cinq heures du matin, j'ai entendu un raffut effroyable et j'ai dit à George : "*Ça y est, ils arrivent.*" Mais le silence est revenu et, à 6 h 30, nous sommes repartis sains et saufs. Nous avons quitté Barcelone chacun de notre côté. Eileen, puis le jeune Staff, puis George, et moi en dernier. A Port-Bou, nous nous surveillions les uns les autres. Il y eut l'attente habituelle, mais nos passeports étaient en ordre et, manifestement, les instructions à notre égard n'étaient pas encore parvenues. Après la gare de Port-Bou, il y a le tunnel international. Le train s'y est arrêté une demi-heure, mais finalement nous sommes arrivés en France dans la lumière du soleil.

(Publié d'abord dans le *Northerner*, publication du King College de l'université de Durham, et reproduit dans les numéros du 30 juin 1956 et du 14 juillet 1956 du *Socialist Leader*, hebdomadaire de l'ILP.)

**Léon Vikenti
Lipski,
fondateur
du PC polonais
indépendant**

Lénine expliquait, le 19 octobre 1921 : “Une victoire du pouvoir des soviets en Pologne, de l’intérieur, serait une immense victoire internationale (...). Car la Pologne est voisine de l’Allemagne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, et une Pologne soviétique fera éclater tout le système (du traité) de Versailles. Voilà pourquoi les communistes polonais assument une responsabilité mondiale.”

Ils étaient donc particulièrement dangereux pour Staline, engagé dans une politique directe de soutien aux gouvernements bourgeois de tous ordres (fasciste en Italie, comme le souligne l’appel du 1^{er} aout du comité central du PC italien aux “fascistes de la vieille garde” et aux “jeunes fascistes” à appliquer le programme fasciste de 1919, gouvernements républicains en Espagne et en France, etc.).

La dissolution du Parti communiste polonais et l'assassinat de Lipski

LE 31 mai 1937, une résolution du comité exécutif de l'Internationale communiste exige une épuration sévère dans les PC des pays capitalistes, pour y débusquer les "agents trotskystes", à savoir, comme l'avoue la résolution, des militants "qui donnent à leur désaccord radical avec la politique du parti et de l'Internationale communiste la forme de réserves de toute espèce à l'égard des positions tactiques du parti" (1).

"Tous les trotskystes doivent être pourchassés, abattus, exterminés", déclare Staline, le 11 novembre 1937, à des responsables de l'Internationale communiste, pour évoquer le sort promis au Parti communiste polonais. Le 2 décembre 1937, il affirme : "La dissolution du PC polonais a deux ans de retard."

Pourquoi deux ans ? Peut-être Staline renvoie-t-il à sa déclaration au journaliste américain Roy Howard, du 1^{er} mars 1935. Ce dernier l'interrogeant sur ses "plans et intentions de révolution mondiale", Staline avait répondu : "Nous n'avons jamais eu de pareils plans et de pareilles intentions (...). C'est le fruit d'un malentendu (...), d'un malentendu comique, ou plutôt tragi-comique."

Dès lors, la Pologne issue du traité de Versailles ne pouvait être que l'objet d'un jeu diplomatique entre puissances intéressées à sa conservation (France, Angleterre), à sa disparition (Allemagne

nazie) ou à son affaiblissement et à son démantèlement (l'URSS stalinienne) ; dès lors, le PC polonais, qui organisait surtout les Ukrainiens (Ruthènes) et les Juifs des territoires orientaux, devenait une gêne plus qu'un outil. Il est donc soumis à une répression massive, qui mène à sa dissolution pure et simple en 1938 et à la liquidation de la quasi-totalité de sa direction, sauf ses membres emprisonnés en Pologne, comme le futur secrétaire général du Parti ouvrier unifié polonais (nom du PC polonais à partir de 1948), Wladyslaw Gomulka.

La liquidation du PC polonais est menée en plusieurs étapes : arrestation de ses membres réfugiés en URSS, invitation de ses cadres militant en Pologne à venir en URSS et rafle des communistes polonais à l'étranger, envoyés au Goulag ou fusillés. Cette entreprise se conjugue avec une chasse à l'homme de la population polonaise vivant en URSS et avec la dissolution des deux régions autonomes polonaises créées dès le début des années 1920.

Les dirigeants communistes polonais réfugiés en URSS (Warski, Kostrzewa, Lenski, Dombal, etc.) sont arrêtés, ignominieusement torturés et fusillés après avoir passé les "aveux" exigés d'eux sur leur

(1) Numéro 1 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, pp. 63-64.

participation à un complot trotskyste lié à la Gestapo.

La revue *L'Internationale communiste*, de février 1938, publie un article intitulé "*Les provocateurs à l'œuvre*". On y apprend que toute la direction du PC polonais est noyauté par "*des agents trotskystes*", manipulés par la police politique polonaise... qui (nouvelle trouvaille du Guépéou) "*a fait tirer sur ses propres presses les livres de Trotsky et s'est efforcée de les distribuer gratuitement dans les prisons parmi les détenus*" !

Au même moment, arrive en Espagne un envoyé de la direction de l'Internationale, le Bulgare Ivanov, auprès de la division polonaise Dombrowski des brigades internationales. Ivanov explique aux communistes polonais de la division la nécessité de dissoudre leur parti et insiste sur leur rôle moteur dans la mise en œuvre de cette décision encore clandestine ! Tout doit se faire par la base ! Aucune décision n'est encore prise par le présidium de l'Internationale.

Dès mars, la dissolution commence par la base, en fait par des émissaires de Moscou. En avril, la direction du PC polonais, informée de la dissolution... par le PC autrichien, envoie un délégué à Prague, vérifier l'information auprès du PC tchèque ! Le 5 mai, sur ordre de Moscou, le journal du PC polonais, *Czerwony Sztandar* ("Le Drapeau rouge") publie l'article "*Les provocateurs à l'œuvre*". Un seul membre du comité central du PC polonais s'oppose à la dissolution de son parti : Léon Vikenti Lipski (dont l'un des pseudonymes est Lukasz).

Le 2 juillet 1938, la direction du PC polonais se soumet à la décision de dissolution, toujours officieuse, matérialisée en août par une résolution signée par un tiers des membres du présidium de l'Internationale communiste (dont Dimitrov, son secrétaire général, et Togliatti, le secrétaire général du PC italien). Cette résolution n'est pas publiée, mais la décision... officieuse est publique. Tout ouvrier polonais qui s'affirme alors membre du PC polonais est considéré et traité comme un provocateur. Jamais,

sans doute, Staline n'a manifesté tant de perfidie hypocrite.

Cet acharnement sur le PC polonais est dû à son rôle international particulier, que Staline comprend fort bien. Le PC polonais, rassemblant des travailleurs polonais, juifs et ukrainiens (car la Pologne d'alors comporte à l'est de vastes territoires habités essentiellement par des Ukrainiens, dits Ruthènes, et des Juifs) est internationaliste par sa nature même.

Ce parti était issu du Parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie, fondé au début du siècle par Rosa Luxemburg, dénoncée *post mortem* par Staline en 1931 comme une menchevique semi-trotskyste. Sa direction avait en 1923 publiquement soutenu Trotsky dans son premier combat contre la bureaucratie et Staline.

Enfin, dans la perspective d'un accord avec Hitler, que Staline cherchait depuis 1934 et qu'il avait commencé à préparer en 1936, la classe ouvrière polonaise et les Juifs polonais devaient être sacrifiés. Le PC polonais, dont la soumission paraissait douteuse à Staline, devait donc être liquidé. Sa destruction était un pas vers le pacte Hitler-Staline du 23 août 1939.

Le document ci-dessous est une lettre de Dimitrov à Staline, Molotov, Chtcherbakov (chef du Sovinformbureau) et Merkoulou (chef du NKVD), informant de l'assassinat par le NKVD de Léon Vikenti Lipski.

Membre du PC polonais depuis 1920, secrétaire régional du parti, emprisonné plusieurs fois en Pologne pour son activité communiste, il est nommé en 1932 secrétaire de la section militaire du comité central du PC polonais, puis en 1937 membre de sa direction provisoire. Réfugié en URSS après l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht, il est arrêté par le NKVD, s'enfuit et reconstitue en Pologne un Parti communiste clandestin, qui est l'objet de l'offensive conjointe de la Gestapo et du NKVD. Les éditeurs du volume *Le Comintern et la Deuxième Guerre mondiale* affirment que ce parti "*intervenait contre les envahisseurs allemands et était partisan d'une ligne politique du PCP indépendante de Moscou.*"

Les autorités d'occupation le considéraient comme l'une des organisations clandestines les plus dangereuses pour elles" (p. 384). Moscou décide de reconstituer en janvier 1942 un parti polonais, appelé le Parti ouvrier polonais (POP) ; sur son ordre, le comité central du POP ordonne l'exécution de Lipski, réalisée en juillet 1943. L'historiographie officielle, à l'Est comme à l'Ouest, a passé Lipski et son parti sous silence. Il n'est, par exemple, fait aucune mention ni de l'un ni de l'autre dans l'ouvrage classique de Dzięwanowski : *The Communist Party of Poland* (1959).

L'Internationale communiste avait été dissoute le 15 mai 1943 par Staline, mais on voit que, pour ce genre d'informations, son appareil fonctionnait toujours...

La lettre de Gueorgui Dimitrov

AUX camarades Staline, Molotov, Chtcherbakov, Merkoulov. Le comité central du Parti ouvrier de Pologne nous a fait parvenir l'information chiffrée suivante :

« Considérant que Lukasz Lipski, tant par son activité de sape parmi les membres du parti que par ses interventions publiques contre le parti dans la presse et dans les réunions, s'est largement démasqué comme un agent du fascisme, exclusivement dangereux pour

nous, le comité central avait décidé de le liquider. Cette décision est déjà exécutée. Nous ne jugeons pas judicieux de rendre public ce fait pour le moment.

D'après nos renseignements, ce Lipski était un ancien membre du Parti communiste de Pologne depuis 1920. Auparavant, il avait fait partie de l'« Organisation militaire polonaise » de Pilsudski. Pendant la guerre polono-allemande, Lipski passa en URSS et travailla comme inspecteur du travail à Bielostok, où, au printemps 1940, il fut arrêté par le NKVD. Après le début de la Guerre patriotique, Lipski réussit, dans des circonstances non éclairées, à se libérer et à s'infiltrer en Pologne, où, selon des données qui datent de février 1943, il fut l'un des organisateurs du groupe provocateur intitulé « Le Parti communiste de Pologne ».

Les deux frères de Lipski, Starevitch (Anton Lipski) et Ratsiborski (Ludwig Lipski) ont été arrêtés par le NKVD.

Pendant la période de son travail en Pologne avant 1939, Lukasz Lipksi était connu comme un ivrogne et un individu moralement décomposé, et toute une série de membres du comité central de Pologne le soupçonnaient d'être un provocateur. »

**9 juillet 1943,
G. Dimitrov**

(CRCEDHC, fonds 495, inventaire 74, dossier 424, feuilles 34-35. *Le Comintern et la Deuxième Guerre mondiale*, tome 2, pp. 383-384.)



Le maréchal Pilsudski, vainqueur de l'Armée rouge en 1920 avec l'aide de la mission militaire française, et chef de la Pologne de 1926 à 1935, date de sa mort.

Chronique des falsifications

Le 28 octobre 1938, le chef du NKVD (le commissariat du peuple à l'Intérieur), Iejov, démis huit jours plus tard, et son suppléant et futur successeur, Beria, adressent à Staline un "document" (1) fabriqué par leurs services, où l'on peut lire :

"L'ancien président du soviet des députés ouvriers de Pétersbourg en 1905, Khroustalev-Nossar, a publié un livre intitulé Un Passé proche, dans la préface duquel Trotsky-Bronstein est qualifié d'agent de l'Okhrana (la police politique, NDA) tsariste depuis 1902.

L'information nous est parvenue en même temps que Khroustalev-Nossar avait été fusillé à Pereslav en 1919 sur ordre direct de Trotsky, qui, par là, décidait de se débarrasser d'un témoin de sa collaboration avec l'Okhrana. A la suite des démarches effectuées pour retrouver les documents confirmant l'activité provocatrice de Trotsky, a été découvert dans la ville de Gorki le procès-verbal du comité exécutif de Nijni-Novgorod, du 30 mars 1917."

Ce procès-verbal, qui aurait été communiqué au ministre de la Guerre, puis président du gouvernement provisoire en 1917, cite une liste « d'agents-collaborateurs de l'ancienne direction de la gendarmerie "remerciés", parmi lesquels Bronstein Leiba Davidovitch, Nossar Georgui Stepanovitch, Lounatcharsky Anatoli Vassilivietch ».

Iejov et Beria ajoutent en post-scriptum :

"Nous avons découvert une dépêche du maréchal des logis en chef de l'état-major général de l'armée tsariste en date du 30 mars 1917, n° 8 436, adressée au gouvernement provisoire et attestant que leur attaché militaire aux Etats-Unis leur a télégraphié : le 14 mars, Léon Trotsky a quitté New York pour la Russie sur le bateau Christia Fords. Selon les services de renseignements britanniques, Trotsky dirige en Amérique la propagande socialiste en faveur de la paix payée par les Allemands et des personnes qui leur sont proches."

(1) Ce document figure aux Archives de la fédération de Russie, fonds 33 987, inventaire 3, dossier 1 103, feuillets 146-149. Les extraits utilisés dans cette note figurent page 82 du tome I du *Trotsky* de Volkogonov, Novosti Moscou, 1992.

Une falsification stalino-monarchiste

LA fabrication de ce “document” par les deux maîtres de la police politique de Staline n’exigeait pas de leur part un effort d’imagination très grand. Pour la méthode — transformer un révolutionnaire en agent de la police et de l’étranger —, il leur suffisait de puiser dans le trésor des adversaires de la révolution russe. Lorsque Trotsky rentra en Russie en mai 1917, le journal du parti Constitutionnel-démocrate (Cadet), reprenant une déclaration de l’ambassadeur anglais Buchanan, qui haïssait tous les socialistes hostiles à la guerre, l’accusa d’avoir reçu aux Etats-Unis 10 000 dollars d’une agence allemande pour renverser le gouvernement provisoire issu du renversement de la monarchie.

Le réactionnaire général-baron Wrangel reprocha un jour de 1918 à son ancien compagnon d’armes, le général Odintsov, en service dans l’Armée rouge, de “travailler en collaboration avec l’espion allemand Trotsky”, alors commissaire du peuple à la Guerre et président du Comité militaire révolutionnaire de la République : “Je suppose qu’il ne peut y avoir pour vous le moindre doute sur le fait qu’il est un espion allemand.” Son interlocuteur le rassura : “Bien sûr, et il n’est pas le seul”, et continua de servir dans l’Armée rouge. En toute logique.

Staline n’utilisa pas ce “document” fabriqué trop tardivement par Iejov et Beria, qui tentait de disqualifier l’action de Trotsky en 1905 en le mêlant à son prédécesseur à la présidence du soviét, Khroustalev-Nossar, mort depuis vingt

ans, et à Lounatcharsky, ancien commissaire du peuple à l’Instruction publique, mort depuis cinq ans et coupable de sacrilège : la publication, en 1923, de ses *Silhouettes révolutionnaires*, où l’on trouvait un chapitre sur Trotsky, mais pas la moindre ligne sur Staline.

Les trois procès de Moscou d’août 1936, janvier 1937 et mars 1938 contre les anciens dirigeants de la révolution russe et du Parti bolchevique avaient alors dénoncé Trotsky et les trotskystes comme un “*détachement d’avant-garde des fascistes agissant sur les indications directes des services d’espionnage étrangers (...), un détachement de vulgaires bandits, d’espions et d’assassins (...), un bataillon d’assaut du fascisme (...), qui ne reculent devant rien, ni devant le sabotage ni devant les actes de diversion, ni devant l’espionnage ni devant l’activité terroriste, ni devant la trahison de la patrie*” (réquisitoire de Vychinski du 28 janvier 1937). Ce détachement d’assaut voulait dépecer l’URSS au profit d’Adolf Hitler et du Mikado et, pour parvenir à ses sinistres fins, faisait sauter les puits de mine et dérailler les trains, semait du verre dans le beurre, empoisonnait l’eau des puits, répandait la peste bubonique parmi les troupeaux et préparait contre Staline et les autres dirigeants bien aimés du peuple soviétique de perfides attentats, dont un hasard complice, la Providence divine et le marxisme-léninisme les protégeaient toujours.

Le fantôme de l’Okhrana ne présentait donc plus le moindre intérêt. Trois mois après avoir corédigé ce scoop, Ie-

jev fut arrêté comme agent-saboteur trotskyste, chef d'un réseau trotskyste à la tête du NKVD, puis fusillé un an après pour ce crime aussi imaginaire que ses révélations.

Les deux hommes n'avaient rien inventé. Le bruit avait été répandu au cours de la guerre civile par les cercles monarchistes antisémites. L'écrivain Kouprine, dans un portrait de Trotsky publié par *La Nouvelle Vie russe*, des 20-21 janvier 1920, prétend d'abord :

"Il a pris une part tout à fait insignifiante à la révolution de 1905-1906. Les ouvriers, alors, fuyaient les intellectuels et leurs paroles incompréhensibles."

Selon lui, Trotsky faisait partie de ces intellectuels à lunettes que les ouvriers précipitaient à bas des estrades et jetaient dans la rue.

Cette fable est suivie de la "révélation" exhumée par Iejov et Beria : *"Trotsky a-t-il travaillé secrètement*

pour l'Okhrana ? Le bruit en a circulé depuis peu de temps." Grand seigneur, Kouprine ajoute : *"Ce n'est pas que je ne croie pas à ce bruit (indubitablement, cela aurait pu se passer ainsi), mais je ne lui accorde aucune importance. Le mensonge, la trahison, le meurtre, la calomnie, tout cela forme un ensemble de traits trop mesquins, trop secondaires dans le caractère essentiel de cet homme remarquable"* (sic !), que Kouprine voyait bien se proclamer un jour *"dictateur omnipotent et peut-être bien monarque d'un grand pays..."* ! Les affabulations staliniennes se sont nourries de ces élucubrations...

Ajoutons qu'en 1937, Kouprine rentrera en URSS avec son épouse et y sera bien accueilli. Il percevra 45 000 roubles de droits d'auteur.

Jean-Jacques Marie

LES VARIATIONS DU BOLCHEVISME EN RUSSIE

LÉNINE, AGENT DE L'OKHRANA

Il y a près de deux ans que des craquements sourds annonçaient un bouleversement prochain de l'organisation soviétique. Une première fois déjà, les journaux du monde entier rapportèrent que des dissentiments régnaient entre dirigeants bolcheviks et que l'ancien *alter ego* de Lénine, Trotzky (de son vrai nom Braunstein), avait été contraint d'aller faire, dans un coin perdu du Caucase, une cure de repos qui ressemblait singulièrement à un exil politique. Puis, les nécessités de la lutte mondiale engagée par eux contre la civilisation avaient paru rapprocher les dirigeants du Communisme russe; Trotzky était rentré à Moscou et avait participé à différentes cérémonies officielles; la paix semblait faite.

Voici que de nouveau les dissensions intestines du bolchevisme défraient la chronique : attaques violentes dirigées par Trotzky, Zinovief, Radek, etc., contre Staline et Boukharine; Salluste, *Revue de Paris*, n° 24, 15 décembre 1927. Contre leurs accusateurs; soixante douze revocations, en vingt-quatre heures, de

L'argent allemand et le mouvement ouvrier

ON trouve aujourd'hui, sous la plume même d'historiens réputés sérieux, les vieux arguments fabriqués par les services de renseignements français avec l'aide de leur agent Alexinski, et utilisés contre Lénine dès avril 1917, sur l'argent allemand qui aurait financé ses activités, la presse bolchevique, les tracts du Parti bolchevique, etc. Toutes ces publications bolcheviques avaient le mauvais goût de ne pas vouloir tenter de convaincre les paysans et les soldats russes qu'ils devaient continuer à mourir en masse pour le respect d'un accord secret entre Londres, Paris et Moscou, promettant à la Russie la ville de Constantinople et l'ouverture sur les détroits.

C'est là une arme utilisée contre le mouvement ouvrier dès sa constitution. Au lendemain de l'insurrection des ouvriers de Paris jetés à la rue en juin 1848, *Le Bien public* écrivait, dans son numéro du 24 juin : "Au milieu des causes qui ressortent de la terrible crise que nous traversons, il est impossible de ne pas reconnaître des excitations étrangères. Il est certain que des provocateurs ont distribué de l'argent (...). Parmi les individus arrêtés, beaucoup ont été trouvés nantis de sommes assez importantes."

Le journal *Le Corsaire*, du même jour, précise : "Dans un seul hôpital, à la Pitié, sur 589 individus arrêtés, on compte jusqu'à 180 000 francs, en numéraire tant français qu'étranger."

Un chiffre précis (encore qu'arrondi), voilà qui fait vrai ! Or, d'après une dé-

claration du directeur de l'hôpital de la Pitié, M. Vincent, la somme totale trouvée sur 70 insurgés emmenés à l'hospice s'élevait... à 2,25 francs. La multiplication du *Corsaire* est astronomique, mais assez habituelle dans ce genre de campagne.

Lorsque la Gauche révolutionnaire, exclue de la SFIO au congrès de Royan de ce parti en juin 1938, fonda le Parti socialiste ouvrier et paysan, dont le nombre d'adhérents était d'environ 7 000, la presse se déchaîna et dénonça la main de l'Allemagne dans la fondation de ce parti par les exclus. Le n° 13, du 17 juin 1938, de *Juin 36*, l'organe du PSOP, cite ainsi deux extraits de presse significatifs.

M. Cartier, dans *L'Epoque*, écrit :

"C'est sur la question des fonds, plus importante et plus grave qu'on ne l'imagine, que les socialistes vont faire des recherches. Mercredi après-midi, un député affirmait que le parti Pivert recevait de l'argent allemand, que la police était renseignée et que la haine farouche des dissidents à l'égard de Dormoy (1) n'avait pas d'autre raison.

L'ex-ministre de l'Intérieur aurait donné des précisions à Paul Faure (2) et à Léon Blum, ajoutait le parlementaire, notamment sur l'origine d'un gros chèque encaissé à Paris.

(1) Ministre de l'Intérieur du gouvernement du Front populaire (NDLR).

(2) Secrétaire général de la SFIO (NDLR).

Si Dormoy est vraiment renseigné, pourquoi n'a-t-il pas provoqué une enquête, qui permettrait aux braves gens qui suivent Pivert de se méfier ?

Pourquoi ? expliqua le même député. Parce que Pivert est la candeur même et qu'il ne se doute pas de la crapulerie de son entourage. Il a autour de lui des gens douteux qui le mèneront plus loin qu'il ne veut aller."

Juin 36 cite ensuite un article de Juvenal évoquant l'intervention à la tribune du congrès d'un "lieutenant de l'illustre Marceau", avec le commentaire suivant :

"Sous sa phraséologie révolutionnaire, c'est exactement le thème de la propagande hitlérienne. Elle confirme ce que nous avons toujours dit et écrit : la Gauche révolutionnaire socialiste est, comme les groupements trotskystes et quelques autres, un instrument allemand... Le III^e Reich a travaillé les partis français, à l'extrême-gauche comme à droite. Il a partout ses représentants. M. Marceau Pivert annonce à tous les échos qu'il va reprendre son activité révolutionnaire et développer son action dans le pays. Avec quels moyens ? Avec quel argent ? Le gouvernement fera bien de s'en enquérir."

Pages oubliées

Fiodor Dan (pseudonyme de Fiodor Gourvitch) naquit en 1871 à Pétersbourg et mourut en janvier 1947 à New York. Etudiant en médecine, il participe en 1895 à la fondation de l'Union de lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière de Pétersbourg, avec Lénine et Martov. En 1903, lors de la scission du Parti ouvrier social-démocrate russe, lors de son deuxième congrès, il se range avec Martov dans la fraction des mencheviks, dont il devient l'un des dirigeants. En 1905, il est coopté au comité central du POSDR. En 1906, il est élu au comité central du POSDR réunifié. Il appartient, dans les années 1910, au groupe des mencheviks dits par Lénine "liquidateurs", parce qu'ils veulent abandonner le travail illégal au profit de la seule activité légale en Russie. Exilé en Sibérie pendant la guerre, il est dès mars 1917 élu membre du comité exécutif du soviet de Petrograd, soutient le gouvernement provisoire, puis la participation socialiste à ce gouvernement. Au premier congrès des soviets de juin 1917, il est élu membre du présidium du comité exécutif central des soviets. C'est lui qui préside la séance d'ouverture du deuxième congrès des soviets, le 25 octobre 1917.

Il quitte ensuite le congrès. Lors de la réunion du comité central menchevique, le 5 novembre, il explique que l'action des mencheviks repose sur trois postulats : *"Premièrement, la guerre civile se déchaîne et ouvre la voie à la contre-révolution ; deuxièmement, pour empêcher la guerre civile, la capitulation du bolchevisme est indispensable ; troisièmement, notre tâche est de séparer le bolchevisme du mouvement ouvrier."*

Partisan d'un gouvernement de coalition de toutes les forces socialistes, il précise : *"Le sens de l'accord est de contraindre les bolcheviks à renoncer à l'idée du pouvoir des soviets et à reconnaître l'égalité des droits de toute la démocratie (1). L'accord est impossible sans la scission du bolchevisme."*

Hostile à la paix de Brest-Litovsk, député du soviet de Moscou, il est encore élu membre du comité exécutif central des soviets en octobre 1918. Il travaille ensuite comme médecin dans l'Armée rouge. Arrêté sous l'accusation d'avoir participé à l'organisation de la révolte de Cronstadt, en mars 1921, il est envoyé en exil à l'étranger, à Berlin, où il devient l'un des responsables de la rédaction du bulletin menchevique, *Le Messenger menchevique*.

Président de la délégation étrangère des mencheviks russes jusqu'en 1940, il est délégué régulièrement aux congrès de l'Internationale socialiste. Il se fixe à Paris après l'arrivée au pouvoir de Hitler. En 1946, il publie un livre intitulé *L'Origine du bolchevisme*.

(1) La démocratie désigne l'ensemble des partis socialistes et bourgeois non monarchistes (au premier chef, les constitutionnels-démocrates, ou Cadets).

Fiodor Dan (menchevik) sur les procès de Moscou

Q. — De quoi vous accuse-t-on ?

R. — De choses plus graves encore que Magdeleine Paz et Rosmer, puisque, selon les "aveux" de Tchernov, ancien commissaire du peuple à l'Agriculture, j'aurais servi d'intermédiaire entre Tchernov et les services d'espionnage allemands, en particulier un certain colonel Oberhaus.

Or je n'ai jamais rencontré Tchernov — ni naturellement le colonel Oberhaus.

Mais les menées dont on m'accuse ont ceci de curieux qu'elles se seraient produites en 1928 et auraient eu pour but de provoquer une intervention allemande en Union soviétique.

Or au procès de Moscou de 1931, dit procès des mencheviks, mon camarade de parti, Abramovitch, fut accusé de s'être rencontré à Berlin au cours de cette même année 1928 avec Otto Bauer et Léon Blum, afin de provoquer également une intervention armée contre les Soviets.

La seule différence est que cette intervention devait être non pas une intervention allemande, mais une intervention française, la France étant considérée à l'époque du procès de 1931 comme l'ennemi principal de l'URSS.

Ainsi l'incohérence saute aux yeux. Selon les besoins de la politique extérieure des Soviets, on reproche aux accusés d'avoir joué le rôle d'agents de puissances diverses et antagonistes.

Q. — Comment vous expliquez-vous ces accusations ?

R. — Je suis sans doute impliqué dans le procès en qualité de leader du parti menchevik et à cause du rôle que je puis jouer dans la II^e Internationale. J'ai acquis depuis quelque temps une certaine influence sur les éléments de gauche

de la II^e Internationale. Je me suis efforcé de les convaincre qu'il faut défendre l'Union soviétique, qu'il faut sauver la révolution russe, que tout cela peut et doit être fait, non pas avec Staline, qui prépare inévitablement le triomphe de la contre-révolution, mais contre lui et en accord avec les classes laborieuses russes, qui nous suivront.

Par ailleurs, il y a quelque obscurité dans le procès des 21. Celui des mencheviks était dirigé contre la II^e Internationale tout entière. Cette fois, quelques personnalités, seulement, sont impliquées. Il est probable que l'actuel procès a été préparé selon des plans très divers et qui changeaient tous les jours, et qu'il a dû s'ouvrir avant que tout ne fût au point.

Aussi l'incohérence éclate-t-elle plus que jamais dans ce procès. Le nombre de ceux qui — même parmi les communistes — continuent à croire aux accusations diminue. C'est du mauvais travail.

Q. — Ne croyez-vous pas qu'un tel procès fasse pressentir la fin du régime actuel en URSS ?

R. — Certainement. En définitive, Staline sera réellement éloigné du pouvoir. Non par les vieux bolcheviks, dont ces procès nous montrent qu'ils sont devenus trop faibles, mais par les jeunes staliniens, par tous ces cadres nouveaux dont il s'est servi pour écraser les vieux bolcheviks. Le type de ces hommes nouveaux nous est donné par le jeune diplomate Boutenko, qui, une fois réfugié en Italie, s'est empressé de déclarer qu'il était fasciste depuis le début de sa carrière et qu'il est toujours resté tel.

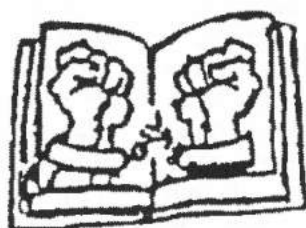
Propos recueillis par Colette Audry
(Juin 36, n° 3, 18 mars 1938)



Fiodor Dan, dirigeant menchevique (1871-1947).

Un document du CERMTRI

**(Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux)**



Documents de la IV^e Internationale sur la Yougoslavie

(Cahier du CERMTRI, n° 85)

EN juin 1948, le Kominform, bureau d'information réunissant neuf partis communistes européens, constitué en septembre 1947, condamnait publiquement le Parti communiste yougoslave. C'était le début d'une violente campagne contre le PC yougoslave et ses dirigeants, comparés à Josef Goebbels, aux nazis de tout acabit, et d'une grave crise publique du stalinisme qui eut des répercussions internationales profondes, en particulier dans les pays dits de "démocratie populaire", où les procès se multiplièrent à partir de 1949 contre les dirigeants locaux que Staline voulait éliminer sous l'accusation conjointe de "titisme" et de "trotskysme" (procès Rajk en Hongrie, procès Kostov à Sofia, procès Slansky à Prague, etc.).

Comme le souligne l'introduction au Cahier 85 du CERMTRI, « la première question à laquelle la IV^e Internationale devait répondre était bien évidemment : ce conflit n'était-il qu'une lutte entre cliques bureaucratiques rivales qu'il fallait ignorer ou, au contraire, fallait-il défendre la résistance du PC yougoslave à Staline ? D'emblée, la très large majorité des directions des sections de la IV^e Internationale considéra que défendre contre Staline le PC yougoslave et le gouvernement yougoslave était défendre la révolution yougoslave. A partir de là,

d'autres questions se posaient : la rupture du Parti communiste de Yougoslavie avec la bureaucratie du Kremlin signifiait qu'il n'était plus défini comme l'exécutant de la politique internationale de cette bureaucratie. Il n'était donc plus, au sens strict du terme, un parti stalinien. En devenait-il pour autant un parti révolutionnaire ? Et pouvait-il, par un mouvement "naturel", devenir un tel parti ? »

A quoi s'ajoutent d'autres questions : « *Quelle était la nature de l'Etat yougoslave ? Sur quels fondements sociaux repose cet Etat ? Comment ont-il été produits ? Dans cette mesure, l'Etat yougoslave peut-il être qualifié d'"Etat ouvrier", en relation avec la définition de l'URSS comme "Etat ouvrier dégénéré" ? Quelles sont les contradictions politiques de cet Etat, est-il contrôlé par une bureaucratie échappant à tout contrôle, érigée en caste dominante ? »*

Les textes publiés dans ce Cahier, et qui vont jusqu'en mai 1950, à la veille de la guerre de Corée, sont, souligne la présentation, plus importants par les questions de méthode, d'analyse qu'ils soulèvent, que par les conclusions provisoires auxquelles ils aboutissent. Ils consistent essentiellement en résolutions des organismes dirigeants de la IV^e Internationale et en articles d'analyse de l'organisation trotskyste américaine (le

Socialist Workers Party) et d'Ernest Mandel (Germain).

La résolution du comité exécutif international d'octobre 1948 souligne :

“A partir du moment où il y a conflit et rupture entre un parti communiste et le Kremlin, ce parti cesse d'être un parti stalinien comme les autres et toutes les possibilités de différenciation dans son sein sont désormais ouvertes.”

C'est bien pourquoi l'un des premiers soucis de Beria, puis de Khrouchtchev, une fois Staline mort, sera de se “réconcilier” avec Tito et de colmater la brèche ainsi ouverte au flanc du système stalinien.

“L'expansion du stalinisme dans le glacis s'avère être un facteur décisif de déséquilibre de ce système en y introduisant des forces centrifuges et des ferments nouveaux, qui aiguisent toutes ses contradictions, accélèrent et précipitent la crise.”

De ce point de vue, l'affaire yougoslave n'est que le premier signe du processus de dislocation convulsive dans lequel le stalinisme est entré.”

C'est pourquoi les sections de la IV^e Internationale furent invitées à diffuser dès septembre 1949 une lettre ouverte aux ouvriers communistes et aux membres des partis communistes, intitulée *Pourquoi Staline veut écraser Tito* et sous-titrée *“Pourquoi les révolutionnaires doivent défendre la Yougoslavie”*, texte reproduit en entier dans le *Cahier* n° 85 et qui insiste sur les raisons de l'acharnement de Moscou contre Tito et le PC yougoslave :

“Pourquoi un tel acharnement ? Pourquoi une telle rage ? Parce que Tito et la direction du PC yougoslave ont osé mettre en question le principe sur lequel est basé le pouvoir et l'idéologie du stalinisme : la soumission absolue de tous les partis communistes au Kremlin.”

Après quoi, la lettre pose les questions sur les conséquences de cette soumission :

“Qui est responsable des terribles défaites du mouvement communiste grec, alors que celui-ci contrôlait en 1943-1944 presque tout le pays ? Qui a ordonné aux ouvriers et partisans français de livrer leurs armes à de Gaulle en 1944 ? Qui a trahi le magnifique mouvement de révolte aux Indes, en août 1942 ? Qui a poussé les ouvriers anglais et américains, pendant la guerre, à collaborer avec leur bourgeoisie ? Qui a appelé les travailleurs dans les colonies et semi-colonies à collaborer avec l'impérialisme qui les exploite ?

On ne peut pas comprendre les raisons de l'attaque stalinienne contre la Yougoslavie sans remettre en question toute la politique stalinienne depuis vingt-cinq ans, politique qui a causé au mouvement ouvrier de terribles défaites.”

Par-delà telle ou telle nuance et tel ou tel élément objet de discussion — en général très argumentée —, c'est pour l'essentiel l'axe de ce recueil de textes, qui illustre un débat à la fois riche et profond.

C.E.R.M.T.R.I.

**Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux**

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 01.44.83.00.00.

Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.

Nous invitons tous ceux qui possèdent des archives d'un courant, d'un mouvement, d'un militant ou de militants de toutes tendances à les confier au CERMTRI.

Depuis des années, le CERMTRI a collecté des archives, des documents et la presse du mouvement ouvrier révolutionnaire — et plus particulièrement ceux du mouvement trotskyste depuis l'Opposition de gauche.

Il met à la disposition des militants, des historiens et des chercheurs :

- 8 000 livres ;
- des milliers de documents et de journaux ;
- les *Cahiers du CERMTRI*, publication trimestrielle de textes inédits ou de documents historiques rares.

**LE CERMTRI A CONSTITUÉ
UN FONDS D'ARCHIVES HISTORIQUES UNIQUE
PRÉSERVER NOTRE MÉMOIRE EST UNE TÂCHE POLITIQUE**

C'est pourquoi le CERMTRI a décidé :

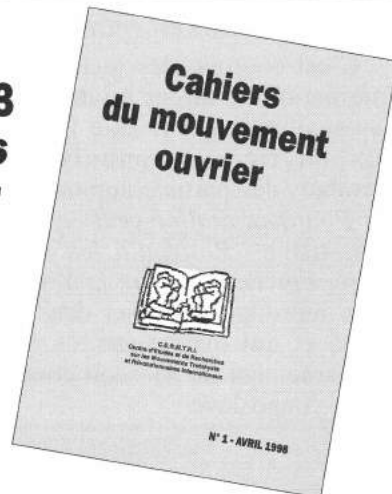
- de s'informatiser pour préserver les documents historiques de l'altération du temps ;
- de donner des conditions de travail satisfaisantes dans des locaux faciles d'accès ;
- de développer la bibliothèque de consultation.

Le CERMTRI est un outil de réflexion et de travail pour tous les militants.

Il est nécessaire de le faire vivre à un moment où tout converge pour effacer l'histoire du mouvement ouvrier.

**NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE ENGAGEMENT
ET DE VOTRE SOUTIEN**

**Les nos 1, 2 et 3
des Cahiers
du mouvement ouvrier
sont toujours disponibles**



Dans les deux prochains numéros

- Christianisme social et nazisme : un texte de l'école d'Uriage de l'automne 1945.
- Extraits de livres : Victor Marouk : *Juin 1848*.
- Voyage dans les archives du secrétariat du comité central du Parti communiste russe.
- Les anarchistes espagnols dans la guerre civile (deuxième partie).
- Vadim Rogovine : le NKVD, le Komsomol, l'armée en 1938.
- Vadim Rogovine : la garde rapprochée de Staline.
- Lominadzé : lettres à Ordjonikidzé (suite).
- Documents sur Raffin-Dugens.
- Témoignage du fils de Primakov, fusillé en même temps que Toukhatchevski.

AU SOMMAIRE DU N° 1

- Pourquoi les *Cahiers du mouvement ouvrier* ? (Jean-Jacques Marie) p. 5
- Du bon usage des archives :
comment les archives révèlent ce qu'on leur demande (Jean-Jacques Marie) p. 9
- La Grande Terreur : trois plénums du comité central du Parti bolchevique russe
(décembre 1936, février-mars 1937, juin 1937) (Vadim Rogovine) p. 23
- Pages de la Terreur p. 61
- Lutte contre le fascisme et front unique en Allemagne en 1933-1934 p. 69
- Autour du procès du POUM (11 au 22 octobre 1938) (Olivier Simon) p. 81
- A propos d'Artur London (Jean-Jacques Marie) p. 95
- La Terreur blanche (extrait de *Souvenirs d'une révolutionnaire*,
d'Irina Kachovskaia, socialiste-révolutionnaire de gauche) p. 101
- Pages oubliées : Friedrich Adler p. 109
- Chronique des falsifications (Jean-Jacques Marie) p. 115
- Bribes d'histoire p. 131
- Fonds d'archives p. 139
- Le dossier Sedov du fonds Trotsky aux archives de Moscou ; l'organisation de la chasse aux oppo-
sants ; la provocation comme moyen de lutte contre l'opposition : l'exemple de Nicolas Mouralov.
- Un livre utile : *Chronique d'une déraison (Moscou, 1937-1938)*
(Ioulia Piatnitskaia) p. 151

AU SOMMAIRE DU N° 2

- Présentation p. 5
- La Grande Terreur (Vadim Rogovine) : le plénum du comité central du Parti communiste russe
de janvier 1938 (p. 11) ; l'affaire Postychev (p. 15) ; le bilan des répressions stalinienne (p. 19).
- Un élément nouveau sur l'assassinat de Trotsky (Mark Goloviznine) p. 27
- Les liens de l'Opposition de gauche (Mark Goloviznine) p. 31
- Lutte de classes et Goulag (Jean-Jacques Marie) p. 35
- Trois militants russes : Avenir Nozdrine, Vladimir Smirnov et Eva Broïdo p. 39
- Une grève de la faim des trotskystes à Vorkouta p. 55
- Un bloc pour renverser Staline p. 67
- Documents : une page d'histoire des trotskystes vietnamiens (p. 74) ; Marceau Pivert : "*Et pour-
tant, elle tourne*" (p. 76) ; *Juin 36* et la censure (p. 79) ; un document "confidentiel" (p. 82).
- Bribes d'histoire : un tract du groupe espagnol de la IV^e Internationale au Mexique sur l'assassi-
nat d'Ehrlich et Alter (p. 84) ; à propos de Zimmerwald (1915) (p. 87) ; en 1930, un paysan pauvre
dénonce la collectivisation stalinienne (p. 95).
- Pages oubliées : Friedrich Adler : pourquoi j'ai tué le comte Stürgkh (p. 98) ; le Parti ouvrier so-
cialiste révolutionnaire et l'affaire Dreyfus (p. 104).
- Chronique des falsifications (Jean-Jacques Marie) : un auteur du *Livre noir du communisme* dans
ses œuvres (p. 108) ; qui a tué Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg ? (p. 110) ; Léon Feuchtwan-
ger et *Moscou 1937* (p. 114) ; Karel Bartosek et le complot sioniste de 1952 (p. 118) ; un jeu impu-
dique avec les chiffres (p. 121).
- Une correspondance de Lise London p. 125
- Lettre de lecteur : un historien engagé p. 127
- Qu'est-ce que la "*plate-forme de Rioutine*" ? p. 129
- Le sort d'Edmondo Peluso p. 131
- Eléments chronologiques p. 135
- Présentation : deux documents publiés par le CERMTRI : le parti ouvrier aux Etats-Unis (p. 147) ;
la révolution espagnole (p. 149).

AU SOMMAIRE DU N° 3

• Présentation	p. 5
• La Grande Terreur (Vadim Rogovine) : dans les arcanes du bureau politique (p. 11) ; la liquidation du comité central (p. 13).	
• Le mouvement trotskyste mondial dans les années 1930 à travers les documents internes du Comintern (Mark Goloviznine)	p. 21
• Le dossier Aoussem (dirigeant trotskyste "disparu" en 1936) (Mark Goloviznine)	p. 35
• L'assassin de Kirov et son journal (Jean-Jacques Marie)	p. 43
• David Riazanov, le "dissident rouge"	p. 61
• L'année 1938 dans les souvenirs de Blagoi Popov	p. 71
• Un crime du stalinisme : l'évacuation du Goulag en 1941-1942	p. 77
• Le "printemps de Prague" et l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 à travers les souvenirs de Piotr Chelest, membre du bureau politique du PCUS et secrétaire du PC ukrainien	p. 83
• Daniel Guérin : le Front populaire et les colonies	p. 101
• Pages oubliées	
— Marceau Pivert : James Maxton (1885-1946). Discours de James Maxton aux Communes (1922)	p. 111
— Articles du journal ouvrier polonais <i>Proletaryat</i> (1883-1884)	p. 115
— Louis Lecoin : l'année 1910	p. 119
• Pages choisies	
— Nicole Bossut : <i>Chaumette, porte-parole des sans-culottes</i>	p. 123
— Eric Cavaterra : <i>La Banque de France et la Commune de Paris (1871)</i>	p. 127
• Correspondance	p. 131
• Chronique des falsifications	p. 137
• Deux documents du CERMTRI sur l'Italie	p. 145

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **50 francs**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **180 francs**

Nom, prénom :

Adresse :

Abonnement d'un an : à partir du n° 1

à partir du n° 2 à partir du n° 3 à partir du n° 4

Commande du n° 1 : Commande du n° 2 :

Commande du n° 3 : Commande du n° 4 :

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire en cours